

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LE BAIL A CENS
EN BOURGOGNE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1395 à 1400

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES JURIDIQUES

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le mercredi 29 novembre 1905, à une heure et demie du soir

PAR

LOUIS GALLY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

Président : M. ROUX, Professeur.
Suffragants : { M. Eugène GAUDEMET, Professeur.
 { M. CHAMPEAUX, Agrégé.

DIJON
IMPRIMERIE JOBARD
Place Darcy, 9

1905



UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LE BAIL A CENS
EN BOURGOGNE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1395 à 1400

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES JURIDIQUES

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le mercredi 29 novembre 1905, à une heure et demie du soir

PAR

LOUIS GALLY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

Président : M. ROUX, Professeur.
Suffragants : { M. Eugène GAUDEMET, Professeur.
 { M. CHAMPEAUX, Agrégé.

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

1905





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

ARGOU, *Institution au droit françois* (10^e édition), Paris, Humblot, 1771, 2 vol. in-12.

BÉGAT et DEPRINGLE, *La coutume du duché de Bourgogne enrichie des commentaires faits sur son texte par les sieurs Bégat et Depringle*, Chalon-sur-Saône, Pierre Cusset, 1652, in-4^o.

BOUGAUD et GARNIER, *Chronique de Saint-Bénigne* (dans *Analecta divionensia*, t. IX).

BOUHIER, *Les coutumes du duché de Bourgogne avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au Parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol. in-f^o.

BOULAINVILLIERS (Henri de), comte de Saint-Saire, *Histoire de l'ancien gouvernement de France*, La Haye, aux dépens de la compagnie, 1727, 3 vol. in-12.

BOUVOT (J.), *La coutume de Bourgogne de nouveau commentée, avec un autre petit commentaire sur la même coutume, par Hugues Descousu*, Genève, Pierre et Jaques Chouët, 1632, 2 vol. in-4^o.

BRETAGNE (François), *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne, avec les observations de Fr. Bretagne, celles de Nic. Perrier, des notes de MM. La Mare et Jehannin*, Dijon, Augé, 1736, in-4^o.

BRISAUD (J.), *Manuel d'histoire du droit français* (sources, droit public, droit privé), Paris, A. Fontemoing, 1898-1904, 2 vol. in-8°.

BRUEL (Alexandre), *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, Paris, imprimerie nationale, 1876-1901, 6 vol. in-f°.

CHAMPIONNIÈRE, *De la propriété des eaux courantes, du droit des riverains et de la valeur actuelle des concessions féodales*, Paris, Ch. Hingray, 1846, in-8°.

CHARMASSE (A. de), *Cartulaire de l'église d'Autun*, Paris, Pédone ; Autun, Dejussieu, 1865 et 1900, 2 vol. in-4°.

CHASSENEUZ, *Le grand costumier de Bourgogne Bartholomei a Chasseneo*, Parisiis, 1534, François Regnault, in-8°, goth.

CHÉNON (Emile), *Les démembrements de la propriété foncière avant et après la Révolution*, Paris, Larose et Forcel, 1881, in-8°.

COLLETTE (Emile), *Les foires et marchés à Dijon*, Jobard, 1905, in-8°.

DAVOT (Gabriel) et BANNELIER (Jean), *Traité sur diverses matières de droit français à l'usage du duché de Bourgogne et des autres pays qui ressortissent au Parlement de Dijon*, à Dijon, chez la veuve de J. Sirot, 1751-1767, 9 vol. petit in-8°.

DUBOS (l'abbé Jean-Baptiste), *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules*, Paris, Didot, 1742, 2 vol. in-4°.

Fonds de l'abbaye de Saint-Etienne.

FRANÇOIS (Eugène), *Essai sur l'emphytéose*, Grenoble, Breynat et C^{ie}, 1883, in-8°.

GARNIER (Joseph), *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, Dijon, Rabutot, 1867, 3 vol. in-4°.

GARSONNET (E.), *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, Paris, Larose, 1879, in-8°.

- GIRAUD, *Coustumes et stilles gardez ou duchie de Bourgongne avant la reformation desdiles coustumes* (dans la *Revue de legislation*, 1843, t. II, p. 292, et dans *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, Paris, Videcoq père et fils ; Leipzig, Léopold Michelsen, 1848, 2 vol. in-8°, t. II).
- GLASSON, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, Pichon, 1887-1903, 8 vol. in-8°.
- GUÉRARD, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, Paris, Benjamin Duprat et Videcoq père et fils, 1844, 2 vol. in-4°.
- HENRION DE PANSEY, *Dissertations féodales*, Paris, Théophile Barrois le jeune, 1789, 2 vol. in-4°.
- LAMPRECHT, *Etat économique de la France pendant la première partie du moyen âge*, traduction A. Marignan, Paris, Picard, Guillaumin, 1889, in-8°.
- LAURIÈRE (Eusèbe de), *Texte des coutumes de la prévôté et vicomté de Paris*, Nyon, 1777, 3 vol. in-12.
- MARNIER (A.-J.), *Ancien coutumier de Bourgogne* (dans *Revue historique de droit français et étranger*, 1857, t. III, p. 525).
- MARTIN, *Supplément aux œuvres de jurisprudence de M. le président Bouhier ou Remarques sur la coutume de Bourgogne*, Dijon, Frantin, 1789, 3 vol. in-f°.
- MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, Basle, J. Decker, 1799, 4 vol. in-8°.
- PÉPIN LE HALLEUR, *Histoire de l'emphytéose en droit romain et en droit français*, Paris, Joubert, 1843, in-8°.
- PETIT (Ernest), VAUSSE (de), *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, Dijon, Lamarche, 1885 à 1905, 9 vol. in-8°.
- PLANCHER (dom Urbain), *Histoire générale et particulière de Bourgogne avec des notes, des dissertations et les preuves justificatives*, Dijon, Antoine De Fay, 1739, 4 vol. in-f°.
- RAGUT (M.-C.), *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, Mâcon, Emile Protat, 1864, in-4°.

SÉE (Henri), *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1901, in-8°.

TAISAND, *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne avec le commentaire de Monsieur Taisand*, Dijon, François Desventes, 1747, in-f°.

WIART (René), *Le régime des terres du fisc au Bas-Empire ; Essai sur la precaria*, Paris, Larose, 1894, in-8°.

INTRODUCTION

Le louage à court terme convient aux civilisations avancées, le louage à longue durée aux civilisations embryonnaires. Un des principaux types de location à long terme est, au moyen âge, le bail à cens dont il convient d'étudier en Bourgogne l'origine et l'évolution.

Depuis des temps fort reculés, le louage a existé (1). Il s'est trouvé des propriétaires qui ont préféré user de ce mode d'exploitation plutôt que de cultiver eux-mêmes leurs terres ou d'habiter leurs maisons. Partant du même principe, ils n'ont pas à toute époque abouti aux mêmes types de location. Celle-ci n'a pas toujours invariablement entraîné des obligations semblables et conféré des droits identiques. Suivant l'état de la civilisation et la nature des terres, il y eut le louage à courte durée, donnant un droit personnel, ou le louage à longue durée, emportant un droit réel.

(1) Le Code babylonien d'Hammourabi en fait foi. (Voir Dareste, *Nouv. Rev. Hist.*, 1903, p. 12 et suiv.)

Presque universellement usité de nos jours, le premier est bien connu. Par la facilité qu'il donne au propriétaire de profiter de la plus-value ou de reprendre son bien au bout d'un court laps de temps, il correspond exactement à l'époque économique moderne où le commerce est florissant, où les terres sont régulièrement exploitées.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, de terrains à défricher, à planter, c'est le bail à long terme qui est exigé par la nature même des choses. On ne peut assumer les frais considérables et les aléas de la mise en culture, que lorsqu'on est certain d'en recueillir le bénéfice.

C'est encore ce type de louage qui sera nécessaire, même dans une civilisation avancée, pour les très grands domaines qui appartiennent à une même personne, où des services nombreux font sentir le besoin d'un revenu fixe. Tel est notamment un des principaux motifs de l'extension de durée du *precarium* et de l'emphytéose à la fin de l'empire romain.

Mais, c'est surtout dans les civilisations embryonnaires que l'on retrouve le bail à long terme. Alors le commerce est presque inexistant. La monnaie est rare. C'est la phase du troc. Les redevances faites en nature sont limitées aux besoins du propriétaire. Elles tendent à demeurer invariables. Le louage à court terme se comprend mal avec une telle situation économique. Aussi les besoins de la pratique ont-ils, au moyen âge, conduit à imaginer divers modes de location à longue durée. L'un des principaux, le bail à cens, va faire l'objet de notre étude.

Qu'on se représente un contrat tantôt perpétuel, tantôt temporaire, mais, même alors, d'une durée fort longue. Le propriétaire concédant abandonne au censitaire son droit sur le bien. Il garde seulement un domaine supérieur qui lui permet d'exercer des droits spéciaux, particulièrement en cas de transfert du bien accensé. Le preneur a un droit correspondant, un domaine utile en échange duquel il est dans l'obligation de payer chaque année une prestation, un cens fixé. Le capital ainsi représenté ne peut être exigé par le propriétaire et ne peut lui être remboursé sans son consentement. Tant que le tenancier paie le cens fixé, le bailleur ne peut reprendre l'immeuble concédé.

Quel serait le propriétaire qui, de nos jours, serait assez mal avisé pour renoncer librement aux chances de plus-value, à la liberté de son immeuble, qu'il engagerait pour un grand nombre d'années ? Ce serait acheter bien cher, peut-être, une tranquillité désastreuse. Mais la situation économique actuelle est toute différente de celle du moyen âge. Le commerce est alors très peu actif, la circulation des valeurs inconnue, le propriétaire foncier, en baillant sa terre à long terme, se procure un revenu à l'abri de tout changement et dont bénéficieront encore ses arrière-petits-neveux.

Etudier le bail à cens dans la France tout entière, au milieu du chaos des coutumes et des usages multiples, nous a semblé impossible, car pour éviter le défaut de généralisations hâtives, nous risquerions de tomber dans un autre : le manque d'unité. Après avoir cité une règle, il faudrait énumérer des excep-

tions plus nombreuses que les cas d'application. Ce serait vouloir dresser une sèche nomenclature, une sorte de tableau comparé des diverses coutumes. Il n'est possible de parer à ces difficultés, qu'en se bornant à une seule province. De cette façon seulement, l'on peut arriver à des résultats positifs par l'étude, non plus aride, mais attrayante, du fonctionnement et de l'évolution du bail à cens. Il ne nous reste plus qu'à choisir une province. Elle est tout indiquée : ce sera la Bourgogne, dont l'histoire a si souvent l'occasion de parler, qui nous offre de riches archives et les nombreux travaux de savants commentateurs des anciennes coutumes.

Nous nous attacherons tout d'abord à dégager l'origine du bail à cens. Si l'on a, en effet, cherché jusque ici les antécédents politiques et économiques de cette institution, il est curieux de constater que jamais on n'a examiné d'où pouvait venir sa forme juridique.

Ceci prouvé, et cette preuve assez longue à faire ne demandera pas moins d'un chapitre, nous nous attacherons à l'étude de l'origine juridique du bail à cens. Cela nous amènera à étudier l'ancienne *precaria* franque, son développement et sa transformation, puis l'apparition du bail à cens, les modifications qu'il subit sous l'influence du temps et des idées romaines jusqu'au moment où il est pleinement formé. Nous verrons enfin son évolution postérieure à laquelle mit fin le législateur de 1790.

CHAPITRE PREMIER

Y a-t-il des théories sur l'origine du bail à cens ?

L'origine du bail à cens est-elle connue? — Parmi les auteurs, les uns, partant d'un point de vue politique, ont examiné les origines du cens (Boulainvilliers, Dubos, Montesquieu, Henrion de Pansey, Lehuërou, Guérard, Championnière); les autres, considérant surtout l'aspect économique, ont étudié les origines de la censive (Argou, Laurière, Pépin Le Halleur, Garsonnet, Glasson). — La question de l'origine juridique du bail à cens reste encore à résoudre.

L'intérêt et l'importance du problème des origines du bail à cens peuvent faire croire à quiconque l'étudie pour la première fois, qu'il est depuis longtemps, sinon résolu, tout au moins exactement analysé et défini par les auteurs qui se sont occupés de la question. Et c'est là non seulement une idée qui se présente naturellement à l'esprit, mais encore une affirmation que semble vérifier la lecture rapide des auteurs. Des ouvrages savants qui ne sont lus

que par un petit nombre et même des manuels très répandus consacrent des chapitres à l'origine du cens et à celle de la censive. Quelquefois même le titre se rapproche encore davantage de l'objet de notre étude. Dès lors il semble que nos recherches seront faciles.

Malheureusement cet optimisme et cette confiance dans la connaissance de la question ne résistent pas à l'examen. Ils disparaissent dès qu'on presse un peu les solutions données et qu'on vérifie les preuves sur lesquelles elles sont étayées.

Et ce n'est pas sans quelque surprise qu'après avoir accompli ce travail préliminaire, l'on constate que les auteurs les plus graves, après avoir annoncé qu'ils vont donner la solution, ne tiennent pas leur promesse et passent à côté de la question.

C'est que le bail à cens comporte de multiples aspects et peut évoquer dans les esprits des idées bien différentes. Par la force même des choses, en partant de ce contrat, il est facile d'arriver à parler du cens, de la censive ou du bail. Il évoque également ces trois idées, qui sont pourtant bien distinctes. Mettons de suite ce point en lumière pour prouver notre affirmation et dissiper les équivoques. Le meilleur moyen d'y parvenir est de définir ces trois notions.

« La *censive*, dit M. Brissaud, est la *terre concédée* par le seigneur à un roturier, à charge de redevances et de services non nobles et sous réserve du domaine éminent, le tenancier n'acquérant que le domaine utile. On l'appelle censive à raison du *cens* ou *redevance pécuniaire* dont le concessionnaire

ou censitaire est tenu envers le concédant ou seigneur censier (1). » Et il ajoute quelques pages plus loin : « La censive résulte d'un *contrat bail à cens* ou *accensement* (2)... »

Ces définitions ne rencontrent aucune objection de la part des juristes et nous n'avons pas à en faire la critique. Elles nous suffisent pour en tirer nos conclusions qui seraient exactement les mêmes avec toute autre définition.

Il s'en dégage avec évidence quelques idées qui ne peuvent être contestées et que seules nous retiendrons. C'est que la censive est une tenure, le cens une prestation, le bail à cens un contrat.

Cette triple définition nous permet de nous mettre en garde contre une erreur qu'il est facile de commettre. Etudier l'origine du bail à cens, ce peut être rechercher l'origine du contrat lui-même, ce peut être également s'appliquer à découvrir d'où vient la prestation qu'il occasionne, les circonstances politiques qui l'ont favorisée. Etudier l'origine de notre institution, ce peut être encore examiner la tenure à laquelle elle aboutit, le milieu où celle-ci a pris naissance, l'état économique qui en a exigé la formation.

En un mot, on peut très facilement à l'occasion de cens, de la censive ou de bail à cens, mélanger les questions d'origine politique et économique, et c'est

(1) Brissaud, *Manuel d'histoire du droit français* (sources, droit public, droit privé), Paris, A. Fontemoing, 1898-1904, 2 vol. in-8°, t. I, p. 724.

(2) Brissaud, *op. cit.*, t. I, p. 727.

une confusion qu'il faut se garder de faire. Il y a là trois points de vue bien différents.

Etudier les origines politiques ou économiques, c'est indiquer à propos de quels événements soit politiques soit économiques, le bail à cens a pris naissance et s'est répandu. Décrire les origines juridiques, c'est rechercher d'où est venue la forme juridique du contrat, d'où proviennent les clauses essentielles qui s'y retrouvent.

Cette dernière face de la question est pour nous la principale, celle qui domine et prime toutes les autres, car l'origine du bail à cens est avant tout une question juridique.

Les auteurs, après en avoir cependant annoncé l'étude, ont dévié dans leurs recherches. Les uns ont étudié isolément le côté politique et ont décrit l'origine du cens ; les autres, partant principalement du point de vue économique, n'ont parlé que de l'origine de la censive.

I. — ORIGINE DU CENS

Le premier de ces deux problèmes se posa dès le début du dix-huitième siècle. Il s'agissait de savoir si le cens provenait du *census* romain, c'est-à-dire d'un impôt public, ou s'il tirait son origine de quelque autre redevance. Mais il ne se présenta qu'accessoirement à une question plus générale et beaucoup plus importante, surtout à cette époque, celle de l'établissement de la monarchie française.

Boulainvilliers déclare que les Francs, après avoir

envahî la Gaule par voie de conquête (1), soumi-
rent à une condition quasi servile les Gallo-romains.
Les Francs, tous libres et égaux (2), compagnons
du roi élu par la nation (3), ne payaient selon lui
aucun impôt (4), mais ils percevaient sur leurs
sujets les redevances en nature nécessaires à l'entre-
tien des armées (5).

Dubos s'élève contre la théorie exposée par Bou-
lainvilliers. Selon lui, la pénétration des Barbares
dans les Gaules fut toute pacifique (6). Les Gallo-
romains ne furent pas réduits en servitude (7), mais
au contraire, « sous nos anciens rois mérovingiens,
les anciens habitants des Gaules... jouissaient en
pleine propriété de tous leurs biens et il leur était
permis de vivre suivant le droit romain et ils avaient
accès à toutes les fonctions (8) ». Il estime enfin que
les revenus des rois mérovingiens étaient les mêmes
que ceux perçus auparavant par les empereurs (9),
par conséquent que le *census* romain, impôt public,
conservé comme tel par les Barbares (10), était payé

(1) Henri de Boulainvilliers, comte de Saint-Saire, *Histoire de l'ancien gouvernement de France*, La Haye, aux dépens de la compagnie, 1727, 3 vol. in-12, t. I, p. 36.

(2) Boulainvilliers, *op. cit.*, t. I, p. 26.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 33.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 39.

(5) *Ibid.*, t. I, p. 40.

(6) L'abbé Jean-Baptiste Dubos, *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules*, Paris, Didot, 1742, 2 vol. in-4°, t. I, p. 38 et 39.

(7) Dubos, *op. cit.*, t. I, Discours préliminaire, p. 1 et 2.

(8) Dubos, *op. cit.*, t. I, Discours préliminaire, p. 10.

(9) Dubos, *op. cit.*, t. II, liv. VI, p. 557.

(10) Dubos, *op. cit.*, t. I, p. 114.

par tous comme autrefois, par les Gaulois, les Romains et les Francs, qui tous étaient libres (1).

Quelques années plus tard, Montesquieu voulant prendre le milieu entre les deux systèmes (2), déclare que le nom de *census* fut donné arbitrairement à d'anciens usages barbares. Il n'y voit pas une imposition publique, « un cens général et universel dérivé de la police des Romains », mais seulement un tribut levé par les maîtres sur leurs serfs (3), « des droits économiques et non pas fiscaux, des charges uniquement privées, non des charges publiques (4) ».

Montesquieu, partisan dans cette question d'une solution moyenne, blâme à la fois ses deux prédécesseurs (5). La théorie de l'un, dit-il, est une conspiration contre la noblesse, celle de l'autre une conspiration contre le tiers-état (6). L'expression est peut-être un peu exagérée, mais l'idée a cependant un grand fond de vérité. Sans suspecter la complète sincérité de l'auteur de l'*Histoire de l'ancien gouvernement de France*, il est permis de supposer que l'aristocratique comte de Boulainvilliers avait, au début du dix-huitième siècle, les préjugés de sa caste, ou que tout au moins il voyait d'un œil plus indulgent les solutions qui en favorisaient les privi-

(1) Dubos, *op. cit.*, t. I, p. 112.

(2) Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Basle, J. Decker, 1799, 4 vol. in-8°, t. III, liv. XXX, ch. x, p. 270 et 271.

(3) Montesquieu, *op. cit.*, t. III, liv. XXX, ch. xv, p. 287.

(4) *Ibid*, liv. XXX, ch. v, p. 288.

(5) Montesquieu, *op. cit.*, liv. XXX, ch. x, xiv, xxiii et xxiv.

(6) Montesquieu, *op. cit.*, t. III, liv. XXX, ch. x, p. 271.

lèges. On aperçoit très bien à quoi aboutissent ses idées. Elles permettent de blâmer l'œuvre qu'accomplit la royauté en dominant les seigneurs et en les dépouillant de leur droit de souveraineté sur leurs fiefs, droit que la nation, et non le roi, leur avait donné. Enfin sa théorie légitime la célèbre maxime : « Nulle terre sans seigneur. »

Ces seules raisons suffisent à montrer que Boulainvilliers, qui dit de deux historiens qui l'ont précédé : le père Daniel et Mézerai, ils « ont eux-mêmes ignoré en partie et ils ont de plus travaillé l'un et l'autre avec des préventions nuisibles à l'expression de la vérité (1) », porte là un jugement qui lui est parfaitement applicable. Son livre n'est en somme qu'un long plaidoyer, avant 1789, en faveur des nombreux privilèges qui appartiennent encore à la noblesse (2).

Dubos, lui aussi, poursuit un but qu'il n'avoue pas nettement, mais qu'il laisse du moins entrevoir. En combattant le système de Boulainvilliers, il s'efforce de soutenir « les droits imprescriptibles de la couronne et les droits du peuple sur les usurpateurs », qui s'étaient, selon lui, emparés des uns et des autres au neuvième et au dixième siècle (3).

Cependant, il faut reconnaître qu'il a fait preuve de beaucoup de science et que les préventions sont chez lui moins fortes que chez son prédécesseur.

(1) Boulainvilliers, *op. cit.*, t. I, p. 184.

(2) Boulainvilliers, *op. cit.*, t. I, p. 7, donne un tableau de la prospérité sous le gouvernement des Francs, opposé à la situation lors de la domination romaine.

(3) Dubos, *op. cit.*, t. I, p. 40.

Enfin, Montesquieu n'est pas exempt de tout préjugé. L'on voit même poindre chez lui le parti pris lorsqu'il dit de l'abbé Dubos, soutenant que dans les premiers temps de la monarchie il n'y avait qu'un seul ordre de citoyens parmi les Francs, « cette prétention est injurieuse au rang de nos premières familles. L'origine de leur grandeur n'irait donc point se perdre dans l'oubli, la nuit des temps (1) ».

Ainsi dans ces trois théories, l'on n'étudiait le cens qu'accessoirement, à l'occasion de questions politiques âprement discutées, sinon sans impartialité, du moins avec de graves préventions.

Quelques années plus tard, Henrion de Pansey (2) développe dans une dissertation, l'opinion que le cens qui n'est à l'origine que l'ancien *census* romain, s'est transformé en une redevance privée par suite de l'augmentation du pouvoir des seigneurs vis-à-vis de la royauté.

Vers le milieu du dix-neuvième siècle, Lehuërou (3) ne fait que reprendre les idées déjà émises par Dubos et Henrion de Pansey. Quant à Guérard, il reconnaît que le mot *census* a, au moyen âge, les deux sens admis par Dubos et Montesquieu (4). Sous les rois de la première race le mot *census* désigne incontestablement, selon lui, un impôt public (5). Mais il affirme qu'on ne trouve plus,

(1) Montesquieu, *op. cit.*, t. III, liv. XXX, ch. xxv, p. 330.

(2) *Dissertations féodales*, Paris, 1789, 2 vol., t. I, p. 33 à 41.

(3) *Histoire des institutions mérovingiennes*, Paris, Joubert, 1842, 1 vol. in-8°, liv. II, ch. 1, p. 264-320.

(4) Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, Paris, 1844, 2 vol. in-4°, t. I, p. 697-698.

(5) Guérard, *op. cit.*, t. I, p. 698.

parmi les documents de la seconde race, le cens avec la même signification, « attendu que depuis longtemps les impositions publiques, au moins les personnelles et les foncières, étaient tombées en désuétude et avaient dégénéré en redevances seigneuriales ou privées (1) ».

Championnière (2), au contraire, démontre la persistance de l'impôt romain (3) après les invasions, et en particulier du cens, « le tribut le plus facile à percevoir, le plus ancien et peut-être le moins oppressif (4) ». Il reconnaît d'ailleurs, à côté du cens public, le cens privé « plus divers encore (5) ». Mais sous la seconde race, le pouvoir central disparaît, il ne peut donc y avoir de fisc royal. Toutefois les redevances ont persisté avec le même caractère. Le cens romain n'a donc pas disparu, il n'a fait que tomber dans le domaine privé (6).

C'est à l'occasion d'une question soulevée lors d'un procès (7) que M. Championnière écrivit son livre. Désireux de démontrer que, quoique l'Etat ait succédé aux droits féodaux par le fait de la Révolution, les rivières non navigables ont toujours appar-

(1) Guérard, *op. cit.*, t. I, p. 698.

(2) *De la propriété des eaux courantes, du droit des riverains et de la valeur actuelle des concessions féodales*, Paris, Ch. Hingray, 1846, in-8°. — Voir une analyse de ce livre, faite par M. Bordier, dans *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, t. IX, 2^e série, IV, année 1847-1848, p. 193.

(3) Championnière, *op. cit.*, Introduction, p. xii.

(4) Championnière, *op. cit.*, n° 181.

(5) Championnière, *op. cit.*, n° 182.

(6) Championnière, *op. cit.*, n° 57.

(7) Bordier, *op. cit.*, p. 193.

tenu aux riverains, il est amené à étudier de nombreux points de notre ancien droit et parmi eux l'origine du cens.

On voit donc qu'en résumé tous ces auteurs, Dubos, Henrion de Pansey, Lehuërou, Guérard et Championnière, s'accordent à affirmer la persistance du *census* romain avec tous ses caractères sous les rois de la première race. Cet accord cesse pour son existence sous la seconde race.

Telles sont les conditions peu favorables à la science et à l'histoire dans lesquelles a été traitée en général cette question de l'origine du cens. Elle aurait mérité, sans doute, un examen plus attentif. Mais, même en la supposant résolue, elle ne pourrait que nous apprendre si le cens fut une imposition publique ou une charge privée, de quelle façon il a pu naître et se développer. Elle ne nous indiquerait pas d'où provient la forme juridique du bail à cens. On voit bien la différence des problèmes. On nous parle de l'origine du *census*, nous demandons l'origine du contrat. Que le cens vienne de Germanie ou de Rome, cela ne nous apprend pas d'où vient le contrat avec ses caractères.

II. — ORIGINE DE LA CENSIVE

L'erreur que l'on sent à l'état latent chez les auteurs dont nous venons de parler, peut être touchée du doigt chez ceux qui se sont occupés de la *censive* et dont nous allons exposer les théories.

Argou dit : « L'origine des censives est aussi ancienne que celle des fiefs. Les seigneurs qui

avoient une trop grande étendue de domaine en donnoient une partie en fief à la charge de service militaire et une autre partie à cens avec amende faute de payer le cens au jour de l'échéance, pour marque de la seigneurie directe que le seigneur se réservait sur l'héritage (1). » C'est donc dans la concession bénévole des seigneurs, maîtres de grands domaines, que se trouverait l'origine des censives.

Pour lui, l'origine du bail à cens paraît, par là même, résolue. Le louage est de tous les temps et les seigneurs ne firent que l'employer d'une façon spéciale, au moyen d'un bail où la prestation eut le nom de cens. Cette théorie esquive la difficulté au lieu de la résoudre. Elle n'est, du reste, adoptée par aucun des auteurs actuels.

Pour Laurière, l'origine des censives se trouve dans la violence. « Les seigneurs, dit-il, qui surent s'asservir jusqu'aux personnes de leurs sujets, surent aussi s'assujettir leurs héritages et les charger de cens seigneuriaux (2). » Au point de vue économique, dans le fait de l'oppression des seigneurs se trouve peut-être l'origine d'un plus ou moins grand nombre de censives, mais non, sans doute, celle du bail à cens. Il serait étrange de trouver la force à l'origine de ce contrat.

Pépin Le Halleur et M. Garsonnet, sous le titre du Bail à cens, traitent tous deux de l'origine de la

(1) Argou, *Institution au droit français*, Paris, Humblot, 1771, 2 vol. in-12, t. II, liv. II, tit. IV, p. 158.

(2) Eusèbe de Laurière, *Texte des coutumes de la prévôté et vicomté de Paris*, Nyon, 1777, 3 vol. in-12, t. I, p. 189.

censive. De l'avis du premier, certaines censives proviennent de la concession des seigneurs, mais la plupart de la règle de droit féodal : « Nulle terre sans seigneur (1). » C'est également à cette maxime que M. Garsonnet rattache l'origine du bail à cens seigneurial (2). Même en acceptant cette idée, nous n'avons pas la solution du problème. Comment un contrat est-il sorti de la règle énoncée ? Ni Pépin Le Haleur ni M. Garsonnet ne nous en donnent la raison. Ce dernier commet, en outre, une confusion certaine. Etudiant l'origine du bail à cens seigneurial, il croit nécessaire d'examiner et de réfuter des théories qui s'appliquent à un autre objet, qui sont relatives à l'origine de la censive (3).

(1) Pépin Le Haleur, *Histoire de l'emphytéose en droit romain et en droit français*, Paris, Joubert, 1843, in-8°, p. 244 et suiv.

(2) *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, Paris, Larose, 1879, in-8°, p. 405.

(3) Ce sont celles d'Argou et de Guérard. Voir Garsonnet, *op. cit.*, p. 405 et 260. — M. Garsonnet ajoute : « Les combinaisons du jeu de fief seraient, d'après M. Pépin Le Haleur, l'origine du bail à cens. Cette explication est ingénieuse mais insuffisante. » (Garsonnet, *op. cit.*, p. 406.) Mais cette théorie n'est pas, à notre avis, celle de M. Le Haleur. A la page citée par M. Garsonnet, il réfute simplement une opinion d'Argou qui croyait que la distinction du bail à rente et du bail à cens n'était pas fondée sur la nature des choses, que le cens avait toujours été dans l'origine la représentation du produit de la chose, mais que l'altération progressive des monnaies réduisit à une extrême modicité toutes les anciennes redevances. Mais, dit Pépin Le Haleur (*op. cit.*, p. 246 et 247) : « Ce qui aurait dû surtout prévenir l'erreur d'Argou, c'est le fait constaté par lui que, dans un grand nombre de baux à cens récents, les seigneurs ne stipulaient pas un cens plus élevé que celui de la coutume. Comment cet auteur n'a-t-il pas trouvé la raison de ce phénomène dans la prohibition du démembrement de fief ingénieusement éludée par la théorie du jeu de fief. » Pépin Le Haleur s'occupe donc ici, non de l'origine du bail à cens mais de la distinction du

Quant à la théorie de M. Glasson (1), comme elle est en réalité éclectique, qu'il reconnaît que les théories émises par Argou, Laurière, Montesquieu, Guérard, Garsonnet et Pépin le Haleur, renferment toutes une part de la vérité, elle tombe sous les reproches que nous avons adressés (2) à chacune d'elles.

Le simple exposé de ces diverses théories prouve à quel point nous avions raison, au début de ce chapitre, de mettre en garde contre les confusions possibles et combien il était facile de glisser aux questions politiques ou économiques, alors qu'on se proposait de découvrir l'origine juridique. C'est celle-ci que nous avons l'intention d'étudier en essayant d'éviter toute déviation.

bail à cens et du bail à rente. Il a d'ailleurs parlé, quelques lignes plus haut, quoique accessoirement et sommairement, de l'origine des censives, mais dans un passage que M. Garsonnet n'a pas cité.

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, Pichon, 1887-1903, 8 vol. in-8°, t. IV, p. 386 et suiv.

(2) M. Glasson (*op. cit.*, t. IV, p. 390) a commis, au sujet de la théorie de M. Pépin Le Haleur, la même erreur que M. Garsonnet.

CHAPITRE II

La « *precaria* » franque.

La *precaria* franque appliquée dans toute la Gaule le fut sans doute en Bourgogne. — C'était la concession d'un immeuble faite à temps et moyennant un cens par un propriétaire à un individu qui lui en fait la demande. Généralement faite par l'Eglise, elle se constatait au moyen de deux lettres controverses : l'*epistola precaria* et l'*epistola præstaria*. — Diverses sortes de précaires. — Droits et obligations auxquels elles donnaient naissance.

Pour une étude de la *precaria* primitive, les textes manquent en Bourgogne. Les documents les plus anciens qui nous soient parvenus sont du neuvième ou du dixième siècle et témoignent d'une institution ayant déjà subi des transformations. Il importe cependant d'être éclairé sur ses antécédents. Aussi faute de textes bourguignons, nous ferons un exposé rapide de la *precaria* franque primitive, telle qu'elle est décrite par les auteurs les plus récents

De l'aveu de tous, elle est d'origine romaine (1).

(1) René Wiat, *Essai sur la precaria*, Paris, Larose, in-8°, thèse, p. 116. « Tous les historiens sont unanimes à assigner à notre tenure une origine romaine... » — Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, Pichon, 1887-1903, 8 vol. in-8°, t. III, p. 93.

C'est dire qu'elle était une institution générale, appliquée avec les mêmes caractères dans la Gaule tout entière. Il n'est donc pas téméraire de penser qu'elle le fut en Bourgogne. La découverte, dans des régions voisines de cette province, de manuscrits contenant des formules de précaires (1), rend notre opinion encore plus légitime et la suite de l'évolution ne fera que la justifier davantage.

La *precaria* franque est la concession d'un immeuble faite à temps, et moyennant un cens, par un propriétaire à un individu qui la sollicite.

Cette concession était généralement accordée par l'Eglise (2). Les monastères, propriétaires de vastes domaines, consentaient de nombreuses précaires. Le futur précariste faisait sa demande dans une forme particulière. Il l'adressait au propriétaire sous forme d'*epistola precaria*, de lettre de prière conçue en termes humbles. Il y indiquait le bien qu'il désirait et les charges auxquelles il consentait à se soumettre (3). Voici un exemple de lettre précaire (4) :

(1) Ce sont les formulaires de Bourges et de Sens. Voir Zeumer, *Formulæ Bituricenses*, et Zeumer, *Formulæ Senonenses arlæ Senonicæ*.

(2) Wiat, *Essai sur la precaria*, p. 192. — Brissaud, *Manuel d'histoire du droit* (sources, droit public, droit privé), Paris, A. Fontemoing, 1898-1904, 2 vol. in-8°, t. I, p. 597. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 93.

(3) Wiat, *op. cit.*, p. 169. — Brissaud, *op. cit.*, p. 597. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 93.

(4) Zeumer, *Salic. Merkel.*, 5, p. 242, traduction empruntée à Wiat, *op. cit.*, p. 171.

« Au seigneur et père vénérable dans le Christ, un tel, abbé du monastère de..., et à toute la congrégation qui y réside.

» Au nom de Dieu, moi un tel, auteur de la présente supplique, je viens à vous. Sur ma demande vous avez, vous et vos frères, consenti à m'abandonner pour en jouir et le cultiver, ma vie durant, par bienfait, tel domaine, qui est à vous dans le lieu dit..., au *pagus*..., dans la centaine de..., qu'un homme du nom de... donna, il y a quelques années, pour le salut de son âme, à la basilique de saint..., le tout consistant en tant de terres, de maisons *et cetera*.

» Ainsi avez-vous fait et je vous promets, dans cette lettre précaire, de vous payer comme cens, chaque année, à l'époque de la fête du saint..., tant de deniers à vous et au trésor du saint... et, s'il m'arrive d'être négligent ou en retard pour le paiement, je vous ferai un engagement en bonne forme, m'acquitterai et ainsi ne perdrai de mon vivant la possession du domaine. Je n'aurai d'ailleurs le droit ni de l'aliéner, ni de le donner, ni d'en causer la ruine, ni d'en faire autre chose que ce que permet un usage légitime. Après mon décès, vous le reprendrez, entre vos mains, avec les améliorations et constructions que j'y aurai faites sans que mes héritiers puissent s'y opposer et sans qu'il soit besoin de plaider. La présente lettre précaire ne sera pas renouvelée tous les cinq ans et n'en produira pas moins son plein effet. »

Cette *epistola precaria* ou *precaria*, qui finit par

donner son nom à l'acte tout entier (1), restait entre les mains de celui auquel elle était adressée et devait lui servir de preuve.

Si la prière était accueillie favorablement, le propriétaire répondait par une seconde lettre, où il accordait la concession aux conditions proposées, qu'il énumérait de nouveau (2). Ce deuxième document portait le nom d'*epistola præstaria*. En voici un exemplaire (3) :

« A un tel, enfant de la sainte Eglise dans le Christ, moi, abbé, et toute la congrégation résidant au monastère de..., conformément à la pétition et selon la décision que nous avons prise, nous et nos frères, nous t'avons concédé pour ta vie, par bienfait, tel domaine, au lieu dit... au *pagus*..., dans la centaine de..., qu'un homme du nom de... donna, il y a quelques années, à la basilique de saint... Ainsi avons-nous fait. Et tu nous a promis dans cette *commendatitia* de nous payer comme cens chaque année, à nous et au trésor du saint, à l'époque de sa fête, tant de deniers, et s'il t'arrive de négliger de le faire ou d'être en retard, tu nous feras un engagement en bonne forme de l'acquitter, et ainsi tu ne perdras point la possession du domaine, ta vie durant. D'ailleurs, tu n'auras le pouvoir, ni de le vendre, ni de le donner, ni de l'aliéner, ni d'en causer la ruine, ni d'en faire autre chose que ce que permet

(1) Wiart, *op. cit.*, p. 177. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 93.

(2) Wiart, *op. cit.*, p. 169-170. — Brissaud, *op. cit.*, t. I, p. 597. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 93.

(3) Zeumer, *Salic. Merkel.*, 6, p. 243, trad. de Wiart, *op. cit.*, p. 173.

un usage légitime. Après ton décès, nous aurons le droit de le reprendre avec les améliorations et les adjonctions, sans que tes héritiers puissent s'y opposer et sans qu'il soit besoin de plaider. En foi de quoi, nous avons confirmé de notre propre main cette *commendatitia* et l'avons fait ratifier par nos frères (1). »

Ce dernier acte restait en possession du précariste.

Ces deux lettres ne constituaient pas d'ailleurs des formalités essentielles, faisant de la *precaria* un contrat solennel, mais elles jouaient le rôle d'*instrumentum* (2), fournissant une preuve facile en cas de difficulté. Nous n'en voulons pour preuve que le fait que les parties parlent au passé et disent : « nous avons concédé ». Le contrat est donc déjà conclu lors de la rédaction des deux lettres.

Voilà le mécanisme général de l'institution, mais on distinguait plusieurs sortes de précaires. En premier lieu, le véritable type de la *precaria*, le plus simple et celui dont découlaient tous les autres, consistait dans la *precaria data*, par laquelle l'Eglise cédait à temps son bien, moyennant une prestation annuelle (3).

Les choses se compliquaient dans la *precaria oblata* dont voici le fonctionnement. Un individu donnait en propriété son bien à l'Eglise qui, immédiatement, le lui cédait à titre de précaire. L'acte se

(1) Traduction par Wiert (*op. cit.*, p. 173) de Zeumer, *Salic. Merkelian*, 6, p. 243.

(2) Wiert, *op. cit.*, p. 173-174.

(3) Wiert, *op. cit.*, p. 206.

décomposait donc en une donation puis en une *precaria data* (1).

Une troisième espèce de *precaria* était une combinaison des deux précédentes. Une personne faisait donation de son bien à un monastère. Celui-ci le lui remettait en précaire, comme dans le cas de *precaria oblata*, mais avec cette différence qu'ici le bien était rendu augmenté. Telle était la *precaria remuneratoria* (2).

Moins importante était la *precaria verbo regis*. Charles-Martel avait donné à ses fidèles en toute propriété des biens de l'Eglise. Sur les réclamations de celle-ci un arrangement fut conclu. Les biens furent gardés par les donataires, considérés comme précaristes de l'Eglise (3). Ces précaires avaient été conclues, *verbo regis*, sur l'ordre du roi. De là leur nom.

Par l'effet du contrat de précaire, le concessionnaire était investi sur le bien d'un droit réel (4) par le concédant, c'est-à-dire qu'il avait le droit de tenir et posséder, de percevoir les fruits et de profiter des produits. En revanche, le précariste s'engageait personnellement à payer régulièrement la redevance ou cens stipulé dans le contrat (5). S'il manquait à son engagement, la plupart du temps il n'était puni que d'une amende généralement fixée au double du

(1) Wiart, *op. cit.*, p. 216 et suiv.

(2) Wiart, *op. cit.*, p. 237 et suiv.

(3) Wiart, *op. cit.*, p. 251 et suiv.

(4) Wiart, *op. cit.*, p. 209. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 96 et 97.

(5) Wiart, *op. cit.*, p. 210. — Brissaud, *op. cit.*, p. 597.

cens (1). Quelquefois, cependant, la concession lui était enlevée pour toujours (2). Mais c'était là un cas d'extinction sans doute assez rare. Le mode normal se produisait lors de l'expiration de la période convenue. La concession était habituellement, à l'origine, consentie pour une durée de cinq années (3) et pouvait être renouvelée. Mais, rapidement, la *precaria* devint viagère (4).

Tels sont les renseignements que nous fournit la *precaria* franque. Il n'est pas douteux qu'elle ait existé en Bourgogne avec les mêmes caractères. Ce qui va le prouver plus complètement, ce sont les traces qu'elle a laissées dans les plus anciens actes bourguignons.

(1) Wiart, *op. cit.*, p. 210. — Brissaud, *op. cit.*, p. 598.

(2) Brissaud, *op. cit.*, p. 598. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 93.

(3) Wiart, *op. cit.*, p. 123. — Brissaud, *op. cit.*, p. 597. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 93.

(4) Wiart, *op. cit.*, p. 141. — Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 94.

CHAPITRE III

Modifications de l'ancienne précaire du neuvième au douzième siècle.

Consentie tout d'abord pour une période de cinq années, la précaire devient rapidement viagère, puis perpétuelle. Enfin elle disparaît. On ne retrouve plus, à la place de cette institution, que des actes mal définis d'accensement qui la rappellent encore, mais d'où sortira bientôt le bail à cens.

La précaire que nous rencontrons dans les documents bourguignons est bien fille de la *precaria* franque. Elle n'en diffère que par la forme et la durée. Notre intention est d'en observer les modifications, d'en suivre la transformation, de montrer comment la précaire, institution d'abord temporaire, devint peu à peu perpétuelle, et fut le modèle d'où le bail à cens tira son origine.

Consentie, au début, pour une période de cinq ans, la précaire était une concession d'assez courte durée. Mais elle pouvait être renouvelée. Rien n'empêchait même qu'elle ne le fût indéfiniment, et en

fait sans doute, elle l'était presque toujours. A part l'avantage qui provenait au propriétaire de cette reconnaissance périodique de son droit de propriété, un renouvellement aussi fréquent ne pouvait avoir que des inconvénients. Le précariste devait se présenter devant le concédant. Celui-ci habitait souvent au loin. Le manque de moyens de communication faisait alors du moindre déplacement un véritable voyage. Le renouvellement aboutissait encore à de nouveaux frais d'actes. Il n'y aurait rien eu là que de légitime, si ces formalités avaient été occasionnées par un changement de fermier. Ce n'était pas le cas. La plupart du temps, la concession s'adressait au même individu, et ni la redevance, ni aucune des conditions n'étaient modifiées. Dès lors, tous ces frais apparaissaient comme inutiles et partant, comme vexatoires. Aussi, comme l'échange des deux lettres controverses ne constituait pas une formalité essentielle, mais que celles-ci jouaient le rôle d'*instrumenta* destinés à faire la preuve en cas de contestation, on en supprima l'usage. C'est ainsi que les premières précaires bourguignonnes sont contenues chacune dans un seul document, sorte de procès-verbal où on parle généralement à la troisième personne. On reconnaît encore en lui, fondues ensemble pour ainsi dire, les deux lettres primitives. Voici, pris au hasard, parmi beaucoup d'autres, un acte qui en offre une preuve (1).

(1) Alexandre Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, Paris, imprimerie nationale, 1876-1901, 6 vol. in-f^o, t. I, p. 598, n^o 642 (943, août). « Omnibus Matiscensis æcclesie filiis, presen-

« A tous les fils de l'église de Mâcon, présents et futurs, qu'il soit connu que, comme le seigneur Maymbodus était évêque à Mâcon, résidant contre la basilique du glorieux martyr du Christ, Vincent, un certain homme noble, du nom d'Aycardus, vint en sa présence, priant qu'on le jugeât digne de lui conférer une certaine terre dudit martyr de saint Vincent, située *in pago Forensi*, dans la ville dite Artidunus, afin que tout ce qui dans cette ville est de la dite terre de saint Vincent, ou dans d'autres villes ou lieux adjacents, pour le temps de sa vie, il put le tenir paisiblement, tant lui que son épouse Aremborga, et aussi son neveu Adroldus, fils de Regembertus. C'est pourquoi le seigneur Maymbodus, pontife déjà rappelé, soutenu par l'avis de ses fidèles, lui concéda ce qu'il implorait humblement,

tibus scilicet ac futuris, notum habeatur quod, cum esset dominus Maymbodus episcopus apud Matisconum, secus basilicam incliti martiris Christi Vincentii residens, venit ante presentiam ejus quidam vir nobilis, Aycardus nomine, deprecans quatinus dignaretur ei conferre quandam terram predicti martiris sancti Vincentii, conjacentem in pago Forensi, in villa que Artidunus dicitur, ut quicquid in ipsa villa est de predicta terra beati Vincentii, vel in aliis villis aut locis ibi adjacentibus, temporibus vite suæ tenere securiter valeret, tam ipse quam uxor ejus Aremborga, necnon nepos ejus Adroldus, filius Regemberti. Dominus quamobrem Maymbodus, prememoratus pontifex, suorum fulcitus consilio fidelium, concessit ei quod humiliter precabatur, predictam videlicet terram, cum omnibus ibi pertinentibus, ut dum advixerint isti tres, sicut supra inserti sunt, sub decreto sensus duorum solidorum, festivitate prolocuti sancti Vincentii ipsos persolventes, teneant et possideant, quod si negligentes in reddendo apparuerint, in duplum cogantur exsolvere. Quo vero firmius tenere possent, prelibatus antistes hanc precariam eis fieri jussit quam propriis manibus roboravit, et fidelium suorum digitis signandum contra didit. Maymbodus, sancte Maticensis ecclesie humilis episcopus, subscripsit... »

c'est-à-dire la dite terre, avec toutes ses appartenances, afin que tant qu'ils vivraient tous trois, tels qu'ils sont indiqués plus haut, ils la tiennent et possèdent à la condition de payer un cens de deux solides à la fête du dit saint Vincent, et que s'ils apparaissent négligents à le faire, il soient forcés de payer le double. Et pour qu'ils puissent tenir avec plus de fermeté, ledit évêque ordonna que leur fût faite cette *precaria*, que de ses propres mains il affirma et qu'il mit aux mains de ses fidèles pour être signée.»

La charte constate, tout d'abord, qu'un individu est venu en présence de l'évêque de Mâcon et qu'il lui a demandé la concession de certains biens. Il suffit d'examiner le texte pour voir qu'il n'y a là qu'une sorte de résumé de l'*epistola precaria*. Dans la deuxième partie de la charte, où l'on retrouve les éléments qui composaient l'*epistola præstaria*, l'on indique que le bien a été concédé à certaines conditions. En somme, on a transcrit l'une après l'autre les deux lettres (1), en un même document. Celui-ci est ordinairement désigné sous le nom de *precaria*, qui paraît avoir survécu. L'on emploie quelquefois cependant le mot *præstaria*. Mais ces deux expressions ont maintenant à peu près la même signification (2).

(1) Autre exemple dans Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. II, p. 139, n° 1046 (958, 14 mai).

(2) *Chronique de Saint-Bénigne* (dans *Analecta divionensia*, t. IX), p. 32 et 128 (dixième siècle). — Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, p. 106, n° 95 (907, 7 avril); t. IV, p. 77, n° 2883 (1002). — M. de Charmasse (*Cartulaire de l'église d'Autun*, Paris, Pédone, Autun, Dejussieu, 1865-1900, 2 vol. in-4°, t. I, 1^{re} et 2^e parties, introduction, p. liij) dit que le contrat de prestaire est celui « par lequel on recevait la jouissance, pour sa vie seulement, d'un immeuble dont

De même que les deux lettres se sont fondues en une seule, et toujours pour éviter des frais inutiles, la formalité du renouvellement quinquennal a disparu. A notre époque, toutes les précaires sont concédées pour la vie d'une (1) ou de plusieurs personnes (2). Cependant, nous avons relevé une trace, mais une seule, de la nécessité du renouvellement à la période antérieure. On la trouve dans une charte de l'abbaye de Cluny de l'année 898 (3). Elle constate qu'un individu nommé Bodo est venu devant l'évêque *petens in precaria*, demandant à titre de précaire certaines choses qui lui sont concédées aux conditions ordinaires. Mais le texte dit expressément : *oportunum vobis est ut per quinquennium renovemini*. Cette précaire fut d'ailleurs renouvelée quelques années après, en 907 (4), mais à des conditions différentes. La première concession était faite moyennant huit deniers à payer chaque année à la fête de sainte Marie, la deuxième fut consentie moyennant vingt deniers dus à la fête de saint Vincent.

Cette extension de durée fut puissamment aidée

on avait fait préalablement donation ». Et il insiste sur la nécessité, pour le précariste, d'un droit de propriété antérieur sur l'immeuble dont la jouissance lui est concédée. Il nous semble qu'il y a là une confusion. L'auteur paraît décrire, sous le nom de prestaire, la *precaria oblata*.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 12 (902-954) ; G. 125, f° 13 (914).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 5 (883, 8 juillet) ; G. 125, f° 18 (972) ; G. 125, f° 21 (996) ; G. 125, f° 20 (998).

(3) Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, p. 73, n° 64 (898, mai).

(4) Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, p. 106, n° 95 (907, 7 avril).

par l'exemple d'une sorte de précaire très usitée : la *precaria oblata*. Lorsqu'un individu consentait à se dépouiller de la propriété de son bien, il entendait en garder la jouissance. L'Eglise, encourageant ainsi les libéralités dont s'augmentait son patrimoine, trouvait cette prétention légitime et rendait le bien donné, en précaire, pour la vie du donateur. Aussi par voie d'imitation, la concession à vie devint la concession normale.

Immédiatement après l'on rencontre des types variés de précaires pour plusieurs vies. Celui qui est le plus fréquemment employé s'adresse à deux époux et à un de leurs enfants (1).

Très peu différentes sont les précaires consenties au père et à son fils (2) ou à ses deux fils (3) sans qu'il soit fait mention de la femme. Souvent les deux époux sont cités ainsi que deux enfants (4).

(1) Une charte du Cartulaire de Cluny (Bruel, *op. cit.*, t. I, p. 477, n° 493 (938-939, juin) en offre un exemple. « ... Adiens domni Maimbodi .. presenciam, quidam precelsæ nobilitatis, Achbertus nomine, humiliter obsecrans quo dignaretur ei largiri characterum munimen ex quibusdam æcclesiis que videntur esse sitæ in fundo sue proprietatis in villa que dicitur Scociacus. Est autem principalis æcclesia... cum capellis duabus sibi adherentibus... ut tempore vitæ suæ habere sollenniter valeret et uxor ejus Agra et filius ejus Achbert... Maymbodus... concessit illi quod deposeebat ut cum rebus et decimis, ex omni integritate haberet... hanc *precariam* fieri jussit. » — Voir Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, p. 598, n° 642 (952-953, juin) ; p. 788, n° 834 (943, août) ; t. II, p. 31, n° 914 (954-994) ; p. 42, n° 935 (954-994) ; p. 181, n° 1088 (960) ; p. 397, n° 1322 (972) ; t. III, p. 642, n° 2594 (1004).

(2) Bruel, *op. cit.*, t. III, p. 170, n° 1953 (993, août).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 21 (996). — Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, p. 6, n° 8 (930) ; p. 277, n° 480 (circa annum 929).

(4) Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. II, p. 24, n° 912 (954-994) ; p. 451, n° 1389 (974, 29 juin). — Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 5 (883, 8 juillet) ; G. 125, f° 18 (772).

Quelquefois la concession est faite à deux frères et à un de leurs enfants (1), ou encore à deux fidèles et à un de leurs héritiers (2).

Mais tous ces cas présentent le caractère commun de ne comprendre que deux générations. Ils s'adressent indistinctement à tous les individus indiqués dans l'acte et au survivant d'entre eux.

Il est fort probable qu'on ne passa pas sans transition des concessions dont la durée était égale à la vie d'une seule personne à celles plus compliquées qui s'étendent à plusieurs vies. On dut y être amené d'une manière insensible par les faits suivants. Tout d'abord le mari contracte toujours la précaire avec sa femme. Dans presque tous les cas, il est fait mention de celle-ci. Et quand on n'y fait pas allusion, il est permis de croire qu'il s'agit d'un homme célibataire ou veuf. Une charte du Cartulaire de Saint-Etienne fournit à l'appui une présomption très forte (3). Un certain Bernard demande un bien en précaire pour lui et ses deux fils, et on le lui concède pour lui, son épouse et ses fils. C'est donc qu'on avait coutume d'accorder la précaire à la femme en même temps qu'au mari, même quand on ne le demandait pas expressément.

De cette façon, elle gardait le bien après la mort

(1) Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, p. 73, n° 64 (898); p. 106, n° 95 (907).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 22 (1007 à 1020).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 18 (972).

de son mari. Les enfants le cultivaient pendant la vie de leur mère, et à son décès, il était tout naturel de le maintenir entre leurs mains (1).

Telles furent, sans doute, les causes particulières qui amenèrent aux précaires à plusieurs vies. Et ces causes ont elles-mêmes dans la tendance à conserver les biens dans les familles, un motif qui domine toute cette évolution.

Le tenancier, quel qu'il soit, a le désir évident de conserver le plus longtemps possible le bien qu'on lui a confié pour un temps limité. Si cet individu est un paysan, il se considère en quelque sorte comme propriétaire du champ qu'il a cultivé pendant toute sa vie, et sa seule ambition est de le transmettre à ses enfants. Enfin, quand la précaire était consentie en bénéfice (2) à un homme puissant ou noble (3) (et c'était le cas habituel) (4), il

(1) La précaire était souvent consentie aux parents, et cela surtout à cause des *precaria oblata*. Voir Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 5. — Voir également : Bruel, *Recueil des chartes de Cluny*, t. III, n° 2050, p. 254 (993-1048) : Hugo demande et reçoit en précaire « quamdam vineam jamdudum a quodam avunculo suo clerico possessam ». — Bruel, *op. cit.*, t. II, n° 1046, p. 139 (958, 14 mai) : Girfredus demande en précaire des biens que son oncle avait autrefois donnés au monastère. On les lui concède à ce titre pour sa vie et « post decessum suum uni nepoti suo nomine Gotzerrano... » — Autres actes analogues : *Chartes de Cluny*, t. IV, n° 2950, p. 150 (1040 environ). — Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, p. 245, n° 425 (882-884).

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 18 (886).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 5 (883) ; G. 125, f° 94 (1125-1157).

(4) Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, préface, p. LXXXV et c. M. Ragut dit que la précaire était noble.

ne se faisait pas faute de le garder le plus longtemps qu'il pouvait.

Cette tendance était fort bien connue des propriétaires concédants. De nombreuses chartes nous montrent les précautions qu'ils prenaient pour assurer la restitution du bien à la fin de la période convenue. Néanmoins, malgré les clauses les plus précises (1), les menaces les plus terribles (2), l'on n'évitait pas toujours toute difficulté (3).

Cette tendance paraît à première vue absolument désavantageuse pour les propriétaires. Ils la combattirent d'ailleurs, on vient de le voir, mais pas autant qu'on pourrait le croire, parce qu'elle n'allait pas directement à l'encontre de leurs intérêts. C'est que les terres cultivées ont été notablement augmentées par le fait des défrichements. Malgré cela les cultivateurs ne sont pas très nombreux. La population n'a pas augmenté dans la même proportion que les terres cultivées.

(1) Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, Mâcon, Emile Protat, 1864, in-4^o, p. 30, n^o 36 (919). « Post illorum decessum, ipse res cum omni sua melioratione ad jus proprium sancti Vincentii et pontificum loci illius revertantur, nulla expectata judicis sententia. » — Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f^o 13 (914). « ... Post discessum cum omni integritate sine ullius contradictione ad nostram indominicatam revocentur partem... » G. 125, f^o 12 (904-954) ; G. 125, f^o 21 (996).

(2) Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, p. 277, n^o 480 (929). « Maledicti qui transgrediuntur terminos quos posuerunt patres antiqui. » — Ragut, *op. cit.*, p. 264, n^o 460 (928-936). « Si quis vero distraxerit, inferni igne cremabitur. »

(3) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, 1^{re} partie, n^o 33, en donne un exemple. — Voir Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, p. 333, n^o 560 (1096-1124) ; p. 228, n^o 398 (928-936) ; p. 264, n^o 460 (928-936).

De plus, l'argent est rare, les seigneurs ne dédaignent pas la prestation qu'on leur verse chaque année, et dont la faiblesse est largement compensée par toutes les mauvaises coutumes, par toutes les redevances féodales. Si, au lieu d'un paysan, c'est un homme puissant ou noble qui tient le bien, assurer la restitution est encore plus difficile. Et l'Eglise ne le voulait sans doute pas d'une manière très fermée. Pourvu que son droit de propriété fût reconnu en principe, ce qu'elle désirait avant tout dans ces époques de troubles, c'étaient des partisans, des protecteurs. A cet égard, la terre était un des plus puissants moyens d'influence du moyen âge (1).

Cette tendance à garder le bien dans la famille (2), défendue ardemment par le tenancier et combattue mollement par le propriétaire, ne pouvait que se fortifier avec le temps.

Il n'est donc pas étonnant qu'on soit arrivé rapidement à faire des précaires pour trois générations (3). Cependant ces concessions furent rares

(1) Lamprecht, *Elat économique de la France pendant la première partie du moyen âge*, traduction A. Marignan, Paris, Picard, Guillaumin, 1889, in-8°, p. 248. « La propriété au moyen âge tendait beaucoup plus à l'honneur découlant de ce droit qu'au profit de la possession. »

(2) Voir dans Ernest Lavisse, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, Paris, Hachette, 1900 (en cours de publication), t. II, p. 421 et suiv., un mouvement analogue, partant du bénéfice, concession temporaire, pour aboutir au fief transmissible par voie d'hérédité.

(3) Exemple dans Bruel, *Chartes de Cluny*, t. II, n° 1322, p. 397 (972, septembre). « Ego frater Maiolus, predicti cænobii, licet indignus abbas, una cum consensu fratrum, res juris nostri cuidam nobili viro, nomine Hugoni, et conjugi ejus Ailmodi atque eorum filio Stephano, ita concedimus villam Ambariacum, eo tenore ut si

et nous n'en avons trouvé aucune s'étendant jusqu'à la quatrième ou cinquième génération.

On voit donc que, peu à peu, la durée de la précaire s'étendait et que l'hérédité existait, pour elle, jusqu'à un certain point, puisque l'on pouvait décider d'avance que deux ou trois générations en profiteraient. En suivant cette voie, on devait fatalement arriver à une hérédité plus complète, et c'est ce qui se produit avec les précaires perpétuelles. On en trouve un grand nombre.

Ainsi, une précaire est consentie par Rathier à Sequin, son fidèle, *omni tempore vite sue et suorum omnium successorum* (1).

de ipsis duobus filius genitus fuerit ipse hanc obtineat. [Deinde] etiam filius eorum Stephanus si uxorem legitimam habuerit, ille primus filius qui genitus fuerit, simili modo consequatur, post eorum vero discessum ipsa villa Ambariacus cum omnibus suis pertinentiis ad cluniacum locum revertantur. » Ces précaires pour trois vies offrent des points de ressemblance avec la mainferme. — Dans la préface au *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre de Chartres*, Guérard donne une définition de la mainferme, la compare avec le fief et la censive, et donne une formule de mainferme. Voir *Cartulaire*, introduction, § 229 et 230. Voir note en bas de page 228 ; enfin, p. 24, § 17, et p. 152, § 132. — Voir également dans Lamprecht, *Etat économique de la France pendant la première partie du moyen âge*, traduction A. Marignan, Paris, Picard, Guillaumin, 1889, in-8°, p. 183, une évolution analogue à celle que nous décrivons, mais qui va de la *precaria* à la mainferme.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 16 (944). — Une autre concession par le comte Gislebert à Guitbaldus, à sa femme et à leurs fils est faite « iure perpetuo ad possidendam », G. 125, f° 15 (942). — Une autre précaire est faite par Teudo à Vuido « ut diebus quibus adixerit teneat et possideat » et on ajoute « et si agnatio ex eo procreaverit in ipsa concessionem fevotenus permaneat... et hec preconcessio omni tempore vite sue et suorum omnium successorum firma stabilisque permaneat ». G. 125, f° 19 (977).

On aboutit donc définitivement à l'hérédité et à la perpétuité.

Nous sommes ainsi arrivé au onzième siècle. Pendant la première moitié de ce siècle, il semble que la *precaria* devient moins fréquente. Puis, subitement, vers 1040, elle semble disparaître (1).

Comment expliquer une disparition si rapide ? C'est qu'en Bourgogne, la *precaria* a toujours été moins une forme de métayage, qu'une sorte de bénéfice (2), atténué par une prestation qui était surtout récongnitive. Par cette concession, l'Eglise voulait moins mettre en valeur ses terres (qui étaient surtout cultivées par les serfs), que faire une sorte de présent de possession, soit aux ecclésiastiques pour leur permettre de vivre, soit aux puissants pour obtenir leur protection ou tout au moins s'assurer contre leur inimitié.

Or, dès le milieu du onzième siècle, la situation commence à ne plus être la même. L'Eglise est plus fermement assise que par le passé. Son importance et son prestige ne font qu'augmenter. Elle parvient notamment, cela montre bien son influence, à faire admettre, en 1041, la trêve de Dieu et par là même à atténuer cet état de guerre perpétuel, qui était la caractéristique de ces époques troublées. La religion, que les alarmes de l'an mil avaient rendue

(1) On trouve la dernière dans Cluny, en 1040. Bruel, *op. cit.*, t. IV, p. 150, n° 2950 (1040 environ).

(2) Très souvent la précaire était consentie en bénéfice. Ex. Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° 12 (902-954) « ...Quasdam vincolas quæ pertinebant ad nostram mensam causa beneficii ad censum concederimus. »

plus puissante, se répand de plus en plus. Et à la fin du siècle, il suffit à Pierre l'Ermite d'aller prêcher la croisade, pour faire apparaître la foi et surexciter l'enthousiasme des populations.

Tout ce qui touchait à l'Eglise était donc plus respecté qu'autrefois. En conséquence, elle avait moins besoin de protection

D'autre part, on consentait autrefois des précaires aux ecclésiastiques pour leur permettre de vivre, parce que les églises et leur revenus appartenaient presque toujours aux seigneurs. Mais, de plus en plus, tous ces biens vont faire retour à l'Eglise (1).

Cependant, si l'on ne trouve plus dans les textes le mot *precaria*, si les documents se font de plus en plus rares, s'ils sont beaucoup moins précis, ils rappellent néanmoins, d'une façon incontestable, la précaire.

Il convient de citer à cet égard une charte portant la date de 1098 (2). L'évêque Hugo donne ou cède quatre autels. Cette acte rappelle la précaire, car il est accordé aux « justes prières » du requérant. Les autels sont cédés « à toujours », pour une prestation de huit solides à payer chaque année.

Un document (3), qui se place entre l'année 1111 et l'année 1122, renferme la concession par Aimericus, évêque de Clermont, à Pontius, abbé de Cluny, d'une église *perpetuo possidendam*. La charte mentionne la demande faite, puis la réponse favorable,

(1) Henri Sée, *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1901, in-8°, p. 459.

(2) *Gallia christiana*, t. X, instr., col. 105.

(3) Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. V, p. 249, n° 3898.

et elle ajoute : *Concessimus salvo jure Claramontensis ecclesie... et retenta censura decem solidorum... qui annuatim Claramontensi episcopo persolvantur.*

Un autre texte, du début du douzième siècle (1), diffère très peu de la précaire. Il nous apprend que Barthélemy de Fontaines est venu autrefois dans le chapitre de Saint-Etienne et qu'il a demandé un journal de terre pour lui et ses héritiers, moyennant un cens. On le lui concède à cette condition, que si lui ou ses successeurs ne rendent pas le cens au temps fixé, ils seront excommuniés. Ce document où le mot *precaria* n'est pas prononcé et où une simple demande remplace la prière habituelle, est cependant, sauf ces différences, la copie d'une précaire. Mais il ne faut pas en conclure qu'on retrouve une véritable précaire (2) entre l'année 1125 et l'année 1157. L'acte dit, d'ailleurs, que cette concession a été consentie « autrefois ». Nous croyons qu'il s'agit là d'un acte rédigé peut-être longtemps après le contrat qu'il constate, l'original ayant été détruit, lors de l'incendie de Dijon, qui eut lieu en 1137.

Quoi qu'il en soit, on voit qu'il serait exagéré de

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 125, f° XLV.

(2) Il ne faut pas confondre la *precaria* avec une sorte d'exaction qui porte le même nom et dont on retrouve une trace dans dom Plancher, *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, Dijon, Antoine De Fay, 1739, 4 vol. in-f°, t. I, n° 47 (1102). Dans ce document, le mot *precaria* désigne les corvées de charrue ou de charroi, et est indiqué comme exaction avec les « *percursus, moriscalcias, arbergarias, cautiones, superprisias*, etc. ».

dire que la précaire a disparu. La vérité, c'est qu'elle est devenue rare et qu'elle s'est transformée, le nom de *precaria*, ainsi que toutes les formules humbles disparaissent.

A partir du douzième siècle, ce mouvement s'accroît encore. Une charte de l'année 1150 en témoigne (1).

« Charte par laquelle Bernard, prieur de Cluny, et les autres frères concèdent à Adalard, un manse, situé à Paysiacus.

» Moi, Bernard, prieur de Cluny, et les autres moines, nous concédons, à Adalard et à ses fils, nominativement désignés Milon et Pierre, moyennant un cens annuel de sept solides de monnaie de Lyon, à payer à la fête de saint Michel, un manse qui est situé à Paysiacus et qui est de notre propriété, sous cette convention, que si après le décès du père, l'un des deux ou l'un et l'autre veulent obtenir ledit manse, ils devront payer chaque année ledit cens de

(1) Bruel, *Charles de l'abbaye de Cluny*, t. V, n° 4152, p. 511 (1150 environ). « Charta qua Bernardus, Cluniacensis prior, et alii fratres, concedunt mansum apud Paysiacum Adalardo. — Ego Bernardus Cluniacensis prior et alii ejusdem cenobii fratres, mansum quoddam, quod est apud Paysiacum, de jure beati Petri et nostro, sub annuo censu VII solidorum Leonensis monete persolvendo in festo sancti Michaelis, concessimus Adalardo et filiis ejus nominatim designatis, Miloni et Petro, ea videlicet conventionem, ut si post decessum patris, alter eorum vel uterque voluerint mansum prefatum obtinere, debebunt per singulos annos supradictum [censum] VII solidorum Cluniacensi monasterio persolvere. Quod si post decessum patris, filii mansum idem, ita ut determinatum est, tenere noluerint, ipsum mansum cum omni edificio et cultura ac melioratione sua in jus et liberam possessionem Cluniacensis monasterii retransibit. Si autem Milo vel Petrus legitimos heredes habebunt, ipsis terram prefatam sub censu determinato relinquere poterunt. Alioquin in jus monasterii ut determinatum est redibit. Testes... »

sept solides au monastère de Cluny... Que si après le décès du père, les fils ne veulent pas tenir ledit manse, ainsi qu'il est déterminé, celui-ci avec tous les édifices, la culture et les améliorations retournera dans le droit et la libre possession du monastère de Cluny. Si, au contraire, Milon ou Pierre ont des héritiers légitimes, ils pourront leur laisser ladite terre sous le cens fixé. Autrement elle retournera dans le droit du monastère comme il est déterminé. Témoins... »

Cet acte n'est pas une précaire, puisque nous ne trouvons pas le nom de *precaria* et qu'aucune prière n'y est mentionnée. Nous ne pensons pas non plus qu'il y ait là un véritable bail à cens. A vrai dire, nous croyons qu'on s'est dépouillé seulement des formules humiliantes de la *precaria*. On concède, on baille à cens sans trop se soucier du nom du contrat. Les conditions sont insérées dans l'*instrumentum* : cela suffit. Dans les actes, le caractère qui domine tous les autres est le cens. Le Coutumier de Marnier, qui exprime un état de droit correspondant à la fin du douzième siècle (1), le démontre bien. Dans son unique disposition touchant notre sujet, il vise, en termes vagues, le cas où il y a accensement, sans qu'on puisse savoir s'il s'agit de la précaire ou du bail à cens.

En réalité, il n'est question d'aucun de ces contrats, mais seulement du cas plus général où « on tient

(1) Le Coutumier de Marnier est du début du treizième siècle.

terre acensée à ior nommez(1)». Le Coutumier énonce ensuite la sanction quand le cens n'est pas payé au « ior ». « Tu en doit, dit-il, la loy, et le chatel, et la merci. » Nous n'avons encore jamais rencontré ces mots. Ils ne se trouvent pas dans l'acte de précaire où on ne fait guère mention que d'une clause pénale généralement fixée au double du cens. Ce qui y correspond ici, c'est la merci qui est la peine déterminée par la convention des partis, tandis que la loy est l'amende légale. Quant au mot chatel, il désigne, dans le langage de l'époque, le bien lui-même, et, par extension, la jouissance en perception des fruits. Il signifie sans doute ici que le propriétaire non payé peut, pour en percevoir les fruits, rentrer en possession de son bien. Mais il est difficile de savoir si cette reprise est temporaire ou définitive.

En résumé, nous avons vu tout d'abord la précaire qui, à l'origine, se formait par le moyen de deux lettres, constatée à la fin en une seule. En même temps sa durée s'augmentait. De temporaire, elle devenait perpétuelle. Enfin la prière ou supplication qui la caractérisait disparut. L'on aboutit dès lors à des actes peu précis, auxquels s'applique bien, avec sa signification un peu vague, le mot accensement. Ce terme générique indique assez exactement, non

(1) Marnier, *Ancien coutumier de Bourgogne* (dans *Revue historique du droit français et étranger*, 1857, t. III, p. 551, ch. xxvi). « Quant on tient terre a cense et on ne rent la cense a iour nommé, quex droit est ? Se tu tient terre acensée à ior nommez, et tu n'en rens le cens au ior, tu en doit la loy et le chatel et la merci. »

à vrai dire une institution nouvelle, mais la forme mal dessinée à laquelle, de transformation en transformation, a abouti la précaire. Cette forme ne pouvait ni ne devait durer. L'évolution en se continuant va nous permettre de distinguer qu'elle ne constituait qu'une sorte de transition entre deux contrats mieux définis : la précaire et le bail à cens.

CHAPITRE IV

Apparition du bail à cens. — Son premier aspect (douzième au quatorzième siècle).

A la transformation économique et sociale qui s'opère aux douzième et treizième siècles correspond l'apparition du bail à cens. — Il se forme par deux lettres controverses. — Analyse de la lettre de retenue à cens. — Analyse de la lettre de concession à cens. — Droits et obligations réciproques du preneur et du bailleur. — Comparaison avec la précaire.

Avec le douzième ou treizième siècle, une transformation économique et sociale considérable s'opère dans tout le pays. Les groupements prennent de plus en plus de consistance. Les communes exigent et souvent obtiennent leurs chartes. Les affranchissements, soit d'individus, soit de villes entières, se multiplient (1). Les routes sont sillonnées par de

(1) Joseph Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, Dijon, Rabutot, 1867, 3 vol. in-4°, t. I, p. 1. — Ernest Petit, de Vausse, *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, Dijon, Lamarche, 1883-1905, 9 vol. in-8°, t. III, ch. xix et xxi.

nombreux commerçants qui, à la faveur de la paix ou de la trêve de Dieu, transportent de côté et d'autre leurs marchandises et font de plus en plus apprécier l'importance des instruments d'échange, de l'argent (1). Son utilité apparaît dans la mesure même où le commerce se développe en faisant naître des besoins nouveaux. Il tend à devenir un facteur économique de premier ordre. On n'en est plus à ce que Karl Bücher (2) appelle le stade de l'économie domestique fermée, où la production personnelle existe seule, où l'échange est inconnu. Le producteur n'est plus toujours son propre consommateur. Dès lors que les biens ne sont plus invariablement consommés là où ils ont été produits, les villes se différencient davantage des campagnes. Elles s'agrandissent de plus en plus. Formées surtout de légères constructions de bois, elles sont exposées à de nombreux risques d'incendie. Par trois fois, au onzième siècle, Auxerre est la proie des flammes. Le développement des villes n'est pas entravé par ce danger. Pour y parer cependant, on commence à bâtir des maisons de pierre. Ce sont les puissances financières du moment, les abbayes, les gros propriétaires, les seigneurs, qui se chargent souvent de ces constructions.

C'est ce qui se produit à Dijon. Après l'incendie de 1137, on élève de nouvelles murailles en englobant un espace beaucoup plus vaste. Les monastères,

(1) Emile Collette, *Les foires et marchés à Dijon*, Jobard, 1905, in-8°, p. 19 et 20.

(2) *Etudes d'histoire et d'économie politique*, traduction Hansay, in-8°, p. 49.

comme Saint-Bénigne, Saint-Etienne, y construisent de nombreuses maisons (1).

Voilà une situation économique nouvelle créant des besoins nouveaux. Pour y répondre, il faudrait une forme de louage commode, permettant de mettre en valeur les biens du propriétaire et donnant des avantages suffisants au concessionnaire. Ce bail ne pourrait être qu'à longue durée suivant les habitudes du temps.

L'on aperçut ces besoins et l'on chercha à les satisfaire. A partir du treizième siècle, les contrats en ce sens deviennent plus fréquents. Ce sont des donations *sub censu* (2), des concessions à cens d'immeubles (3) ou de fiefs (4), des ventes moyennant un cens (5). On emploie aussi le verbe accenser (6). Souvent même, au lieu de donner un nom à l'acte on dit simplement qu'il est intervenu entre les parties un pacte (7), une convention (8) dont on indique la teneur et qui a pour objet un cens. Tous ces actes qui sont dissemblables tendent en réalité au même

(1) Dom Plancher, *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, Dijon, Antoine De Fay, 1739, 4 vol. in-f°, t. I, n° 72 (1153).

(2) Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. V, p. 544 (1160).

(3) *Ibid.*, t. V, p. 716 (1192, 23 janvier).

(4) *Ibid.*, t. VI, p. 404, n° 4999 (1258, mois d'octobre).

(5) *Ibid.*, t. V, p. 773 (1202, 1^{er} juin). « Concession in feodum perpetuum. »

(6) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 329 (1227). « Milo li Bornes miles... recognovit quod... in perpetuum ascensivit unam peciam terre... »

(7) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 290 (1218). *Cartulaire de Saint-Etienne* (édition Collette), n° 42, p. 42.

(8) Bruel, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. VI, p. 403, (1248, février). « Recognoverunt iidem inter se ad invicem contraxisse conventiones qui inferius annotantur. »

but et produisent un résultat identique : le transfert *in perpetuum* d'un bien moyennant un cens perpétuel. Et c'est là à quoi aboutit, quelques années plus tard, le bail à cens. Seulement, il a l'avantage d'unifier toutes ces combinaisons.

Cen'est plus désormais le preneur qui supplie humblement un capitaliste de lui céder un bien, moyennant une rétribution dérisoire, surtout récognitive, c'est le bailleur qui cherche preneur pour lui louer le plus cher possible une maison ou un terrain. Il en résulte que le preneur, étant plus recherché et payant un plus haut prix, va exiger des garanties plus grandes. Réciproquement, le bailleur va tâcher, par tous les moyens possibles, de garantir son droit à la redevance.

Cette simple considération économique nous indique de suite que la grande transformation que nous allons remarquer dans notre contrat, tient moins à une différenciation profonde de sa forme juridique qu'à un changement complet de milieu. L'on peut dire que le bail à cens, c'est la précaire transportée dans un milieu économique différent. Le nouveau terrain amène un changement de structure dans l'ancien contrat. Il apparaît avec une physionomie nouvelle.

Ses premières manifestations le montrent fermement dessiné. Il est dès le début coulé dans le moule où il restera, malgré des modifications, des perfectionnements de détail.

Alors les documents, dont le nombre s'accroît d'année en année, présentent quantité d'actes où le preneur retient un bien à cens.

Tout d'abord le censitaire annonce qu'il a pris à cens un immeuble (1). La plupart du temps son épouse « de lui autorisée » fait la retenue en même temps que lui. Le ou les preneurs, suivant le cas, indiquent alors qu'ils ont reçu et retenu un bien *ad censam perpetuam* pour eux et pour leurs héritiers. On fait ensuite mention du nom du bailleur. Puis vient la description du bien qui fait l'objet du contrat et qui est toujours un immeuble. Pour prévenir toute erreur, les voisins, les tenants et aboutissants sont soigneusement désignés.

On trouve ensuite l'indication de la prestation moyennant laquelle le bail à cens est consenti (2).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259, liasse (1255, mars). « Ego Johannes li Torneres dictus Saunerius, et ego Johanna uxor eius... recipimus et retinuimus pro nobis et nostris heredibus ad censam perpetuam a viris venerabilibus et religiosis abbate et conventu Sancti Stephani Diuionensi mansum eorum situm Divioni in vico de la Verrerie iuxta domum heredum defuncti Stephani Lamberti ex una parte et iuxta domum Johannis lou verrier ex altera... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266, liasse (1281, août). « Ego Aymo nunc prepositus Divionis... retineo et retinui ad censam perpetuam a viris religiosis abbati et conuentui ecclesie Sancti Stephani Diuionis mansum suum continentem perticam et dimidiam ad perticam suam quam currit pro censibus suis et circa festum omnium sanctorum situm Diuioni in castro iuxta domum mei Aymonis quam fuit patris mei ex vna parte, et iuxta viam publicam per quam vnam itur uersus uerreriam, et qua vna est iuxta capellam domini ducis Burgundie, et dictum mansum ex altera... » — Voir Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 379, liasse, et G. 127, registre, f° 273 r° (1308/9, 15 mars); G. 127, registre, f° 262 r° (1317, 2 juillet); G. 391 (1317, novembre); G. 127, registre, f° 86 r° (1317/8, janvier), etc.

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259, liasse (1255, mars). « Pro quadraginta solidis monete Divionensis que pro tempore curret quos nos et heredes nostri eis et successoribus eorum reddemur et reddere tenemur singulis annis imperpetuum de cetero in eorum ecclesia in festo nativitatis beati Johannis

Lorsqu'elle est fixée en argent, elle consiste en un certain nombre de sous. Si elle est en nature, c'est une certaine quantité de cire, de blé, de vin, etc. Quand il s'agit d'argent, et c'est le cas de beaucoup le plus fréquent, on dit dans quelle monnaie se fera le paiement. Il aura lieu presque toujours chez le concédant. Il se fera chaque année aux termes indiqués, qui sont, presque inévitablement, dans les documents que nous avons pu consulter, « la nativité de Notre-Seigneur et la nativité de saint Jean-Baptiste ».

Si le cens n'est pas payé au jour convenu, il sera infligé une amende dont le taux est assez variable et qui est destinée à empêcher tout retard. Souvent pour garantir le paiement du cens et de l'amende qui n'a pas été fait, le concédant prendra possession, sans procès et de plein droit, de l'immeuble et fera les fruits siens jusqu'à parfait paiement. Quelquefois même, si au bout d'un an la dette n'est pas acquittée en totalité, le concédant restera définitivement maître du bien (1).

Baptiste. » — G. 266, liasse (1281, août). « ... Pro una libra cere annue et perpetue censue quam ego et mei heredes tenemur et promittimus per juramentum nostrum prestitum super sancta dei euuangelia corporale reddere et soluere annuatim imperpetuum dictis abbati et conuentui uel eorum mandato certo in ecclesia sua predicta in crastino natiuitatis domini... » — Voir Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 379, liasse, et G. 127, f° 273 r° (1308/9, 15 mars) ; G. 127, registre, f° 262 r° (1317, 2 juillet) ; G. 391, liasse (1317, novembre) ; G. 127, registre, f° 86 r° (1317/8, janvier), etc

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259, liasse (1255). « . . Et dictam censam eis annuatim reddere loco et termino memoratis et nisi dicta die dictos quadraginta solidos sicut

Puis on mentionne la clause de maintenir en bon état (1). Elle a pour but d'empêcher que le bien ne puisse plus répondre du paiement du cens. Quand il s'agit d'une maison (2), les textes ne sont pas très explicites : ils prononcent simplement les mots

demum est superius reddemur volumus nos et nostros heredes eisdem abbati et conventui ex tunc in crastino dicte dici teni ad emendam septem solidorum monete predictae et ut ipsi abbas et conventus ex tunc auctoritate propria et sine clamore cuiuslibet curie et sine meffacere dicti mansi et tocius edificii quod fiet in eo intrent possessionem et dominum et hec omnia teneant et ex hiis fructus suos modis omnibus faciant et in ipsa domo et in manso predicto nos et nostros heredes de bonis et rebus nostris gagient et gagiare debeant quousque dicti quadraginta solidi cum emenda septem solidorum eis et eorum successoribus integre persolvantur. Et si infra annum et diem dictos quadraginta solidos cum emenda predicta non solvimus ex tunc de dicto manso et de domo et omni edificio quod in ipso fiet et erit et ipsi abbas et conventus sua plenarie facere poterunt voluntate, absque contradictione vel reclamacione nostri vel nostrorum heredum seu cuiuslibet alterius ex tunc in antea facienda... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266, liasse (1281, août). « ... Ego et mei heredes et dictum mansum tenentes teneremur dictis abbati et conventui ad emendam quinque solidorum viennensium. Et nichilominus pro predictis melius adimplendis obligo dictis religiosis dictum mansum et eius edificia de quo manso et edificiis in eo factis dicta religiosos inuestiui ita videlicet quod si in solucione dicti libere cere annuatim modo predicto facienda deficerem aut mei heredes dictum mansum tenentes deffecerint volo et concedo quod dicti religiosi auctoritate eorum propria ad dictum mansum et edificia recurrant et teneant et ex ipsis fructus suas modos omnibus faciat donec de dicta libra cere et emenda de quolibet anno quo salute non fuerint et de dampnis inde habitis dictis religiosis sit integre satisfactum... »

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259, liasse (1255). « ...Tenemur... in bono statu tenere... ». *Ibid.*, G. 274, liasse (1280, novembre) « ...In bono statu tenere... »

(2) *Ibid.*, G. 134, Registre f° 127 (1415, 18 avril) « Et seray tenus ie li dis reteneur de mettre et maintenir ladite maison en bon et soufflisant estat et la y maintenir par moy et mes hoirs en seurté dudit cens perpetuelment. »

mettre et maintenir « en bon et souffisant estat ». Mais, quand il s'agit de biens de culture, on insiste sur la nécessité de cultiver ou de labourer (1).

Enfin vient la promesse par serment sur « les sains evvangiles de Dieu » d'observer tout ce qui est contenu dans l'acte et de n'aller contre d'aucune façon. Le preneur renonce en outre à toutes les exceptions et causes de défense qu'il est possible d'invoquer (2) : à l'exception de dol, de lésion, de déception, *in factum*, au privilège de l'étranger, à l'appel, à toute coutume ou statut du lieu et à tout secours de droit,

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 134, registre f° 211 v° (1439, février). « Les teneurs devront bien et loyalement labourer et cultiver chascun an de tous ses cous en temps de bonnes saisons, deues et competoires et icelle vigne faire bien et loyalement soustenir et maintenir en bon et souffisant estat au prouffit dudit cens ou rente comme ces choses sont plus a plains contenues es lettres de bail controverses à ces presentes lettres... »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259, liasse (1255). « ...Et hec omnia iuravimus facere tenere et servare perpetuo et in nullo de cetero per nos vel per alios verbo vel facto vel consensu vel racioni qualibet contraire nos et nostros heredes propter hoc specialiter obligando. In cuius rei testimonium... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266, liasse (1281, août). « ...Promittens per iuramentum meum prestitum super sancta Dei euuangelia corporale predicta omnia tenere facere et inviolabiliter obseruare et in nullo per me uel per alium contrarie tacite uel aperte me et meos heredes et omnia bona mea propter hoc obligando. Renuncians in hoc facto per iuramentum meum predictum exceptioni doli mali lesionis uel decepconis in factum fori privilegio omni appellationis remedio omni consuetudini et statuti loci uel... et omni auxilio totius juris consuetudinis et facti. Volens me compelli ad premissorum omnium obseruantiam per curiam domini ducis Burgundie quasi ex re adiudicata in eadem cuius iurisdicioni quo ad hoc suppono me et meos heredes. In quorum testimonium... » — Voir Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 379, liasse, et G. 127, registre f° 273 r° (1308/9, 15 mars); G. 127, registre f° 262 r° (1317, 2 juillet); G. 391, liasse (1317, novembre); G. 127, registre f° 86 r° (1317/8, janvier), etc.

de coutume ou de fait. Il se soumet également, pour les litiges éventuels, à la cour du duc ou à l'official.

A cette lettre de cens ou de retenue qui provient du concessionnaire, s'oppose la lettre de donation ou concession à cens qui émane du bailleur.

L'existence de cette seconde lettre n'est pas douteuse ; on peut affirmer que dans tout bail à cens on rencontre les deux lettres. C'est que la lettre de retenue où le preneur dit « j'ai retenu », demande visiblement comme contre-partie une lettre où le bailleur dise « j'ai concédé ». De plus, l'on retrouve un certain nombre de ces lettres de concession à cens. Bien peu, il est vrai, en raison du nombre considérable de lettres de retenue ; assez cependant pour que la question ne puisse faire de doute. Il faut songer, en effet, que ces deux documents rédigés en même temps, les parties les échangeaient. Déposé dans les archives du bailleur, grand propriétaire, seigneur ou monastère, le premier était soigneusement conservé. La lettre de concession, au contraire, remise au preneur, c'est-à-dire à un individu ordinairement pauvre, était exposée à de nombreux risques de perte. Fatalement, après plusieurs siècles, elle était condamnée à disparaître. C'est pourquoi l'on retrouve tant de lettres de retenue et si peu de lettres de concession. Quelques-unes ont cependant échappé à la destruction (1).

Dans la lettre de concession à cens, le concédant

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266 (1243 juin) ; G. 126, reg. f° 104 v° (1311, juin). — Voir deux lettres controversées dans Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259 (7 décembre 1773), et G. 266 (1388, 28 juin).

fait connaître qu'il a livré et concédé à cense perpétuelle un immeuble à un individu. C'est la déclaration de bail à cens et la description du bien (1).

On trouve ensuite l'indication du cens dû chaque année et des termes auxquels il doit être payé (2).

On rencontre également, de même que dans la lettre de retenue, la clause de maintenir en bon état (3).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266 (1243, juin). « Nos Stephanus permissione divina humilis abbas, et conventus sancti Stephani dyvionensis, notum facimus omnibus presentibus... quod unanimiter et concorditer tradidimus et concessimus ad censam perpetuam Bernardo dicto nigro et eius heredibus domum nostram quam fuit Petri... tenendam et possidendam a dicto Bernardo et eius heredibus in perpetuum... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 126, f° 104 v° (1311, juin).
« ...Ego Johannes de sancto Amore domicellus nepos et heres defuncte Stephanete vxoris quondam Perreneti de Ruppe Forti clerici... trado ad censam perpetuam venerabili patri in Christo fratri Hugoni divina miseratione abbati monasterii sancti Stephani dyvionensis pro se et successoribus suis ad opud (*sic*) et utilitatem dicti monasterii res inferius annotatas quas confiteor esse et movere de fondo abbatis et monasterii predictorum, videlicet decem et octo iornalia nemoris quod dicitur nemus de Roiche Fort et viginti octo iornalia terre arabilis sita in dicto finagio de Aqueductu prope Bellam Novam, item vnum hominem tailliabilem et explectabilem videlicet Huetum Milleran cum manso et tenementis eiusdem ac omnia alia et singula que habeo, habere possum et debeo in villa et finagio de Aqueductu... »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266, liasse (1243, juin). « ...Pro quinque sextariis olei puri de nucibus... nobis annuatim de cetero in festo sancti Andree... persolvendis... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 126, reg., f° 104 v° (1311, juin) « ...Pro quadraginta solidis turonensium parvorum michi vel meis heredibus a dicto domino abbate vel eius successoribus annuatim apud Dyvionem ad mensem festi Resurrectionis Domini persolvendis... »

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266 (1243, juin) « ...Ita quod dictam domum in bono statu tenebit et servabit... ». — Archives de la Côte-d'Or, G. 259 (1373, 7 décembre).

Une clause spéciale à la lettre de concession à cens, c'est celle qui concerne le vest et le devest. Le bailleur dit en propres termes : *me devestio.. et investio* (1)...

Il fait ensuite, en son nom et en celui de ses héritiers, la promesse de garantie. Il s'engage, sous l'obligation de tous ses biens, à observer exactement les clauses du bail, à garantir le preneur, à le défendre et à le maintenir à ses propres frais en possession paisible. Il renonce « à toutes exceptions, raisons et allégations, tant de droit que de fait, contraires à ce qui a été stipulé (2) ».

« ...Prefati coniuges... tenebuntur... domum cum eiusdem pertinentiis predictis sustinere in bono statu tenere et manuteneri perpetuo de omnibus et singulis rebus sustentacionibus et manutencionibus domibus et aliis talibus competentibus et opportunis eorum propriis missionibus et expensis... »

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 266 (1243, juin) « ...Propter quod ipsum Bernardum de dicta domo et de manso et pertinentiis ipsius investivimus... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259 (1373, 7 décembre) « ... Me et meos imperpetuum deuestio, ac dictos coniuges presentes recipientes et pro se et suis heredibus gratanter acceptantes corporaliter inuestio... »

(2) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 126, f° 104 v° (1311, juin) « ...Promitto pro me et meis heredibus per stipulationem sollempnem et per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum prefato domino abbati et eius successoribus contra omnes perpetuo garantire et contra predicta vel aliquid de predictis non venire tacite vel expresse. Renunciando in hoc facto ex certa sciencia omnibus exceptionibus iuris et facti que contra tenorem presentium litterarum possent obici seu dici, et precipue iuri dicenti generalem renuntiationem non valere... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259 (1373, 7 décembre) «... Promittens ego Johannes decanus predictus pro me et meis heredibus per iuramentum meum datum propter hoc ad sancta dei euuangelia cum debite legitime ac solemnibus stipulacionis interuentu nec non sub speciali et expressa ypotheca et obligacione omnium et

Puis, comme sanction de ses obligations, le bailleur veut que lui et ses héritiers soient appelés « comme de chose adjugée », devant la cour du duc de Bourgogne (1).

On voit donc que les deux lettres se correspondent exactement. Toutes deux s'appellent lettres controverses. La lettre de donation à cens est souvent indiquée comme controversée de la lettre de retenue (2). A l'inverse, fréquemment, cette dernière est appelée controversée de la lettre de concession à cens (3).

singulorum bonorum meorum, mobilium et immobilium presencium et futurorum, quorumcunque, premissa omnia et singula rata grata stabilia deinceps habere atque firma. Eaque tenere perpetuis temporibus et inuiolabiliter obseruare, necnon dictam domum cum ipsis seu ipsius pertinentiis quittam et liberam pro duodecim libris censualibus et aliis omnibus predictis, ceterisque ab antiquo consuetis, prefatis coniugibus et suis heredibus contra omnes imperpetuum garantiré, defendere et facere in pace tenere, meis et heredum meorum propriis sumptibus et expensis, et contra premissa uel eorum aliqua seu contra tenorem presencium litterarum non facere dicere uel uenire quomodolibet in futurum omnibus excepcionibus racionibus et allegacionibus tam juris quam facti premissis contrariis super hoc cessantibus penitus et remotis... »

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 126, f° 104 v° (1311, juin). « Volens me compelli ad premissarum observantiam, quasi ex re adiudicata, per curiam domini ducis Burgundie, cuius iurisdictioni quo ad hoc suppono me et meos heredes. In quorum testimonium... » — Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259 (1373, 7 décembre). « ... Et ad omnium et singulorum obseruanciam premissorum, volo me et heredes meos cogi et compelli, tanquam ex re adiudicata, per curiam domini ducis burgundie, cuius curie iurisdictioni et cohercioni quo ad hoc suppono me dictos heredes meos et omnia mea bona. In quorum omnium testimonium... »

(2) Voir Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 134, registre f° 146 (1406); G. 134, registre f° 147 (1406); G. 134, registre f° 180 (1431).

(3) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 134, registre f° 38. « Et la controverse des présentes est escrite au feuillet suivant. » G. 134, registre f° 40. « Comme de ce et autres choses appert par les lettres de la retenue à ces présentes controverses. »

Les deux lettres existent donc dans tout bail à cens. Il semble bien cependant que le contrat soit parfait avant qu'aucun écrit ait été rédigé. Nous n'en voulons pour preuve que le fait que les chartes parlent toujours au passé. Le preneur dit « j'ai retenu » et le concédant « j'ai livré ». Les documents qui constatent notre contrat ne sont donc que des *instrumenta* et non des conditions essentielles.

Telles sont les deux lettres au moyen desquelles se constate le bail à cens. Elles permettent de déterminer ses éléments essentiels et ses caractères généraux.

Il apparaît tout d'abord avec un caractère de perpétuité bien prononcé.

Les textes sont très explicites à cet égard. Ce n'est qu'une suite toute naturelle de l'évolution que nous avons indiquée, qui partant de la *precaria*, bail de cinq années moyennant un cens, la transforme, lui fait acquérir une durée de plus en plus longue pour arriver enfin à la perpétuité et former bientôt le bail à cens.

Un autre élément essentiel est la redevance ou cens. Elle est nécessaire et l'on ne peut imaginer un bail à cens ne comportant aucune redevance, aucun cens fixe et annuel.

Enfin, notre contrat ne peut s'appliquer qu'à un immeuble.

Le preneur a un droit réel. Cela ressort avec évidence du fait de la clause de vest et devest et du caractère de perpétuité du bail. Le censitaire peut

« tenir et posséder », faire les fruits siens, aliéner. Il jouit, en somme, de toute l'utilité de la chose.

Quant aux obligations qui lui incombent, elles correspondent aux droits du bailleur et peuvent se résumer en une seule, qui domine et motive toutes les autres : l'obligation de payer le cens aux termes fixés. C'est pour cette raison que le bien qui garantit le paiement de la redevance doit être maintenu en bon état (1). Les menaces d'amende et de saisie censuelle elles-mêmes n'ont pas d'autre motif.

Comme contre-partie de ses droits et des obligations du censitaire, le bailleur doit observer les clauses du contrat, ne pas porter préjudice au preneur et le couvrir au besoin de sa garantie.

On se rend compte maintenant des traces profondes qu'a laissées dans le bail à cens la précaire. On se rappelle qu'elle comprenait deux documents correspondants : l'*epistola precaria* et l'*epistola præstaria*. On ne peut s'empêcher de songer que ces lettres ont du donner l'idée des deux controverses du bail à cens.

Cette ressemblance de forme, très frappant indice de l'origine, a d'autant plus d'importance que le détail des deux lettres ne fait que la confirmer. Dans la lettre de retenue, de même que dans l'*epistola precaria*, le preneur reconnaît qu'on a consenti à lui accorder un bien à certaines conditions, parmi les-

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Cartulaire de Saint-Etienne*, G. 134, f^o 137 (24 mai 1477). « ... Et avec ce sera tenu de la maintenir en bon et souffisant estat au profit et seurte de cense... »

quelles se trouvent le paiement d'un cens et l'amende pour le cas de négligence. Dans la lettre de concession à cens, comme dans l'*epistola præstaria*, le propriétaire concédant affirme la concession et retrace les conditions auxquelles elle est faite.

Enfin, d'une façon générale, les mêmes caractères généraux : perpétuité, nécessité du cens, objet immobilier se rencontrent dans les deux institutions.

Qu'est-ce donc qui les sépare? Ce sont uniquement des nuances, des détails peu importants qui proviennent de la différence de milieux, d'un changement profond de l'état économique. La précaire avait un certain caractère bénéficiaire. Il était logique d'en implorer humblement la concession. Le bail à cens est, au contraire, un contrat principalement destiné à la mise en valeur, à l'exploitation. La prestation y prend une importance plus grande que dans la précaire. Elle était faite dans ce contrat *in vestitura*, en reconnaissance de la propriété et par conséquent elle était très faible, maintenant c'est véritablement un loyer de la terre. La richesse, à cette époque, est presque uniquement dans la terre. La concéder, c'est faire un placement, c'est se procurer un revenu.

Chose curieuse, par le fait même de cette situation économique nouvelle, on va bientôt revenir, en quelque sorte, en arrière. La *precaria*, concession faite à l'origine pour cinq ans, est arrivée peu à peu à la perpétuité. C'est ce caractère qu'accuse nettement le bail à cens à son apparition. Mais il ne le garde pas longtemps. Une évolution en sens inverse se produit et l'on revient à des concessions d'une

durée moins longue. C'est alors qu'on trouve des baux à cens pour plusieurs vies ou même pour une seule vie.

En 1316, Galtheretus de Aqueductu, bourgeois de Dijon, et Osanetta, sa femme, retiennent *ad censam ad vitam eorum et superviventis ex ipsis*, une maison avec ses dépendances, située à Dijon (1).

L'année suivante, Odetus, fils de feu Perronetus, *barbitonsor*, demeurant à Dijon, reconnaît tenir un manse *ad vitam suam* (2).

A partir de cette époque, les actes de cette sorte se multiplient d'année en année et, à la fin du siècle surtout, on en rencontre un très grand nombre.

Est-ce à dire que le caractère perpétuel du bail à cens a complètement disparu ? Ce serait une erreur de le croire. La vérité, c'est que l'on rencontre désormais côte à côte des baux à cens perpétuels et des baux à cens consentis pour une ou plusieurs générations.

Il en sera ainsi jusqu'à la fin. Mais dans la période qui suit, nous allons voir le bail à cens, soumis jusqu'ici exclusivement à l'influence de la précaire, recevoir, du fait de la renaissance des études de droit romain, une impulsion nouvelle et commencer à devenir l'objet des théories des juristes dans les coutumiers du quatorzième siècle.

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 271 (14 juin 1316). — Voir également, G. 394 (mai 1312); G. 257 (14 mai 1315).

(2) *Ibid.*, G. 281 (juin 1317).

CHAPITRE V

Modifications que subit le bail à cens sous l'influence des idées romaines (quatorzième et quinzième siècles).

Renaissance des études de droit romain. — L'étude de l'emphytéose fait introduire dans le bail à cens les droits de lods et de retenue, la théorie du domaine direct et du domaine utile. — On remarque également l'influence de la règle de droit féodal : « Nulle terre sans seigneur. »

A l'influence de la renaissance des études de droit romain, le bail à cens ne devait pas échapper. Au premier courant qui de la précaire nous a conduit à notre contrat, se substitue bientôt un deuxième courant venant de l'étude du droit romain. Il va compléter l'œuvre commencée.

Mais si l'on étudie le droit romain, on ne le comprend pas toujours très bien. M. Giraud l'a remarqué. Dans la préface de la publication qu'il a faite des *Coustumes et stilles gardez ou duchie de Bourgongne avant la reformation des dites cous-*

tumes, il indique qu'il n'a pas joint « au texte fort intéressant du coutumier les notes incohérentes du copiste bourguignon, relatives à une concordance imaginaire du droit romain (1) ».

En étudiant le droit romain, on cherche donc des analogies avec le droit de l'époque. On devait en trouver dans les baux à longue durée si fréquents dans notre ancien droit, et assez nombreux à Rome. On remarqua spécialement l'un des principaux : l'emphytéose.

C'était un droit réel, constitué par le propriétaire d'un immeuble, en faveur d'un tiers, pour une durée sinon perpétuelle, du moins très longue, sous condition résolutoire du paiement d'une prestation périodique appelée canon (2). Pour la défense de sa tenure, l'emphytéote avait de nombreux moyens, parmi lesquels une action *in rem utilis* (3).

Chose remarquable, il avait le droit d'aliéner (4). Mais alors il restait chargé du poids de la redevance à l'égard du *dominus*. Seule, l'approbation de celui-ci, en opérant novation par changement de débiteur, pouvait l'en libérer (5). L'intérêt du *dominus* la lui faisait d'ailleurs constamment refuser. Aussi, en

(1) *Revue de législation*, 1843, t. II, p. 292.

(2) François, *Essai sur l'emphytéose*, Grenoble, Breynat et C^{ie}, 1883, in-8°, p. 55. — Voir également, Pépin Le Halleur, *Histoire de l'emphytéose en droit romain et en droit français*, Paris, Joubert, 1843, in-8°, p. 54.

(3) Pépin le Halleur, *op. cit.*, p. 60, 61 et 83. — François, *op. cit.*, p. 83.

(4) François, *op. cit.*, p. 83. — Pépin Le Halleur, *op. cit.*, p. 112 et suiv.

(5) François, *op. cit.*, p. 108-109.

fait, l'emphytéote ne vendait guère. Pour remédier à cet état de choses, Justinien donna le moyen de rendre effectif ce droit de vendre qui, en réalité, était illusoire. Il décida qu'il suffirait à l'emphytéote d'annoncer au *dominus* son intention de vendre et le prix qu'il avait fixé. Le *dominus* pouvait alors acheter lui-même aux conditions indiquées : c'était le droit de prélation. S'il ne voulait pas l'exercer, il était forcé de consentir à la vente, mais le vendeur devait lui payer, à raison de ce consentement, le droit de *laudemium* qui consistait dans le cinquantième du prix (1). En revanche, le *dominus* devait mettre et maintenir le preneur en jouissance. Comme contre-partie de ses droits et des obligations du *dominus*, l'emphytéote devait payer le canon et d'une façon générale entretenir le fonds. S'il aliénait, il fallait, comme nous venons de le voir, qu'il prévint le propriétaire et qu'il lui payât le *laudemium*. Si le bien revenait entre les mains de celui-ci, il profitait des améliorations. Enfin, l'emphytéote pouvait être déchu de son droit pour plusieurs causes : s'il détériorait le fonds, s'il ne payait pas le canon ou les impôts, s'il violait les règles relatives à l'aliénation de la tenure (2).

Cette étude de l'emphytéose romaine devait porter ses fruits. Ils apparaissent bientôt. Dans un très grand nombre de textes, on trouve les mots « nous

(1) Pépin Le Haleur, *op. cit.*, p. 113 et suiv. — Wiart, *Le régime des terres du fisc au Bas-Empire*, Paris, Larose, 1894, in-8°, p. 97 et 98. — François, *op. cit.*, p. 110 et suiv.

(2) François, *op. cit.*, p. 144 et suiv. — Wiart, *op. cit.*, p. 93. — Pépin Le Haleur, *op. cit.*, p. 81 et suiv.

prenons et retenons en emphytéose perpétuelle irrévocable et à cens perpétuel et irrévocable (1) ». Ces documents sont pour le reste conformes aux baux à cens déjà examinés, le mot seul d'emphytéose y est ajouté. Cependant, il y a lieu de se demander en présence de quel contrat on se trouve. Est-ce l'emphytéose ou le bail à cens ? Il ne faut pas, selon l'expression de Chasseneuz, se laisser tromper par le « son des mots ». Les rédacteurs d'actes, les copistes font souvent des confusions de termes. Ils ne distinguent pas toujours très exactement les institutions les unes des autres. L'emphytéose romaine, bail à longue durée, souvent perpétuel, conférant un droit réel moyennant une redevance annuelle, présentait beaucoup d'analogie avec le bail à cens. Dès lors, les scribes n'hésitèrent pas à lui donner un nom, une étiquette romaine. Au bail à cens, tel que nous le connaissons, ils ajoutèrent le mot emphytéose et dirent : *Cepimus et retinuimus in emphyteosim perpetuam irrevocabilem et ad annum et perpetuum censum*.

Il y eut encore d'autres adjonctions provenant de la même source. C'est ainsi qu'un bail à cens est consenti *precio videlicet et summa, censu et canone duodecim librarum turonensium... annui et perpetui census, canonis seu servicii aut annue pensionis* (2).

(1) Archives de la Côte-d'Or, *Fonds Saint-Etienne*, G. 259 (7 décembre 1373). « Cepimus et retinuimus... in emphiteosim perpetuam irreuocabilem et ad annum irreuocabilem et perpetuum censum... » Controverse : « Tradidi, cessi, concessi, contuli perpetuo et quittai... in emphiteosim perpetuam irreuocabilem et perpetuum censum... »

(2) *Ibid.*

On parle de prix et somme comme s'il s'agissait d'une vente, de cens comme s'il y avait bail à cens. Enfin, les mots canon et pension pourraient faire croire qu'il est question de l'emphytéose.

Ces exemples montrent non seulement l'influence des études de droit romain, mais aussi à quelle confusion l'on était arrivé.

Désormais, le bail à cens va emprunter de plus en plus des éléments, d'une façon générale au droit romain, et plus spécialement à l'emphytéose.

C'est alors qu'on voit à l'intérieur du bail à cens s'opérer des distinctions. Tous les textes du quatorzième siècle séparent nettement la censive, la coutume et la rente.

Que faut-il entendre par ces différents mots ? La censive ou cense est la prestation que nous connaissons. Elle porte lods, retenue et amende, nous disent les textes (1). Nous savons que l'amende est la peine infligée en cas de retard apporté dans le paiement du cens. Mais que sont les lods et la retenue ? Ici nous voyons apparaître les notions empruntées à l'étude de l'emphytéose. Les lods correspondent au droit de *laudemium*, la retenue

(1) Ch. Giraud, *Coutumes et stilles gardez ou duchie de Bourgogne avant la reformation des dites coutumes* (Revue de législation, 1843, t. II, p. 292), § 27. « Censive porte louz, rettenue et admende. » — *Anciennes coutumes de Bourgogne*, § 87 (dans Bouhier, *Les coutumes du duché de Bourgogne avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol. in-f°, t. I, p. 119). — *Consuetudines generales anti-quæ ducatus Burgundiæ* (dans Bouhier, *op. cit.*, t. I), § 78. « In censiva habet locum, emenda, laudimium et retentio. »

au droit de prélation. Lods ou retenue, tels sont les deux termes du droit d'option conféré au bailleur (1). Ils supposent nécessairement que le censitaire a le droit d'aliéner le bien accensé. Les textes des époques précédentes, tantôt accordaient, tantôt refusaient ce droit. Au quatorzième siècle, il est reconnu généralement, même pour l'homme taillable (2).

Si l'aliénation est réalisée, quelle va être la situation du seigneur? Elle est semblable à celle du bailleur dans le contrat d'emphytéose. Le censier a tout d'abord le droit de retenir l'immeuble pour le prix de la vente. Rien ne l'oblige à en user, mais s'il ne le fait pas, il est contraint d'accepter la vente. Néanmoins, il a une compensation dans l'exercice du droit de lods, qui est en quelque sorte le prix de sa *laudatio*, de son consentement forcé

La coutume « de blé ou de vin » s'entend des redevances payées par les serfs à l'occasion d'une tenure servile. De même que la censive, elle porte lods et retenue, mais elle ne comporte pas l'amende (3).

Quant à la rente, c'est une simple redevance

(1) A la période précédente, cette option était quelquefois cédée par convention.

(2) *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ* (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 157), § 102. « Homo talliabilis rem censualem quam tenet ab alio quam a domino suo cujus est homo, potest vendere et alienare. »

(3) Giraud, *op. cit.*, § 27 bis. « Coustume de blé ou de vin porte louz et retenue sans admende. » — *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne*, § 88 (Bouhier, *op. cit.*, t. I). « Coutume de bled ou du vin porte lods et retenue sans amende. » — *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ* (Bouhier, *op. cit.*, t. I), § 79. « In coutuma habet locum, laudimium et retentio, nec debetur emenda. »

annuelle, une charge réelle assignée sur un immeuble. Elle ne porte ni lods, ni retenue, ni amende (1).

Pour exercer son option, il faut que le seigneur connaisse la vente. Que décider si le censitaire vend le bien sans avertir le seigneur ?

On pouvait hésiter entre deux solutions. On pouvait déclarer que le bail était résolu et permettre au censier de reprendre l'immeuble à titre définitif. C'était là un procédé qui avait été employé dans certains lieux en Bourgogne (2).

Il était possible de choisir un deuxième parti. En s'inspirant des mêmes règles que dans le cas où le bien était laissé sans culture, on pouvait procéder à la saisie censuelle. C'est à cette deuxième solution qu'on s'arrêta. On décida qu'en principe, il n'y aurait pas de commise. On ne fit en réalité qu'appliquer la simple saisie censuelle, la même qu'au cas de défaut de culture. Les anciennes coutumes ne

(1) Giraud, *op. cit.*, § 28. « Rente ne pourte louz, retenue ne amende. » *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne* (Bouhier, *op. cit.*, t. I), § 89. « Rente ne porte lods, retenue, ne amende. » — *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ* (Bouhier, *op. cit.*, t. I), § 80. « In redditu non habet locum, laudimium, nec retentio, nec emenda. »

(2) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, 1^{re} et 2^e parties, p. 168, n° 93 (août 1247). « Vendiderunt et assignaverunt... viginti solidos censuales... tali... conditione apposita, quod nisi dicti viginti solidi ad dictum solverentur, quicumque res predictas tenerent et possiderent tenerentur ad emendam septem solidorum tanquam pro censu non soluto et etiam res predicti cederentur in jus et proprietatem capituli Eduensis si cessaretur a solutione dictorum viginti solidorum usque ad festum beati Martini hyemalis proximo subsequens. » *Ibid.*, p. 209, n° 130 (7 décembre 1274). Nous assistons précisément à la reprise d'un immeuble dont le cens n'avait pas été acquitté.

laissent aucun doute à ce sujet. « Si le seigneur de la cense trouve l'assignal en autre main que de cilz qui doit le tenir, il n'y eschet commise, mais il puet mettre la chose et les fruits sous sa main par faute de desserviteurs (1). »

Si l'on distingue au point de vue des lods et ventes, la rente de la censive ou cense, ces deux notions se voient appliquer la même règle, le même délai de trois ans, quand il s'agit de la prescription des arrérages (2).

En résumé, les lods désignent la somme payée par les parties lors d'une mutation de propriété, la retenue est le droit de retrait censuel, l'amende la somme due lorsque le censitaire ne paie pas au jour fixé.

En étudiant les documents des époques antérieures, on voit que tous ces droits sont souvent consentis, par les parties, volontairement (3). Au quatorzième

(1) *Anciennes coutumes* (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 120), § 96. — *Consuetudines ducatus*, 77 (Bouhier, *op. cit.*, t. I). « Qui invenit rem de sua censiva in manu alterius quam debeat res non committitur, sed assignatur ad rem et fructus propter desservitorum defectum. »

(2) *Anciennes coutumes*, § 92 (Bouhier, *op. cit.*, t. I). « Se aucun doit cense ou rente à toujours et on lui demandoit les arrerages de dix ou vingt ans, il ne payera les arrerages que de trois ans. » — *Ibid.*, § 93. « Quiconques prouve la paye des trois années dernières de la rente, il suffit et est quittes de tout le tems passé. »

(3) De Charmasse, *Cartulaire de l'église d'Autun*, 1^{re} et 2^e parties. Sup. ch. xvi (jeudi 17 janvier 1255). « Et quod si contingeret quod terra predicta necnon quindecim solidi Divioni ex annuo redditu quas idem Johannes habet super eandem terram venderentur predicti Guido et ejus successores censarii dicte census haberen et habere deberent optionem laudationis suos recipiendi occasione venditionis et emptionis, seu dictos quindecim solidos ex annuo redditu ac eandem terram pro eodem precio quo venditi fuerint retinendi. »

siècle, on essaie une théorie. La censive aurait un caractère justicier très accentué, car la justice seule a le droit à l'amende, la coutume n'aurait pas ce caractère justicier, mais un caractère seigneurial ou plutôt domanial, la rente n'aurait aucun de ces caractères.

Cela suppose le développement de deux théories que nous ne pouvons qu'esquisser : celle du domaine direct et utile, celle de la maxime : « Nulle terre sans seigneur. »

Dans les textes, on trouve, à chaque instant, les mots « le seigneur censier », « le seigneur de la cense », « li sires censier ». On reconnaît donc un domaine supérieur au concédant, son droit de seigneurie, qui se traduit par les lods, la retenue, l'amende et dont le cens est le signe récongnitif annuel.

Mais comment qualifier l'ensemble des droits très étendus qui appartiennent au censitaire ? Les *Anciennes coutumes de Bourgogne* nous renseignent à ce sujet : « Se une maison est censable à un ou à plusieurs, celui qui a l'utile seigneurie ne pouroit desmolir la dite maison sans la licence du seigneur censier (1). »

Ainsi à la notion d'un domaine supérieur appartenant au seigneur censier, nous voyons s'opposer celle d'un domaine inférieur d'une « seigneurie utile ». Le mot seigneurie est évidemment exagéré, car le censitaire n'est pas seigneur. Mais il est employé là, sans doute, par un souci exagéré de

(1) § 99 (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 120).

la correspondance des mots : au seigneur censier, on oppose le seigneur utile.

C'est la manifestation de la théorie spéciale à notre ancien droit sur le domaine direct et le domaine utile. Nos anciens glossateurs la tirèrent du droit romain, qui ne l'avait jamais connue (1). Celui-ci donnait à l'emphytéote un *jus in re aliena*, d'où découlait une action *in rem utilis*.

De cela les glossateurs furent frappés. Ils considérèrent surtout les mots *utilis* et *dominus*. Ils en tirèrent la théorie du domaine direct et du domaine utile, le premier appartenant au « sires censier », le deuxième au preneur de la cense.

Pour la maxime : « Nulle terre sans seigneur », il paraît y avoir eu des difficultés. C'est ainsi que le Coutumier de M. Giraud paraît l'affirmer. Il énonce la règle que « deniers dehuz d'ancienneté qui n'appariont estre censaulx, coustume, ne rente sont repputés pour censaulx et emportent louz, rettenue et admende (2) ».

Donc, quand les deniers n'apparaissent pas évidemment censaux, ils sont cependant réputés tels s'il n'y a preuve du contraire, c'est-à-dire que dans le doute la présomption est en faveur du seigneur.

La compilation faite par Bouhier des anciennes

(1) Garsonnet, *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, Paris, Larose, 1879, in-8°, p. 155, note 4, et p. 375. — Emile Chénon, *Les démembrements de la propriété foncière avant et après la Révolution*, Paris, Larose et Forcel, 1881, in-8°, p. 27. — Pépin Le Halleur, *Histoire de l'emphytéose*, Paris, Joubert, 1843, in-8°, p. 59, 60 et suiv.

(2) Ch. Giraud, *op. cit.*, § 29.

coutumes de Bourgogne affirme cependant la solution contraire. Elle ne fait que reproduire la phrase du Coutumier Giraud, mais en y ajoutant une négation qui en change complètement le sens (1).

Le résultat de ces règles est qu'il ne peut y avoir cens sur cens, car il ne peut y avoir deux seigneuries ou deux domaines éminents sur un même fonds.

Tous les textes répètent la règle. Le Coutumier Giraud dit : « L'on ne peut mettre censive sur censive car le premier l'emporte (2). »

Il faut rapprocher cette décision d'un autre article du même coutumier. « Et s'il advient que aucun baillast son heritaige censaul a aucun à rente perpétuelle (3) ... » On voit que si on ne peut mettre cens sur cens, on peut, du moins, mettre rente sur cens. Il faut cependant que « li sires de la censive si consente et que la cense soit departie et mise tant sur leritaige comme sur la rante, pour ce que tout doit mouvoir de lui (4) ».

Voilà en somme la distinction du bail à cens et du bail à rente. Le concédant a baillé son bien à cens; le preneur ne peut que le bailler à rente. La maxime « cens sur cens ne vaut » s'oppose à ce que, par suite de l'aliénation, le censitaire retienne un cens, soit seigneur censier. On lui accorde sim-

(1) Boubier, *Anciennes coutumes*, § 91. « Deniers dus d'ancienneté qui aperrent être censaux, coutumes, ne rente, ne sont tenus et reputez pour censaux et n'emportent lods, retenue et amende. »

(2) Ch. Giraud, *op. cit.*, § 26. — *Anciennes coutumes*, § 90 (Boubier, *op. cit.*, t. I). — *Coutumes anciennes*, § 41 (Boubier, *op. cit.*, t. I). — *Consuetudines ducatus*, § 76 (Boubier, *op. cit.*, t. I).

(3) Ch. Giraud, *op. cit.*, § 30.

(4) Ch. Giraud, *op. cit.*, § 30.

plement la possibilité de retenir une rente. Mais rien n'empêche qu'un même cens soit tenu par indivis par plusieurs « sires censiers ». Ceux-ci reçoivent chacun une partie du cens. Si le censitaire aliène et que le droit de lods soit exercé, ils auront, dans la somme à laquelle il s'élève, un droit proportionnel à celui qu'ils ont au cens (1).

(1) *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne* (Bouhier, *op. cit.*, t. I), § 101. « Se plusieurs censiers ont cense par indivis sur une même chose, li un plus, li autre moins, c'est-à-dire que l'un proigne en celle cense un denier, et l'autre deux deniers, le proufit des lods de la terre vaudra à un chacun des censiers par telle partie, comme il a en la cense; c'est a sçavoir de celui de deux deniers les deux parts, et à celui, qui n'y a que un denier, la tierce partie. » — Ch. Giraud, *op. cit.*, § 27. « ..Et s'ils sont plusieurs seigneurs d'une meisme cense par indivis dont li ung y ait plus, li autres moins, chacun seigneur emportera es louz et autres prouffiz censaulz telle porcion comme il a en la cense. »

CHAPITRE VI

Théorie générale complète du bail à cens d'après la Coutume de 1459 et le Commen- taire de Chasseneuz (quinzième et seizième siècles).

Le *contractus censualis* et l'emphytéose. — Droits perçus lors du transfert de la chose accensée. — Droits du propriétaire direct non payé.

Alors que dans le Coutumier de M. Giraud le titre réservé au cens était intitulé « des servitudes », un titre de la Coutume de 1459 est intitulé « des censes ». Ce mot garde ici la même signification qu'autrefois, il indique toujours la prestation. Comme dans notre contrat, celle-ci est la chose importante entre toutes, on traite à son occasion du fait de bailler à cens de même que des contrats qui y ont trait et qui présentent beaucoup de points communs. C'est ainsi que, en tête du titre XI de son Commentaire sur la coutume de Bourgogne, Chasseneuz pose quelques

principes et distingue les contrats qui ont le cens pour objet.

Il fait ressortir les différences qui séparent le *contractus censualis*, l'emphytéose, le *livellarius*, la *conductio*, la *locatio*, mais il n'insiste qu'au sujet des deux premiers contrats. « Il y a *contractus censualis*, dit-il, quand quelqu'un vend ou aliène le droit qui lui appartient sur une chose, de sorte que s'il est seigneur direct, il vend le domaine direct, s'il a le domaine utile il vend ce domaine utile, et ainsi, par exemple, le droit qu'il a, il le vend pour cent et on lui paiera de plus, chaque année, un cens de douze deniers (1). » On voit que dans le *contractus censualis* il y a vente, il y a transfert. Et c'est en cela précisément qu'il diffère de l'emphytéose, de la superficie, du *libellus*, tous contrats où il n'y a pas transfert. Chasseneuz ne laisse aucun doute à ce sujet : *Dominus census transfert omne dominium scilicet directum et utile, emphyteuticarius tantum utile habet, dominus emphyteute directum* (2). Tel est donc le critérium qui devra être employé pour distinguer le *contractus censualis* de l'emphytéose. Dès lors, du simple énoncé dans un acte du mot emphytéose, il ne faudra pas conclure à l'existence en fait de ce contrat. Pour juger de la qualité de celui-ci, il faut s'inspirer non « du son des mots », mais de ce que Chasseneuz appelle *effectus rei* (3).

(1) Chasseneuz, *Commentaire de la coutume de Bourgogne*, des censures, titre XI, rubrica n° 1.

(2) *Ibid.*, Des censures, titre XI, § 5, et les dits dix ans passés, n° 5.

(3) *Ibid.*, titre XI, Des censures, rubrica n° 5.

Cette distinction a une importance réelle : tandis que l'emphytéose comprend la commise pour défaut de paiement pendant deux ans (1), dans le *contractus censualis*, « ni par trois ans, ni par mille ans, le censitaire ne serait déchu de son droit faute de paiement (2) ». De plus, la théorie du *dominium directum* et du *dominium utile* est, selon Chasseneuz, spéciale à l'emphytéose (3). Dans le doute, d'ailleurs, on présume qu'il y a *contractus censualis* (4). Mais, qu'est-ce exactement que ce dernier ? Est-ce le contrat connu sous le nom de bail à cens ? Il est difficile de répondre à cette question. A notre époque, le mot bail à cens n'a jamais été prononcé quoique, en fait, l'on donne, l'on baille à cens. Mais on peut le faire de plusieurs manières, parmi lesquelles les plus usitées sont le *contractus censualis* et l'emphytéose. L'étude du Commentaire de Chasseneuz ne peut que confirmer dans cette idée que le bail à cens englobe ces deux contrats.

Quoi qu'il en soit, une question se pose : les censes suivent-elles des règles générales bien définies et identiques dans tout le ressort de la coutume de Bourgogne ? Par son article 1^{er}, celle-ci répond négativement, en refusant de poser une règle générale : « Au regard des censes qu'on dit porter lods, retenue et amende, on ne déclare point être de coutume générale pour la diversité des usages qui

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, Des censes, rubrica n° 3.

(2) *Ibid.*, rubrica n° 4.

(3) *Ibid.*, § 5, et les dix ans passés n° 5.

(4) *Ibid.*, § 5, et les dix ans passés, n° 6.

sont en divers lieux. » Il faudra donc : 1° se référer aux usages locaux ; 2° pour chaque cense particulière en user comme les années précédentes, comme « ci-devant ».

Mais alors cet article ne détruit-il pas la règle générale : « Censive porte lods, retenue et amende », posée autrefois par le Coutumier de M. Giraud ? Signifie-t-il simplement que la censive porte toujours lods, retenue et amende, et que c'est par la quotité de ces droits seulement qu'il faut se référer à l'usage local ? Où sa signification est-elle que les censes ne portent lods, retenue et amende que quand soit l'usage du lieu, soit le titre le permet ? La phrase par elle-même est ambiguë et prête aux deux interprétations. La suite ne l'éclaire que fort peu : « lesquels useront desdictes censes et desdits lods, retenue, seigneurie et amende ainsi qu'ils ont par ci-devant usé (1) ». Mais pour bien comprendre la règle, il faut se reporter à l'article 67 des cahiers dressés en 1569 pour la réformation de la coutume. Il a visiblement été rédigé pour expliquer le paragraphe dont nous recherchons le sens exact. « Au regard des censes, dit notre article, pour la diversité des usances qui sont en divers lieux, il n'y a règle ni coutume générale et certaine ; mais les seigneurs useront desdites censes et des lods, seigneuries, retenues et amendes, selon les titres qu'ils en ont ou qu'ils en ont usé par ci-devant. »

On repousse donc nettement le principe posé par les coutumiers du quatorzième siècle. Les censes

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, art. 1^{er}.

peuvent porter lods, retenue et amende ou ne pas être soumises à ces droits. Tout à cet égard est réglé par le titre ou par l'usage du lieu.

Il en est exactement de même pour les coutumes(1), ces *annuæ prestationes bladorum, vini et aliarum rerum maxime granorum* (2). Dans les coutumiers du quatorzième siècle, nous avons vu qu'il n'en était pas ainsi et que la coutume ne portait pas l'amende, mais seulement retenue et lods.

Ces derniers, que Chasseneuz désigne sous le nom de droit de *laudemium*, sont encore appelés ventes dans certains lieux (3). Ils sont dus comme autrefois, en cas de mutation. Mais on fait maintenant des distinctions. Lors de la vente, type habituel du transfert, il n'y a aucun doute (4) : l'acheteur doit payer le *laudemium* (5). Mais encore faut-il que la vente soit valable (6), sans cela il n'y aurait pas de transfert, donc pas de motif à percevoir le droit de lods. Pour une raison analogue, la vente à réméré ne porte pas *laudemium* quand *gratia redemptiva est temporalis*. Elle en porte au contraire quand *gratia redemptiva est generalis et perpetua* (7). C'est sans doute parce que l'on veut concilier les intérêts en

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 2.

(2) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 2.

(3) *Ibid.*, titre XI, § 1, lods, n° 1.

(4) *Ibid.*, titre XI, § 1, lods, n° 3. « Communiter in Burgundia ista laudemia capiuntur ex venditione. »

(5) *Ibid.*, titre XI, § 1, lods, n° 3. « Et debentur ista laudemia ab emptore. »

(6) *Ibid.*, titre XI, § 1, lods, n° 3. « Intellige istud habere locum ex vera venditione, et non ex nulla... »

(7) *Ibid.*, titre XI, § 1, lods, n° 15.

présence. Il est possible que la vente soit non avenue, mais le seigneur ne peut attendre indéfiniment le réméré.

Dans l'échange il y a lods. Mais il faut distinguer. S'il y a échange fait simplement, c'est-à-dire sans soulte, il n'y a pas de lods, sans doute parce qu'on ne saurait comment les évaluer. Au contraire, s'il y a soulte, le motif ayant disparu, les lods sont dus « selon la dite soubte (1) ». Dans la donation, pas de lods en principe, mais le contraire se produit si, au lieu d'être *pura*, la donation est faite avec charge au profit du donateur (2). Enfin, dans la location à vie, les lods peuvent être dus (3), mais ils ne le sont jamais en cas de division (4).

Telles sont, d'une façon générale, les règles concernant le droit de *laudemium*. Nous avons, dans leur exposé, sous-entendu la présence d'un seul seigneur censier en face d'un seul censitaire.

Supposons maintenant plusieurs seigneurs censiers d'une même chose *qui ratione census eidem debito debent habere laudemia* (5)? Chasseneuz nous indique alors que la part de chacun sera proportionnelle à celle qu'il a sur la chose accensée (6).

Ces règles sont claires et certaines. Cependant, dans l'application, des difficultés peuvent se présenter

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 7. — Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 7, n° 1.

(2) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 7, n° 2.

(3) *Ibid.*, § 7, n° 3.

(4) *Ibid.*, § 7, n° 3.

(5) *Ibid.*, § 1, lods, n° 4, quæstio.

(6) *Ibid.*, § 1, lods, n° 4.

d'une façon générale lors de l'exercice du *laudemium*. En ce cas, celui-ci étant un droit réel, c'est le juge séculier qui est compétent, non le juge ecclésiastique : *quia omnes res sunt de territorio regis, et valet consuetudo quod de rebus etiam clerici agant coram iudice seculari* (1).

Mais en examinant le droit de lods, nous avons par là même supposé que le seigneur a consenti à l'aliénation. Or on sait qu'il lui est loisible de la refuser. En ce cas, il a le droit de faire la retenue « si bon lui semble », c'est-à-dire qu'il peut se substituer à l'acheteur et retenir la chose pour le prix convenu.

Ce droit d'option est spécial et *odiosus*. Loin de pouvoir l'étendre, il faut s'en tenir à ses termes, à savoir qu'il a lieu pour le seigneur direct lui-même et non pour d'autres. En conséquence, ce droit lui est personnel et ne peut être cédé (2). De même que le *laudemium*, la retenue n'a lieu que lors du transfert par le preneur de la chose accensée. Il n'est pas applicable dans tous les cas. Chasseneuz le définit ainsi : *Ius quod habet dominus censualis : quod si vendatur potest eam retinere pro pretio* (3). Ce droit se présente donc en cas de vente. Il n'a pas lieu lors d'une donation, sans doute parce qu'il n'y a pas de prix. Il en est de même en cas de division de la chose commune, entre associés ou cohéritiers, parce qu'ici l'acheteur est *necessarius* (4). C'est donc

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 1, lods, n° 9.

(2) *Ibid.*, § 1, retenue, n°s 1 et 3.

(3) *Ibid.*, § 1, retenue, n° 1.

(4) *Ibid.*, § 1, retenue, n° 6, et titre X, Des retraicts, § 9, n° 4.

uniquement dans le contrat de vente seulement que le seigneur a le droit de retenue.

Il y faut certaines formes. Pour que le seigneur puisse, en fait, exercer l'option qui lui appartient, il est nécessaire qu'il connaisse l'aliénation. Aussi doit-on lui en faire la dénonciation par écrit et avec la teneur de l'instrument *rei denuntiate*. Il doit en être fait lecture et donné copie aux frais du dénonçant ou intimant (1). Toutes ces formalités sont nécessaires, même si le seigneur a eu connaissance de fait de la vente ou même s'il y a assisté (2). La notification a pour but de faire courir le délai de quarante jours accordé au seigneur pour prendre une décision. Passé ce délai, il ne peut plus faire la retenue, il n'a plus droit qu'aux lods (3).

Tout cela ne souffre aucune difficulté quand il n'y a qu'un seigneur du bien accensé. Supposons maintenant qu'il y ait plusieurs *domini censuales* d'une même chose indivise. Que décider, si l'un d'eux veut retenir la chose censuelle vendue et que les autres veuillent investir l'acheteur? Il semble, dit Chasseneuz, que chacun doit se servir de son droit (4).

Quant à l'amende, elle est soumise, comme les lods et la retenue, à la règle générale précédemment exposée. L'on doit se conformer au titre et à l'usage du lieu (5).

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 4, Sera dénoncé, n° 1.

(2) *Ibid.*, § 4, Dedans quarante jours, n° 1.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, § 1, retenue, n° 4.

(5) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 1, et Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 1, amende.

En revanche, la maxime : « Cens sur cens ne vaut », n'a subi aucune modification. L'article 3 de la Coutume de 1459 n'est que la reproduction des numéros 26 et 30 du Coutumier Giraud. Mais Chasseneuz donne le motif et la raison d'être de cette règle : « De même que la servitude de la servitude ne peut exister, de même l'on ne peut trouver le domaine utile du domaine utile, parce qu'il ne peut y avoir *in solidum* deux domaines directs et deux domaines utiles (1). » Ce serait, en effet, préjudiciable au seigneur, et la coutume dit : « On ne peut mettre cense sur cense au préjudice du premier seigneur censier(2). »

Mais alors se pose une question. Il est hors de doute qu'au regard de celui-ci, le cens ne vaut que comme rente, car la coutume est formelle. Mais, à l'égard du bénéficiaire de la deuxième charge, ne peut-il valoir comme cens (3) ? Chasseneuz, en poursuivant cette idée, se demande si, de même qu'en droit romain où on pouvait être esclave de plusieurs, un individu qui constitue un cens ne peut être censitaire de plusieurs seigneurs. Ne pourrait-il y avoir ainsi un deuxième *dominus censualis*, à condition qu'aucun préjudice ne soit porté au premier seigneur(4) ? Chasseneuz croit cependant le contraire. Il pense que le deuxième cens se trouve confondu et changé en nature de simple rente (5), parce que

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 3, Cense sur cense, n° 1.

(2) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 3.

(3) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 3, Au préjudice du premier seigneur, nota.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

autrement, on ne pourrait éviter qu'il y ait deux *domini directi in solidum* (1). Sa conclusion est donc qu'on ne peut vendre sur une *res censualis* qu'une rente, non un vrai cens.

De même que le seigneur peut faire la retenue lors de la vente du bien accensé, de même il peut retenir la rente lors de sa constitution (2). C'est la même retenue, mais appliquée à un autre objet, à une rente au lieu d'un héritage. Cependant, si le seigneur n'a que quarante jours pour faire la retenue du bien, il a un an pour faire celle de la rente (3).

Le seigneur est complètement libre de faire le retrait censuel. Supposons qu'il néglige de le faire. Puis le censitaire vend le bien accensé. Dans ce cas, la coutume autorise le seigneur, comme nous l'avons déjà vu, à retenir le bien, mais en outre elle lui permet de retirer également la rente qui avait été consentie auparavant. Il n'aura qu'à payer « pour chacun franc de rente s'il est en bonne ville vingt francs, et en plat pays quinze francs (4) ».

Nous venons de dire que le *dominus censualis* est absolument libre de faire la retenue. Il est cependant une hypothèse où il n'a pas cette liberté. On sait que les parents ont un droit de retrait dans certaines

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 6, Contre l'assignal, n° 5. « ...Habens redditum non dicitur dominus directus, nec habet laudemium nec retentionem, nec alia privilegia quod habet dominus census. »

(2) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 3. « ...Et s'il advient que l'on y vende rente, le seigneur censier a la retenue de la dicte rente, si avoir la veut... »

(3) *Ibid.*, § 3.

(4) *Ibid.*, § 4.

conditions, c'est le retrait lignager. Supposons qu'un censitaire vende une rente sur un bien qu'il tient à cens. Son plus proche parent veut en faire le retrait. D'autre part le seigneur censier ne veut pas que sa chose soit grevée de rente et il désire exercer son droit de retenue. En un mot, le droit de retrait lignager et la retenue sont en présence. Quel est celui des deux qui doit l'emporter (1) ? Sur ce point il existe une controverse. A vrai dire, la coutume dit que le plus proche parent doit être préféré dans le retrait des héritages censuels ou féodaux au seigneur censier (2). Mais cette disposition paraît exorbitante du droit commun. Il semble donc que l'on ne doit pas l'étendre en dehors de ses termes, et qu'on doit l'appliquer uniquement en cas de vente d'un héritage. Ici au contraire il s'agit de la vente d'une rente. C'est dire qu'il faut se reporter au droit commun, où le seigneur est préféré au proche (3). Quelle que soit la force de cet argument, Chasseneuz croit que le parent doit être préféré; « car comme nous le voyons dans le titre des retraits les héritages antiques et la constitution sur eux de rente annuelle vont de pair dans le droit de retrait, et dans ce droit le consanguin est préféré au seigneur (4) ».

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 3, Et s'il advient que l'on y vende rente, n^o 1.

(2) *Coutume de Bourgogne de 1459*, titre Des retraits, § 10. « Au reachept et retraction des heritages, soyent censables ou feodaux vendus, le lignagier sera préféré au seigneur féodal ou censier... »

(3) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 3, Et s'il advient que l'on y vende rente, n^{os} 2 et 3.

(4) *Ibid.*, n^{os} 4 et 5.

Tels sont les droits de lods, retenue et amende. Ils ont le caractère commun de n'être pas périodiques. L'occasion d'en jouir peut se présenter très rarement et même faire complètement défaut. Cela les sépare du droit au cens dont le versement doit être fait à époques fixes. Qu'arrivera-t-il si le censitaire ne verse pas la prestation due? Dans ce cas, deux situations peuvent se présenter, selon que le tenementier continue à occuper le bien ou qu'il l'a abandonné. Il convient de les examiner successivement.

Dans la première, le censitaire habite la maison ou cultive la terre qui lui est accensée. Le *dominus census* cependant n'est pas payé par le tenementier actuel. Tout d'abord dans le cas où celui-ci n'est pas le principal obligé, le seigneur a son action personnelle contre celui par lequel la dette a été contractée ou ses hoirs (1). Il a en outre son action contre l'assignal et contre le tenementier (2). Contre l'assignal, contre le bien chargé du cens, il a l'*actio hypothecaria realis* (3). Il peut également poursuivre le *tenementarius*, c'est-à-dire, dit Chasseneuz, d'après l'étymologie, le détenteur et à plus forte raison le possesseur (4). Telles sont les trois actions qui s'offrent au seigneur. Celui-ci n'est pas forcé de

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 6. « ...Sans ce qu'il soit tenu de discuter l'action personnelle contre le principal obligé ou ses hoirs s'il ne lui plaist. »

(2) *Ibid.*, § 6. « Le seigneur censier ou rentier d'aucune chose peut adresser et a son action pour les arrérages à luy deuz de la cense ou rente contre l'assignal et contre le tenementier d'iceluy... »

(3) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 6, Contre l'assignal.

(4) *Ibid.*, § 6, Contre le tenementier, nos 1 et 2.

discuter l'action personnelle contre le principal obligé avant de s'attaquer à l'assignal et au temen-
tier (1), car le bien répond en quelque sorte du cens.
Mais pour autant l'ordre établi, à savoir que les
meubles doivent être d'abord discutés, puis les
immeubles, est-il renversé? Non, dit Chasseneuz,
sous ce rapport il n'y a rien de changé (2). Quant
au juge compétent, c'est celui du lieu où est située
la chose, ou encore au choix du demandeur celui
du domicile du tenementier (3), quand il agit contre
ce dernier ou contre l'assignal.

Abordons la seconde hypothèse. Il n'y a aucun
tenementarius qui habite la maison ou cultive la
terre, et le cens n'est payé ni par lui, ni par un *pro-
curator* (4). Dans ces conditions, la Coutume de
Bourgogne de 1459 dit : « Le seigneur censier peut
recourir aux héritages mouvans de cense par faute
de tenementier et de cense à luy non payée, et
d'iceux lever les fruicts, profits et émolumens, et les
appliquer à son profit jusques à ce qu'il soit payé
de sa cense et des arrérages d'icelli (5). » Ainsi, le
seigneur peut reprendre les biens « mouvans » de
sa cense, il fera les fruits et profits siens et cela
tant qu'il ne sera pas payé. Mais le texte parle de

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 6. « ...Sans ce qu'il soit tenu
de discuter l'action personnelle contre le principal obligé ou ses
hoirs, s'il ne luy plaist. »

(2) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 6, Contre l'assignal, n° 6, *in
fine*.

(3) *Ibid.*, § 6, Contre le tenementier, n° 7.

(4) *Ibid.*, § 5, Et les dix ans passés, n° 4.

(5) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 5.

« faute de tenementier et de cense à lui non payée ». S'agit-il de deux cas séparés d'application du recours aux héritages ou faut-il que ces deux causes soient nécessairement réunies ? Chasseneuz se charge de répondre. « Remarque, dit-il, que le texte réclame les deux choses en même temps, *copulative*, c'est pourquoi il faut le concours des deux causes (1). » C'est là une différence avec le droit romain d'après lequel si l'emphytéote ne paie pas le canon pendant trois années, il est déchu de son droit. Au contraire, pour le censitaire, le non-paiement ne fait jamais admettre la commise (2).

Mais ici, il faut que ces deux conditions soient réunies. Et alors, comme en vertu de son domaine direct, la chose est hypothéquée au seigneur, celui-ci peut exercer l'action *hypothecaria realis* (3) et jouir du bien comme l'article 5 de la coutume lui en donne le droit jusqu'à parfait paiement. Celui-ci une fois accompli, ou si le censier a été satisfait par la perception des fruits, le censitaire a le droit d'exiger la restitution de l'immeuble. Comme le seigneur n'a plus aucun motif pour la refuser, il est tenu de l'accorder (4). La coutume fixe un délai de dix ans, passé lequel « lesdits héritages demourront au seigneur censier et les pourra bailler et acenser à tel qui luy plaira, sans plus être tenu de les remettre

(1) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 5, Par faute de tenementier et de cense.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 5.

ou bailler à celui qui les tenoit à cense de luy par avant, s'il ne lui plaist (1) ».

Ainsi, pendant dix années, le droit du censitaire demeure intact. Il disparaît ensuite, à en croire Chasseneuz, par l'effet de la prescription. Il rappelle qu'en droit romain le *prædium tributarium* se prescrit par l'espace de deux ans quand il est laissé inculte (2). Puis il ajoute : « Comme de notre coutume, les fonds censuels sont tributaires à raison du cens et de la pension due de coutume, il est juste que, par suite de négligence, ils soient prescrits par un certain temps, et notre coutume a voulu qu'au lieu de deux ans, ce soit dix ans (3) ». Chasseneuz remarque cependant que cette décision est *contra dispositionem iuris*, parce que, selon Jean Faber, le censitaire qui cesse de payer, même pendant mille années, n'est pas déchu de son droit (4). La commise constitue, en effet, selon lui, nous l'avons déjà vu, une des différences du *contractus censualis* et de l'emphytéose.

Quoi qu'il en soit, en ce cas, le censitaire est privé de la chose, d'après la Coutume de Bourgogne. Mais, est-ce de plein droit ? Chasseneuz croit qu'il faut pour cela une sentence (5). Celle-ci remet définitivement le bien entre les mains du seigneur

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 5, *in fine*.

(2) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 5, Et les dix ans passés, n° 1.

(3) *Ibid.*, § 5, nos 1 et 2.

(4) *Ibid.*, § 5, n° 4, *in fine*.

(5) *Ibid.*, § 5, Demourrant au seigneur censier, n° 1.

censier (1). Il n'y a là rien d'injuste, car si le tene-
mentier a perdu le bien, c'est par suite de sa seule
négligence (2). Il n'en est pas ainsi dans le cas d'em-
phytéose consentie pour plusieurs générations. A la
fin de la dernière, les descendants peuvent demander
le renouvellement du bail qu'ils obtiennent facile-
ment. Le leur refuser, ce serait leur faire une injure
dont, d'après le droit canonique, ils pourraient faire
appel (3).

(1) *Coutume de Bourgogne de 1459*, § 5.

(2) Chasseneuz, *op. cit.*, titre XI, § 5, Sans plus estre tenu.

(3) *Ibid.*, § 5, « ...Possunt petere eis confirmari, et de facili impetra-
bunt et est iniuria si non sit refirmitio. Et ideo posset appellari
de iure canonico ad superiorem ut cogat quod refirmitio fiat. »

CHAPITRE VII

Le bail à cens à la fin de l'ancien régime en Bourgogne.

L'essai de réformation des coutumes entrepris en 1569 n'aboutit pas. Cependant on reconnut toujours aux *Cayers* une très grande valeur et il est rare que les commentateurs ne s'inclinent pas devant leur autorité. Les modifications aux règles existantes ne furent ni nombreuses, ni importantes ; elles se rapportent à trois points principaux : 1° les droits perçus lors du transfert du bien accensé ; 2° les droits du propriétaire direct non payé ; 3° les causes d'extinction du bail à cens.

Même commentée par le savant Chasseneuz, la coutume de 1459 n'était pas exempte de toute obscurité, de tout défaut. Dans tous les cas, quelque grande que fût l'autorité de cet auteur, elle ne pouvait être égale à celle de la loi. On souffrait de ces inconvénients.

A la suite des réclamations des « gens des Trois Etats », Charles IX adressa à M. de la Gueste, premier président, une commission pour procéder à la réformation des coutumes. Celui-ci s'adjoignit

MM. de Vintimille, Bégat et Bretagne, conseillers. Sept séances entières furent consacrées par les commissaires au titre des cens (1). Aux sept articles de la coutume de 1459, ils en ajoutèrent trente-huit. Comme il s'agissait avant tout d'expliquer, de rendre clair (2), ils mirent avec raison à contribution les usages et les commentaires de Chasseneuz. Ils s'inspirèrent fréquemment, mais sans imitation servile (3), de la jurisprudence en cours (4) ; ils se référèrent même quelquefois à la jurisprudence future (5). Mais en somme, les commissaires, sans opérer de transformation véritable et en ne faisant qu'un très petit nombre d'adjonctions, relatives à des cas non prévus, s'appliquaient surtout à faire en quelque sorte la codification des principes existants.

(1) Procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume. (Bouhier, *Les Coutumes du duché de Bourgogne avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au Parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol. in-f°, t. I, p. 39 et suiv.) Ce furent les séances des 19, 20, 22, 25 janvier, 2, 5, 13 février 1569.

(2) Voir procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume. (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 26.) Il s'agissait « de corriger, amplifier et interpréter les coutumes générales dudit pays... » — Voir également une enquête par turbe rapportée par Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 104.

(3) Procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume. (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 40.) On déclare que la commise n'a pas lieu dans l'emphytéose, sans convention des parties, quoique le contraire ait été jugé par arrêt de mai 1565.

(4) Procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume. (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 40 et 42.) On invoque deux arrêts de 1566.

(5) Procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume. (Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 42.) Le 2 février 1569, on déclare que : « Si la saisie aura lieu en rentes constituées, il n'y a rien de résolu pour le présent, mais après qu'il sera jugé par arrêt, cela sera ajouté. »

Le résultat de leurs travaux est connu sous le nom de « *Cayers dressez par les commissaires députés pour la réformation de la coutume* ».

Malheureusement, lors de la réunion des Etats en 1570, le temps manqua et les *Cayers* ne furent pas homologués. Seuls furent approuvés un petit nombre d'articles dont aucun ne concerne notre sujet.

Est-ce à dire qu'on ne doit reconnaître aux *Cayers* aucune autorité ? Telle n'est pas notre opinion. Alors qu'on étudie l'ancien droit d'après les travaux de commentateurs qui ne représentent que la doctrine, il est d'autant moins possible de refuser toute valeur à cet essai de législation, à cette explication de la coutume faite par les plus savants jurisconsultes, que les *Cayers* furent publiés comme commentaires sous le nom du célèbre Bégat. Bien plus, les hommes de l'époque s'y réfèrent à chaque instant, les commentateurs postérieurs les citent à chaque pas. On ne peut leur rendre de plus grand hommage que Jehannin qui, en guise de commentaire de l'article 2 de la coutume, se borne à reproduire dix-huit articles des *Cayers* (1).

Voici, en 1581, quelques années après l'essai de réformation des coutumes, ce qu'en disaient de célèbres avocats, dans une enquête par turbe, au sujet de la succession des descendants : « Quoique le *Cayer* où les résolutions touchant ledit article

(1) *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne, avec les observations de François Bretagne, celles de Nicolas Perrier, des notes de MM. La Mare et Jehannin*, Dijon, Augé, 1736, in-4^e, p. 527 à 530.

sont rapportées ne soit imprimé et homologué par les Trois Ordres, néanmoins il est toujours suivi et conforme aux arrêts qui depuis ont été donnez (1). »

Deux siècles plus tard, en 1765, Bannelier reconnaît encore que « cet ouvrage, intitulé *Cayers*, n'a pas laissé d'être d'une autorité qui approche de bien près de l'autorité même du texte (2) ».

Nous resterons donc plutôt en deçà de la vérité en les plaçant sur le même rang que les travaux des jurisconsultes bourguignons qui nous renseignent sur l'état du droit, depuis Chasseneuz jusqu'à la Révolution.

Pendant cette longue période, les changements ne furent ni nombreux ni importants. Ils proviennent de l'interprétation de certains points obscurs de la Coutume de 1459, ou encore de la réglementation de cas qu'elle n'avait pas prévus. Ils n'intéressent ni les principes ni le fond. Les idées des commentateurs et les règles exposées dans les *Cayers*, témoignent d'un accord et d'une cohésion remarquables. Il n'y a aucun inconvénient à en faire une étude d'ensemble, de façon à combler l'espace qui existe entre la Coutume de 1459 et la Révolution.

La plupart des dispositions reproduisent simplement celles de la Coutume de 1459 que nous connaissons déjà. Ainsi, les articles 67 et 68 des *Cayers*

(1) Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 104.

(2) *Traité sur diverses matières de droit français à l'usage du duché de Bourgogne et des autres pays qui ressortissent au Parlement de Dijon*, par feu Gabriel Davot, avec des notes de M^e Jean Bannelier, Dijon, 1751-1767, 9 vol. petit in-8°, t. VIII, observations préliminaires, p. 6.

renoncent à poser un principe général pour les lods, la retenue et l'amende (1). A leur suite, tous les auteurs : Depringle (2), Bouvot (3), Martin (4), Bretagne (5), La Mare (6), Taisand (7), Davot (8) et Bannelier (9), répètent qu'il faut, à cet égard, consulter les titres et, à leur défaut, les « usances locales ». Enfin, tous les textes, cayers et commen-

(1) *La coutume du duché de Bourgogne, enrichie des commentaires faits sur son texte par les sieurs Bégat et Depringle*, Chalon-sur-Saône, Pierre Cusset, 1652, in-4° Bégat, p. 256, art. 2, § 2.

(2) *La coutume du duché de Bourgogne, enrichie des commentaires faits sur son texte par les sieurs Bégat et Depringle*, Chalon-sur-Saône, 1652, in-4°, p. 229, Du retraict lignager, art. 10 et 11, p. 254, Des censés, art. 1^{er}.

(3) *La coutume de Bourgogne de nouveau commentée, par J. Bouvot, avec un autre petit commentaire sur la même coutume, par Hugues Descousu*, Genève, Pierre et Jacques Chouët, 1632, 2 vol. in-4°, t. I, p. 514, Des censés, § 1.

(4) *Supplément aux œuvres de jurisprudence de M. le président Bouhier, ou Remarques sur la coutume de Bourgogne, par M^e Bernard Martin*, Dijon, Frantin, 1789, 3 vol. in-f°, t. I, livre I, n° 109, p. 30.

(5) *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne, avec les observations de François Bretagne, celles de Nicolas Perrier, des notes de MM. La Mare et Jehannin*, Dijon, Augé, 1736, in-4°, titre XI, art. 1^{er}, p. 517, n° 5.

(6) *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne, avec les observations de François Bretagne, celles de Nicolas Perrier, des notes de MM. La Mare et Jehannin*, Dijon, Augé, 1736, in-4°, p. 527, Descensés, art. 1^{er}.

(7) *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne, avec le commentaire de M. Taisand*, Dijon, François Desventes, 1737, in-f°, titre XI, art. 1^{er}, note 3, p. 684.

(8) *Traité sur diverses matières de droit françois à l'usage du duché de Bourgogne, par Gabriel Davot, avec des notes de M^e Jean Bannelier*, Dijon, veuve de J. Sirot, 1751-1767, 9 vol. petit in-f°, t. III, p. 4, n° 6.

(9) *Op. cit.*, t. VIII, p. 402.

taires, proclament à nouveau la maxime : « Cens sur cens n'a lieu (1). »

Les principales adjonctions apportées pendant notre période se rapportent à trois points principaux :

1^o Aux droits perçus lors du transfert de la chose accensée ;

2^o Aux droits du propriétaire direct non payé ;

3^o Aux causes d'extinction du bail à cens ou de l'action du seigneur censier.

Les droits perçus lors du transfert de la chose accensée sont, nous le savons, les lods et la retenue. Tandis que les anciennes coutumes voient dans les lods la marque distinctive de la censive seigneuriale, que celle de 1459 se refuse à poser un principe et se borne à renvoyer à l'usage des lieux, en 1569 nous rencontrons, au contraire, avec l'article 72 des *Cayers*, l'affirmation que, en règle générale, s'il n'y a clause expresse contraire, les censes seigneuriales et foncières n'emportent lods. Il faut un titre exprès ou la possession immémoriale (2). Bouvot (3) répète cette règle sans mettre l'exception formulée par les

(1) *Cayers*, art. 92 et 93. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, p. 259, art. 3, § 3. — Depringle, *op. cit.*, p. 260, Des censes, art. 3. — Bouvot, *op. cit.*, t. I, p. 519, Des censes, art. 3. — Bretagne, *op. cit.*, p. 350, Des censes, art. 3. — Taisand, *op. cit.*, p. 705 et 706, titre XI, Des censes, art. 3. — Davot et Bannelier, *op. cit.*, t. III, p. 14, 15, 16, n^o 25.

(2) Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Jehannin, *op. cit.*, titre XI, art. 2, p. 528. — Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 684, note 3. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 4, n^o 6. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 2, p. 404.

(3) Bouvot, *op. cit.*, t. I, p. 514.

Cayers et qui concerne l'emphytéose (1). En se conformant au droit romain, on déclare qu'en principe elle emporte lods.

Quant au règlement de leur montant, il n'y a pas de règle fixe. On se conforme au titre de constitution de la cense ou à l'usage particulier des lieux (2).

Lods ou retenue, tels sont les deux termes, les deux éléments entre lesquels peut s'exercer le droit d'option du seigneur. Il en découle que la retenue se présente dans les mêmes cas que les lods et dans ces cas seulement. Il n'y a retenue que là où il y a lods (3). Il faut en excepter cependant le cas de constitution de rente à prix d'argent, car il y a alors retenue et non lods (4). Comme autrefois, le droit d'option n'a lieu qu'en « vendition (5) » de la chose censable. Mais, tandis qu'en 1459 on considérait les cas d'échange avec soulte et d'échange entaché de fraude comme des exceptions à la règle, mainte-

(1) *Cayers*, art. 73. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Depringle, *op. cit.*, Des censes, art. 1^{er}, p. 254. — Jehannin, *op. cit.*, titre XI, art. 2, p. 528. — Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 684. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 4, n° 6. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, p. 404, titre XI, art. 2.

(2) *Cayers*, art. 74. — Bégat, *op. cit.*, art. 2, § 2, p. 256. — Depringle, *op. cit.*, art. 1^{er}, p. 254. — Jehannin, *op. cit.*, titre XI, art. 2, p. 528. — Taisand, *op. cit.*, art. 1^{er}, p. 686, note 3. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 4, n° 7. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, p. 404, titre XI, art. 2.

(3) *Cayers*, art. 77. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 685, note 3.

(4) *Cayers*, art. 97.

(5) *Cayers*, art. 75, 76. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 685, note 3. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 18, n° 27. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 2, p. 404 et 405.

nant, sans rien changer aux principes et avec les mêmes cas d'application, on ne formule plus qu'une seule règle ne comportant pas d'exception : il n'y a lods ou retenue que dans la vente et dans les contrats « équipollents (1) ».

Le seigneur peut-il alors céder ses droits de lods et retenue ?

La question ne se présente même pas pour le droit de lods qui se résout en une somme d'argent. En revanche, on se demande si le *dominus census* peut céder le droit de retenue et ainsi enlever la chose à l'acheteur pour en faire bénéficier un tiers.

Bouvot (2), s'inspirant des mêmes principes que Chasseneuz, dit qu'elle n'est pas cessible. Davot (3) paraît déjà, quoique hésitant, tendre à l'opinion opposée. Quant à Bannelier (4), il affirme qu'on ne doute plus que la cession de la retenue soit permise. Taisand (5), qui partage cette opinion, nous fournit un exemple de l'influence exercée en Bourgogne par les autres coutumes, en nous décrivant les étapes parcourues par la question : autrefois, avec beaucoup d'autres, Guy Pape, Boerius, Dumoulin, pensaient que la retenue n'était pas cessible. Mais l'opinion de Carondas, de Coquille, de Chopin, l'influence de la jurisprudence du Parlement de Paris, des coutumes du Bourbonnais, d'Auvergne et de Melun firent

(1) Bouvot, *op. cit.*, t. I, Des censures, § 1, p. 504. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 18, n° 27.

(2) Bouvot, *op. cit.*, t. I, Des censures, art. 1^{er}, p. 516.

(3) Davot, *op. cit.*, t. III, Des cens, p. 22, n° 33.

(4) Bannelier, *op. cit.*, t. III, Des cens, p. 41, note 278.

(5) Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 4, p. 709 et 710, note 2.

adopter la solution contraire : « C'est à présent, dit Taisand, la jurisprudence générale du royaume, car on tient dans tous les tribunaux que le retrait féodal et censuel est cessible (1)... » Il est vrai, ajoute-t-il, que l'ancienne jurisprudence du Parlement de Dijon y était opposée, mais par l'arrêt de l'audience publique du 7 juin 1633, elle s'est rangée à l'opinion commune (2).

Le seigneur qui fait la retenue peut être propriétaire ou usufruitier (3). Supposons une vente de la chose accensée. Le seigneur « usufructuaire » peut, s'il le veut, faire la retenue, et alors, de préférence au propriétaire pendant toute la durée de son usufruit, il jouira de la chose retenue. L'usufruit terminé, il sera tenu de rendre la chose au propriétaire qui devra lui rembourser le prix de la retenue avec les loyaux coûts (4). Dans cette hypothèse, l'usufruitier a fait en quelque sorte la retenue pour le propriétaire. Mais il peut procéder autrement. Au moment où il s'agit de faire le retrait censuel, l'usufruitier peut mettre le propriétaire en demeure de retenir la chose. Celui-ci doit alors déclarer sa volonté dans les dix jours. S'il refuse, l'usufruitier pourra faire la retenue, mais alors en son nom propre « pour tenir

(1) Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 4, p. 710, note 2.

(2) *Ibid.*

(3) *Cayers*, art. 83. — Bégat, *op. cit.*, Des censés, art. 2, § 2, p. 257. — Bouvot, *op. cit.*, t. I, Des censés, art. 1^{er}, p. 517. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 4, p. 410, art. 83.

(4) *Cayers*, art. 84 et 86. — Bégat, *op. cit.*, Des censés, art. 2, § 2, p. 257. — Bouvot, *op. cit.*, t. I, Des censés, art. 1^{er}, p. 517. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 4, p. 410, art. 84.

la chose en sa condition et charge de cens, sans que le propriétaire y puisse après revenir par le dit droit de retenue pour cette fois (1) ».

Arrivons aux droits du propriétaire direct non payé. Comme autrefois, outre son action personnelle qu'il peut diriger à son gré soit contre le principal obligé, soit contre le tenementier actuel, il a une action réelle et hypothécaire contre l'assignal (2). On spécifie maintenant (alors qu'auparavant c'était sous-entendu) que cette dernière ne peut être employée que pour les arrérages de la cense ou rente non payés, et non pour les lods et autres droits censaux (3). Et pour exercer cette action « soit sur les fruits ou sur les fonds », Chasseneuz n'avait pas résolu la question de savoir s'il était nécessaire ou inutile d'obtenir au préalable l'autorisation du juge. Depringle pense qu'il vaut mieux l'avoir (4). Les *Cayers* l'exigent (5). Taisand (6) fait de même pour le cas où il y a contestation, parce que nul ne peut se faire justice à soi-même. Quant à Bannelier (7), il la déclare complètement inutile.

Quoi qu'il en soit, le seigneur pourra garder les

(1) *Cayers*, art. 85. — Bouvot, *op. cit.*, t. I, Des censés, art. 1^{er}, p. 517. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 4, p. 410, art. 85.

(2) *Cayers*, art. 100. — Bégat, *op. cit.*, Des censés, art. 5 et 6, p. 266. — Depringle, *op. cit.*, p. 274.

(3) *Cayers*, art. 102. — Bégat, *op. cit.*, Des censés, art. 6, § 6, p. 265. — Bouvot, *op. cit.*, t. I, Des censés, § 6, p. 523. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, art. 6, p. 415, art. 102.

(4) Depringle, *op. cit.*, p. 268, art. 5 et 6, Des censés.

(5) *Cayers*, art. 101. — Bégat, *op. cit.*, Des censés, art. 6, § 6, p. 265.

(6) Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 6, p. 715, note 2.

(7) Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, p. 414, observation 238.

biens « nonobstant opposition ou appellation quelconque jusques à ce que le tenancier ait payé ou consigné les arrérages d'icelle cense (1) ». Si les fruits excèdent la valeur de ceux-ci. Chasseneuz disait que le seigneur n'était cependant pas forcé de restituer le surplus. Les *Cayers* se rangent à son opinion (2). Quant à Depringle (3), Bretagne (4), Taisand (5), Davot (6), ils sont d'avis que le seigneur ne fait les fruits siens que jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.

Deux autres cas peuvent se présenter lors de l'exercice de l'action : 1° le censitaire dénie la cense ou prétend cause d'ignorance ; 2° il confesse que la cense appartient au seigneur, mais allègue paiement des arrérages. Dans les deux cas il obtient mainlevée immédiate et sans caution (7). Mais dans le second, le tenementier doit de plus consigner les arrérages de la dernière année (8).

Relativement à l'extinction du bail à cens, nous avons vu que, dans les anciennes coutumes, on discutait sur le point de savoir s'il y avait commise lorsqu'on trouvait sa chose dans la main d'autrui où lorsqu'on ne payait pas le canon. La difficulté était

(1) *Cayers*, art. 101. — Bégat, *op. cit.*, Des censures, art. 6, § 6, p. 265.

(2) *Cayers*, art. 111. — Bégat, Des censures, art. 5, § 5, p. 264.

(3) Depringle, *op. cit.*, Des censures, art. 5 et 6, p. 267.

(4) Bretagne, *op. cit.*, Des censures, art. 5, p. 536.

(5) Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 5, p. 714, note 1.

(6) Davot, *op. cit.*, t. III, p. 13, n° 24.

(7) *Cayers*, art. 103 et 104. — Bégat, *op. cit.*, Des censures, art. 6, § 6, p. 265. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 6, p. 415 et 416, art. 103 et 104.

(8) *Cayers*, art. 104. — Bégat, *op. cit.*, Des censures, art. 5, § 6, p. 266. — Bannelier, *op. cit.*, titre XI, art. 6, t. VIII, p. 416, art. 104.

d'autant plus grande que le droit romain, dans le cas d'emphytéose, établissait une sorte de commise pour le non-paiement du cens pendant trois ans. La Coutume de 1459 ne traitait pas la question ; elle ne parlait dans l'article 4 d'une sorte de commise que dans le cas de délaissement du bien pendant dix ans. Aussi des difficultés s'élevèrent. Le procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume nous montre qu'elles furent tranchées.

On trouve, à notre époque, trois principes. Tout d'abord, la règle générale est qu'il n'y a de commise dans aucun cas « encore que l'acquéreur eût pris possession réelle sans le consentement du seigneur direct (1) » ou qu'il y ait eu cessation de paiement pendant trois ans (2). Il faut naturellement en excepter le cas où il y a convention contraire expresse (3). A cette condition, la commise aura lieu « encore qu'il n'y eût pas interpellation pour le paiement de la dite cense (4) ».

Cependant le procès-verbal des travaux de réfor-

(1) *Cayers*, art. 69. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Depringle, *op. cit.*, Des censes, art. 1^{er}, p. 255. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 5, n° 10. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 2, p. 403, art. 69.

(2) *Cayers*, art. 70. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Davot, *ibid.* — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 2, p. 403, art. 70.

(3) *Cayers*, art. 69, 70, 71. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Depringle, *op. cit.*, Des censes, art. 1^{er}, p. 255. — Davot, *op. cit.*, t. III, p. 5, n° 10, Des censes. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 2, p. 403, art. 69, 70, 71.

(4) *Cayers*, art. 71. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 2, § 2, p. 256. — Depringle, art. 1^{er}, Des censes, p. 255. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 2, p. 403, art. 71.

mation ajoute : « Faut résoudre si l'ignorance excusera l'acquéreur (1). »

Enfin, deuxième exception au principe, dans le cas d'abandon pendant dix ans de la chose accensée. Il n'y a là rien de changé à la coutume de 1459.

Le tenementier ne trouve qu'une faible compensation dans les règles qui régissent la prescription. En principe, la cense emphytéote ou seigneuriale due à cause de la directe seigneurie ne peut se prescrire (2). Cependant, si le censitaire « dénie » la cense, c'est-à-dire contredit le droit du seigneur, du jour de cette contradiction et de l'opposition qui y est formée, la prescription court (3). Les *Cayers* nous indiquent qu'il a été jugé ainsi en 1565 (4).

Martin (5), Bretagne (6), Taisand (7), Davot (8), affirment, eux aussi, que la prescription ne peut atteindre la cense seigneuriale. Mais ils se séparent des *Cayers* au sujet de la cense emphytéotique. Celle-ci selon leur opinion, serait prescriptible par cent années. Un arrêt de 1582 du Parlement de Dijon se range à leur avis.

(1) Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 40.

(2) *Cayers*, art. 113. — Bégat, *op. cit.*, Des censes, art. 5, § 5, p. 264 — Bouvot, *op. cit.*, t. I, titre XI, § 6, p. 529. — Bretagne, *op. cit.*, p. 516, 517, titre XI, art. 1^{er}. — Jehannin, *op. cit.*, titre XI, art. 5, p. 537. — Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 681. — Davot, *op. cit.*, t. III, Des censes, p. 30, n° 53. — Bannelier, *op. cit.*, titre XI, art. 7, p. 417, art. 113.

(3) *Cayers*, art. 113. — Bégat, *ibid.* — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 7, p. 417, art. 113.

(4) Bouhier, *op. cit.*, t. I, p. 40.

(5) *Op. cit.*, t. I, p. 466, n° 1040.

(6) *Op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 517.

(7) *Op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 681.

(8) *Op. cit.*, t. III, Des censes, p. 30, n° 53.

Tout cela s'entend de la prescription du titre de la cense, non de ses arrérages passés. Ceux-ci sont parfaitement prescriptibles « par l'espace de trente ans depuis la cessation du paiement (1) ».

Quand il s'agit, non de cense emphytéote ou seigneuriale portant seigneurie directe, mais de simples censés ou rentes, non seulement les arrérages échus se prescrivent par l'espace de trente ans, mais le titre lui-même (2). La raison qu'en donne Bégat est que, en ce cas, le fonds est prescriptible, car il n'y a pas rétention du domaine direct comme dans les censés seigneuriales.

La difficulté est de savoir quand on se trouve ou non en présence d'une cense seigneuriale ?

Davot distingue soigneusement les diverses sortes de cens (3). « Il y a, dit-il, trois sortes de cens : le seigneurial, l'emphytéotique et le simple.

» Le cens seigneurial est celui qui est dû au seigneur justicier comme une reconnaissance de sa supériorité.

» Le cens emphytéotique est dû pour marque du domaine direct en conséquence du contrat d'emphytéose qui porte lods et retenue.

» Le cens simple n'est autre chose qu'une rente fon-

(1) *Cayers*, art. 114. — Bégat, *op. cit.*, Des censés, art. 5, § 5, p. 264. — Jehannin, *op. cit.*, art. 5, p. 537. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 7, p. 417, art. 114.

(2) *Cayers*, art. 115. — Bégat, art. 5, § 5, p. 264. — Taisand, *op. cit.*, t. XI, art. 1^{er}, p. 681, note 1. — Davot, *op. cit.*, t. III, Des censés, p. 30, n^o 53. — Bannelier, *op. cit.*, t. VIII, titre XI, art. 7, p. 418, art. 115.

(3) Davot, *op. cit.*, t. III, p. 2, n^o 3. — Voir également Depringle, *op. cit.*, Des censés, art. 1^{er}, p. 253 et suiv. — Bretagne, *op. cit.*, Des censés, art. 1^{er}, p. 516. — Taisand, *op. cit.*, titre XI, art. 1^{er}, p. 681.

cière et annuelle : et ce n'est qu'improprement que le nom de cens lui est donné. »

Lorsqu'il s'agit de baux à cens portant des droits censaux, auxquels on ajoute une rente, on se trouve en présence de plusieurs solutions. Les uns, comme Dumoulin, veulent y voir deux contrats distincts : un bail à cens et un bail à rente, à chacun desquels on doit appliquer ses principes particuliers. Les autres disent que l'idée du seigneur, en faisant cette inclusion, a été que le second cens conserve la rente. En conséquence, ils étendent l'imprescriptibilité aux deux contrats. Ce fut cette dernière opinion qui l'emporta. Admise par un arrêt du 12 janvier 1617, elle fut maintenue par celui de décembre 1622. Mais un jugement de novembre 1628 (1) établit une distinction et dit que le cens ne conserve la rente que lorsque l'un et l'autre sont dus à un même seigneur.

Un autre mode d'extinction ne concerne que les censures simples ou rentes. Il se produit quand il y a rachat. L'ordonnance de Henri II, de février 1553, décide que la cense simple « assignée sur un fonds sis en ville ou faubourg » est rachetable au denier vingt.

A plus forte raison, les « rentes vendues et achetées à prix d'argent (2) ». A quelque prix et depuis quelque temps qu'elles soient constituées, même amorties à l'église (3), « elles sont à une fois rache-

(1) Sur les trois arrêts, voir Martin, *op. cit.*, t. I, titre III, livre I, n° 215, p. 78 et 79 ; livre II, n° 1039, p. 465, et n° 1039 *bis*.

(2) *Cayers*, art. 106.

(3) *Cayers*, art. 107.

tables perpétuellement en rendant le sort principal et les frais raisonnables (1) ».

Les deux derniers modes d'extinction s'appliquent aussi bien à la cense seigneuriale et amphytéotique qu'aux rentes foncières : ce sont la consolidation et le déguerpissement. Pour le premier, il n'y a pas à insister : il se présente dans tous les cas où il y a réunion chez le même individu de la qualité de propriétaire et de locataire, ou de créancier et de débiteur (2).

Il n'en est pas de même du déguerpissement ou « abandon que l'on fait au seigneur censier de l'héritage censable (3) ». Il n'est possible qu'à deux conditions : laisser le bien en bon état et tel qu'il était lors de la concession, et payer tous les arrérages jusqu'au jour du déguerpissement (4).

(1) *Cayers*, art. 106. — Taisand, *op. cit.*, titre V, art. 1^{er}, p. 287, note 2.

(2) Davot, *op. cit.*, t. III, Des cens, p. 29, n° 52.

(3) *Ibid.*, p. 30, n° 54 et suiv.

(4) *Ibid.*, Davot renvoie pour plus de détails au traité de Loiseau sur le déguerpissement. — Bouvot, *op. cit.*, t. I, titre XI, § 6, p. 529.

CONCLUSION

L'on se rend compte maintenant des traces profondes et successives laissées au sein du bail à cens bourguignon par la précaire et l'emphytéose.

La *precaria*, d'abord concession à courte durée, se forme par le moyen de deux lettres qui s'opposent l'une à l'autre. Puis sa durée s'étend, la *precaria* devient viagère, s'adresse à plusieurs générations. En dernier lieu, elle est perpétuelle.

Mais les conditions économiques changent. La *precaria* qui était surtout une concession bénéficiaire, fait place à un nouveau contrat permettant l'exploitation, la mise en valeur des biens. Dès ce moment, le bail à cens existe. Mais le modèle a été pris dans la précaire. Perpétuel à son origine et se formant par le moyen de deux lettres controverses, il est bientôt consenti également pour trois vies ou même pour une seule.

C'est alors qu'intervient l'influence de l'emphytéose romaine. Et les glossateurs, les commentateurs, se

livrant sans méthode à l'étude du droit romain, for-
gent des notions qu'ils croient romaines et qui ne le
sont pas toujours. Ils les appliquent cependant au
bail à cens. Ainsi lui furent adjoints le droit de lods
à ventes, la retenue. Ainsi se formèrent les notions
de domaine direct et de domaine utile, suite de
l'étude mal comprise du droit romain.

A ce moment, le bail à cens est complètement
formé et la rédaction des coutumes de 1459 ne fait
que lui donner son expression définitive.

Les nombreux travaux des commentateurs, l'essai,
en 1569, de réformation des coutumes, précisent
souvent les notions acquises, les obscurcissent quel-
quefois, mais, dans tous les cas, n'apportent au bail
à cens aucun changement profond, aucune modifi-
cation fondamentale.

Vu :

ERNEST CHAMPEAUX.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 27 juillet 1905.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

ERRATA

Page 42, note 3, 12^e ligne, au lieu de : *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Pierre*, lire : *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Père*.

P. 46, note 2, 6^e ligne, au lieu de : *moriscalcias*, lire : *mariscalcias*.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	3
INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Y a-t-il des théories sur l'origine du bail à cens ?</i>	11
I. — Origine du cens	14
II. — Origine de la censive	20
CHAPITRE II. — <i>La « precaria » franque</i>	25
CHAPITRE III. — <i>Modifications de l'ancienne précaire, du neuvième au douzième siècle</i>	33
CHAPITRE IV. — <i>Apparition du bail à cens. — Son premier aspect (douzième au quatorzième siècle)</i>	51
CHAPITRE V — <i>Modifications que subit le bail à cens sous l'influence des idées romaines (quatorzième et quin- zième siècles)</i>	67
CHAPITRE VI. — <i>Théorie générale complète du bail à cens d'après la Coutume de 1459 et le Commentaire de Chasseneuz (quinzième et seizième siècles)</i>	79
CHAPITRE VII. — <i>Le bail à cens à la fin de l'ancien régime en Bourgogne</i>	95
CONCLUSION	111
TABLE DES MATIÈRES	113

CARTULAIRE
DE
L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1395 A 1400

Les pièces n'ayant aucun sommaire sont des résumés.

*Les Chartes font partie de la publication intégrale
du Cartulaire de Saint-Etienne, entreprise par une Société
d'étudiants de l'Université de Dijon.*

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1395 A 1400

N^o 1.

17 février 1395.

Sentence d'un cardinal délégué du pape, rendue contre le chapitre de la Sainte-Chapelle, au sujet des oblations et de plusieurs autres droits adjugés à l'abbaye de Saint-Etienne.

In nomine domini amen. Dudum felicis recordationis dominus *Clemens* papa septimus, quamdam commissionis siue suppositionis cedula, bone memorie *Guillelmo* tunc miseratione diuina *Sancti Angeli* sancte romane ecclesie dyacono cardinali, tradidit atque dedit, quam, cum ea qua decuit reuerencia, recepit sub hiis verbis : Beatissime pater, pridem sanctitas vestra, ad supplicationem procuratoris et procuratorio nomine dominorum decani et capituli ecclesie seu capelle ducis *Burgundie de Diuione* lingonensis diocesis, causam et causas quam et quas audiebat venerabilis vir dominus *Helyas de Esgallo* sacri palatii apostolici causarum auditor, et que coram eo in tertia instancia inter ipsos decanum et capitulum ex vna, et deuotos viros abbatem et conuentum monasterii Sancti Stephani de *Diuione*, de et super quibusdam obla-

cionibus et ipsarum occasione parte ex altera, commisit reuerendissimis patribus dominis cardinalibus *Penestrini* et *Sancti Angeli*, simul audiendum, decidendum et fine debito terminandum, cum emergentibus incidentiis, dependentiis et connexis, cum potestate procedendi non obstantibus feriis. Verum pater sancte, cum domino cardinali *Sancti Angeli* prefato intimaretur huiusmodi commissio, prefatus dominus cardinalis *Sancti Angeli* dixit parti aduerse quod, de dicta causa, non intendebat se intromittere ammodo, ex eo prout dixit quod non erat de more quod domini cardinales similiter vnā causam audirent; ex quo videtur quod dominus cardinalis *Sancti Angeli* de huiusmodi causa se intromittere non uoluit, et eciam si vellet, difficile esset simul congregare in domo alterius, maxime illa hora qua quis sedere consuevit pro expedicione causarum suarum, et partes nimium grauarentur laboribus et expensis. Ideo supplicat sanctitatem vestram procurator et procuratorio nomine dictorum abbatis et conuentus, quod cum remissio communis valde grossa et proluxa de partibus reportata ad instantiam partis aduerse dicto domino cardinali *Penestrini* presentata extiterit, et penes eum sit quatenus committere dignemini et mandare eidem domino cardinali *Penestrini* vt solus in dicta causa procedat, ipsamque audiat, decadat, et fine debito terminet, cum emergentibus incidentiis, dependentiis et connexis, cum potestate procedendi non obstantibus feriis, tociens quotiens sibi videbitur expedire, uel ipsam causam coram dicto domino auditore remittere. Quaquidem commissionis siue suppositionis cedula per dictum dominum cardinalem recepta prefatus dominus *Clemens* papa septimus sibi oraculo viue vocis commisit causam et causas in dicta commissionis siue suppositionis cedula contentas, audiendum, decidendum, et fine debito terminandum cum emergentibus incidentiis, dependentiis et connexis,

secundum tenorem, modum, et formam secundum quos fuerit nobis *Guidoni* miseratione divina episcopo *Penestrino* sancte romane ecclesie cardinali commisse. Cuius vigore commissionis, idem dominus cardinalis *Sancti Angeli*, iudex et commissarius, ad, prouidi viri magistri *Petri Goetghenoech* in romana curia supradictorum dominorum abbatis et conuentus monasterii sancti Stephani de *Diuione* principalium procuratoris, instantiam, discretum virum magistrum *Bertrandum de Riwo* in eadem curia ac prenominatorum dominorum decani et capituli ecclesie seu capelle illustrissimi principis domini ducis *Burgundie* de *Diuione* lingonensis diocesis ex aduerso principalium procuratorem prout de ipsorum procuratorum mandatis ipsi domino cardinali *Sancti Angeli* legitime constabat, ad dicendum et opponendum quicquid uerba uel inscriptis contra huiusmodi commissionem dicere seu opponere vellet, per portarium suum sine nuncium iuratum citari mandauit et fecit ad certum perhennem terminum competentem; in quo per dictum magistrum *Bertrandum de Riwo* procuratorem termino huiusmodi sua pro parte satisfaciendo contra commissionem prefatam nonnullis exceptionibus generalibus verbo productis, idem dominus cardinalis *Sancti Angeli* iudex et commissarius supradictus, magistris *Petro* et *Bertrando*, et eorum cuilibet, procuratoribus presentibus et consentientibus ad dandum et recipiendum darique et recipi videntum in hac causa libellum siue summariam petitionem, perhennem terminum hinc inde duxit assignandum. In quo comparuit iudicio coram supradicto domino cardinali iudice et commissario prefatus magister *Petrus Goetghenoech* procurator nomine procuratorio quo supra, et dicti magistri *Bertrandi de Riwo* procuratoris non comparentis nec aliquem libellum siue summariam petitionem dare seu exhibere, aut per partem alteram dari seu exhiberi videre curauit, contumaciam accusauit; et in

ipsius contumaciam termino huiusmodi sua pro parte satisfaciendo quemdam libellum siue summariam petitionem facto exhibuit et produxit cuius tenor sequitur et est talis : Procurator et procuratorio nomine, reuerende pater, et domini domini abbatis nec non venerabilium et religiosorum virorum prioris et conuentus monasterii Sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis, petit per vos reuerendissimum patrem et dominum dominum cardinalem *Sancti Angeli* iudicem et commissarium cause et partibus infrascriptis a domino nostro papa specialiter deputatum vestramque diffinitiuam sententiam pronunciari, decerni, et declarari per venerabilem et circumspectum virum dominum *Johannem Fayditi*, sacri palatii apostolici causarum auditorem in causa que coram eo vertebatur inter dictos abbatem priorem et conuentum ex vna necnon decanum et capitulum capelle domini ducis *Burgundie* de *Diuione* prefate diocesis et quemdam *Guillelmum Gondart* de et super quibusdam oblacionibus, obuentionibus et emolumentis in libello in prima instantia dato designatis et rebus aliis et eorum occasione parte ex altera, diu fuisse et esse processum, sententiatum et diffinitiuum, eiusque sententiam confirmandam fore et confirmari, et pro parte dictorum decani et capituli ac *Guillelmi* male fuisse et esse prouocatum et appellatum et alias in et super premissis sibi et parti sue iustitiam ministrari ; et premissa dicit et petit procurator prefatus procuratorio nomine quo supra coniunctim et diuisim melioribus modo, via, iure et forma quibus potest et debet vnacum expensis in dicta causa factis, de expensis faciendis protestatur ut est moris vestrum benignum officium in et super premissis humiliter implorando, et protestatur quod premissa possit corrigere et cetera vt est moris. Vidi ego *Petrus de Candont* quo sic oblato libello idem dominus cardinalis iudex et commissarius dictum magistrum

Bertrandum procuratorem non comparentem nec termino huiusmodi satisfacere curantem diutius tamen expectatum quo ad actum huiusmodi iustitia suadente reputaret contumacem, et in ipsius contumaciam dicto magistro *Petro* procuratore instante prelibatum magistrum *Bertrandum* procuratorem ad respondendum dicto libello et litem super eo contestandum primo simpliciter et secundo sub excommunicationis pena per portorium suum predictum successiue citari mandauit et fecit ad aliquos certos perhemnes terminos competentes cum dierum competentium interuallis. In quorum quolibet dictorum terminorum termino comparuit in iudicio coram dicto domino cardinali *Sancti Angeli* iudice et commissario magister *Petrus Goetghenoech* procurator predictus procuratorio nomine quo supra, et, dicti magistri *Bertrandi* procuratoris non comparentis nec alicui dictorum terminorum termino satisfacere curantis, contumaciam accusauit. Idem uero dominus cardinalis iudex et commissarius, dictum magistrum *Bertrandum* procuratorem non comparentem nec alicui dictorum terminorum termino satisfacere curantem, quamuis tamen sufficienter expectatum quo ad actum hunc iustitia suadente, reputauit contumacem. Tandem comparuerunt in iudicio, coram dicto domino cardinali iudice et commissario, magistri *Bertrandus* ex vna et *Petrus* procuratores predicti procuratoriis nominibus quibus supra parte ex altera. Dictus vero magister *Bertrandus* procurator quemdam libellum siue summariam petitionem facto produxit, quo producto iidem procuratores et eorum quilibet dixerunt et dixit narrata prout narrantur in libello suo fore uera et petita prout petebantur in eodem fieri debere, ac narrata prout narrantur in libello alterius partis non fore vera nec petita prout petebantur in eodem fieri debere animo litem contestandi et litem contestando. Qua lite huiusmodi hincinde contestata, iidem procuratores et eorum quilibet primitus

per dictum dominum cardinalem ad hoc admissi et admissus ad mandatum eiusdem et in eius manibus ad sancta dei evvangelia, tactis sacrosanctis scripturis, de calumpnia vitanda et veritate dicenda cum omnibus et singulis capitulis, in et sub calumpnie iuramenta contentis, tam super dictis eorum libellis quam super tota huiusmodi causa, solita prestatuntur iuramenta, ac solitum prestitur iuramentum. Quo sic hincinde calumpnie prestituto iuramento idem dominus cardinalis iudex et commissarius, supradictis magistris *Petro* et *Bertrando* procuratoribus petentibus et consentientibus, ad ponendum et articulandum, ponique et articulari videndum in hac causa certum perhemnem terminum hincinde duxit assignandum. In quo per ipsos procuratores ac eorum quemlibet coram dicto domino cardinali iudice et commissario iudicialiter comparentes termino huiusmodi satisfaciendo omnibus et singulis positionibus et articulis pro parte cuiuslibet tam in prima quam secunda huiusmodi causa, instanciis repetitis, et de nouo uerbo productis, idem dominus cardinalis iudex et commissarius eisdem procuratoribus, et eorum cuilibet presentibus et consencientibus ad dicendum et opponendum quicquid uerbo uel in scriptis vnus contra positiones et articulos alterius huiusmodi in quantum articulari, dicere, seu opponere vellet et, ad respondendum eisdem in quantum positiones existerent, certum perhemnem terminum hincinde duxit statuendum. Quo termino adueniente, comparentibus in iudicio coram dicto domino cardinali iudice et commissario magistris *Petro Goetghenoech* ex vna, et *Bertrando de Riwo* procuratoribus nominibus procuratoriis quibus supra parte ex altera, ipsisque et eorum quolibet huiusmodi termino satisfaciuntibus, contra positiones et articulos alterius partis nonnullas exceptiones generales uerbo producentibus, memoratus dominus cardinalis iudex et commissarius supradictis magis-

tris *Petro* et *Bertrando* procuratoribus et presentibus et consencientibus ad producendum et per alteram partem produci videndum omnia et singula iura, litteras, scripturas, instrumenta et alia munimenta quibus partes ipse vti et se iuuare intenderent, certum hincinde prefixit terminum congruentem; in quo per ipsos procuratores et eorum quemlibet iudicialiter coram dicto domino cardinali iudice et commissario comparentes, termino huiusmodi satisfaciendo, omnibus et singulis iuribus, litteris, scripturis, instrumentis et aliis munimentis in causa et causis huiusmodi pro parte cuiuslibet datorum repetitum, et de nouo uerbo productorum, supradictus dominus cardinalis iudex et commissarius eisdem, et eorum cuilibet procuratoribus presentibus, et consentientibus ad dicendum et opponendum quicquid uerbo uel in scriptis vnus contra huiusmodi iura et producta alterius dicere seu opponere vellet certum perhemnem terminum hincinde duxit statuendum. In quo comparuerunt in iuditio coram dicto domino cardinali iudice et commissario supradicti magistri *Petrus* ex vna, et *Bertrandus* procuratores predicti nominibus procuratoriis quibus supra parte ex altera. Ipsique et eorum quilibet termino huiusmodi satisfaciendo contra iura et producta alterius partis nonnullas exceptiones generales uerbo produxerunt atque produxit, demum nonnullis aliis terminis seruari consuetis seruatis. Tandem idem dominus cardinalis iudex et commissarius vnacum dictis magistris *Petro* et *Bertrando* procuratoribus presentibus concludentibus et secum in hac causa concludi petentibus conclusit et pro concluso haberi voluit et habuit in eadem. Subsequenter vero prefatus felicitis recordationis dominus *Clemens* papa septimus, quamdam commissionis siue suppositionis cedulam, per certum suum cursorem nobis *Guidoni* episcopo *Penestrini* cardinali prefato presentari fecit quam cum ea qua decuit reuerencia recepimus sub hiis uerbis: Digne

tur sanctitas vestra causam et causas quam et quas reuerendissimus pater dominus cardinalis *Sancti Angeli* audiebat inter deuotos viros decanum et capitulum ecclesie seu capelle ducis *Burgundie* in *Diuione* lingonensis diocesis ex vna parte, et abbatem et conuentum monasterii *Sancti Stephani* de *Diuione* ordinis sancti Augustini de et super nonnullis oblacionibus et rebus aliis et ipsarum occasione parte ex altera, alicui alteri ex reuerendissimis patribus dominis sancte romane ecclesie cardinalibus et si placet reuerendissimo patri domino cardinali *Penestrini* sancte romane ecclesie cardinali cui alias huiusmodi causa et cetera vnacum prefato domino cardinali *Sancti Angeli* fuerunt commisse, et propter celeriore dictarum causarum expedicionem fuerunt prefato domino cardinali *Sancti Angeli* commisse qui obstante infirmitate qua tenetur eas expedire non potest et qui vt dicitur nuper voluit quod partes coram eo litigantes alibi causas suas si vellent eas facerent committi, committere audiendam, resumendam, decidendam et fine debito terminandam cum incidentiis et connexis. In fine vero dicte commissionis siue suppositionis cedula scripta erant de alterius manus littera superiori littere ipsius cedula prorsus et omnino dissimili videlicet hec uerba : De mandato domini nostri pape audiat idem reuerendissimus pater dominus cardinalis *Penestrini* et procedat dicta commissione non obstante. Cuius commissionis vigore nos ad supradicti *Bertrandi de Riua* procuratoris instantiam supradictam, *Petrum Goetghenoech* procuratorem ad dicendum et opponendum quicquid uerbo uel in scriptis contra huiusmodi commissionem nobis factam dicere seu opponere vellet per portarium nostrum siue nuncium iuratum supradictum citari mandauimus et fecimus ad certum perhemnem terminum competentem. In quo per dictum magistrum *Bertrandum* procuratorem coram nobis iudicialiter comparente dicti

magistri *Petri* procuratoris non comparentis nec aliquid uerbo uel in scriptis contra huiusmodi commissionem dicere seu opponere curantis contumacia accusata, nos dictum magistrum *Petrum* procuratorem non comparentem nec termino huiusmodi satisfacere curantem diucius tamen expectatum, quo ad actum huiusmodi iustitia suadente reputauimus contumacem. Demum vero prefato domino *Clemente* sicut domino placuit uiam uniuerse carnis ingresso atque sanctissimo in christo patre et domino nostro domino *Benedicto* diuina prouidencia papa tertio decimo ad apicem summi apostolatus assumpto, et deinde cause et causa huiusmodi in statu in quo coram nobis tempore obitus dicti domini *Clementis* remanserant rite resumpto vigore cuiusdam commissionis nobis facte. Tandem idem dominus noster papa quamdam commissionis siue suppositionis cedulam per certum suum cursorem nobis presentari fecit sub hiis uerbis : Beatissime pater pridem dum causa appellationis et appellationum ac negotii principalis que vertebantur seu verti sperabantur inter venerabilem patrem et dominum dominum abbatem et conuentum monasterii Sancti Stephani loci de *Diuione* lingonensis diocesis ex vna, et decanum canonicos et capitulum ecclesie collegiate capelle ducis contra appellate eorumdem loci et diocesis parte ex altera, de et super quibusdam oblacionibus ducis et duxisse *Burgundie*, et iuribus aliis et eorum occasione parte ex altera extitit commissa seu commicebatur venerabili viro domino *Galhardo de Nouaecclesia* vestri sacri palatii apostolici causarum auditore pro parte dictorum dominorum abbatis et conuentus ut cause huiusmodi cicius finis imponeretur. Extitit felicitis recordationis domino *Clementi VII* predecessori vestre sanctitatis supplicatum, quod idem predecessor vester mandaret dicto domino auditori quatenus in causa seu causis predictis procederet summarie, simpliciter et de plano et

terminis abreuviatis, et in signatura ipsius commissionis continetur in effectu audiat magister *Galhardus* procedat summarie, etc., et iusticiam faciat deinde virtute dicte commissionis lite non contestata extitit summarie simpliciter et de plano sine strepitu iudicis et figura processum, seruatis tamen aliis terminis consuetis, et sola lite contestatione omissa. Tandem per dictum dominum *Galhardum* vna lata diffinitiuā sententia pro dictis dominis abbate et conuentu et contra prefatum decanum et capitulum a qua extitit ut dicitur appellatum, et causa appellationis huiusmodi commissa venerabili viro domino *Johanni Fayditi* eiusdem sacri palatii apostolici causarum auditori, qui seruatis seruandis predictam primam sententiam confirmauit. Et tandem a dicta secunda sententia appellato pro parte decani et capituli prefatorum predicta causa extitit diuersis iudicibus commissa. Tamen finaliter in tertia instancia coram reuerendissimo patre domino cardinali *Penestrini* et in ipsa extitit conclusum. Nunc vero dubitatur ab aliquibus de viribus processuum et sententiarum in prima et secunda instanciis factarum et latarum, ex eo et pro eo que licet in commissione predicta prefato domino *Galhardo* facta petatur procedi summarie, simpliciter et de plano, terminis abreuviatis, tamen ibidem non reperiuntur verba adiecta sine strepitu et figura iudicii licet signatio habeat more solito et consueto summarie, etc. Cum alio non consueuerunt signatores de causis in quibus proceditur summarie simpliciter et de plano, nec domini pro tempore vice cancellarii consueuerunt ponere signaturam alia uerba nisi summarie, etc. Ideo cum dicta causa sit inter viros ecclesiasticos, et agatur de oblacionibus et cum magnis expensis diu fuit agitata remissionesque hincinde ducere et importare, et esset valde preiudiciale partibus maxime dicto monasterio si dicti processus ruerent uicio nullitatis multique opinantur quod attenta signatura solita, et

ut asseritur consuetudine, seu stilo palatii, omissio uerborum sine strepitu et figura iudicii non noceat postquam uerba ibidem in commissione sunt expressa uidelicet summarie simpliciter et de plano et terminis abreuiatis, et signaturam habeat summarie, etc. Et ita in talibus signaturis est fieri consuetum. Supplicat sanctitatem uestram, procurator et procuratorio nomine dictorum abbatis et conuentus quatenus committere dignemini et mandare predicto domino cardinali *Prenestrini* ut equitate pensata si alias sententie predictae rite et recte late fuerint, eas nisi aliud quam predicta obstat confirmet et procedat, ac si dicta uerba uidelicet sine strepitu et figura iudicii in commissione dicti domini *Galhardi* expressa fuissent. In fine vero dicte commissionis siue suppositionis cedule scripta erant de alterius manus littera, superiori littere ipsius cedule prorsus et omnino dissimili uidelicet hec uerba de mandato domini nostri pape, audiat, idem reuerendissimus pater dominus cardinalis procedat predicto defectu non obstante qui aliter non solet reputari defectus. Cuius vigore commissionis nos ad, ipsius magistri *Petri* procuratoris, instanciam eundem magistrum *Bertrandum* procuratorem ad dicendum et opponendum quicquid uerbo uel in scriptis contra huiusmodi commissionem nobis ultimo factam dicere seu opponere uellet per portarium nostrum supradictum citari mandauimus et fecimus ad certum peremptorium terminum competentem. In quo per dictum magistrum *Petrum* procuratorem coram nobis iudicialiter comparentem, dicti magistri *Bertrandi* procuratoris non comparentis, nec aliquid uerbo uel in scriptis contra huiusmodi commissionem ultimo nobis factam dicere seu opponere curantis, contumacia accusata, nos dictum magistrum *Bertrandum* procuratorem non comparentem nec termino huiusmodi satisfacere curantem, diucius tamen expectatum quo ad actum

huiusmodi iusticia suadente reputauimus contumacem. Et in ipsius contumaciam eundem magistrum *Bertrandum de Riio* procuratorem ad videndum et audiendum diffinitiuam in hac causa ferri et in scriptis promulgari sententiam per nos, per portarium nostrum siue nuncium iuratum, ad dicti magistri *Petri* procuratoris instantiam, citari mandauimus et fecimus ad diem et horam inferius annotatos; quibus aduenientibus comparuit in iudicio coram nobis magister *Petrus Goetghenoech* procurator predictus procuratorio nomine quo supra et dicti magistri *Bertrandi de Riio* procuratoris non comparentis nec termino huiusmodi satisfacere curantis contumaciam accusauit; et in ipsius contumaciam diffinitiuam pro se et parte sua iuxta tenorem libelli sui siue summarie petitionis preinserte, et contra partem aduersam ferri et in scriptis promulgari sententiam per nos cum instantia debita postulauit. Nos igitur *Guido* episcopus *Penestrini*, cardinalis iudex et commissarius prefatus, dictum magistrum *Bertrandum* procuratorem non comparentem nec termino huiusmodi satisfacere curantem diucius tamen expectatum quo ad actum huiusmodi iusticia suadente reputauimus contumacem, et in ipsius contumacia visis per nos primitus et diligenter inspectis omnibus ac singulis actis, ac citatis litteris, scripturis, instrumentis et aliis munimentis in causa et causis huiusmodi hincinde habitis, exhibitis, et productis ipsisque cum debita diligentia recensitis habitaque super ipsis intra nos vnacum peritis, quibus de huiusmodi cause meritis relacionem plenariam fecimus et fidelem, deliberacione matura de eorum consilio et assensu ad nostram sententiam diffinitiuam proferendam duximus procedendum eamque per ea que vidimus et cognouimus et que de presenti cognoscimus et videmus, tulimus et in scriptis promulgauimus et tenore presencium ferimus, et promulgamus in hunc modum: Christi nomine inuocato solum deum et iusti-

ciam pre oculis habentes, pro tribunali sedentes, per nostram diffinitiuam sententiam pronunciamus, decernimus, et declaramus per venerabilem et circumspectum virum dominum *Johannem Fayditi* sacri palatii causarum auditorem in hac causa bene fuisse et esse processum, sententiatum, et diffinitum, eiusque sententiam confirmandam fore et confirmamus, et per partem dictorum decani et capituli ac *Guillelmi* male fuisse et esse prouocatum et appellatum, dictamque partem appellantem in expensis coram nobis legitime factis earum taxatione nobis reseruata condemnamus. Lecta lata et in scriptis promulgata fuit hec presens et prescripta nostra diffinitiuam sententia per nos *Guidonem* cardinalem iudicem et commissarium prefatum, *Auinione*, in domo habitacionis nostre, nobis inibi hora vesperorum consueta ad iura reddendum pro tribunali sedentibus, sub anno a natiuitate domini millesimo trecentesimo nonagesimo quarto, indictione secunda, die mercurii sexta decima mensis decembris, pontificatus dicti domini nostri pape *Benedicti* tercii decimi anno primo. Presentibus venerabilibus viris dominis *Stephano Labaria* canonico vaurensi, sacri palatii apostolici predicti auditore in legibus, et *Helya Lamauhama* priore de abbacia extra muros carcassonnenses in decretis licentiatis auditoribus, nostris testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Postremo, vero prefatus dominus noster papa, quandam aliam commissionis siue suppositionis cedula, per certum suum cursorem nobis *Guidoni* cardinali iudici et commissario prefato presentari fecit sub hiis uerbis: Beatissime pater, dudum quedam causa in vestro palatio causarum apostolico extitit ventilata inter venerabiles et religiosos viros dominos abbatem et conuentum monasterii Sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, agentes ex vna parte, et dominos decanum et capitulum ecclesie collegiate capelle ducis

Burgundie de dicto *Diuione* dicte lingonensis diocesis, de et super vno franco auri iam dudum per illustrissimam dominam dominam *Margaretam* duxissam *Burgundie* in ecclesia parrochiali beate Marie de *Diuione* mense prefati domini abbatis ab antiquo vnita oblato, et uerbis aliis in processu cause huiusmodi expressis parte ex altera coram venerabilibus viris dominis *Galhardo de Noua Ecclesia* in prima instantia, qui pro parte dictorum dominorum abbatis et conuentus et contra decanum et capitulum predictos primam tulit sententiam, et *Johanne Fayditi*, dicti palatii apostolici causarum auditoribus, qui in secunda instantia secundam tulit diffinitiuam sententiam pro parte dominorum abbatis et conuentus. Et demum ab eodem domino *Johanne Fayditi* et eius sententia pro parte dictorum decani et capituli appellato, dicta causa appellacionis in tertia instantia nonnullis et diuersis auditoribus et commissariis et finaliter reuerendissimo patri domino cardinali *Penestrini* extitit commissa, qui terciam, et vltimam pro parte dictorum abbatis et conuentus et contra decanum et capitulum prefatos diffinitiuam et conformem tulit sententiam; per quas tres sententias conformes pars dictorum decani et capituli in expensis, in huiusmodi causa pro parte dictorum dominorum abbatis et conuentus Sancti Stephani, factis extitit condempnata, nec modo restat nisi dictas expensas taxare. Ea propter sanctitas vestra pro parte dictorum abbatis et conuentus dicti monasterii Sancti Stephani de *Diuione* humiliter supplicatur quatenus taxationem huiusmodi predictarum expensarum eidem reuerendissimo patri domino cardinali *Penestrini* qui ut profertur tertiam diffinitiuam tulit sententiam et penes quem processus in huiusmodi causa habiti existunt, committere dignemini cum omnibus emergentibus incidentiis, dependentiis et connexis. In fine vero dicte commissionis siue suppositionis cedula scripta erant de

alterius manus littera superiori littere ipsius cedule prorsus et omnino dissimili videlicet hec uerba : de mandato domini nostri pape, audiat idem reuerendissimus pater, taxet dictas expensas. Cuius vigore commissionis nos ad supradicti magistri *Petri* procuratoris instanciam, eundem magistrum *Bertrandum* procuratorem ad dicendum et opponendum quicquid uerbo uel in scriptis contra huiusmodi nobis factam commissionem dicere seu opponere vellet, per portarium nostrum supradictum citari mandauimus et fecimus ad certum perhemptorium terminum congruentem. In quo per magistrum *Guillelmum Laurencii*, in romana curia, ac supradictorum dominorum abbatis et conuentus principalium procuratorem prout de suo procuracionis mandato nobis legitime constabat coram nobis iudicialiter comparentem, dicti magistri *Bertrandi* procuratoris non comparentis nec termino huiusmodi satisfacere curantis, contumacia accusata, nos eum non comparentem quo ad actum huiusmodi reputauimus contumacem, et in ipsius contumaciam quadam expensarum in predictis tribus instanciis factarum pro parte eorundem dominorum abbatis et conuentus principalium cedula producta, nos ad supradicti magistri *Petri* procuratoris instanciam, supradictum magistrum *Bertrandum* procuratorem ad videndum et audiendum supradictas omnes et singulas expensas per nos taxari uel dicendum per causam rationabilem si quam haberet quatenus id fieri minime deberet allegandum, per portarium nostrum supradictum citari mandauimus et fecimus, ad diem et horam inferius annotatas ; quibus adueniencibus comparuit in iudicio coram nobis magister *Petrus Goetghenoeh* procurator prefatus procuratorio nomine quo supra, et dicti magistri *Bertrandi* procuratoris non comparentis nec termino huiusmodi satisfacere curantis, contumaciam accusauit, et in ipsius contumaciam supradictas expensas iuxta

tenorem cedula expensarum predictae taxari per nos instanter postulauit. Nos igitur *Guido* cardinalis iudex et commissarius prefatus, dictum magistrum *Bertrandum* procuratorem non comparentem quo ad actum huiusmodi reputauimus contumacem, et in ipsius contumaciam supradictas omnes et singulas expensas, tam in prima et secunda, quam tertia huiusmodi cause instanciis, factas pro parte dictorum dominorum abbatis et conuentus principalium, ad ducentos septuaginta octo florenos et duos grossos monete currentis in ciuitate auinionensi, per supradictos dominos decanum et capitulum principales, supradictis dominis abbati et conuentui principalibus seu eorum legitimo procuratori, dandum, soluendos et restituendos, prima moderatione duximus taxandum. Recepto tamen primitus per nos ab eodem magistro *Petro* procuratore et per eum ad mandatum nostrum et in nostris manibus ad sancta dei euangelia, tactis sacrosanctis scripturis, corporali prestito iuramento, quod tantum et amplius quantum superius est taxatum per nos exposuerat seu adhuc necessario expositurus erat, in et pro cause huiusmodi prosecutione. In quorum omnium testimonium presentes litteras seu presens publicum instrumentum huiusmodi nostras sententiam diffinitiuam et expensarum taxationem in se continentes seu continens, per notarium publicum infrascriptum subscribi et publicari mandauimus, nostrique sigilli iussimus et fecimus munimine roborari. Taxate fuerunt huiusmodi expense per nos *Guidonem* cardinalem iudicem et commissarium prefatum, *Auisione*, in domo habitationis nostre, sub anno a natiuitate domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, indictione tertia, die mercurii decima septima mensis februarii ; pontificatus dicti domini nostri pape anno primo. Presentibus venerabilibus et discretis viris dominis *Stephano Laboria*, canonico vaurensi, sacri palatii apostolici causarum auditore in

legibus, et *Helya Lamauhama* priore de abbacia extra muros carcassonenses in decretis licenciato, testibus supradictis ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego *Rutgherus Mathei de Wonsel* clericus leodiensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus notarius, necnon reuerendissimi in christo patris et domini domini *Guidonis* episcopi *Penestrini* cardinalis iudicis et commissarii prelibati ac cause huiusmodi coram eo scriba, quia suprascriptis diffinitive sententie prolacioni, expensarum taxationi omnibusque aliis predictis dum sic ut premittitur tam per prefatum dominum cardinalem quam coram eo agerentur et fierent vna cum prenomi-
natis testibus presens fui, eaque sic fieri vidi et audiui, ideo ipsa omnia manu alterius fideliter scripta in hanc publicam formam redigendo hic manu propria me subscripsi, et signum meum consuetum simul cum appensione sigilli dicti domini cardinalis apposui rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium premis-
sorum. — *R. de Wonsel.*

Orig., G. 221, scellé en cire rouge sous fils de soie. — Copie : Reg. G. 133, f° 405.

N° 2.

1^{er} mars 1395.

Donation de tous ses biens faite à l'abbaye par Jeannette, veuve de Regnaud de Jargey, sous la condition d'avoir sa vie durant vingt-quatre pains par semaine et une robe par an.

Uniuersis presentes litteras inspecturis officialis lingonensis salutem in domino. Notum facimus quod in presentia dilecti et fidelis iurati nostri *Alermi de Glenleyaco*, *Diuione* commorantis, tabellionis curie lingonensis et iurati nostri, cui quo ad hec que sequuntur et maiora commisimus vices nostras et per presentes committimus, personaliter constituta et ad hoc veniens *Johaneta* vxor

relieta deffuncti *Regnauldi de Jargeyo*, de *Villa subtus Geureyum*, sponte sua recognouit se ob magnam bonam affectionem deuotionemque quas habet deo et beato prothomartiri Stephano ac eius monasterio et ecclesie diuionensi necnon venerabili et religioso eiusdem monasterii et ecclesie collegio, ex eius certa scientia et cum bona et matura deliberatione, ob eius anime remedium et salutem, conuenisse ac conuentiones et tractatum donationis fecisse, et inisse cum reuerendo in Christo patre domino *Roberto de Baubigneyo*, decretorum doctore, abbate dicti monasterii, et eius toto conuentu ad hoc presentibus, et in capitulo suo in dicta ecclesia et loco capitulari consueto ad capitulandum pro re ista in simul congregatis capitulantibus stipulantibusque et cum ipsa conuenientibus et tractantibus pro se et successoribus suis in hunc modum qui sequitur : videlicet quod pro eo quod dictus dominus abbas et conuentus ipsam *Johanetam* benigne receperunt in donatam et prebendam suam quandiu in hoc mundo vixerit, sibi dando et concedendo victum suum et prebendam in dicto monasterio, videlicet viginti octo panes nigros in qualibet septimana, cum vna roba seu veste noua de quatuor vlnis panni quolibet anno vite sue, sicuti donatis et prebendariis aliis dicti monasterii dare consuetum est, et facere prout hoc in litteris dictorum domini abbatis et conuentus super huiusmodi receptione confectis per controuersiam de die et data presentium ad opus dicte *Johanete* sigillis suis sigillatis lucidius continentur. Ipsa, inquam, *Johaneta* in dicto capitulo assistens in dicti iurati nostri et testium subscriptorum ibidem existentium presentia, se et omnia bona sua mobilia et immobilia, presentia pariter et futura, quecunque et vbilibet existentia, deo et dicto beato prothomartiri Stephano ac ipsis domino abbati et conuentui predictoque monasterio suo, dictis,

inquam, domino abbate et conuentu presentibus et vt supra stipulantibus atque acceptantibus pro se et dicto monasterio successoribusque suis, dedit, donauit et contulit ex nunc et imperpetuum donatione pura, perfecta et irreuocabili facta inter viuos ac eis via et modo melioribus et securioribus quibus fieri et dici possunt atque intelligi. Et hanc presentem donationem prefata *Johanneta* tenere et irreuocabiliter obseruare promisit per iuramentum suum propter hoc ad sanctissima dei euangelia corporaliter prestitum, sub obligatione et ypotheca rerum suarum, et vnacum hoc ipsa *Johanneta* tenetur, et vt supra iurauit et promisit, dictis domino abbati et conuentui dictoque monasterio successoribusque suis quantuncunque vixerit in hoc mundo de opere et labore suis bene et fideliter atque diligenter famulari et seruire, suis quoque preceptis ac officiariorum suorum efficaciter obedire et suum dictique monasterii commodum et vtilitatem vt poterit procurare et facere, dampnum eciam dedecus eorum euitare et diuertere toto posse. Promisit etiam et iurauit prout supra prescripta *Johanneta* quod ipsa afferet et traderet realiter et de facto, dictis domino abbati et conuentui vel eorum certo mandato, omnia quecunque sua bona in scriptis declarata, nichil de eisdem penes se retinendo, infra quindecim dies a die dicte presentium computando et proxime venturos. Promisit etenim prefata *Johanneta* et iurauit vt supra se contra tenorem et effectum presentium litterarum non venire de cetero nec quicquam facere vel dicere procurareque necetiam consentire vt contra veniatur modo quocunque. Et pro premissis omnibus et singulis modo premissis fatiendis tenendisque et adimplendis, memorata *Johanneta*, se et heredes suos omniaque bona sua presentia et futura quecunque et vbique locorum existentia et etiam affutura, iuriditioni et cohertioni curie lingonensis et cuius-

cunque alterius tam ecclesiastice quam temporalis curie, submit penitus et omnino, volens quo ad hoc cogi vniuersaliter et compelli tanquam ex re adiudicata per dictam curiam lingonensem et per omnes et singulas alias tam ecclesiasticas quam seculares, coiunctim vel separatim, coheritione alterius dictarum curiarum propter alteram minime cessatura, et excommunicationis sententia non obstante. Expresso renuntiando in hoc facto per suum iam traditum iuramentum omnibus et singulis exceptionibus, allegationibus et auxiliis totius iuris consuetudinis et facti, et generaliter omnibus et singulis aliis que contra formam et effectum presentium litterarum dici possent fieri vel obici, et maxime iuri generalem renuntiationem nisi precesserit specialis reprobandi, et omni priuilegio seu iuri in fauorem mulierum introducto. In cuius rei testimonium nos ad fidelem dicti iurati nostri de premissis relationem nobis factam, sigillum dicte curie lingonensis presentibus litteris duximus apponendum. Actum et datum die lune post dominicam Bordarum anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, presentibus *Johanne de Germigneyo* clerico et *Hugone* dicto *Lebaul de Choïs*, habitatoribus diuionensibus testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis. Ita est *Alermus*.

Orig., G. 193, scellé sous double queue de parchemin. — Copie : Reg. G. 133, f° 419.

N° 3.

7 mars 1395.

Lettres de Robert de Baubigny, abbé, et du couvent de Saint-Etienne, qui acceptent le don d'une somme de cinquante sols par Perrinus le Tiller et Perrenette, sa femme.

Uniuersis presentes litteras inspecturis, *Robertus de Baubigneyo* decretorum doctor, humilis abbas monasterii

Sancti Stephani de *Diuione* ordinis sancti Augustini, lingo-
nensis diocesis, et totus eiusdem loci conuentus, salutem
et dilectionem in domino Jhesu Christo. Notum facimus
nos, ob utilitatem et commodum nostrum et dicti monas-
terii nostri, ex certa nostra sciencia et cum deliberacione
matura, conuenisse cum *Perrino*, filio quondam defuncti
Jaquini le Tiller de Longo Campo, et *Perreneta* eius uxore
filia quondam defuncti *Andree Monardi*, presentibus,
stipulantibus et nobiscum tractantibus in hunc modum
qui sequitur, videlicet quod precio et somma mediana
quingenta francorum auri boni et iusti ponderis,
cugni domini nostri *Francie* regis, nobis per dictos
coniuges traditorum et solutorum, ac per nos in bonos
usus necessarios et utiles dicti monasterii nostri apposi-
torum et commissorum unde nos tenemus pro bene
contentis, quietantes eos exinde pro eo eciam quod dictus
Perrinus, per totum vite sue cursum, nobis et dicto
monasterio, successoribusque nostris, famulari et seruire
tenetur, et promisit in officio sergenterie dictumque
sergenterie nostre officium nostra villa de *Cutigneyo* fina-
gio iusticia et iuridicione nostris ac earum pertinenciis
durante eius vita in suo periculo et in eadem de *Cutigneyo*
villa continue morari pro dicto officio exercendo bene
et fideliter atque diligenter, commodumque et honorem
ac il... nostrum et dicti monasterii nostri faciendo et
obseruando toto posse, necnon dampnum et dedecus
euitando, et dum sciuerit nobis aut successoribus nostris
nunciando tenetur et etiam promisit. Nos ipsis *Perrino* et
Perrenete coniugibus presentibus et ut supra stipulan-
tibus et acceptantibus dedimus et concessimus, damusque
et concedimus ex nunc per presentes, per tota vite
illorum et superuiuentis ex ipsis tempora, prebendam
suam in dicto monasterio nostro per eos et eorum quem-
libet accipiendam et habendam qualibet septimana,
videlicet pro dicto *Perrino* quadraginta michas seu panes

albos durante vita sua et pro dicta *Perreneta* durante etiam eius vita viginti octo michas seu panes nigros tales quales dantur et est dare consuetum aliis prebendariis nostris et vna ad hoc pro dicto exercicio dicte sergenterie per dictum *Perrinum* ut predicatur faciendo, dabitur sibi a nobis et successoribus nostris quolibet anno vite sue vna roba robis maiorum et aliorum clientum dicti monasterii consimilis, et hoc sibi dare et facere necnon irreuocabiliter et perfecte adimplere tenemur et promittimus per nos et successores nostros per iuramenta nostra et sub votis religionis nostre, obligando ad hoc ac omnibus et singulis iuridicionibus tam ecclesiasticis quam secularibus submittendo nos et dictum monasterium nostrum atque omnia et singula bona nostrorum monasteriique nostri predicti et successorum nostrorum presencia pariter et futura quacunque, cum omni renunciacione totius juris consuetudini atque facti. In quorum omnium robur et testimonium premissorum nos presentes litteras sigillorum nostrorum duximus appensione muniri. Datum in dicto monasterio nostro die sabbati qua cantatum fuit in sancta dei ecclesia reminiscere, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto.

Orig. G. 193, scellé de deux sceaux à double queue de parchemin.

Nº 4.

10 avril 1395.

Bulle qui confirme les sentences rendues au sujet des oblations.

Benedictus episcopus seruus seruorum dei, dilectis filiis Cisterciensi et Sancti Benigni de *Diuione* cabilonensis et lingonensis diocesis monasteriorum abbatibus ac officiali lingonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Peticio dilectorum filiorum abbatibus et conuentus monasterii Sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti

Augustini, lingonensis diocesis, nobis exhibita, continebat quod licet ius percipiendi, leuandi, et habendi omnes et singulas oblaciones et obuenciones in quibuscunque rebus consistentes in parrochiali ecclesia beate Marie de *Diuione* dicte diocesis obuencientes, ad eosdem abbatem et conuentum iusto titulo pertineret, ipsique abbas et conuentus fuissent et tunc essent in possessione pacifica seu quasi iuris percipiendi, leuandi, habendi oblaciones et obuenciones huiusmodi eciam a tempore cuius contrarii memoria non existit, tamen decanus et capitulum capelle ducis *Burgundie* de *Diuione* dicte diocesis, falso asserentes dictas oblaciones et obuenciones ad se pertinere, impediuerunt prout impediunt ac fecerunt et faciunt quominus dicti abbas et conuentus easdem oblaciones et obuenciones pacifice percipere possint, ac vnum francum auri in dicta ecclesia olim oblatum receperunt et habuerunt, nos abbatem et conuentum iure perceptionis oblacionum et obuencionum huiusmodi contra iusticiam spoliando, orta que propterea, inter abbatem et conuentum ac decanum et capitulum predictos super premissis, materia questionis. Felicis recordacionis *Clemens* papa VII predecessor noster, causam huiusmodi que, inter abbatem et conuentum ex vna parte ac decanum et capitulum predictos super premissis et eorum occasione ex altera, uertebatur, dilecto filio magistro *Galhardo de Nouaecclesia*, tunc sedis apostolice capellano et causarum palatii apostolici auditori, ad instanciam dictorum abbatis et conuentus eciam simpliciter et de plano ac sine strepitu et figura iudicii audiendam remisit et sine debito terminandam, non obstante quod causa ipsa de sui natura ad romanam curiam legitime deuoluta et in ea tractanda et finienda non esset, idemque *Galhardus* auditor ad instanciam quondam *Reginaldi de Nuuiaco* procuratoris dictorum abbatis et conuentus coram eo in iudicio comparentis, magistrum *Bertrandum*

de Riio procuratorem dictorum decani et capituli, prout eidem auditori apud acta cause huiusmodi legitime constabat, ad dandum et recipiendum libellum necnon ad prestandum et prestari uidendum iuramentum de calumpnia et de ueritate dicenda ac ad dandum et dari uidendum posiciones et articulos si quos dare uellent, in causa huiusmodi per quosdam dicte sedis cursores successiue citari fecit ad certos terminos peremptorios competentes; in quibus dictus *Reginaldus* coram eodem auditore in iudicio comparens, predicti *Bertrandi* non comparentis, contumaciam accusauit, et in eius contumaciam, quendam in huiusmodi causa dedit libellum, ac predictum, in ipsius auditoris presencia, prestitit iuramentum, ac quosdam posiciones et articulos in huiusmodi causa dedit, idemque auditor, ad predicti *Reginaldi* instanciam, supradictum *Bertrandum* ad respondendum dictis posicionibus et dicendum contra eosdem articulos quicquid uellet necnon ad producendum et produci uidendum omnia iura et munimenta quibus partes ipse uellent in huiusmodi causa uti, per quosdam dicte sedis cursores successiue citari ad certos terminos peremptorios competentes; in quibus dictus *Reginaldus* coram eodem auditore in iudicio comparens predicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusauit, et in eius contumaciam nonnulla autenticas litteras instrumenta publica et alia iura et munimenta, quibus pro parte sua in huiusmodi causa uti uoluit, produxit; idemque auditor ad dicti *Reginaldi* instanciam eundem *Bertrandum* ad dicendum contra eadem producta quicquid uellet, per quendam dicte sedis cursorem citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem; in quo dictus *Reginaldus* coram eodem auditore in iudicio comparens predicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusauit; idemque auditor *Reginaldo* et *Bertrando* predictis coram eo in iudicio constitutis ad concludendum

et concludi uidendum in causa huiusmodi uel dicendum causam rationabilem quare in ea concludi non deberet, certum assignauit terminum peremptorium competentem ; in quo dictis *Reginaldo* et *Bertrando* coram eodem auditore in iudicio comparentibus ac *Reginaldo* in causa huiusmodi concludi petente, *Bertrando* uero predictis in ea concludere recusante nec causam rationabilem allegante quare in ea concludi non deberet, idem auditor in causa ipsa cum dicto *Reginaldo* in ea concludente conclusit et habuit pro concluso, ac eisdem *Reginaldo* et *Bertrando* coram eo in iudicio constitutis ad suam in huiusmodi causa diffinitiuam sententiam audiendam, assignauit peremptoriam competentem certam diem ; in qua sepedictis *Reginaldo* et *Bertrando* coram eodem auditore in iudicio comparentibus dictoque *Reginaldo* sententiam ipsam ferri petente, memoratus auditor uisis et diligenter inspectis omnibus et singulis actis ac citatis, habitis et productis in causa huiusmodi, ipsisque cum diligencia recensitis et examinatis, ac facta super hiis omnibus coauditoribus suis dicti palatii relatione plenaria et fideli, de ipsorum coauditorum consilio et assensu, per suam diffinitiuam sententiam pronunciauit, decreuit et declarauit, prout hec omnia in dicto libello petita fuerant, ius percipiendi, leuandi et habendi omnes et singulas oblaciones et obuenciones in quibuscunque rebus consistentes antedictas ad eosdem abbatem et conuentum pertinuisse et spectasse pertinereque et spectare, de iure easque ipsis adiudicandas fore et adiudicauit, dictisque decano et capitulo in dictis oblacionibus et obuencionibus seu ad eas nullum ius compeciisse seu competere, ipsoque decanum et capitulum ad restituendum et tradendum dictis abbati et conuentui dictum francum condempnandos fore et condempnauit, eisdemque decano et capitulo super dictis oblacionibus et obuencionibus ac spolacione et impedimentis predictis

perpetuum silentium imponendum fore et imposuit, ipsosque abbatem et conuentum ad possessionem pacificam iuris percipiendi, habendi et recipiendi omnes et singulas oblaciones et obuenciones predictas restituendos et reintegrandos fore eosque quantum potuit restituit et reintegrauit, dictosque decanum et capitulum in expensis in huiusmodi causa legitime factis condemnandos fore et condemnauit ipsarum expensarum taxatione sibi imposterum reseruata. A quaquidem sententia pro parte dictorum decani et capituli ad sedem exitit appellatum. Predictam, idemque predecessor, causam appellacionis huiusmodi dilecto filio magistro *Amelio de Brolio*, tunc sedis capellano et auditori causarum palatii, predictorum, audiendam commisit et sine debito terminandam; idemque *Amelius* auditor, ad instanciam dicti *Reginaldi* coram eo in iudicio comparentis, prefatum *Bertrandum* ad dandum et recipiendum libellum et ad prestandum et prestari uidendum iuramentum de calumpnia et de ueritate dicenda in causa huiusmodi, per quosdam cursores dicte sedis successiue citari fecit ad certos terminos peremptorios competentes; in quibus dictus *Reginaldus* coram eodem *Amelio* auditore in iudicio comparens predicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusauit, et in eius contumaciam quendam in huiusmodi causa dedit libellum et predictum in ipsius *Amelii* auditoris presencia prestitit iuramentum; et deinde dictis *Reginaldo* et *Bertrando* coram eodem *Amelio* auditore in iudicio comparentibus et per eos nonnullis posicionibus et articulis in huiusmodi causa traditis et contra eosdem posiciones et articulos quibusdam excepcionibus hinc inde datis productisque nonnullis autenticis litteris instrumentis publicis et aliis iuribus et munimentis quibus uti uoluerunt in causa ipsa et contra eadem producta quibusdam excepcionibus utrinque datis in terminis ad hec datis. Tandem cum dictus *Amelius* auditor ab eadem

curia se absentasset, idem predecessor, causam huiusmodi dilecto filio magistro *Johanni Fayditi* tunc capellano sedis et auditori causarum palatii predictorum audiendam commisit et sine debito terminandam. Coram quo magistro *Petro Goethghenot*, pro curatore dictorum abbatis et conuentus, unacum dicto *Reginaldo* in solidum constituto ita quod non esset melior condicio occupantis et *Bertrando* predicto in iudicio comparentibus dicto *Reginaldo* tunc absente ac *Petro* in causa ipsa concludi petente, *Bertrando* uero predictis in ea concludere non curante, idem *Johannes* auditor in causa ipsa cum dicto *Petro* in ea concludente conclusit et habuit pro concluso, ac eisdem *Petro* et *Bertrando* coram eo in iudicio constitutis ad suam in huiusmodi causa diffinitiuam sententiam audiendam, certam assignauit diem peremptoriam competentem; in qua, dictis *Petro* et *Bertrando* coram eodem *Johanne* auditore in iudicio comparentibus dictoque *Petro* sententiam ipsam ferri petente, memoratus *Johannes* auditor uisis et diligenter inspectis omnibus et singulis actis ac citatis habitis et productis in causa huiusmodi ipsisque cum diligencia recensitis et examinatis, ac facta super hiis omnibus coauditoribus suis dicti palatii relazione plenaria et fideli, de ipsorum coauditorum consilio et assensu, per suam diffinitiuam sententiam pronunciauit, decreuit et declarauit per predictum *Galhardum*, auditorem in huiusmodi causa, bene fuisse et esse processum, sentenciatum et diffinitum eiusque sententiam confirmandam fore et confirmauit, et pro parte dictorum decani et capituli ab eo et eius sententia male fuisse et esse appellatum, ipsosque, in expensis in huiusmodi causa legitime factis, condemnandos fore et condemnauit ipsarum expensarum taxatione sibi imposterum reseruata. A qua quidem sententia, pro parte dictorum decani et capituli, ad sedem fuit appellatum, eandem, idemque predecessor, causam

ultime appellacionis huiusmodi, dilecto filio magistro *Helie de Esgallo* tunc capellano sedis et auditori causarum palatii, supradictorum, audiendam commisit et sine debito terminandam. Idemque *Helias* auditor, ad instantiam dicti *Petri* coram eo in iudicio comparentis, prefatum *Bertrandum* ad dandum et recipiendum libellum in causa huiusmodi per quendam dicte sedis cursorem citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem, in quo dictus *Petrus* coram eodem *Helia* auditore in iudicio comparens predicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusauit, et in eius contumaciam quendam in huiusmodi causa dedit libellum. Postmodum uero idem predecessor, cum dictus *Helias* auditor ab eadem curia se absentasset, causam huiusmodi, bone memorie *Guillermo Sancti Angeli* diacono cardinali, audiendam commisit et sine debito terminandam. Coram quo *Petro* et *Bertrando* predictis in iudicio comparentibus et per quemlibet ipsorum quodam dato libello et per eos lite legitime contestata, ac de calumpnia et de ueritate dicenda in ipsius cardinalis presencia prestitis iuramentis traditisque nonnullis posicionibus et articulis et contra eosdem posiciones et articulos quibusdam excepcionibus datis hincinde productisque nonnullis autenticis litteris, instrumentis publicis et aliis iuribus et munimentis quibus partes ipse uti uoluerunt in huiusmodi causa et contra eadem producta quibusdam excepcionibus utrinque datis in terminis eis ad singulos actus huiusmodi per dictum cardinalem successiue et peremptorie assignatis. Tandem prefatus predecessor causam huiusmodi venerabili fratri nostro *Guidoni* episcopo *Penestrini* ex certis causis audiendam commisit et sine debito terminandam. Idemque *Guido* episcopus, ad instantiam dicti *Petri* coram eo in iudicio comparentis, supradictum *Bertrandum* ad concludendum et concludi uidentum in causa huiusmodi uel dicendum causam rationabilem quare in

ea concludi non deberet, per quendam cursorem dicte sedis citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem. In quo dicto *Petro* coram eodem *Guidone* episcopo in iudicio comparente et dicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusante et in eius contumaciam in causa ipsa concludi petente, idem *Guido* episcopus reputans dictum *Bertrandum* quo ad actum huiusmodi prout erat merito contumacem, in eius contumaciam in causa ipsa cum dicto *Petro* in ea concludente conclusit et habuit pro concluso, et subsequenter prefato predecessore sicut domino placuit ab hac luce subtratto nos diuina fauente clemencia ad apicem summi appellatus assumpti commisimus omnibus sancte romane ecclesie cardinalibus ut causas quas ex commissionibus dicti predecessoris audiebant in statu in quo coram eis tempore obitus dicti predecessoris remanserant retinuerent ac eas audirent et sine debito terminarent iuxta tenores commissionum factarum eisdem. Idemque *Guido* episcopus, ad predicti *Petri* instanciam, prefatum *Bertrandum* ad suam in huiusmodi causa difinitiuam sententiam audiendam, per portarium suum iuratum citari fecit ad competentem peremptoriam certam diem. In qua dicto *Petro* coram eodem *Guidone* episcopo in iudicio comparente et dicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusante et in eius contumaciam sententiam ipsam ferri petente, idem *Guido* episcopus reputans dictum *Bertrandum* quo ad hoc prout erat exigente iusticia contumacem in eius contumaciam uisis et diligenter inspectis omnibus et singulis actis ac citatis habitis et productis in causa huiusmodi ipsisque cum diligencia recensitis et examinatis ac habito super hoc consilio cum peritis, per suam difinitiuam sententiam pronunciauit, decreuit et declarauit per dictum *Johannem* auditorem in huiusmodi causa bene fuisse et esse processum sententiatum et difinitum eiusque sententiam confirmandam

fore et confirmauit, et pro parte dictorum decani et capituli male fuisse et esse appellatum ipsosque in expensis coram eo legitime factis condempnauit ipsarum expensarum taxatione sibi imposterum reseruata. Postmodum uero idem *Guido* episcopus cui nos commisimus ut eciam expensas coram *Galhardo* et *Johanne* auditoribus predictis factas taxaret ad sepedicti *Petri* instanciam prefatum *Bertrandum* ad uidendum taxari omnes expensas predictas per quendam porterium suum iuratum citari fecit ad certum terminum peremptorium competentem; in quo dicto *Petro* coram eodem *Guidone* episcopo in iudicio comparente et predicti *Bertrandi* non comparentis contumaciam accusante et in eius contumaciam expensas ipsas taxari petente, memoratus *Guido* episcopus reputans dictum *Bertrandum* quo ad hoc prout erat merito contumacem, in eius contumaciam omnes expensas predictas in ducentis et septuaginta octo florenis auri currentibus ac duobus grossis argenti prouida moderacione taxauit predicti *Petri* super expensis ipsis iuramento secuto prout in instrumentis publicis inde confectis dictorum *Galhardi* et *Johannis* auditorum et *Guidonis* episcopi sigillis munitis plenius dicitur contineri. Nos itaque predictorum abbatis et conuentus supplicacionibus inclinati que super hiis ab eisdem *Galhardo* et *Johanne* auditoribus sicut proinde ac *Guidone* episcopo ut pote proinde acta facta sunt rata habentes et grata dictasque sentencias auctoritate apostolica confirmantes, discrecioni nostre per apostolica scripta mandamus quatinus uos uel duo aut vnus uestrum per uos uel alium seu alios premissa execucioni debite demandantes prefatos abbatem et conuentum uel ipsorum procuratorem pro eis ad possessionem pacificam iuris percipiendi habendi et recipiendi oblationes et obuenciones predictas amotis exinde dictis decano et capitulo, auctoritate nostra restituatis et reintegretis, eosque restitutos et reintegratos defendatis

ipsisque abbati et conuentui faciatis de oblacionibus et obuencionibus huiusmodi integre responderi, ac de predicto franco in quo dicti decanus et capitulum ut premititur condempnati fuerunt, necnon de predictis florenorum et grossorum summis pro dictis expensis iuxta predictorum instrumentorum earundem condempnationum et taxationis tenores plenam et debitam satisfactionem impendi contradictores per censuram ecclesiasticam appellacione postposita compescendo. Datum *Auinione* X kalendas aprilis, pontificatus nostri anno primo.

Recepta gratis. — *G. de Paueillione*.

Orig., G. 221, scellé sous fils de soie.

N^o 5.

8 juillet 1395.

Notification par frère Alexander, abbé de Saint-Bénigne, au decanus et au chapitre de la chapelle du duc, au sujet de leur condamnation touchant les oblations.

Reuerendo in christo patri et domino domino dei gracia episcopo lingonensi ac venerabilibus viris dominis decano et capitulo singulisque canonicis et personis ecclesie cappelle illustrissimi principis domini ducis *Burgundie* de *Diuione*, lingonensis diocesis, franci auri infrascripti detentoribus illicitis, necnon vniuersis et singulis firmariis, censuariis, reddituariis ac hominibus et personis vtriusque sexus parrochialis ecclesie beate Marie de dicta *Diuione*, omnibusque aliis et singulis quorum interest uel intererit et quos infrascriptum tangit negocium vel tangere poterit quomodolibet infuturum, communiter vel diuisim, quocunque nomine censeantur, frater *Alexander* eadem gracia humilis abbas monasterii Sancti Benigni de dicta *Diuione*, ordinis sancti Benedicti, executor ad

infrascripta vna cum subscriptis collegis nostris cum illa clausula quatinus vos vel duo aut vnus vestrum per vos uel alium seu alios, etc., a sede apostolica specialiter deputatus, salutem in domino, et mandatis nostris ymo verius apostolicis firmiter obedire, litteras sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini *Benedicti* diuina prouidencia pape tercii decimi, eius vera bulla plumbea cum cordula canapis more romane curie bullatas, sanas et integras, non cancelatas, non viciatas, nec in aliqua sui parte corruptas, sed omni prorsus vicio et suspicione carentes, vna cum instrumento publico sentencie diffinitive reuerendissimi in Christo patris et domini domini *Guidonis* episcopi *Penestrini*, sancte romane ecclesie cardinalis commissarii in hac parte auctoritate apostolica specialiter deputati, de quo in ipsis litteris apostolicis fit mencio ipsiusque domini cardinalis sigillo impendenti ut prima facie apparebat munito nobis pro parte dominorum abbatis et conuentus monasterii Sancti Stephani de dicta *Diuione* ordinis sancti Augustini coram notario publico et testibus infrascriptis presentatas, nos cum ea qua decuit reuerencia noueritis recepissee, quarum litterarum tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis.

(Suit la bulle de Benoît XIII, datée du 10 avril 1395, rapportée ci-dessus n° 4.)

Post quarumquidem litterarum apostolicarum et instrumenti presentacionem et recepcionem, fuimus pro parte abbatis et conuentus monasterii predictorum cum debita instancia requisiti, quatinus ad executionem predictarum litterarum apostolicarum et contentarum in eis, procedere curaremus, iuxta ipsarum litterarum formam continenciam et tenorem. Nos igitur frater *Alexander*, abbas executor prefatus, volentes predictum mandatum apostolicum nobis in hac parte directum,

reuerenter exequi ut tenemur auctoritate apostolica nobis in hac parte commissa, vobis dicto domino episcopo lingonense necnon decano et capitulo capelle predictae illi-
citis detentoribus predictis ac omnibus aliis et singulis supradictis, litteras apostolicas predictas omniaque et singula in eis contenta insuniamus, notificamus, publicamus et ad vestram et cuiuslibet vestrum noticiam deducimus et deduci volumus per presentes. Quo circa vos dominos episcopum lingonensem decanum et capitulum ecclesie capelle ac omnes alios et singulos supradictos, quibus presens noster processus dirigitur auctoritate apostolica supradicta qua fungimur in hac parte tenore presencium, requirimus et monemus primo, secundo, tercio et peremptorio, communiter et diuisim, vobisque nichilominus et vestrum cuiilibet, in virtute sancte obediencie et sub penis infrascriptis discritte precipiendo mandamus quatenus infra sex dies post presentacionem seu notificacionem presencium vobis factam immediate sequentes, quorum dierum duos pro primo, duos pro secundo et reliquos duos dies pro tercio et peremptorio termino ac monicione canonica vobis et vestrum cuiilibet assignamus, prenominatos abbatem et conuentum monasterii Sancti Stephani vel procuratorem ipsorum pro eis et nomine eorumdem quos ad possessionem pacificam iuris percipiendi habendi et recipiendi oblaciones et obuenciones de quibus in dictis litteris apostolicis fit mencio, auctoritate apostolica supradicta tenore presencium inquantum de iure possumus et debemus iuxta formam et tenorem litterarum apostolicarum predictarum, restituimus et reintegramus sine difficultate qualibet ad possessionem huiusmodi recipiatis et eciam admittatis, amotis ab eisdem vobis decano et capitulo predictis, quos nos eciam inquantum possumus tenore presencium amouemus et denunciamus amotos, vosque decanus et capitulum predicti prenominatos abbatem et

conuentum uel dictum procuratorem suum pro eis ad possessionem eandem effectualiter restituatis et reintegretis, prefatisque abbati et conuentui et non alicui alteri de oblacionibus et obuencionibus huiusmodi quantum ad vos et vestrum singulos pertinuerit respondeatis integre et faciatis ab aliis plenarie responderi, vobis vero dominis decano et capitulo capelle supradictis sub eisdem penis firmiter iniungimus quatenus oblaciones et obuenciones huiusmodi prenominaſ abbati et conuentui seu procuratori eorum pro ipsis et ipsorum nomine liberas et expeditas omnino dimittatis, ipsosque dominos abbatem et conuentum seu procuratorem suum eorum nomine et pro eis permittatis ipsarum oblacionum et obuencionum pacifica possessione gaudere, et ab omni occupacione detencione et impedimento per vos seu procuratorem vestrum vestro nomine in oblacionibus et obuencionibus huiusmodi quouis modo illatis desistatis et abſtineatis a quibuslibet inferendis, ac de predicto franco in quo fuistis finaliter condempnati necnon de summa ducentorum et septuaginta octo florenorum auri currentis et duobus grossis argenti nomine expensarum in lite et causa huiusmodi factarum, infra triginta dies prefatos sex immediate sequentes, quorum dierum, decem pro primo, decem pro secundo et reliquos decem dies pro tercio et peremptorio termino ac monicione canonica, vobis et vestrum cuilibet assignamus, eisdem abbati et conuentui aut eorum certo mandato vel procuratori iuxta tenores litterarum apostolicarum predictarum plenam et debitam satisfacionem impendatis, aut alias amicaliter conueniatis seu concordetis cum eisdem. Quod si forte premissa omnia et singula non adimpleueritis aut aliquid in contrarium feceritis ac mandatis et monicionibus nostris huiusmodi ymo verius apostolicis non parueritis cum effectu in vos dominos decanum singularesque canonicos et personas ecclesie capelle predictae necnon omnes

alios et singulos supradictos qui culpabiles fueritis in premissis et tam in dantes alteri quam in recipientes oblaciones et obuenciones huiusmodi aut aliquod ius ad ipsas pertinens seu de eis in preiudicium dictorum abbatis et conuentus quomodolibet disponentes vel ordinantes, necnon in contradictores quoslibet et rebelles ac impediētes ipsos abbatem et conuentum vel procuratorem suum super premissis in aliquo aut ipsis impediētes, dantes auxilium consilium quomodolibet uel fauorem cuiuscunque dignitatis status, gradus, ordinis uel conditionis existunt ex nunc prout ex tunc singulariter in singulos predicta canonica monicione premissa excommunicationis in capitulum vero ecclesie dicte capelle suspensionis et in ecclesiam seu capellam ipsam interdicti sententias ferimus in hiis scriptis et eciam promulgamus; vobis vero domino episcopo lingonense predicto cui ob reuerenciam vestre pontificalis dignitatis deferimus in hac parte si contra premissa uel aliquod premissorum feceritis per vos vel submissam personam predicta canonica monicione premissa ingressum ecclesie interdicimus in hiis scriptis, si vero huiusmodi interdictum per alios sex dies prefatos sex immediate sequentes sustinueritis, vos in hiis scriptis predicta canonica monicione premissa suspendimus a diuinis, verum si prefatas interdicti et suspencionis sententias animo, quod absit, sustinueritis, vos in hiis scriptis predicta canonica monicione premissa excommunicationis sententia innodamus. Ceterum cum ad execucionem premissorum ulterius faciendam nequeamus personaliter interesse pluribus aliis negociis legitime impediēti vniuersis et singulis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, cantoribus, canonicis, parrochialium ecclesiarum rectoribus, vicariis, perpetuis presbyteris, curatis et non curatis ac notariis et tabellionibus publicis per ciuitatem et diocesem lingonensem et alibi vbilibet constat et eorum cuilibet

in solidum, super vltiori execucione dicti mandati apostolici atque nostri, facienda tenore presencium, plenarie committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus reuocandas; quos et eorum quemlibet tenore presencium requirimus et monemus primo, secundo tercio et peremptorio, communiter et diuisim, eisque nichilominus et eorum cuilibet, in virtute sancte obediencie et sub excommunicationis pena, quam in eos et eorum quenlibet non parentes predicta canonica monicione premissa ferimus in hiis scriptis discritte percipiendo mandamus quatenus ipsi vel eorum alteri qui pro parte dictorum abbatis et conuentus fuerint requisiti seu fuerit requisitus infra sex dies post requisicionem huiusmodi sibi factam immediate sequentes, quem terminum eis et eorum cuilibet pro omnibus dilacionibus ac monicione canonica assignamus, ad vos dominos episcopum lingonensem ac decanum et capitulum ecclesie capelle prefati domini ducis, necnon ad ecclesiam parrochiam beate Marie predictam, aliasque personas et loca de quibus expediens fuerit personaliter, accedant seu accedat, et litteras apostolicas et instrumentum siue predictum ac presentem nostrum processum omniaque et singula in eis contenta vobis et aliis quorum interest uel intererit, legant, intiment et fideliter publicare procurent, et prefatos abbatem et conuentum vel procuratorem suum nomine suo et pro ipsis, ad possessionem pacificam iuris percipiendi habendi et recipiendi oblaciones et obuenciones de quibus in sepedictis litteris apostolicis fit mencio, auctoritate apostolica amotis decano et capitulo supradictis restituant et reintegrent eosque restitutos et reintegratos deffendant, ipsisque abbati et conuentui faciant de oblacionibus et obuencionibus huiusmodi integre responderi ac de predicto franco in quo dicti decanus et capitulum vt premititur condempnati fuerunt, necnon de predictis ducentis et septuaginta otto florenis auri ac duobus grossis argenti

pro dictis expensis, iuxta litterarum apostolicarum predictarum et presentis nostri processus tenores, plenam et debitam satisfactionem impendi monemus in super dictos subdelegatos seu commissarios nostros et eorum quemlibet modo et forma premissis quatinus illorum quilibet cui constituitur aliquos vestrum prefatas nostras sententias incurrisse denuntiet et denunciari faciat publice vos et quenlibet vestrum sententiis huiusmodi fore ligatos quotiens vbi et quando pro parte abbatis et conuentus predictorum fuerit requisitus ac sententias ipsas aggrauent prout iustum fuerit et ordo dictauerit rationis et nichilominus omnia et singula nobis in hac parte commissa plenarie exequantur iuxta traditam seu directam a sede apostolica nobis formam, ita tamen quod ipsi subdelegati nostri aut eorum aliquis nichil in preiudicium dictorum abbatis et conuentus valeant attemptare, nec in processibus per nos habitis et sentenciis per nos latis absoluendo uel suspendendo aliquid immutare; et si contigat nos super premissa in aliquo procedere de quo nobis omniadam potestatem reseruamus, non intendimus propter hoc commissionem nostram huiusmodi in aliquo reuocare nisi de reuocatione ipsa in nostris litteris plenam et expressam fecerimus mencionem, per hunc autem nostrum processum nolumus nec intendimus nostris in aliquo preiudicare collegis quominus ipsi uel eorum alteri seruato in hoc nostro processu possint in huiusmodi negocio procedere prout sibi placuerit et videbitur expedire prefatas quoque litteras apostolicas et presentem nostrum processum penes prefatos abbatem et conuentum vel procuratorem suum volumus remanere et non per vos aut aliquem vestrum seu quemuis alium contra ipsorum voluntatem quomodolibet detineri contrarium vero facientes prefatis nostris sentenciis prout in scriptis late subtus volumus subiacere, mandamus tamen vobis copiam fieri de premissis sic eam pecientis et habere

volueritis vestris tamen sumptibus et expensis; absolutionem vero omnium et singulorum qui prefatas nostras sententias aut earum aliquam incurrerint quoquomodo nobis vel superiori nostro tantummodo reseruamus. In quorum omnium testimonium presentem nostrum processum seu presentem publicum instrumentum, per notarium publicum infrascriptum subscribi et publicari mandauimus, nostrique sigilli fecimus appensione muniri. Datum et actum dicta *Diuione* in monasterio nostro prefato sub anno a natiuitate domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, indictione tertia, die octaua mensis Iulii, pontificatus dicti domini nostri pape anno primo, presentibus discreto viro *Jaquino Surret* apud *Santum Sequanum in Auxeto* commorante notario publico et *Johanne Deniseti de Palaisot* habitatore dicte *Diuionis* lingonensis diocesis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego *Guillermus Brunelli de Argeyo*, clericus eduen-sis diocesis, publicus, apostolica et imperiali auctoritate, notarius, premissis omnibus et singulis dum sic ut pre-mittitur per reuerendum in christo patrem dominum abbatem monasterii Sancti Benigni executorem prefatum agerentur et fierent coram eo vna cum prenominatis testibus presens fui, eaque per alium scripta de ipsius domini executoris mandato in notam recepi, publicaui et in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito vna cum dicti domini executoris appensione sigilli hic me propria manu subscribendo signaui rogatus et requisitus in testimonium omnium premissorum.

Orig., G. 221, scellé sous fils de soie.

N° 6.

9 juillet 1395.

Signification et publication du jugement et de la bulle concernant les oblations, faites en plein chapitre de la chapelle, par Thomas le Pelier.

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat euidenter quod anno a natiuitate eiusdem domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, indictione tertia, die nona mensis iulii, hora terciarum uel circa, pontificatus sanctissimi in christo patris et domini nostri domini *Benedicti* diuina prouidencia pape tercii decimi anno primo, in mei notarii publici et testium infra scriptorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum presentia, in capitulo ecclesie cappelle illustrissimi principis domini ducis *Burgundie* de *Diuione*, lingonensis diocesis, coram venerabilibus et discretis viris dominis *Johanne Couillerii* decano, *Lamberto Groiselier*, *Henrico de Villabarni* et *Guidone de Braseyo* presbyteris ac *Guillelmo de Valle* diacono canonicis et capitulo ecclesie dicte cappelle capitulantibus ac capitulum facientibus et adinuicem ut moris in eodem capitulo capitulariter congregatis, ac domino *Thoma le Pelier* de dicta *Diuione* et presbytero rectoreque seu firmario ecclesie parrochialis beati Michaelis dicte *Diuionis* commissario seu subdelegato in hac parte, vna cum quibusdam aliis cum clausula et eorum cuilibet insolidum auctoritate apostolica specialiter deputato, personaliter constitutus venerabilis et religiosus vir dominus *Guido de Arcu* presbyter canonicus et infirmarius monasterii sancti Stephani de dicta *Diuione*, ordinis sancti Augustini, vicariusque in spiritualibus et temporalibus reuerendi in christo patris domini *Roberti de Baubigny*, decretorum doctoris et dicti monasterii abbatis, ac procurator et procuratorio nomine dominorum

abbatis et conuentus eiusdem monasterii, prout de procuratorio huiusmodi constat quibusdam patentibus litteris sigillis dominorum abbatis et conuentus predictorum ut prima facie apparebat sigillatis, quarum tenor inferius est insertus, quasdam litteras apostolicas per dictum dominum nostrum papam prefatis dominis abbati et conuentui super executione facienda nonnullarum diffinituarum sententiarum, tam in palatio causarum apostolico per dominos *Galhardum de Noua Ecclesia* et *Johannem Fayditi* dicti apostolici palatii causarum auditores, quam per reuerendissimum in christo patrem et dominum dominum *Guidonem* miseratione diuina episcopum *Penestrini* sancte romane cardinalem et commissarium in hac parte auctoritate apostolica specialiter deputatum pro dictis dominis abbate et conuentu, contra et aduersus dominos decanum et capitulum supradictos, de et super restitutione et reintegratione nonnullarum oblationum ecclesie parrochialis beate Marie de dicta *Diuione* et vno franco auri et condempnatione expensarum de quibus in ipsis litteris apostolicis fit mentio et eorum occasione latarum confectas vera bulla plumbea ipsius domini nostri pape cum cordula canapis mori romane curie bullatas, sanas et integras, non cancellatas, vitiatas nec in aliqua sui parte corruptas, sed omni prorsus vicio et suspicionem carentes, vna cum processibus inde secutis, et instrumento sententie per prefatum dominum cardinalem super premissis late prefato domino *Thome* subdelegato presentavit exhibuit et tradidit, quarum litterarum apostolicarum tenor sic incipit :

(Suivent la pièce du 10 avril 1395, rapportée ci-dessus n° 4, et celle du 8 juillet 1395, rapportée n° 5.)

Quibus quidem litteris et processibus, eidem domino *Thome* subdelegato sic ut premittitur presentatis et per eundem receptis, prefatus dominus subdelegatus, ad

instantem requisitionem dicti domini *Guidonis* procuratoris nomine procuratorio quo supra sibi factam, prefatas litteras apostolicas ac processus et instrumentum sententie predicta omniaque et singula in eis contenta eisdem dominis decano et capitulo intimaui, insinuaui, notificaui et publicaui, ac processus huiusmodi et contenta omnia et singula in eisdem publice alta et intelligibili voce intimari insinuari, notificari, legi, et publicari obtinuit et fecit; dictosque dominos decanum et capitulum et singulares canonicos predictos iuxta formam et tenorem et sub penis et censuris in dictis processibus contentis requisivit et monuit quatenus prefatos dominos abbatem et conuentum monasterii Sancti Stephani seu procuratorem ipsorum pro eis et nomine eorundem ad possessionem corporalem iuris percipiendi oblationes de quibus supra fit mentio restituant et reintegrent, ac de franco et expensis supradictis plenam et debitam satisfactionem impendant, ceteraque omnia et singula in dictis processibus contenta adimpleant iuxta formam et tenorem, et infra terminum et terminos in eisdem processibus comprehensos. Quibus sic actis prenominati domini decanus et capitulum pecierunt copiam premissorum sibi dari et fieri, quam copiam dictus dominus *Guido* procurator sibi fieri et dari concessit. Post modum vero incontinenti prefatus dominus subdelegatus litteras apostolicas et processus huiusmodi ac omnia et singula in ipsis contenta, in choro ecclesie dicte capelle, in presentia plurium capellanorum et chorialium eiusdem cappelle ibidem ad diuina celebranda congregatorum, intimaui, insinuaui, notificaui, et publicaui. Deinde idem dominus subdelegatus ad ecclesiam parrochialem beate Marie predictam vna cum eodem domino *Guidone* procuratore personaliter accedens intimationem, insinuationem, notificationem, et publicationem huiusmodi publice in eadem parochiali ecclesia fecit, modo et forma premissis in presentia

et ad personas discretorum virorum dominorum *Girardi* et *Stephani de Sepeto*, rectorium seu firmariorum ecclesie parrochialis beate Marie predictae et plurium aliorum presbyterorum et capellanorum in eadem ecclesia deseruiencium. Super quibus omnibus et singulis supradictis dictus dominus procurator nomine procuratorio quo supra, peccit a me notario publico infrascripto sibi fieri vnum vel plura publicum vel publica instrumenta. Acta sunt hec anno, indictione, die, mense, locis, et pontificatu suprascriptis. Presentibus discretis viris domino *Johanne Mugnerii de Escheuanniis* presbytero, magistro *Alermo de Clenleyaco* notario publico, et *Odone Douceti de Curtocampo* clerico habitatore divionensi, lingonensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Tenor procuratorii de quo supra fit mentio sequitur et est talis. Vniuersis et singulis presentes litteras inspecturis, frater *Robertus de Baubigneyo* licenciatus in decretis, humilis abbas monasterii Sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini, lingonensis diocesis, et totus conuentus eiusdem monasterii, salutem in domino. Notum facimus quod nos, in capitulo nostro ad sonum campane ut moris est congregati et capitulum tenentes nostro et dicti monasterii nomine coniunctim et diuisim, fecimus, constituimus et ordinauimus, ac tenore presencium facimus, constituimus et ordinamus nostros veros et legitimos procuratores, actores, factores, syndicos, yconomos, ac negotiorum nostrorum et dicti monasterii gestores generales et certos nuncios speciales, religiosos viros fratres *Guidonem de Archu*, *Robertum* magistrum hospitalis beate Marie *Diuionis*, *Philipum de Graneyo*, *Petrum de Lixeyo*, *Parrisium de Luto*, *Guidonem Sarrote*, *Philibertum de Villa subtus Geureyum* concanonicos nostros, *Symonem Beaupetit*, *Johannem de Massingeyo*, *Nicolaum de Massingeyo*, *Johannem Nandoille*, *Dominicum de Ancilleyo*, canonicos

monasterii beate Marie de *Castellione super Sequanam* ordinis et diocesis predictorum, *Guinetum de Marandolio*, *Gelietum de Blaseyo*, *Guidonem de Senceyo*, *Ytherium Arnoleti*, *Guillelmum de Fontanis*, *Guidonem Custet*, *Stephanum Rotarii*, *Stephanum Pergamenarii* divionenses habitatores, *Johannem Fisicos*, *Lambertum Bartholomei*, *Johannem de Arceyo*, *Parisetum de Ysoma*, et *Johannem Beroso Lingonis* commorantes, licet absentes tanquam presentes, et eorum quemlibet insolidum ita quod non sit melior condicio occupantis nec deterior subsequentis, sed quod per vnum ipsorum inceptum fuerit per alium prosequi valeat et finiri, in omnibus et singulis nostris et dicti monasterii causis, querelis et negotiis motis et mouendis, tam pro nobis et dicto monasterio, quam contra nos et ipsum monasterium, communiter et diuissim, contra quascunque personas ecclesiasticas et seculares, et coram quibuscunque iudicibus ecclesiasticis et secularibus ordinariis et extraordinariis, auctoritate quacunque fungentibus et quocunque nomine censeantur, videlicet ad agendum pro nobis et dicto monasterio, ac nos et ipsum monasterium deffendendum, libellum seu libellos et petitiones quascunque dandum et recipiendum, exceptiones quascunque proponendum, replicandum, duplicandum, triplicandum, quadruplicandum, litem seu lites contestandum, de calumpnia, malicia et veritate dicenda, in animas nostras iurandum ac prestandum cuiuslibet alterius generis sacramentum quod in causis exigitur et postulat ordo juris, ponendum et articulandum, positionibus et articulis respondendum, testes producendum, litteras acta et instrumenta in modum probationis exhibendum, testes partis aduerse iurare et eorum depositiones publicare videndum, ipsosque testes partis aduerse et eorum attestaciones reprobandum, et contradicendum litteras, acta et instrumenta contra nos et dictum monasterium in modum probationis et alias

exhibitionis impugnandum, expensas petendum, super ipsis iurandum, ac eas taxare, iurare et adiudicare videntum, et recipere beneficium absolucionis nostre simpliciter et ad cautelam ac restitutionis in integrum petendum, impetrandum, obtinendum, concludendum, renunciandum ius, interlocutorias et diffinitivas sententias audiendum, ab ipsis et quolibet alio illato et inferendo grauamine appellandum, appellationes intimandum, insinuandum, innouandum et prosequendum apostolos, petendum et obtinendum curiam, cognitionem et recredientiam hominum, et bonorum nostrorum et dicti monasterii in iudicio et extra iudicium quociens opus erit petendum, requirendum et obtinendum, cautiones dandum et recipiendum, garandum seu garandos petendum et obtinendum garantisiamque subeundum et faciendum, opponendum, oppositiones prosequendum, visiones et ostensiones locorum faciendum et fieri petendum et videndum nouis operibus et edificiis in iure nostro et dicti monasterii factis et faciendis opponendum, et ea contradicendum, ac denunciationem in talibus fieri consuetam faciendum, vnum uel plures procuratores semel vel pluries loco sui substituendum et reuocandum, presenti procuratorio nihilominus in suo robore duraturo, et generaliter omnia alia et singula faciendum, gerendum et exercendum que in premissis et circa ea necessaria fuerint et opportuna, et que nos prefati constituentes faceremus et facere possemus si presentes interessemus, etiam si mandatum aliud exigant speciale. Promittentes nos dicti constituentes nominibus quibus supra bona fide sub voto religionis nostre ac bonorum nostrorum et dicti monasterii omnium ypotheca nos ratum, gratum, et firmum perpetuo habituros, et ex nunc tenore presencium habemus totum et quicquid per dictos procuratores nostros et eorum quemlibet ac per substitutum et substitutos ab ipsis seu eorum altero in pre-

missis et circa ea, actum, factum, dictum gestum ve fuerit seu eciam quolibet procuratum ipsosque procuratores nostros et eorum quemlibet ac substitutum et substitutos ab eis vel eorum altero penitus ab omni satisfactionis onere releuare, et de presenti releuamus ac iudicatum solui et iuditio sisti cum suis clausis vniversis. In quorum omnium et singulorum premissorum testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum in nostris monasterio et capitulo supradictis, die vicesima mensis marcii, anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo sexto.

Et ego *Guillelmus Brunelli de Argeyo*, clericus eduensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius prediacte intimationi, insinuationi, publicationi, requisitioni, monitioni et aliis premissis omnibus et singulis dum sic ut premittitur per dominum *Thomam le Pelier* commissarium seu subdelegatum prefatum agerentur et fierent coram eo vna cum prenominationis testibus presens fui, eaque per alium scripta in notam recepi, publicauimus, in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito hic me propria manu subscribendo signaui requisitus in testimonium omnium premissorum.

Orig., G. 221. — Copie : Reg. G. 133, f° 413.

N° 7.

14 juillet 1395.

Acte de la restitution du franc d'or offert par la duchesse
de Bourgogne.

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat euidenter quod, anno a natiuitate eiusdem domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, indictione tercia, die quartadecima mensis iulii, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac domini

nostri domini *Benedicti* diuina prouidencia pape terciidecimi anno primo, in mei notarii publici et testium infrascriptorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum presencia, in capitulo monasterii Sancti Stephani de *Diuione* ordinis sancti Augustini lingonensis diocesis, coram venerabilibus et religiosis viris dominis priore et conuentu dicti monasterii capitulantibus et capitulum seu conuentum facientibus et tenentibus ac inibi ut moris hora capitulari ad sonum campane adinvicem capitulariter congregatis, personaliter constitutus discretus vir dominus *Johannes de Sancto Theobaldo*, presbyter et chorialis ecclesie cappelle illustrissimi principis domini ducis *Burgundie* de dicta *Diuione* procuratorque et procuratorio nomine dominorum decani et capituli dicte capelle, prout de procuratorio huiusmodi constat quibusdam patentibus litteris, sigillis ipsorum dominorum decani et capituli impendentibus ut prima facie apparebat sigillatis, quarum tenor inferius est insertus, quemdam francum auri cugni domini nostri francorum regis dudum per illustrissimam dominam dominam ducissam *Burgundie*, in ecclesie parochiali beate Marie de dicta *Diuione* oblatum, ac per dominum *Guillelmum Godardi de Longouico*, presbyterum et chorialem ecclesie dicte capelle de mandato dominorum decani et capituli predictorum ut asseritur dominos abbatem et conuentum dicti monasterii ad quos oblationes et obuentiones in predicta parrochiali ecclesia quouis prouenientes dicuntur pertinere, sua possessione iuris percipiendi oblationes et obuentiones easdem indubitè spoliando, receptum dominos abbatem et conuentum ad suam possessionem predictam huiusmodi francum sic oblatum iuxta formam et tenorem, ac virtute nonnullarum sententiarum diffinitiuarum pro dictis dominis abbate et conuentu contra dominos decanum et capitulum predictos, super franco et oblatione predictis in romana curia latarum litterarumque apostolicarum exe-

cutoriarum super hoc confectarum et processuum inde secutorum infra terminum in ipsis processibus prefatis dominis decano et capitulo super restitutione et reintegratione huiusmodi ipsis dominis abbati et conuentui facienda prefixum et assignatum restituendo et reintegrando publice restituit et persoluit venerabili et religioso viro domino *Guidoni de Arcu* canonico et infirmario monasterii prelibati procuratorique et procuratorio nomine dominorum abbatis et conuentus predictorum presenti ac restitutionem reintegrationem et solutionem huiusmodi nomine procuratorio quo supra legitime recipienti et acceptanti. Super quibus omnibus et singulis dictus dominus *Guido* procurator et procuratorio nomine quo supra peciit a me notario publico infrascripto sibi fieri publicum instrumentum vnum vel plura. Acta fuerunt hec anno, indictione, die, mense, loco et pontificatu predictis, presentibus discretis viris dominis *Petro de Laryo*, *Johanne Bertrandi de Tilicastro*, *Petro Odenet de Tardocastro* presbyteris et *Radulpho le Pullet* clerico chorialibus dicte capelle, domino *Stephano Ougnot* de dicta *Diuione* presbytero, *Reginaldo Ayme*, *Laurentio Le Grain* preposito de *Diuione*, *Hugone de Trecis* pictore, *Hugone Ceruele*, *Johanne de Germigneyo* ac *Johanne Fonde de Prenomchieres* et *Johanne Deniseti de Palaisot*, habitatoribus diuionensibus, et *Alieto le Coinginet de Satenayo*, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Tenor procuratorii de quo supra fit mentio: Vniuersis presentes litteras inspecturis ac eciam audituris, *Johannes Couiller* decanus et capitulum insignis ecclesie capelle domini ducis *Burgundie* in *Diuione*, lingonensis diocesis, ad romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, salutem in domino, ac presentibus indubium fidem adhibere; notum facimus quod nos more et hora solitis ad sonum campane capitularis capitulariter congregati capitulumque tenentes et facientes nostro et et ecclesie nostre nomine

predicte , citra revocationem aliorum quorumque procuratorum nostrorum fecimus constituimus et ordinauimus facimus que constituimus et ordinamus per presentes nostros viros et legitimos procuratores, actores, factores nostrorum et dicte ecclesie nostre negociorum gestores ac certos nuncios speciales : venerabiles et discretos viros dominos et magistros *Johannem de Vendenissa, Henricum de Villaberni, Lambertum Groiselier, Eustachium le Bongre, Guidonem de Braseyo* nostros dicte ecclesie concanonicos, *Guidonem de Fonteneto, Johannem Peguti, Aymonem de Thoreyo, Guillelmum de Longouico, Larencium de Metis, Johannem de Bornayo, Johannem Quarrey, Johannem de Sanctotheobaldo, Johannem Bertrandi, Guillelmum de Sancto Valerio, Robertum Marchandise, Guillelmum Tiece, Odonem Maillot, Nicolaum Pignouse* presbyteros, *Andream de Aisereyo* capellanos choriales nostros, *Johannem Arnoleti, Villelmum Girardi* clericus et *Guillelmum Le Peullet* habitatores *Diuionis, Johannem Nonot, Richardum Rotharii, Guillelmum* eius generum, *Jacobum Guibur, Girardum Bertot, et Girardum Berberii* ciues et habitatores cabilonenses, licet absentes tanquam presentes et eorum quemlibet insolidum exhibitores presentium, ita quod occupantis non sit melior conditio sed quod per vnum ipsorum inceptum fuerit per alium prosequi valeat et finiri, in omnibus et singulis causis, querelis, controuersiis, questionibus et negociis nostris et ecclesie nostre motis et mouendis, tam pro nobis coniunctim vel diuisim et ecclesia nostra predicta, quam contra nos et ecclesiam ipsorum, contra quascunque personas ecclesiasticas et seculares et coram quibuscunque iudicibus ordinariis et extraordinariis, delegatis uel subdelegatis aut aliis quibuslibet ecclesiasticis et secularibus auctoritate quacunque fungentibus, et quocunque nomine censeantur, videlicet ad agendum pro nobis et ecclesia nostra predicta, nosque et ecclesiam ipsam deffendendum,

conuertendum reconuertendum libellum et libellos, ac quascunque petitiones summarias et alias dandum et recipiendum, exceptiones quascunque proponendum, replicandum, duplicandum, triplicandum, et sic deinceps lite contestandum, de calumpnia malicia et veritate dicenda, in animas nostras et ipsorum procuratorum iurandum ac prestandum cuiuslibet alterius generis iuramentum quod in causis exigitur et postulat ordo iuris, ponendum et articulandum, positionibus et articulis respondendum, de iure et de facto proponendum, testes producendum, acta litteras et instrumenta et quarumcunque aliarum probationum genera in modum probationis et alias exhibendum, testes partis aduerse iurare et depositiones eorum publicare videndum, ipsosque testes partis aduerse et eorum attestaciones reprobandum, et contradicendum attalitteras et instrumenta contra nos coniunctim et diuisim et ecclesiam nostram in modum probationis et alias exhibitionis impugnandum, crimina et defectus opponendum ac probandum, expensas petendum, taxandum, recipiendum, ac taxare iurare et adiudicare videndum, et super eis iurandum litteras quascunque tam simplices quam legendum gratiam seu iusticiam continentes beneficium absolutionis que nostrarum simpliciter et ad cautelam ac beneficium restitutionis in integrum petendum, impetrandum et obtinendum exceptiones cuiuscunque generis proponendum allegandum, concludendum et renunciandum jus dici, ac interlocutorias et diffinitiuas sententias fieri petendum, et audiendum ab eis et quolibet nobis illato vel ecclesie nostre illato seu inferendo grauamine appellandum, appellationem intimandum, insinuandum, innouandum et prosequendum, apostolos petendum et obtinendum, subdictos quoscunque choriales, iusticiales, et homines nostros ad examen nostrum ac et nostrarum vtriusque fori curiarum remitti necnon curie cognitionem remissam restituere et recredientiam

ipsorum nostrorum que et suorum et dicte ecclesie nostre bonorum in iudicio et extra quociens opus erit petendum, requirendum et obtinendum, cautiones quaslibet offerendum, dandum et recipiendum, de locis et iudiciis conueniendum, concordandum, locaque et iudices eligendum, impetrandum, contradicendum et recusandum, de singulis hominibus chorialibus subditis et iusticialibus nostris predictis iustitie complementum exhibere cuilibet conquirenti de ipsis offerendum, et generaliter ad omnia alia et singula faciendum, exercendum et dicendum que circa premissa et ea tangencia necessaria fuerint fieri et opportuna et que causarum materia postulant et requirunt et que nos coniunctim vel diuisim faceremus et facere possemus si adessemus etiam si mandatum aliud exigant magis speciale, et concedentes nos dicti constituentes dictis procuratoribus nostris et eorum cuilibet insolidum plenam generalem et liberam potestatem cum plenaria et libera administratione ac speciali mandato in premissis et quolibet premissorum. Promittentes bona fide nos ratum gratum et firmum perpetuo habituros totum id et quicquid per dictos procuratores nostros et eorum quemlibet insolidum actum, dictum gestum ve fuerit in premissis et ea tangencia seu etiam procuratum et si maxime fuerit iudicatum solui et iudicis sisti cum suis clausulis vniuersis, dictosque procuratores nostros et eorum quemlibet insolidum ab omni satisfactione penitus releuare, et eos releuamus de presenti harum serie litterarum sub omnium nostrorum et dicte ecclesie nostre temporalium ypotheca et obligatione bonorum cum omnis iuris et facti renunciacione ad hec necessaria pariter et cautela. In quorum testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Actum et datum capitulariter ut supra, die penultima mensis augusti anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo tercio.

Et ego *Guillelmus Brunelli de Argeyo* clericus eduensis diocesis publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, prediacte restitutioni et reintegrationi et franci superscripti solutioni et aliis premissis omnibus et singulis dum sic ut premittitur agerentur, vna cum prenominationis testibus presens fui eaque per alium scripta in notam recepi publicavi, et in hanc publicam formam redegi signoque meo solito hic me propria manu subscribendo signavi requisitus in testimonium premissorum.

Orig., G. 221. — Copie : Reg. G. 133, fo 416 v^o.

N^o 8.

21 décembre et 25 janvier 1396.

Mainlevée des cens et rentes acquis par l'abbaye de Saint-Etienne,
en vertu des lettres du roi Jean.

Jehan de Verranges, clerc licencié en loiz et en decrès, conseiller de monseigneur le duc de *Bourgoingne* et son bailli de *Diion* et *Andry Pastey* maistre des comptes d'icelli seigneur a *Diion*, et ses commissaires ou dit bailliaige sur le fait des nouveaulx acquests, a *Laurent le Grain* jadiz prevost de *Diion* et *Girardin de Bourbonne* et gent de nostre dit seigneur commis ou dit fait des nouveaulx acquestz salut. Nous auons receues les lettres de nostre dit seigneur desquelles la teneur s'ensuit : *Philippe*, filz de roy de *France*, duc de *Bourgoingne*, conte de *Flandres*, d'Artoiz et de *Bourgoingne*, palatin, sire de *Salins*, conte de *Rethel*, et seigneur de *Malines*, a noz commis sur le fait des nouveaulx acquies ou bailliaige de *Dijon*, salut. Receue auons humble supplicacion de noz bien amez en Dieu le religieux prieur et conuent du monastere de Saint Estienne de *Diion*, contenant que comme feu de bonne memoire et nostre tres chier seigneur et pere le *Roy Jehan* cui dieu pardoint, pour lors-

qu'il tenoit en son demaine nostre duchie de *Bourgoingne*, par la singuliere devocion qu'il avoit audit saint Estienne, et pour estre participans a tousiours maiz, lui et les siens, ou divin office qui continuellement est fait et celebre oudit monastere, et par especial pour celebrer en son vivant par les diz supplians une messe du saint Esperit tous les mois de l'an et apres son trespas une messe de requiem a tousiours maiz, pour le remede de son ame et de ses enffens, eust donne et octroye de sa grace especial aux diz supplians que ilz peussent acquerir, tenir et possider perpetuellement deux cens liures de rentes, a l'assiete ancienne de *Bourgoingne*, avec les rentes que ilz tenoient pour lors pour convertir à l'euure et augmentation de la pitance dudit couvent qui estoit et est tres petitement fondee. Et sur ce obtindrent de nostre dit feu seigneur et pere ses lettres en laiz de soye et cire vert comme par icelles puet apparoir ; lesquelles furent lors receues par les gens des comptes audit lieu de *Diion* ; ausqueles gens lesdiz supplians baillerent leurs lectres obligatoires de dire, et celebrer lesdites messes en la maniere que dit est, lesquelles ilz ont depuis dictes et celebrees bien et deuotement et sont encore comme il appartient. Et au tiltre que dessus les diz supplians tant par laiz a eulz faiz comme autrement aient acquiz certaines terres et rentes qui ne montent pas jusques a la somme dessus dicte. Et il soit ainsi que par vertu de vostre commission donnee sur ledit fait vous aiez mis en nostre main les dictes terres et rentes ainsi acquises par les diz supplians comme dit est, en voulant pour ce avoir aucune finance d'eulz et senz leur en vouloir faire aucune recreance qui est contre la teneur des dictes lettres et en leur tres grant preiudice et dommage, si comme ilz dient, requerans humblement nostre remede et provision. Sur ce pourquoy, nous ces choses considerees inclinans a la dicte supplicacion, vous mandons que soubz nostre dicte main et par la maniere de recreance,

vous souffrez et laissez les diz suplians jouir et user paisiblement de leurs dictes terres et rentes ainsi par eulz acquises, jusques au jour de Pasques charnelz prochain venant, afin que ce pendent ilz puissent monstrier et exhiber les dictes lettres et autres munimens dont ilz se voudront aidier pour obtenir sur ce nostre dicte main levée, senz leur fere aucun empeschement au contraire, car ainsi nous plaist il estre fait de grace especial par ces presentes lettres non obstant quelsconques subreptices lettres a ce contraires. Donne a *Paris* le *xxi^e* jour de decembre, l'an de grace mil ccc *iiii^{xx}* et seze. Ainsi signe. Par le conseil ou quel vous estiez. — *Damel.* — Par vertu et auctorite desquelles lettres de nostre dit seigneur dessus transcriptes, nous vous mandons et a chascun de vous si comme a luy appartiendra que les religieux, prieur et conuent du monastere de Saint Estienne de *Dijon*, nommez en ycelles lettres, vous faites, souffrez et laissez jouir et user paisiblement des chouses contenues esdites lettres parmi et soubz la main de nostre dit seigneur et par maniere de recreance, jusques au terme et par la maniere contenues en ycelles, senz leur fere aucun empeschement au contraire. Donne soubz noz seelx le *xxv^o* jour de janvier l'an mil ccc *iiii^{xx}* et seze. — *Ma-restalli.*

Orig., G. 180, scellé en cire rouge sous double queue de parchemin.

N^o 9.

21 décembre, 25 et 28 janvier 1396.

Mainlevée des cens et rentes que messieurs les prieur et couvent de Saint Estienne de *Dijon* avaient acquises en vertu des lettres d'amortissement de deux cents livres de rente que le *roi Jean* leur avait accordées le mois d'octobre 1362. La mainlevée est faite par *Laurent le Grain*,

commissaire au bailliage de *Dijon*, sur le fait des nouveaux acquêts.

Cette pièce est une copie de celle rapportée au n° 8.
Orig., G. 180, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 10.

Du mardi après la sainte Luce 1396.

Bail à cens par Robertus de Baubigneyo, docteur en décrets, abbé de Saint-Etienne, à Johannes dictus le Mercerot de Divione, à Perreninus son fils, à Belote sa femme pour leurs vies seulement, d'une pièce de terre en Charme, d'une contenance de neuf journaux, au finage de Dijon, lieu dit le petit champ Regnault, contre la vigne de Regnauldus Richerius d'une part, et le chemin commun de l'autre, moyennant un franc et demi d'or payable à la feste de Tous les Saints. Fait par Alermus de Clenleyaco, tabellion de Dijon. Présents : Girardus de Rovra, Perrenetus son fils, lathomis.

Orig., G. 296, scellé sous simple queue de parchemin.

N° 11.

10 mars 1396.

Mandement du duc Philippe le Hardi au bailli de Dijon, lui ordonnant de mettre sous sa main le temporel de l'abbaye de Saint-Etienne.

Philippes filz de Roy de France, duc de Bourgoingne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgoingne, palatin, sire de Salins, conte de Rethel et seigneur de Mailines, a nostre bailli de Diion ou son lieutenant salut. Nous auons sceu que les religieux abbe et conuent de l'eglise Saint Estienne de Diion, de leur volente ou autrement

indeuement et a leur pourchaz et requeste, ont nagaires et de nouuel, es paroisses de nostre ville de *Diion* et autrepert en nostre duchie, fait ou fait faire plusieurs et diuerses monicions, denunciacions et fulminacions de sentences touchans et regardens realite et la jurisdiction temporelle, lesquelles sont ou grant preiudice et lesion de nous et de nostre juridicion et aussi de noz subgiez et nous en desplaist forment. Pourquoy attendu que ces chouses et entreprises ainsi faites torconnierement, comme dit est aux pourchaz et requeste des diz religieux abbe et conuent de Saint Estienne, sont toutes notoires en nostre dicte ville de *Diion* et ailleurs, vous mandons et par la teneur de ces presentes connectons que, s'il vous appert desdites monicions, denunciacions et fulminacions, vous prenez et mettez ou faictes prendre et mettre reaulment et de fait en nostre main sans aucun delay tout le temporel desdits religieux quelque part que assis sera en nostre jurisdiction et seignorie, en faisant ycelli soubz nostre dicte main gouuerner et exploitier par personnes souffisans que vous y connectrez qui en sachent rendre compte quant mestier sera, senz en faire aucune rendue ou recreance, jusques a ce que yceulz religieux auront fait rappeler reuoquer et mettre au neant ainsi qu'il appartiendra lesdites monicions denunciacions et fulminacions. Et en oultre adiournez ou faites adiourner lesdits religieux abbe et conuent a certain et competent brief jour par deuant les gens de nostre conseil à *Diion* pour respondre a nostre procureur pour nous sur tout ce qu'il leur vouldra demander a cause des chouses dessus dites leurs circonstances et deppendences proceder et aler auant en oultre pour tant qu'il appartiendra. Ausquelz de nostre conseil nous mandons et par ces meismes presentes connectons que entre les parties ycelles oyes facent bon et brief acomplissement de justice car ainsi nous plaist il estre fait non obstans quelxcon-

ques lettres subreptices empetrees ou a empetrer au contraire. Mandons et commandons a touz noz justiciers, officiers et subgiez a vous et a voz commis et deputez en ce faisant estre obey et entendu diligemment. Donne a *Paris* le V^e jour de feurier, l'an de grace mil ccc m^{xx} et seze. Ainsi signe par monseigneur le duc a la relacion du Conseil. *Courlon*. — *Jehan de Verranges* clerlc licencie en loiz et en decrex, bailli de *Diion* commissaire en ceste partie de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, conte de *Flandres*, d'*Ortoiz* et de *Bourgoingne*, au preuost de *Diion* et a *Girardin de Bourbonne* sergent de mondit seigneur et a chascun d'eulz par soy salut. Les lectres de mondit seigneur auons recoues contenant la forme qui s'ensuit : *Philippe*, etc.

(Suit toute la première partie de la charte jusqu'à Jehan de Verranges.)

Par vertu et auctorite desquelles lettres de mondit signeur cy dessus transcriptes et pour enteriner et acomplir en lieu de nous le contenu d'icelles, nous souffisamment informez et acertenez des monicions, denunciacions et autres chouses contenues esdites lettres, vous mandons et par ces presentes connectons que tout le temporel des religieux abbe et conuent de l'eglise Saint Estienne de *Diion* quelque part qu'il soit assiz en la jurisdiction et seignorie de mondit signeur, vous prenez et mettez realment et de fait en la main de mondit signeur et soubz icelle le gouvernez et exploitez aux coustz et fraiz d'icelli raisonnables si et par telle maniere que vous en puissiez et sachiez rendre bon et loyal compte quant mestier sera et requiz en serez, senz en faire aucune rendue ou recreance si n'est par exprez mandement de mondit signeur, de nous ou d'autre ayant a ce pouoir. Et par ces mesmes presentes nous donnons en mandement a tous les justiciers officiers et subgez de mon dit signeur, prions et requerons touz autres que a vous vos commis et

deputez en faisant et accomplissent le contenu desdites lettres obeissance et entendement diligent, et a vous voz diz commis et deputez donnent confort et ayde se mestier en auez et par vous en sont requis. Donne le X^e jour de mars l'an mil ccc iii^{xx} et seze. Ainsi signe : *L. Grain.*

Donne par copie soubz le seel aux causes de la court du bailliaige de *Diion*, a la requeste de religieuse et honeste personne frere *Gui d'Arc* procureur des religieux abbe et conuent de Saint Estienne de *Diion* le XIII^e jour de mars l'an mil ccc iii^{xx} et seze. — *Grain.*

Orig., G. 229.

N^o 12.

31 mars 1396.

Vente par Guillaume le Lacier de Diion à Symon le Germet, bourgeois de Diion, pour lui et les siens, d'un florin de Florence de perpetuel cens, que ledit Symon devait chaque année à feu Huot le Lacier, jadis bourgeois de Diion, père du vendeur, payable moitié à la fête de la nativité de notre seigneur, moitié à la fête de la nativité de saint Jehan Baptiste, assis sur une maison appartenant au dit Symon sise à Dijon rue au Conte, de coté Huguenin le Barbet d'une part et la maison des hoirs de feu Jehan Norgeot d'autre part; moyennant la somme de douze écus d'or payés. Passé en présence de Jehan le Bon, clerc coadjuteur du notaire de Diion. Présents : Guienot Ardi bourgeois de Diion, Perrin Morisot clerc et Guillemot le Barget clerc.

Orig., G. 281, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 13.

14 avril 1396.

Accord en vertu duquel l'abbé de Bèze doit chaque année à Saint-Etienne, cinq bichets de blé, sur la grange de Bouhans.

Uniuersis presentes litteras inspecturis, frater *Thiericus de Charmeris*, permissione diuina humilis abbas monasterii Sancti Petri *Besuentis*, ordinis sancti Benedicti, lingonensis dyocesis, totusque eiusdem loci conuentus salutem in domino. Cum lis esset mota *Auinione* inter nos ex vna parte et abbatem et conuentum Sancti Stephani diuionensis ex altera, super eo videlicet quod ipsi abbas et conuentus Sancti Stephani petebant nobis causa dicti corundem monasterii quinque bichetos bladi per medium frumenti et auene percipiendos quolibet anno in nostra grangia de *Bouhans*, tandem bonis viris mediantibus circa festum assumptionis beate Marie virginis preteritum, nos et dicti abbas et conuentus Sancti Stephani diuionensis concordauimus taliter et in tantum quod quelibet pars renunciavit cause et liti adeoque dicta litis fuit sope-rita et adhuc ex habundanti renuntiamus. Quare nos volumus a die concordie et de presenti volumus quod magister *Girardus Clauelli* procurator noster in dicta causa *Auinione* amplius non prosedat, sed penitus cesset. In cuius rei testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum in nostro monasterio die veneris post quasimodo anno domini millesimo ccc^o nonagesimo sexto.

Orig., G. 327, scellé de deux sceaux en cire verte. — Copie : Reg. G. 133, f^o 419.

N^o 14.

24 mai 1396.

Vente à Saint-Etienne, par Guy de Sencey, d'une maison sise rue du Petit Pautéz.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnacion d'icellui mil trois cens quatre vins et seze, le vint quatrime iour du mois de may, je *Guy de Sencey* prestre demorant a *Diion*, fais sauoir a touz ceulx qui verront et orront ces presentes lettres, que ie de mon bon grey, plainniere volente et certaine science, par bon aduis et meure deliberacion et pour mon tres grant proffit et vtilite euidens, vens, cede, quicte, transporte, octroye et deliure perpetuellement pour moy mes hoirs et les ayens cause de moy, a religieuses et honnestes personnes les prier et couuent du monastere de Saint Estienne de *Diion* pour eulx et leurs successeurs, vne maison que ie auoie ensamble le fons, mex, appartenances, drois et appendances quelconques d'icelle, ainsi comme ycelle maison et mex se comportent de long et de large, assis à *Diion* en la rue du *Petit Pautéz*, de costé la maison aux hoirs de feu *Guillemote la Puillee* iadiz ma femme d'une part, et la maison et mex des confreres de la confrarie aux sueurs de *Diion* d'autre part, et se comportent dez la rue deuant jusques aux murs de chastel; yceulx maison et mex chargez de deux frans d'or de annuelle et perpetuelle cense ou rente deuz chascun an aux diz religieux par moitie a Noel et a la Saint Jehan Baptiste. Et ce present vendaige, j'ay fait et faiz pour le pris et somme de quarente florins de bon or et de iuste poix, a moy pour ce paieiz, bailliez, nombrez et deliurez de par les diz religieux realment et de fait, en la presence du coadiuteur et des tesmoins cy dessoubz escrips, c'est assauoir en vint neuf escuz d'or a la coronne du coing du roy nostre sire,

piece compatee pour vint deux solz six deniers tournois, et en huit gros demi en blans de dix deniers tournois la piece, lesquelles parties valent la dite somme de quarente florins d'or. De la quelle somme je me tien pour bien paieez satisfait et content, et en quicte perpetuellement les diz prieur et conuent pour eulx et leurs successeurs a touiours. De la quelle maison, fons, mex, droiz, apperteneances et appendences d'icelle par moy venduz, cedez, quictez et transportez comme dit est, je deuest perpetuellement moy et mes hoirs, et les diz prieur et conuent pour eulx et leurs successeurs es personnes de freres *Pierre de Lixey* prieur et *Guy Darc* enfermier dudit monastere en ai reuestu et reuez, et les en ai mis et met en bonne, vraie, vuide et corporelle possession et saisine ou aussi par la teneur de ces presentes lettres et par la tradittion de certainne clef de la ditte maison. Promettans je uendeur dessus nomme par mon serement pour ce donne aux sains euuangelles de Dieu corporellement, et soubz l'obligacion de touz mes biens et des biens de mes hoirs, meubles et nonmeubles, presens et auenir quelconques et ou qu'ils soient, ce present vendaige et toutes les choses comprises et contenues en ces presentes lettres et vne chascune d'icelles auoir et tenir fermes, estables et agreables a touiours et la ditte maison, fons, mex, droiz, appertenances et appendences dessus dites garantir, deffendre et faire en pais tenir perpetuellement aux diz religieux et a leurs successeurs pour la ditte charge de deux frans a eulx deuz comme dit est, et pour sa perche, senz autre charge, seruitute, ypotheque et obligacion quelconque enuers et contre touz en tous jugemens et dehors a mes propres missions et despens deuant plait entame ou apres la chose euite ou non euite, et faire tout ce que l'en doit faire en cas d'euction et de garantie et rendre, restituer et entierement reseruer aux diz religieux, et a leurs successeurs tous dommages interests, missions et despens

qu'il pourroient faire encourrir et soustenir pour occasion des choses dessus dites ou aucunes d'icelles non faites non tenues et non acomplies par la maniere que dit est, et contre la teneur de ces presentes lectres, ou aucunes des choses contenues en ycelles non faire, dire ou venir par moy ne par aultre, faisiblement ou en appert en aucune maniere. Renuncens du tout en ce fait par mon dit serement a l'excepcion de mal de fraude, barat, lesion, circonuencion et deceuance, oultre la moitie de iuste pris, a touz droiz et loix par lesquels les contraulx et besoingnes sont rescindez quant il appert les contrahens estre deceuz en leurs contraulx et besoingnes, et a toutes et singulieres excepcions, barres, allegacions, cauillacions, deffenses, cauteles et contradictions tant de droit comme de fait qui contre l'effect et teneur de ces presentes lettres pourroient estre dictes, proposees, obiecies ou alleguees, et mesmement au droit disant general renunciacion non valoir se l'especial n'est deuant mise. Et quant aux choses dessus dites et chascune d'icelles tenir, faire garder et accomplir, je vueil moy et mes hoirs estre contrains ainsi comme de chose adiugie par la court de monseigneur le duc de *Bourgoigne* a la juridicion, compulsion et contrainte de la quelle court quant ad ce je submet et oblige moy mes hoirs et touz mes biens et les biens de mes hoirs, meubles et non meubles, presens et auenir quelconques et ou qu'ilz soient. En tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la ditte court estre mis a ces presentes lettres lesquelles j'ay voulu et vueil estre faites et refaites vne foiz ou pluseurs au consoil et dictie de saiges en la meilleur forme de paroles que l'en pourra, la substance du fait en ce garde. C'est fait et passe pardeuant *Guillemot Girart de Diion* clerc coadiuteur de discret homme *Andrie de Faanay* notaire dudit lieu de *Diion* pour mondit seigneur le Duc. Presens *Estienne Rouhier*, *Jehan de Prenomcheres* et *Perrenot Rouhier de Gray* demorant à

Diion tesmoins ad ce appelez et especialment requis l'an le iour et le mois dessus diz. — *G. Girart*.

Orig., G. 288. — Copie : Reg. G. 133, f^o 393 v^o, scellé à double queue de parchemin.

N^o 15.

24 mai 1396.

Bail à cens à Guy de Sencey prestre à *Dijon* pour sa vie seulement ; d'une maison, sise à *Dijon* rue du *petit Pautaz* de coté la maison aux hoirs de feu *Guillemote la Puillée*, jadis sa femme, et la maison des confrères de la confrarie aux sœurs de *Dijon* d'autre part, vendue naguère par lui aux religieux « chargé de deux francs d'or de cense à eulx deuz chascun an perpetuellement sur ycelle » ; moyennant la cense annuelle de deux francs payable par moitié aux fêtes de Noël et de Saint Jehan Baptiste. Passé par devant *Guillemot Girart* clerc coadjuteur de *Andrie de Faanay*, notaire de *Diion*. Présents : *Estienne Rouhier*, *Jehan de Germigney* clerc et *Perrenot le Rouhier de Gray*.

Orig., G. 288, scellé à double queue de parchemin.

N^o 16.

1^{er} juillet 1396.

Bail à cens par Robert de Baubigney, abbé de Saint Etienne, à *Jacot le Billotet*, vigneron à *Diion* et à *Marguerite* sa femme pour leur vie, celle de *Bartholomun* leur fils, du survivant ; d'une maison sise à *Dijon* hors les murs rue *es Quartaulz* près des *Viez Terraulx* « de costé » la maison que les hoirs de feu *Jacot le Norgelet de Messigney* tiennent à cense desdits religieux, et le mes des hoirs de feu *Gelion d'Ys* d'autre part ; moyennant

deux francs et huit gros viez tournois d'argent de cense annuelle, payable par moitié aux fêtes de Noël et de Saint Jehan Baptiste. Fait en présence de *Aubertin de Sauxinet* coadjuteur du tabellion de Dijon. Présents : *Estienne Rouhey*, *Huguenot Odeaul de Diion*, *Guiot Melenote* et *Regnaudot Trotenot d'Ahuit*.

Orig., G. 286, scellé sous double queue de parchemin.

N° 17.

15 juillet 1396.

Bail à cens à Jhean Varney « l'ainsné » et Jehan Petit son frère, boulangers à Dijon, par Pierre de Lixey, prieur, Gui d'Arc, enfermier, et Guillaume Perreaul, chantre de Saint-Estienne; d'une volerie sise à Diion près les murs de la ville « envers » la Porte au Conte et la Porte du Formorot, tenue autrefois par Simonot le Paysandet et Lamberte sa sœur; « de costé la maison Jehan Taleneaul et Perrenot Bardot de Diion d'une part et la voie commune », « devers les diz murs d'autre part, en arriere la maison maistre Jehan de Verrainges et Hugues son frère »; moyennant deux francs d'or et demi de perpetuelle cense payables par moitié aux fêtes de Noël et de Saint Jehan Baptiste, le franc pour vingt sous tournois, le gros pour vingt deniers. Par devant Guillemot Girart de Dijon, clerc coadjuteur de Andrie de Faaney. Tesmoins : Huguenot Mainchot et Jehan Boisot custuriers à Diion.

Reg. G. 127, f° 116.

N° 18.

6 septembre 1396.

Bail à cens, sa vie durant, à Poinssotte femme de feu Huguenin de la Marche, demeurant à Coichey; d'une

vigne de trois ouvrées, sise à *Coichey*, lieu dit *en Charrière*, près celle de *Jehan de Foissey*, bailli de *la Montaigne* d'une part et celle des hoirs de feu *Vincent Grisart* d'autre part; d'un curtil sis au même lieu près la vigne de *Gruot le Tauron*, et le curtil de *Guillemin de Vis* couturier; pour la cense annuelle d'un demi-muid de bon vin, à la mesure de Dijon, payable à *Coichey*, au temps des vendanges. Devant *Guillemot Girart* clerc coadjuteur de *Andrien de Faanay* notaire de Dijon. Présents : *Guiot le Tauron*, *Estienne Rouhier* à *Diion*.

Orig., G. 339, scellé à double queue de parchemin.

Nº 19.

21 octobre 1396.

L'abbé de Saint-Etienne vend une maison à Asnières, à condition de lui payer chaque année une charge accoutumée.

En nom de nostre seigneur amen. En l'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et seze, le vint vngyeme jour du mois d'ottobre, je *Juhan* filz de feu *Jehan Poteaul d'Asnieres*, sauoir fais a tous presens et auenir et confesse que, comme reuerend pere en dieu messire *Robert de Beaubigney*, docteur en decret, humble abbe du monastere de Saint Estienne de *Diion*, de l'ordre saint Augustin ou diocese de *Langres*, frere *Pierre de Licey* prieur et tout le couuent d'icellui lieu assemblez ensemble en leur chappitre a heure acoustumee de cappituler pour traittie de leurs besaignes et negoces, me aient baillie, cede, quitter et transporter perpetuellement pour eulx et leurs successeurs ou dit monastere, vne maison fons, mes et appartenances d'icelle, ainsi comme elle se comporte, assise en la dite ville d'*Asnieres*, de coste le mes de moy le dit *Juhan* d'une part, et le mes *Jehan* le

Topinet et la maison *Estienne Perrot* dudit lieu d'autre, chargie la dite maison de sa charge acoustumee ; et ce ilz aient fait en recompensacion de quarante deux florins en quoy lesdiz abbes et couuent estoient tenuz a moy le dit *Juhain* comme hoirs et aiens cause ad ce de feu *Girart Poteaul d'Asnieres*, jadiz mary de feu *Luciote* sa femme qui de puis fut femme de feu *Robert Vion de Diion*, au quel *Girart* yceulx religieux les deuoient pour certaines et iustes causes. Ainsi est que je li diz *Juhan* suiz tenuz et promez pour moy et mes hoirs, lesquels je oblige quant ad ce par mon serement donne pour ce corporelment aux sains euuangles de dieu, et soubz l'obligation de tous mes biens meubles et non meubles, presens et auenir, quelxconques, la dite charge acoustumee que doit la dite maison dessus confinee rendre et paier chascun an perpetuellement par moy et mes hoirs, aux diz abbe et couuent leurs successeurs ou dit monastere ou a leur certain commandement, et ycelle maison maintenir en bon et soffisant estat a la seurte d'icelle charge acoustumee. Autrement je promez rendre et restituer aux diz religieux et successeurs oudit monastere touz coustz dommaiges missions, interestz et despens fais, euz, mis, incurruz et soubstenuz pour deffault de paie de la dite charge acoustumee non par moy et par mes hoirs paier chascun an comme dit est et choses dessus dites non par moy faites ne acomplies par la forme et maniere que dessus sont dites et diuisees. En renuncent quant ad ce a toutes et singuleres excepcions ad ce contraires et mesmement au droit reprouuant general renuntiacion. Et a l'obseruance des choses dessus dites et d'une chascune d'icelles, je li diz *Juhan* vueilz moy et mes hoirs estre contrains et executez ainsi comme de chose adiuegee par la court monseigneur le duc de *Bourgongne*, a la juridiction et contrainte de la quelle court quant ad ce je soubmez moy mes hoirs et tous mesdiz biens. En

tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres. C'est fait en la presence de *Aubertin de Sauxinet* coadiuteur du tabellion de *Diion* pour mondit seigneur le duc. Presens messire *Hugue Baroing de Plombieres* prestre, *Hugot Persot de Tart* et *Liecaul le Cheualier de Fontennes*, tesmoings ad ce appelez et requis l'an et le jour dessus diz. — *A. de Sauxinet*. Ita est.

Orig., G. 323. — Copie : Reg. G. 133, f° 382.

N° 20.

22 décembre 1396.

Vente par Regnault le Regnart de Gevrey, demeurant à Dijon, pour lui et ses hoirs, à *Jehannot Clamin* recouvreur à *Diion*; d'une vigne contenant environ un demi-journal, sise au finaige de *Diion*, lieu dit à *la Ribotée*, « de costé » *Vyot le Frainchet* d'une part et *Lambert Flurot* d'autre part; moyennant le prix de cinq francs payés, et « cinq solz de digenois deuz chascun an a Saint Estienne ». L'acheteur se devest de la dite pièce en faveur de son fils *Colin Clamin*, pour le dit prix, en déduction des deniers du mariage dudit fils. En présence de *Guillaume de Brasey*, clerc coadiuteur du tabellion de *Dijon*. Présents : *Perrel l'Avocat* et *Jehan le Tresoret* vigneron.

Orig., G. 307, scellé à double queue de parchemin.

N° 21.

9 janvier 1397.

Bail à cens à Jehannote de Cusey « tixière » à *Dijon*, fille de feu *Marie de Cusey*, pour sa vie; d'un mex sis à *Dijon*, lieu dit en la *Monoie*, paroisse Saint Pierre, près

des murs du chastel de *Dijon*, « ou circuite des maisons de feu maistre *Girart le Lorant*, du mex des hoirs de feu *Gaultherin Poisseniez*, liquel mex fut à *Gillote* fille de feu *Jehan Symonne de Dijon* »; pour quinze gros viez tournois d'argent de cense annuelle, payable par moitié aux fêtes de Noël et de Saint Jehan Baptiste. Donné en présence de *Guiot Bartinet d'Orchamp*, clerc coadiuteur de *Andrie de Faanay*, tabellion de *Dijon*. Présents : *Oudot Franquilon* et *Symon le Brun de Semur*, clercs du diocèse d'*Autun*.

Orig., G. 287, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 22.

10 janvier 1397.

Villemote femme de *Thevenin de Champiaulx*, épicier à *Dijon*, qui l'autorise, fille de feu *Michiel Culeteaul* et de feu *Marguerite* sa femme, sœur germaine de feu maître *Jehan Despagney* doyen de la chrétienté de *Dijon*, ratifie la donation faite par ce dernier, pour fonder un anniversaire en l'église Saint Etienne, de vingt gros tournois d'argent viez de perpetuelle cense, acquise de feu *Odor* fils de feu *Clerembault Dygonot de Dijon* et payable moitié à la fête de Noël, moitié à la fête de la Nativité de Saint Jean Baptiste; due sur une maison sise à *Dijon*, rue ez *Ribotes*, contigue à la maison *Regnault Chevillart* d'une part et à la maison *Jehan Poutier* d'autre part et sur une autre maison sise à *Dijon* en ladite rue, tenant à celle de *Jehan Quelon* d'une part et à celle dudit *Regnault Chevillart* d'autre part. Fait par devant *Aubertin de Sauxinet*, coadjuteur du tabellion de *Dijon*. Témoins : *Jehan Roleport*, cordonnier, et *Thiebaut le Ragotet de Courchamp*, cordonnier.

Orig., G. 271, scellé à double queue de parchemin.

N° 23.

23 janvier 1397.

Bail à cens en emphytéote par frère Petrus de Liceyo, prieur, à Humbertus de Mineto, charpentier à Dijon, et à Perrenete sa femme, pour eux, leur fils Parisetus, et le survivant des trois; d'une maison sise à Dijon, faubourg Saint Nicolas, en la rue es Coquins, contre le manse des religieux de Besua d'une part, et la maison que tient Bartholometus Regnaldet d'autre part; moyennant la cense annuelle de seize gros tournois d'argent, un gros compté pour vingt deniers, payable moitié à la fête de la Résurrection de notre Seigneur, moitié à la fête « sancti Remigii ». Donné in capitulo.

Orig., G. 285, scellé à double queue de parchemin.

N° 24.

13 février 1397.

Fondation d'un anniversaire pour Jean Chevrot, dit le Moussey, religieux de Saint-Etienne, par Oudot et Adeline Chevrot, ses neveux et héritiers, lesquels assignent un cens de vingt sols sur une maison.

En nom de nostre seigneur, amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix sept, le treziesme jour du mois de feurier, nous *Oudot Cheurot* et *Adeline* sa suer, hoirs pour la moitie de feu *Jehan Cheurot* dit *le Moussey* jadiz demorant a *Diion*, nostre vncle, sauoir faisons a tous ceulz qui verront et orront ces presentes lettres, que nous de noz bons grez, pleneres volentes et certaines sciences, assignons des maintenant et assetons aux religieux freres du conuent de l'eglise de Saint Estienne de *Diion*, pour eulz et leurs successeurs, vint solz de cense perpetuelle, c'est assauoir

vng franc pour vint solz et vng gros pour vint deniers, sur la moitié par indiuïs d'une maison fons et appartenances d'icelle partable a *Jehannote* femme de feu ledit *Jehan le Moussey* nostre vncle, laquelle moitié de maison nous auons eue et emportee a nostre partaige, part et porcion de ladite succession dudit feu nostre vncle, et lesquelz vint solz de cense ledit feu nostre vncle laissa audit couent en sa darreniere volente pour vng anniuersaire celebrer chascun an en ladite eglise enuiron les vint jours de Noel, et yceulz vint solz de cense nous promectons paier chascun an au terme de la feste de la Chan-deleux, et commecerons a paier a la dite feste prouchemement venant. Promettans, nous *Odot* et *Adeline* dessus nommez, par noz seremens pour ce donnez aux sains euuangles de Dieu et soubz l'obligation de tous noz biens meubles et non meubles, presens et auenir quelconques, ceste presente assignacion tenir, garder et obseruer par nous et noz hoirs perpetuellement sur la dite moitié de maison comme dit est, et yceulz vint solz de cense rendre et paier chascun an aux terme et par la maniere que dit est, et contre la teneur de ces presentes lettres non faire dire ou venir par nous ne par autres en aucune maniere ou temps a auenir. Toutes et singuleres excepcions et allegacions tant de droit comme de fait ad ce contraires cessans et arriers mises. Et quant ad ce tenir et paier comme dit est, nous volons estre contrains ainsi comme de chose adiugie par la court monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridicion et contrainte de laquelle court quant ad ce nous submettons, obligeons nous, noz hoirs et touz noz biens presens et auenir quelconques, et par especial ladite moitié. En tesmoing de ce nous auons requis et obtenu le seel de la court de mondit seigneur estre mis et appendu a ces presentes lettres faites et passees pardeuant *Guillaume de Braisey* clerc demourant a *Diion*, coadiuteur du tabellion dudit lieu de *Diion* pour

mondit seigneur le duc. Presens messire *Estienne de Cepoy* prestre et *Jehan Tiercelin* cordonnier demorant a *Diion*, tesmoins ad ce appelez et requis l'an et le jour dessus diz. Ainsi grosse et par commission signe apres le trespas dudit feu *Guillaume de Braisey*. — Par moy *P. Chauderon*.

Orig., G. 173.

N° 25.

7 mars 1397.

Fondation d'un anniversaire par Jeannette, veuve de Jean Chevrot, dit le Moussay, qui assigne vingt sols de rente sur sa maison sise Grande rue Saint-Nicolas.

Uniuersis presentes litteras inspecturis officialis lingonensis salutem in domino. Noueritis quod in presencia dilecti et fidelis nostri *Guillermi de Argeyo* clerici tabellionis nostri jurati, cui quantum ad hoc et maiora commisimus vices nostras, propter hoc personaliter constituta honesta mulier *Johanneta* relicta quondam *Johannis Chevrot* alias *Moucey de Aqueditu* Dolearii habitatoris, diuionensis lingonensis diocesis, non vi neque dolo ducta, non decepta, non coacta nec aliqua machinatione circumuenta, sed sua prouida et spontanea voluntate ac deuotione mota ut dicebat, coram dicto jurato nostro confessa fuit et in veritate palam et publice recognouit se pro se et suis heredibus et successoribus quibuscumque dedisse, donauisse, cessisse et concessisse perpetuo ac tenore presencium litterarum, titulo pure et perfecte donationis dedit, donauit, cessit et concessit donatione pura et irreuocabili que dicitur inter viuos, venerabilibus et religiosis viris dominis priori et conuentui monasterii Sancti Stephani de dicta *Diuione* et successoribus suis, venerabili et religioso viro fratre *Petro de Liceyo*, priore claustrali eiusdem monasterii presenti et stipulanti, viginti

solidos turonenses, franco auri cugni domini nostri francorum regis pro viginti solidis, et grosso turonensi argenti pro viginti denariis computatis, annui et perpetui redditus post ipsius *Johannete* decessum dumtaxat a prefatis dominis priore et conuentu et suis successoribus ab heredibus ipsius *Johannete* habendos, leuandos et percipiendos annuatim et perpetuo in die festi beati Anthonii, pro vno anniuersario post decessum dicte *Johannete*, pro remedio anime sue et suorum predecessorum, in ecclesia dicti monasterii in die festi beati Anthonii predicti, singulis annis etiam perpetuo celebrando. Quosquidem viginti solidos annui et perpetui redditus dicta *Johanneta* assedauit et assignauit prefatis dominis priori et conuentui et successoribus suis, super sua medietate domus sue habitationis, site dicta *Diuione* in *magno vico sancti Nicolai*, iuxta domum *Philippi Arnaudi* burgensis dicti loci ex parte vna et domum *Nicolai Leonardi* ex parte altera, sub hac tamen conditione quod tocimens quociens heredes prefate *Johannete* seu habentes vel habituri causam, ex ipsa summam viginti francorum auri cugni et ponderis predictorum pro dictis viginti solidis redimendis prefatis dominis priori et conuentui uel successoribus suis tradere potuerint et voluerint, dicta medietas ipsius domus de summa viginti solidorum predictorum quicta remanebit perpetuo et immunis. Promictens dicta *Johanneta* per suum iuramentum propter hoc ad sancta dei euangilia corporaliter prestitum, sub ypotheca et obligatione omnium et singulorum bonorum suorum, mobilium et immobilium, presencium et futurorum, ubicumque existentium, huiusmodi donationem, cessionem et concessionem sic ut premittitur facta, ac omnia et singula in presentibus litteris contenta, tenere, actendere ac perpetuo et inuolabiliter obseruare, contraque non facere, dicere vel venire per se uel alium seu alios quomodolibet in futurum. Exceptioni doli mali, vis, metus,

fraudis, lesionis, circumuentionis ac omni iuri in fauorem mulierum introducto ac omni auxilio iuris canonici et ciuilis ac omnibus aliis et singulis exceptionibus iuris et facti huic facto contrariis, dicta *Johanneta*, per dictum suum prestitum iuramentum sponte renunciauit in premissis expresse. Supponens et submictens dicta *Johanneta* quo ad obseruationem et complementum omnium et singulorum premissorum se heredesque suos ac omnia et singula bona sua predicta et heredum suorum predictorum, iuridictioni et compulsioni curie lingonensis et cuiuslibet alterius curie ecclesiastice ac secularis. Vna propter aliam minime cessante excommunicationis sententia non obstante quibus sit actis et in presencia dicti iurati nostri factis et recognitis, dictus juratus noster nomine nostro ac vice et auctoritate nostra dictam *Johannetam* presentem volentem et consencientem condempnauit et viua voce monuit ad tenenda premissa, alioquin contra ipsam per excommunicationis sententiam procedemus ut fuerit rationis. In cuius rei testimonium sigillum curie lingonensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum dicta *Diuione* die Marcurii ante dominicam bordarum, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, presentibus *Johanne Jaquini* et *Perreneto Bonart* clericis habitatoribus dicta *Diuione* testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. *G. de Argeio*. Ita est. Rasura in hac dictione *Perreneto* non vitio sed errore facta approbata. — *G. de Argeyo*.

Orig., G. 173. — Copie : Reg. G. 133, fo 398, scellé sous simple queue de parchemin.

N^o 26.

18 mars 1397.

Bail à cens par frère *Marcellus*, pitancier de Saint Etienne, à *Symon Garneret de Marcennayo in Monte* et à *Guillelmus Laugardet* du même lieu, pour leur vie durant ; d'une vigne sise au finage de *Coichey*, lieu dit *en Blungey*, près celle de *Guidonus le Tauron* et *Odetus le Fourneret* d'autre part, moyennant un écu d'or, payable à la fête du bienheureux Remigius. En présence de *Johannes Bonus*, clerc du tabellion de *Dijon*. Présents : *Guillelmus Chenillus* et *Nicolius Perroti de Marcennayo*.

Orig., G. 339, scellé à simple queue de parchemin.

N^o 27.

2 avril 1397.

Déclaration de Jean Huguon, curé de Gemeaux, qui reconnaît devoir chaque année à Saint-Etienne, seize livres pour son droit de patronage.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins dix sept, le mardi second jour du mois d'avril auant Pasques, je *Jehan Huguon de Vonges* prestre cure et recteur de l'eglise parrochial de Nostre Dame de *Gemeaulx* et de la chappelle de *Pichanges*, membre d'icelle cure et eglise, fais sauoir a tous ceulz qui ces lettres verront et orront et confesse que, comme a reuerend pere en dieu monseigneur l'abbe du monastere de Saint Estienne de *Dijon* et au conuent d'icellui monastere, compete et appartiengne droit de prendre, leuer et perceuoir, et pouoir prenre, leuer et perceuoir chascun an annuelment et perpetuelment sur les rentes, yssues, profiz, obuencions, emolumens et reuenues quelxconques d'icelle cure et eglise la somme

de seze liures tournois, vng franc de bon or et de juste pois du coing du Roy nostre seigneur compte pour vint solz tournoiz, c'est assaioir par moitie aux termes des festes de Pasques et de la saint Remy, et aient este et encor soient yceulx religieux abbe et couuent, tant par eulx comme par leurs predecesseurs dont ilz ont cause sur ce, en bonne possession et saisine ou aussi de prendre leuer et percevoir ycelles seze liures monnoye dessus dite annuellement es termes et en la maniere que dit est. Et y soit ainsi que du terme de la feste saint Remy darrenierement passee, je comme cure et recteur dessus nomme soye tenuz aux diz religieux en la somme de huit liures monnoye dessus dite. Il est ainsi que je comme cure et recteur dessus dit de mon bon gre, pleniere volente et certaine science, recognoissans en verite les dites seze liures estre leaulment annuellement dehues aux diz religieux comme dessus est dit, ay paie, baillee et deliure reaulment et de fait en la presence du coadiuteur et des tesmoings cy dessoubz escriptz, a frere *Marceaul de Verranges* chanoine, procureur et pictancier du dit monastere present, stipulant et receuant en nom et au profit desdiz religieux quatre liures monnoye dessus dite en deducion et rabat des dites huit liures a eulx dehues pour ledit terme de la feste saint Remy darrenierement passee comme dit est, et les autres quatre liures restans a paier des dites huit liures d'icellui terme, je comme cure et recteur dessus nomme suy tenuz et promet audit pitancier et procureur present et stipulant comme dessus par mon serement pour ce donne aux sains euuangelles de Dieu corporelment et soubz l'obligacion de tous mes biens presens et aduenir quelxconques, rendre et paier aux diz religieux ou a leur certain commandement es termes qui s'ensuignent, c'est assaioir dedens la feste de Pasques charnelx prouchenement venant vn franc et ainsi a chascune feste de Pasques apres

continuellement ensuivant et auenir vn franc jusques a fin de paie d'icelles quatre liures. Et avec ce suy tenuz et promet pour moy et mes successeurs curez et recteurs de ladite eglise et chappelle, audit pitancier et procureur stipulant et receuant au proffit des diz religieux et de leurs successeurs ou dict monastere, par mondit serement et soubz l'obligacion de tous les biens de madite cure et chappelle, presens et aduenir quelconques, rendre et paier aux diz religieux abbe et couuent et a leurs diz successeurs, ou a leur certain commandement, dorese-nauant chascun an, annuellement et perpetuellement, les dictes seze liures monnoye dessus dite par moitie aus diz termes des festes de Pasques et de saint Remy en la maniere que dessus est dit ensemble tous dommages, missions et interests, que les diz religieux et leurs diz successeurs pouroient faire encorir et soustenir pour occasion des choses dessus dites ou aucunes d'icelles non faites, non tenues, non paiees et non acomplies par la forme et maniere que dessus est dit, et contre l'effect et teneur de ces presentes lettres ou aucunes des choses contenues en icelles non jamais faire, dire ou venir par moy ne par aultre en aucune maniere. Renoncans du tout en ce fait par mondit serement a l'excepcion de mal de fraude, barat, lesion, circonuencion et deceuance, a tous droiz et loys par lesquels les contraulx et besoingnes sont rescindez quant il appert les contrahens estre deceuz en leurs contraulx et besoingnes, a toutes graces, lettres, respiz et dispensacion de foy et de serement empetrees et a empetrer pour faire, dire ou venir contre la teneur de ces presentes lettres ou aucunes des choses contenues en icelles, mesmement au droit disant general renunciacion non valoir se l'especial n'est deuant mise. Et quant aux choses dessus dites et chascune d'icelles tenir, faire, garder, obseruer, paier, enteriner et accomplir perpetuellement senz jamais contrevenir, je vueil moy, mes hoirs, quant

a la paie des dites quatre liures et quant a la paie des dites seze liures, moy et mes diz successeurs en la dite cure et chappelle estre contrains ainsi comme de chose adiugee par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridicion, compulsion et contrainte de laquelle court quant ad ce je soubzmet et oblige moy, mes hoirs et tous les biens de moy et de mes hoirs quant a la paie des dites quatre liures, et aussi moy, mes diz successeurs et tous les biens de ma dite cure et chappelle quant a la paie des dites seze liures et enterinement des aultres choses contenues en ces presentes lettres. Et est assauoir que de et sur les choses dessus dites sont faites et passees de ma volente et consentement vnes aultres lettres soubz le seel de la court monseigneur l'official de *Lengres*, aux queles je ne vueil et n'entens estre preiudicie ou derogue par ces presentes, mais vueil ycelles auec ces presentes estre mises a execucion contre moy, mes diz hoirs et successeurs et les biens de moy et de ma dite cure et chappelle chascune selon sa teneur conioinctement ou diuiseement, en telle maniere que la compulsion et execucion de l'une des dites cours n'empesche l'autre et ne cesse par l'autre. En tesmoing desquelles choses j'ay requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le duc estre mis a ces presentes lettres, lesquelles j'ay voulu et vueil estre faites et refaites vne foiz ou plusieurs au consoil et dittie de saiges les meilleurs que l'en pourra au proffit desdiz religieux et de leurs diz successeurs la substance du fait en ce garde. C'est fait et passe par deuant *Guillemot Girard de Diion*, clerc coadiuteur de discret homme *Andrye de Faanay*, notaire dudit lieu de *Diion* pour mondit seigneur le duc ; presens honorables homes et sages maistres *Pierre Morel d'Auxonne*, *Jehan Juliot* clerks licencies en lois, maistre *Michiel le Lorrain* messire *Pierre de Aussonuille* prestre et *Jacot de Mambrey*

demorans a *Diion*, tesmoings ad ce appelez et especiaulment requis, l'an et le jour dessus diz. — *G. Girart*.

Orig., G. 214, scellé à double queue de parchemin.

N° 28.

17 juin 1397.

Remise faite au couvent de Saint-Etienne par Agnès veuve de Jacobus du Vault de Diion, Guidon du Vault, et Johanneta, enfants légitimes dudit ; d'une maison sise extra muros de la ville de Diion, rue Chaude, contre la maison de Johannes fils de Jacobus le Poisseret, d'une part, et le manse de Johannes de Tardo, barbier, d'autre part, actuellement en ruine, moyennant la décharge de deux florins de Forence de perpétuelle cense assignée sur ladite maison. Fait par Johannes Bonus, clerc tabellion du notaire de Diion. Présents : Johannes Tesamain et Johannes Grenetier ou le Clerc demeurant à Dijon.

Orig., G. 284, scellé à double queue de parchemin.

N° 29.

11 juillet 1397.

Lettres patentes de Philippe II le Hardi, accordant mainlevée jusqu'à la fête de la Toussaint, à MM. le prieur et couvent de Saint-Etienne, des acquêts qui avaient été mis sous sa main en vertu de son mandement.

Philippe, filz de roy de France, duc de Bourgongne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgongne, palatin, sire de Salins, conte de Rethel et seigneur de Malines, a nostre bailli de Dijon et aux gens de par nous commis et deputez sur le fait des nouuiaux acquests en nostre pais de Bourgongne, salut. Nous auons receu l'umblé supplicacion des religieux, prieur et conuent de Saint Estienne

de nostre ditte ville de *Dijon*, contenant comme par vertu de nostre mandement vous commis ayez fait mettre nostre main sur certains acquests faiz par les diz religieux, et depuis pour certaines causes ad ce nous mouuans, leur en ayons donne respis et souffrances jusques a certains termes dont le derrenier est failli a ces Pasques derrenierement passeez. Et il soit ainsi que ilz aient aucuns privileges ou lettres parquoy ilz en doiuent estre quictez et exemps si comme ilz dient, en nous requerant que ycelles voulussions voir ou faire visiter pour en faire tel appoinctement qu'il nous plairoit. A quoy pour certaines grosses besongnez ou nous sommes presentement occupez tant pour celles de monseigneur le roy comme pour les nostres, ne pouuons bonnement entendre. Et pour ce de grace especial se mestier est auons donne et octroye et par ces presentes donnons et ottroyons de rechief aux diz religieux terme, souffrance, et respit pareillement que sur ce leur auons autrefois octroye jusques a la feste de Toussains prochainement. Si vous mandons et enionignons et a chascun de vous si comme a lui appartendra que de nostre presente grace et ottroy vous faictes, souffrez et laissez les diz religieux plainement joir et user sans les contraindre ne molester au contraire. Et se empeschement leur estoit mis, si lostes, en les ramenant et tenant, en tel point que au temps de nostre dicte derreniere souffrance, estoient durant le terme dessus dit, car ainsi le voulons nous estre fait, non obstant quelxconques ordonnances, mandemens ou deffenses ad ce contrairez. Donne a *Beaute sur Marne* soubz nostre seel de secret en absence du grant le xj^{eme} jour de juillet, l'an de grace mil ccc m^{xx} et xvii. Par Monseigneur le Duc.

Orig., G. 180, scellé en cire rouge sous simple queue de parchemin.

N° 30.

1^{er} septembre 1397.

Appointement donné en cour papale dans une cause entre l'abbé de Saint-Etienne, qui prétendait percevoir à son profit les offrandes faites à l'église Saint-Nicolas, et les chapelains qui s'y opposent.

Johannes Fayditi decretorum doctor, canonicus Laudunensis, domini nostri pape cappellanus, et ipsius sacri palatii causarum apostolici causeque seu causis ac partibus infrascriptis ab eodem domino nostro papa auditor specialiter deputatus, vniversis et singulis dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, scolasticis, cantoribus, thesaurariis, custodibus et canonicis tam cathedralium quam collegiatarum ac parrochialium, rectoribus ecclesiarum eorumque locatenentibus vicariis, cappellanis, curatis et non curatis, presbyteris, clericis, notariis et tabellionibus publicis ceterisque personis ecclesiasticis quibuscunque per ciuitatem et diocesem lingonensem et alias ubilibet constitutis et eorum cuilibet insolidum ad quem uel ad quos presentes nostre littere peruenerint, salutem in domino. Ex parte sanctissimi in christo patris et domini nostri domini *Benedicti* diuina prouidencia pape tercii decimi, quamdam commissionis siue suppositionis cedula, nobis per certum eius curso-rem presentatam, nos, cum ea qua decuit reuerencia, recepisse noueritis. Sub hiis verbis exponitur : Sanctitas vestra pro parte humilium oratorum vestrorum abbatis et conuentus monasterii Sancti Stephani de *Diuione*, ordinis sancti Augustini, rectorum parrochialis ecclesie sancti Nicholai de *Diuione*, lingonensis diocesis, quod licet omnes redditus, prouentus, jura, obuenciones et emolumenta quecunque ad dictam parrochiam ecclesiam sancti Nicholai obuencientes, in qua sunt plures presbyteri seculares, quasdam cappellanas, per burgensem ville *Diuionis* ibidem fundatas, deseruientes, ad pre-

fatos dominos abbatem et conuentum pertinuerint et pertineant fuerintque et sint in dicta ecclesia parrochiali nonnulla anniuersaria a Christi fidelibus pro missis et vigiliis mortuorum in dicta ecclesia celebrandi relictacthenus inter dictos presbyteros seculares dictam ecclesiam sequentes, et canonicos dicti monasterii Sancti Stephani ipsam ecclesiam parrochialem regentes, et in horis diurnis atque nocturnis dicte ecclesie exeuntes, per unum presbyterem ad hoc constitutum et deputatum distribui et pertiri consueta ; nichilominus tamen quidam dominus *Johannes Vaucherii* alias *le Gaudolat de Diuione* presbyter assertus procurator seu administrator dictorum anniuersariorum fuit *Petro de Taigneria* et fuit *Guillermo Vergerii*, canonicis dicti monasterii Sancti Stephani, ad regendam dictam ecclesiam sancti Nicholai per dictum abbatem monasterii Sancti Stephani deputatis, partem dictorum anniuersariorum ipsos duos canonicos contingentes tradere omnimodo recusauit et recusat in dictorum abbatis et conuentus et duorum predictorum religiosorum non modicum preiudicium et grauamen, quod est absurdum dicere, videlicet quod canonici, per abbatem dicti monasterii ad quem spectat dicta ecclesia ad deseruiendum dicte ecclesie deputati, de dictis anniuersariis nichil habeant, et quod presbyteri seculares totam habeant cappellanium. Sanctitas vestra pro parte dictorum abbatis et conuentus humiliter supponitur quatenus causam et causas quam et quas prefati domini abbas et conuentus eciam diuisim contra et aduersus dictum dominum *Johannem Vaucherii* alias *le Gaudolat* dictorum anniuersariorum assertum procuratorem seu administratorem et alios presbyteros dictam ecclesiam parrochialem sequentes, et portionem in dictis anniuersariis habere preten- dentes et alios sua interesse credentes habent et mouent seu habere et mouere intendunt, de et super dictis anniuersariis et ipsorum occasione, alicui de dominis

vestri sacri palatii apostolici causarum auditoribus committere dignemini audiendi et decidendi et sine debito terminandi, et cum pietate citandi dictum dominum *Johannem Vaucherii* alias *le Gaudolat de Diuione* presbyterem et alios presbyteros dictam parrochialem ecclesiam sancti Nicholai de *Diuione* sequentes, et jus in dictis anniuersariis habere pretendentes, et omnes alios sua interesse credentes, etiam diuisim in curia romana et ad partes tociens quociens opus fuerit, non obstante quod causa seu cause huiusmodi non sint de sui natura ad romanam curiam legitime deuolute seu in ea tractande, presertim cum propter potentiam dicti domini *Johannis Vaucherii* alias *le Gaudolat* et aliorum presbyterorum de *Diuione* dictam ecclesiam sancti Nicholai sequentium non sperent dicti abbas et conuentus in partibus posse consequi iusticie complementum, et eciam pro eo quod sedes episcopalis lingonensis vacat. In fine vero dicte commissionis siue supposicionis cedula scripta erant de alterius manus-littera littere superiori ipsius cedule penitus et omnino dissimili ac diuersa hec verba videlicet : de mandato domini nostri pape audiat magister *Johannes*, citet ut petitur, et iusticiam faciat. Post cuiusquidem commissionis siue supposicionis cedule presentationem et recepcionem, fuimus, pro parte dictorum dominorum abbatis et conuentus monasterii Sancti Stephani de *Diuione* principalium in dicta commissionis siue supposicionis cedula principaliter nominatorum cum instancia debita, requisiti quatenus citationem extra romanam curiam et ad partes contra et aduersus prefatos dominum *Johannem Vaucherii* alias *le Gaudolat* et alios presbyteros seculares exaduerso principales eciam in dicta commissionis siue supposicionis cedula principaliter nominatos omnesque alios et singulos qui sua crediderint interesse communiter uel diuisim in forma solita et consueta, decernere et concedere dignaremur. Nos igitur *Johannes* auditor pre-

fatus, volentes super premissis procedere ut tenemur et partibus ipsis iusticiam ministrare auctoritate apostolica, qua fungimur in hac parte, vos omnes et singulos supradictos et vestrum quemlibet communiter et diuisim tenore presencium requirimus et monemus primo, secundo, tertio et peremptorio, vobisque nichilominus et vestrum cuilibet quibus presentes nostre littere diriguntur et qui super infrascriptis fueritis requisiti seu alterum vestrum fuerit requisitus in virtute sancte obediencie et sub excommunicationis pena, quam in vos et vestrum quemlibet, trina et canonica monicione premissa ferimus in hiis scriptis, nisi feceritis que mandamus. Discrete precipimus, quatenus infra sex dierum spacium, postquam parte dictorum dominorum abbatis et conuentus principalium fueritis requisiti seu alterum vestrum fuerit requisitus, quorum sex dierum duos pro primo, duos pro secundo et reliquos duos dies pro tercio et peremptorio termino et monicione canonica, assignamus; ita quod in hiis exequendis alter vestrum altero non expectet, nec vnus pro alio se excuset accedentem ubi propterea fuerit accedendi dictos dominum *Johannem Vaucherii* alias *le Gaudolat* et alios presbyteros seculares exaduerso principales omnesque alios et singulos qui sua crediderint interesse personaliter in eorum propriis personis si ipsorum presenciam commode habere poteritis et ad ipsos tutus pareat accessus, alioquin in domibus habitationum suarum ac in parrochiali sancti Nicholai, et cathedrali lingonensis ecclesiis predictis, et aliis locis publicis ubi videbitur expedire et fueritis requisiti seu alterum vestrum fuerit requisitus publice alta et intelligibili voce. Ita et taliter quod predicta et infrascripta ad, ipsorum domini *Johannis Vaucherii* alias *le Gaudolat* et aliorum presbyterorum secularium exaduerso principalium et aliorum quorum interest, noticiam possint et debeant verisimiliter peruenire, nec de predictis et eciam infra-

scriptis aliquam ignorancie causam pretendere valeant seu etiam allegare; ex parte nostra ymo verius apostolica peremptorie citare cauetis quos nos etiam tenore presencium sic citamus quatenus tricesima die post citationem huiusmodi immediate sequente, si dies ipsa tricesima juridica fuerit, et nos ad iura reddendum pro tribunali sederimus, alioquin prima die juridica ex tunc immediate sequente qua nos uel forsitan subrogando in causa huiusmodi auditorem *Auinionem* uel alibi ubi forsitan dominus noster papa cum sua curia residebit, ad iura reddendum, pro tribunali sedere contingerit, compareant in iudicio legitime coram nobis uel dicto forsitan loco nostri subrogando auditorem, per se uel procuratorem aut procuratoris ydoneum seu ydoneos ad causam seu causas huiusmodi sufficientes infonctos, cum omnibus iuribus, litteris infrascriptis et munimentis causam seu causas huiusmodi tangentes prefatis dominis abbati et conuentui principalibus seu eorum *Guillermo* procuratori de et super omnibus et singulis in dicta commissionis seu suppositionis cedula contentis, de iusticia responsuri et ad tota huiusmodi causa et negocio ad omnes et singulos actus gradatim et successiue et vsque ad diffinitiuam sententiam inclusiue, debitis et consuetis terminis et dilationibus interuenientibus processuri et procedere visuri alias dicturi audituri et recepturi quod iusticia suadebit et ordo dictauerit, rationis certificantes, nichilominus eosdem citatos quos nos etiam tenore presencium certificamus quod siue in dicto citationis termino, ut premissum est, venire aut nuncium uel nuncios mittere curauerint siue non, nos nichilominus uel subrogandus predictus, ad predicta omnia et singula et alias prout iuris fuerit, procedemus seu procedet iusticia mediante dictorum citatorum, absentia seu contumacia non obstante. Diem vero citationis huiusmodi atque formam et quicquid in premissis feceritis nobis per vniuersis patentes litteras seu

publicum instrumentum harum seriem seu designationem in se continentem uel continentes remissis presentibus fidelium, intimare cauetis. Volumus eciam dictis citatis copiam fieri de premissis, si eam petierint et habere voluerint petentem tamen sumptibus et expensis. Absolucionem vero omnium et singulorum qui presentes nostras sententias incurrerint nobis uel superiori nostro tantummodo reseruamus. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum presentes nostras litteras seu presens publicum instrumentum scribi, et per notarium publicum nostrumque et huiusmodi cause scribam infrascriptam publicari mandauimus nostrique sigilli iussimus et fecimus appensione muniri. Datum et actum *Auinione* in hospicio habitationis nostre, sub anno a natiuitate domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, indictione quinta et die prima mensis septembris, pontificatus dicti domini nostri domini *Benedicti*, diuina prouidencia pape tercii decimi, anno tercio, presentibus prouidis viris magistris *Petro Tronardi* et *Bertrando Balioti* notariis publicis scribisque nostris clericis constanciencis et suessionensis diocesis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego *Reynerus de Arnhem* clericus coloniensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, ac reuerendi patris domini *Johannis Fayditi Andree* prefati et cause huiusmodi coram eo scriba premissis omnibus et singulis dum sic ut premittitur per ipsum dominum *Andreum* ac coram eo agerentur et fierent vnacum prenominationis testibus, presens interfui, eaque sic fieri vidi et audiui, et ideo hoc presens publicum instrumentum per alium me legitime occupato scriptum, in hanc publicam formam redegi hicque me de mandato et auctoritate prefati domini *Andree* subscripsi et signo meo consueto vnacum eiusdem domini *Andree* sigilli appen-

sione signaui in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum requisitus specialiter et rogatus.

Orig., G. 207.

N^o 31.

11 décembre 1397.

Bail à cens à Guienot li Cournuet, recouvreur à Dijon, fils de Jacot le Cournuet à ce present et l'autorisant, et Arambour sa femme pour leur vie, celle de Meline leur fille, celle du survivant des trois; d'une « maison en ruine ensemble le curtil » sise à Dijon, rue Chaulde entre le mex que Jehan de Tard barbier tient d'une part, et la maison que tient Jehan le Poiseret d'autre part; moyennant la cense annuelle de « neuf gros viez tournois d'argent, le gros compte pour vint deniers tournois, monoie royaul », payable à la fête de Noël. Fait en présence de Guiot Bartinet d'Opchamp, clerc coadjuteur de Andrie de Faanay tabellion de Dijon. Présents : Vaultier le Grain de Lux et Jehan Botenier de Choilley, clercs du diocèse de Langres.

¹ Orig., G. 284, scellé à double queue de parchemin.

N^o 32.

23 janvier 1398.

Confirmation des satuts de la confrérie de Saint-Paul, placée sous la surveillance de l'abbé de Saint-Etienne, par Louis, cardinal de Bar.

Ludouicus, miseracione divina sancte Agathe sacro-sancte romane ecclesie diaconus cardinalis de Barro, vulgariter nuncupatus administrator perpetuus ecclesie lingonense, universis presentes litteras inspecturis salutem in domino. Notum facimus quod contenta in litteris confrerie beati Pauli apostoli in ecclesia beate Marie de Diuione, quibus presentes sunt annexe per nos visa et dili-

genter inspecta, tanquam rite et salubriter facta, laudamus, approbamus, et tenore presencium confirmamus jure nostro curati loci et quolibet alieno in omnibus semper salus. Datum *Lingoni* sub sigillo nostro. Anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo octauo more gallicane et die xxiii mensis januarii. — *Aqueti*.

Orig., G. 197, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 33.

5 février 1398.

Bail à cens par Robertus de Baubigneyo, abbé de Saint-Estienne à Stephanus Labbé, fournerius de Diion, à Guillemette sa femme pour leurs vies; d'une maison dite le four Poilley sise à Diion, rue Saint Pierre devant la maison de Le Loup de Vantoulx, près la maison de Perrenete veuve de Colin Guillemote, et le chemin commun d'autre part; moyennant huit florins d'or, payables par moitié à la fête de la Nativité de saint Jean Baptiste et à celle de Noël. Fait devant Aubertinus de Sauxinet, tabellion. Présents : Stephanus Rotarius, Johannes Grebille de Custigneyo, Philippus de Launier.

Orig., G. 287, scellé à double queue de parchemin.

N^o 34.

15 juin 1398.

Arrêt du Parlement de Paris portant règlement du débat entre l'abbaye de Saint-Etienne, la mairie et les habitants de Dijon, le chapitre de l'église Notre-Dame de Beaune, la mairie et les habitants, au sujet de droits curiaux sur les épousailles et les enterrements.

Charles par la grace de Dieu roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Scavoir

faisons que en nostre cour de parlement, present nostre procureur general pour nous, et les procureurs de nostre tres cher oncle le duc de *Bourgongne*, et les habitans de sa uille de *Dijon*, et aussi des maire et escheuins de sa uille de *Beaulne*, consors en ceste partie demandeurs, d'une part; et l'abbe de Saint Estienne de *Dijon*, à cause des eglises parochiaux qu'il a en ladite ville de *Dijon*, et aussi des doyen et chapitre de Nostre Dame de *Beaulne* a cause des eglises parochiaux qu'ils ont en ladite uille de *Beaulne* aussi consors et deffandeurs d'autre : sur ce que lesdits demandeurs proposoient que les habitans desdites villes estoient et avoient touiours esté bons et deuos catoliques offrans à l'eglise leurs collations touiours devotement et que les curés des eglises parochiaux de *Dijon* au moins de la plus grande partie d'icelle ne paioient rien pour la sustentation d'icelles mais aux paroissiens apertenoit icelles soustenir. Toutefois plusieurs d'icelles auoient plusieurs rantes et censives desquelles les cures pouvoient estre soustenus, et jaçoit ce que pour raison des sacrements l'on ne doit rien demander : toutevoies lesdits abbé et curés ses suiets et autres tant de la uille de *Dijon* que de banlieue et plusieurs autres leurs voisins pour occasion des mortuaires et sepultures des trespases pour leur vouloir se entremettoient et s'efforcoient demander pour maniere des facultes desdits trepasses en contraignant les hoirs et successeurs d'iceux defuncts a composer avec eux, par denegation de sepulture ou autrement indeuhement : tellement que pour les pauvres il falloit querir l'aumosne des autres habitans de ladite ville pour leurs sepulture, et cependant les corps d'aucuns auoient laissie enterrer aux bouches des fosses, pour ce que leurs amis et parents n'auoient voulu composer avec eux, en extorquant maintenant de un douze francts de l'autre 16 et de l'autre dix ou six ou cinq francts ainsi comme il

leurs plaisoit : desquels encor non contants, contrain-
gnoient iceux parents et amis des deffuncts offrir
pain, vin et lumieres non uolant souffrir porter a
l'eglise les charognes des trepasses selon qu'on auoit
compose pour leurs volentes : uoulants aussi pour les
enfans et pour les moindres de sept ans faire celebrer
messes, non contens du luminaires et ia des chiefs des
hostels, ia d'autres faisoient diversement composer : mais
qui pis est en celle mesme maniere s'efforcoient
d'exiger tous les iours des contrahans mariage aucune
fois six, et aucune fois sept ou huict pour la messe et
benoison nuptial, avec l'escuelle au vis, et aussi pour la
purification des femmes apres leur enfantement : et pro-
posoit sur ce plusieurs cas particuliers lesdits deman-
deurs, protestans iceux plus aplain declarer en temp et
en lieu deuz et conuenables ; lesquelles choses lesdits
demandeurs disoient nulle coustume estre louable ou
admissible laquelle aussi ennemie aux saincts canons, et
inductrice de crime de simonie, c'est assaouir en exigeant
pecune pour les sacremens, et desquelles choses mes-
chamment et iniquement estoit soustraicte la sustentation
desdits habitans par lesdits curés et autrement estoient
oprimés iniustement outres grand grief et dommage des
suiets de nostredit oncle et de nostre royaume, si comme
ils disoient, et pour ce par vertu de certaines lettres de
nous obtenues et informations sur ce faictes les susdits
deffendeurs auoient este adiournes en nostredite cour a
respondre sur les choses dessusdites pour quoy les choses
dessusdites plus aplain ramenees a faict ils demandoient
et requeroient lesdits deffendeurs estre condammes et
contraincts a cesser des extorcions et inquietations
auandites, et a restituer les choses indeuhement par eux
exigees a ceux desquels ils les ont exigees, et a nous pour
ces maineres d'entreprises, en amande de deux mil
liures, et a nostredit oncle de mille : et aussi lesdits

habitans desquels les choses deuandites ont este exigees, pour raison des iniures a eux faictes, es choses dessusdites a amande de 500 liures, et par chacun d'eulx par soy, par la prise de leur temporel, et es damages interests, et despens desdit nostre oncle et habitans. Toutteuoies lesdits nostre oncle et habitans requerants a eux estre satisfait premiers que a nous et les habitans dessusdits a eux premiers qu'a nostredit oncle : de la partie desdits deffendeurs fut propose au contraire : c'est ascavoir dudit abbe et cures estants soubs luy, que lesdits eglises parochiaux estoient pauvres, non aians rantes censes ou dismes : laquelle chose proposoient aussi les autres cures parochiaux de *Beaulne*, et autres, et ainsi quelles estoient chargees de grands charges d'offices et de services, et aussi de doyens, de arcediacres, de uisitacions et d'autres prelas, et comme ils n'auient point de temporel : ils puissent estre plus honestement soustenus, et administrer les sacrements, et enseigner les choses espirituelles aux autres simples et laics personnes, pour leurs peines et labeur doyent et doiuent auoir sustentation, laquelle par la louable coustume et pieca introduite ils ont acoustume receuoir a leur uolonte selon la qualite des personnes trepassans, et auoir de leurs facultes, et des autres contrahans mariages, non pas toutteuoies de paction ou conuention par eux precedent, mais que a la requeste des amis des trespasans, ou de ceux qui se marient et non pas pour le sacrement ou exhibition d'iceluy, mais tant seulement pour le seruice et labeur d'iceulx cures : et que les choses dessusdites n'auoient pas, ne ont esté par eux de nouveau introduictes, mais ainsi auoient acoustume estre faict des eglises uoisines, es dioceses circonuoisins. Disoient aussi que ces manieres de proces auoient este commence a la requeste d'aucuns desdits habitans puissans, riches, et d'aucuns, qui soubs vmbre de ces proces receuoient

leurs sustentation : En quoy nous ny nostredit oncle n'auons ne pouuions pretendre aucun interest, pource que la substance des suiets de nostre royaume n'est pour ce rien porté hors de nostre royaume, pour ce aussi que les droicts de nostredit oncle pour occasion de ces choses, ne sont en aucune chose diminuees mais regardoient, et regardent les choses dessudites l'interest des singulieres personnes ausquelles ceste poursuite deuoit appartenir et non ausdits nostres, ou de nostredit oncle, ou des devandits habitans procureurs : estoit aussi et est necessite que lesdits cures parochiaux eussent, non tant seulement la leur, mais aussi la sustentation de leurs chapelains, attendu la petite quantite des oblations acoustumees a faire esdites parties. Et ces choses comme la demande des devantdits demandeurs et poursuite soit personelle et lesdits deffendeurs soient personnes ecclesiastiques que nostredite cour ne pouuoit connoistre de ces choses mais apertenoit a la iuridiction ecclesiastique : ou au moins que se de ces choses nostredite cour uouloit cognoistre que les choses devandites considerees, lesdits demandeurs n'estoient a receuoir, aux choses par eux proposees ou demandees : et s'ils estoient receu estre dit et prononce que iceux deffendeurs fussent absous, des impetitions d'iceux : en protestant toutleuoies respondre plus aplain aux cas particuliers qui leurs seroient declares, et aussi requeroient, a eulx estre faict prouision pendant ce proces : et aussi que nostredit oncle et les habitans fussent condammes a leurs despens : les deuandicts demandeurs disant en repliquant au contraire que ledit abbe auquel les cinq eglises parochiaux de ladite ville de *Dijon* apartiennent ne preschoit, ne presche, n'enseigne choses espirituelles en icelles, toutefois il recoit franchement de la seule eglise parochiale Nostre Dame deux cent liures de ferme, jacoit ce aussi que pour la celebration de la messe, et pour les exeques

des pauvres ils n'aient point plus de labeur que les riches toutevoies par leurs uolonte ils exigent de tout, dont on a souvent trouue eux avoir exigie pour sepultures aucune fois seize francs et pour mariage sept. Esquelles choses aucune coustume, ne peut estre louable, ne n'est a recevoir, laquelle induit simonie : et aussi exigent a leurs uolonte combien qu'ils doiuent franchement ensevelir, et ministrer les autres sacrements : et par aduantage leur apartiendrait il aucune chose recevoir : toutefois de precedant paction ou conuention par eux faicte, mesmement au temp que les defuncts ne possedent aucuns biens : mais appartient aux hoirs ou aux seigneurs et iusticiers : que si il neloit aucune chose exiger pour les sepultures aussi par pareille raison ne pour les messes en sollemnization des mariages, car les mariages doiuent estre francts ; et neantmoins lesdicts cures en exigent sept, six et cinq frans, combien touttefois que de coustume en autres parties treize deniers en soient deus seulement, apres encores different ils a composer, iusqu'a ce que les viandes et les autres choses soient apareillees, afin qu'ils puissent extorquer plus grande somme. Et avec ce nostre interest estoit tourne pour ce que par ces manieres d'exactions aussi, comme un mortemain es trepasses, et un fortmariage es contrahans mariages semblent estre introduit sur le peuple, et exaction estre faicte du peuple indeuhement : lesquelles comme il nous appartient reprimer aussi apertenoit il et appartient a nostre oncle en ceste partie, duquel les suiets par lesdictes exactions sont apauuris et greues autant que a bien peu estoient menaces a laisser le pais il appartient aussi de tous habitans comme et ce nom comme corps de uille. Toutteuoies pour le grief des singuliers qui sont en corps d'habitans et autrement en cas semblables les seigneurs pour l'interest de leurs suiets eux faisant partie ont esté receu par arrest de nostredite cour si

comme en la cause des cures d'*Angiers*, le duc *Danion*, et en la cause des habitans d'*Aseinois* contre leurs cures, nostre oncle duc de *Berry* : entre lesquels aussi les cures uoulans decliner a la iurisdiction seculiere, nostredite cour auoit retenu a elle la connoissance, par lesquelles choses il appert lesdits deffendeurs non estre a receuoir, et aussi que nostredite cour cogneust de ceste cause, et outre que le plaict pendant lesdicts deffendeurs n'eussent prouision au moins autre qu'elle auoit esté faicte du consentement des parties passé en nostredite cour, et mais que la inhibition faicte ausdicts cures que ils ne exigeassent plus truct, et autrement, si comme ils concludoient dessusdicts lesdits deffendeurs en duplicant soustenants les choses proposees par iceulx, et que l'usage estoit et est raisonnable et louable, mesmement pour le sacrement ou exhibition des sacrements ils n'ont acoustume rien exiger, mais que tant seulement pour leurs peine et labeur, et de leurs chapelains : et se par aduanture aucune paction ou convenance entreuient, non pas de par eux, mais de par leurs paroissiens, uenants a eux commancoient a composer. Et se aucunement nostre cour ueult connoistre de la cause, qu'il ne soit sur ces choses arbitre, ils ne le contredient aucunement : alleguant plusieurs autres raisons afin qu'ils fussent a estre receu et non les demandeurs, et aussi qu'ils eussent prouision : mesmement que le plaict pendant, ils ne receuroient rien ne recoient et autrement, en concludant comme dessus. Finablement les dessusdites parties ouyes aplain es choses, que sur les choses devant-dites ils ont voulu dire et proposer tant en dupliquant qu'en repliquant, ven aussi les lettres, actes, et munimens, et aussi information exhibees a nostredite cour : et les raisons dune part et d'autre proposees : ensemble les autres choses qui sont a considerer et attendre, diligemment entendues, et qui pouuoient mouuoir nostre-

dite cour en ceste partie par arrest a este dit que nostre-dite cour connoistra de ceste cause, et ne pouuoient, ne peuuent lesdites parties estre expediees sans faict. Lesdites parties feront donc leurs faicts aux autres fins, ausquels ils ont tendut, sur lesquels enqueste faicte et rapportee a nostredite cour sera faict droict. Et aussi par le mesme arrest fut dit que la prouision faicte du consentement des parties tiendra, et aucune autre prouision nostredite cour ne fera de present iusque par icelle autre chose sera ordonnee. En tesmoing de laquelle chose nous auons commende nostre seel estre mis a ces presentes lettres. Donné a *Paris* en nostre parlement le 15^o jour de juin, l'an de grace 1398 et de nostre regne le 18^o.

Signe par arrestum curi  . — *J. Villequin*. — Collationne a l'original le 14 avril 1662. Rendu. — *Arviset*.

Copie : Reg. G. 133, fo 423.

N^o 35.

2 et 21 juin 1398.

Mandement du duc Philippe II, qui accorde mainlevée à l'abbaye de Saint-Etienne pour cent cinquante livres de rente.

(Pour la formule et la lettre de Philippe II, se reporter à la mainlevée du 21 décembre 1396... les religieux ont dit les messes promises au roi Jehan.)

Et audit tiltre les diz supplians tant par laiz a eulz faiz comme autrement aient acquiz environ cent et cinquante frans, desquelz acquestz les diz supplians ont jay paisiblement par long espace de temps jusques a ce que nagaires vous auez mis ou fait metre tous yceulz acquestz en vostre main et encoires les y tenez sans leur en vouloir faire recrance aucune ou deliurance si comme ilz dient. Et il soit ainsi que combien que nous qui ades voulons les gens d'eglise estre favorablement trauctie, attendu que

les diz supplians ont fait les diz acquestz de cent et cinquante frans soubz umbre des dictes lettres de feu nostre dit seigneur et pere, aions fait traictier par aucuns des gens de nostre dit conseil, avec certain messaige et commis a ce des diz supplians que, en nous paiant pour une foiz la valeur ou revenue de trois années des diz acquestz, et parmi ce que les diz supplians renderont et bailleront par devers noz amez et feaulz les gens de noz comptes au dit *Diion* les dictes lettres de feu nostre dit seigneur et pere, lesquelles nous voulons par eux estre cassees et retenues en nostre chambre audit lieu, nous leur admortirons yceulz acquestz, ou cas que lesdiz supplians en seront d'accord et le voudront consentir, ce qu'ilz doivent signifier et faire savoir a reverend pere en Dieu l'evesque *Darrars* nostre ame et feaul chancelier, dedens la feste de la Magdelene prochain venant. Toutefois nostre dicte main mise demoureroit et seroit tousiours sur lesdits acquestz, et ne les pourroient les diz supplians prendre, ne percevoir, ne joir d'iceulz se par nous ne leur estoit sur ce porvueu de gracieux et conuenable remede, duquel ilz nous ont humblement supplie. Pourquoi nous ces choses considerees, inclinans fauorablement a la dicte supplicacion, aus diz supplians auons ottroye et consentie de grace especial et vous mandons par ces presentes, que par et soubz nostre dicte main vous faictes, souffrez et laissez lesdiz supplians joir et user de leurs diz acquestz paisiblement et senz empeschement jusques a la saint Remy prochain venant, afin que ce pendent puisse estre ordone et appointtie sur ce que dit est, en la maniere qu'il appartendra de raison. Donne a *Paris* le second jour de juung, l'an de grace mil ccc m^{xx} et dix huit. Ainsin signe par monseigneur le duc a la relacion du conseil. — *Damel*.

(Pour le mandement du 21 juin 1898, se reporter à la pièce identique du 21 décembre et 29 janvier 1396.)

Orig., G. 180, scellé sous simple queue de parchemin.

N^o 36.

22 juillet 1398.

Bail à cens à Johannes Bonost de Villa Nova dite aux riches hommes, clerc demeurant à Dijon, à son épouse et à Johannes Bonost leur fils, pour leur vie et celle du survivant; de maisons et un curtil en arrière d'elles, que tenait à cens autrefois maître Radulphus Chappellet cordonnier, situées d'une part devant l'église du monastère de Saint-Etienne « juxta domum cappelle domini ducis Burgundie » que tient maintenant Guido de Braiseyo chanoine de la dite chapelle, et tenant à la maison que tient à cens de l'abbé, Jehan Gurbille de Cutigny, d'autre part. Cette retenue est faite pour le prix de six livres tournois — le franc compté pour 20 solides, le gros pour 20 deniers — à paier chaque année, la moitié à la fête de Noël et l'autre moitié à la nativité de Saint Jean-Baptiste. Et parce que lesdites maisons sont maintenant en ruine, l'abbé par les présentes quitte au dit Johannes sur le dit cens la somme de 8 francs d'or, laquelle somme lui est déduite sur les six premières années. Dans ces six années Johannes est tenu de payer à chaque terme 3 francs. Le premier paiement commencera à la saint Jean-Baptiste prochaine. Il devra construire une maison où il y aura quatre chambres, « unus chassus », et deux cheminées. Fait devant Johannes Boni de Dijon, clerc du tabellion. Présents : « nobilis vir Perrinus Linin de Terra Monda stutiffera » et Monetus dit le Messaigier de Ongrie, demeurant à Dijon.

Orig., G. 264, scellé.

N° 37.

7 août 1398.

Obligation de la somme de cinq francs d'or souscrite par Philibert Gueniot, de Genlis, à Jean Lenain, de Dijon.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnacion d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix huit, le septisme jour d'aoust, je *Philebert Gueniot de Janley*, fais sauoir a tous presens et aduenir que je confesse deuoir bien et lealment a *Jehan Lenain* demourant a *Diion*, la somme de cinq frans d'or, pour certaines et justes causes dont je me tieng pour bien content, et promet par mon serement pour ce donne aux euangiles de Dieu et sousbs l'obligacion de tous mes biens presens et aduenir quelxconques lesquels quant adce je submet a la juridicion et cohercion de la court monseigneur le duc de *Bourgoingne*, et veulz estre comme de chose adiugie contrains par ladite court le dit debte paier et rendre audit creancier ou a son certain commandement portant ces lettres, c'est assauoir a la feste de saint Remi prochin venant la moitie, et l'autre moitie a Pasques charnelz ensuigant qui sera l'an mil ccc m^{xx} et dix nuef, ensamble tous despens et missions encourus par deffaut de paiement ; toutes exepcions et decepcions ad ce contrairez cessans et arriers mises. En tesmoing de ce, j'ay requis et obtenu le seel de ladite court monseigneur le duc estre mis a ces presentes lettres faites et donnees en la presence de messire *Jehan Belin de Janley*, prestre coadiuteur du tabellion de *Ronure* pour monseigneur le duc, de *Jehan Gurge de Diion* bouchier et *Jehannot le Teraillon de Janley*, tesmoins ad ce appellees et requis l'an et le jour dessus dis. — *J. de Janley*.

Orig., G. 356, scellé à double queue de parchemin.

N^o 38.

Août 1398.

Lettres d'amortissement de cent cinquante livres de rente, accordées par Philippe le Hardi, en faveur de l'abbaye de Saint-Etienne.

Phelippe, filz de roy de *France*, duc de *Bourgongne*, conte de *Flandres*, d'*Artois* et de *Bourgongne*, palatin, sire de *Salins*, conte de *Rethel* et seigneur de *Malines*, sauoir faisons a touz presens et auenir nous auoir receue l'umble supplicacion de noz bien amez les religieux prieur et couuent du monastere de Saint Estienne en nostre ville de *Dijon*, contenant que depuis quarante ans enca ou enuiron yceulz religieux, tant par laiz a eulx faiz de plusieurs personnes dont ilz sont chargez de faire et dire certaines messes et autres suffrages en leur eglise comme autrement, aient acquis en nostre duchie de *Bourgongne* en pluseurs parties et en diuers lieux, pour la pitanse et sustentacion d'iceulx prieur et couuent, qui estoient adont et sont encores assez petitement fondez, jusques a la somme et valeur de cent et cinquante liures tournois de rente pour chascun an. De la quelle rente lesdiz religieux ont joy paisiblement par long temps jusques a ce que nagaires certains noz commis, sur le fait des nouveaulx acquestz ou bailliage de *Dijon*, ont saisiz et mis en nostre main les dessus diz acquestz faiz par yceulx religieux. Pardeuant lesquelx noz commis, lesdiz religieux requis-trent nostre dite main estre leuee et l'empeschement oste desdiz acquestz, disans qu'ilz auoient obtenues de feu de bonne memoire le roy *Jean* nostre tres cher seigneur et pere, cui dieux pardoint, tenant lors en sa main la duchie de *Bourgongne*, certaines lettres en laz de soye et cire vert donnees a *Beaulne* l'an mil trois cens soixante deux ou mois d'octobre, par lesquelles il leur auoit ottroie que en nostre dit duchie ilz peussent acquerir jusques a

deux cens liures de rente sanz admortir, et les tenir et auoir perpetuellement sanz ce qu'ilz feussent ne deussent estre jamais contrains de les mettre hors de leurs mains ne en paier aucune finance, parmi ce que tant que ycelli nostre feu seigneur et pere viuroit lesdiz religieux seroient tenuz de celebrer en la dite eglise vne messe du saint Esperit touz les mois de l'an et aprez son trespas vne messe de requiem a tousiours mais pour le remede et salut de son ame et de ses hoirs et successeurs, lesquelles messes yceulx religieux ont faittes et dittes depuis solennelment et deuotement selon le contenu desdites lettres. Et auec ce baillerent des lors en la chambre des comptes a *Dijon* leur lettres par lesquelles ilz s'obligerent de faire et celebrer des lors en auant a tousiours en leur eglise ycelles messes et diuin seruice. Et, par ce d'icelles lettres de nostredit feu seigneur et pere, lesdiz religieux se vouloient aidier et les emploier pour l'admortissement desdittes rentes et heritages par eulx acquises, montans comme dit est a la dite somme de cent cinquante liures tournois de rente. A quoy par noz diz commis et autres gens de nostre conseil fut debatue a l'encontre desdiz religieux que lesdittes lettres de nostredit feu seigneur et pere ne deuoient tenir aucun lieu ausdiz religieux, tant parce qu'elles ne furent oncques veriffiees en la dite chambre des comptes a *Dijon*, comme pour plusieurs autres raisons et moyens plus aplain proposez et alleguez en ceste partie. Et aprez plusieurs debaz euz sur ce entre noz dites gens d'une part et lesdiz religieux d'autre, certain appointment ait este pourparle et traittie ou cas qu'il nous plairoit c'est assauoir que lesdiz religieux rendroient et bailleroient en nostre dite chambre des comptes a *Dijon* lesdictes lettres originaulx qu'ilz ont de feu nostredit seigneur et pere le roy *Jehan*, comme casses et vaines pour illec estre chancellees, et diroient et celebrentoient chascun mois perpetuellement lesdictes messes pour

le salut de l'ame d'icelli nostredit feu seigneur et pere, de nous et de noz successeurs en leur dite eglise, et si paie-roient a nostre receueur de *Dijon* pour nous la somme de quatre cens et cinquante frans pour vne foiz, mais qu'il nous pleust lesdittes cent cinquante liures tournois de rente admortir a yceulx religieux, si comme ilz dient en nous tres humblement suppliant que considere que les-diz acquestz sont sanz fief et justice et que, tant pour le fait des guerres et mortalitez qui ont este ou temps passe en nostredit pais de *Bourgongne* comme autrement, les rentes d'iceulx religieux soient moult diminuees et telle-ment que a grant pene peuent elles satisfaire aux viure et necessitez d'iceulx religieux, il nous plaise sur ce leur impartir nostre grace. Nous adecertes, pour la deuocion que tousiours auons eue au glorieux prothomartir saint Estienne et a sa dite eglise qui a este fondee par noz predecesseurs dux de *Bourgongne* et pour consideracion des dictes lettres que nostredit feu seigneur et pere octroya comme dit est ausdiz religieux et afin que nous et noz hoirs et successeurs soions participens es bienfaiz et bonnes prieres qui se feront par les diz religieux en la ditte eglise, de nostre grace especial les dites cent et cin-quante liures tournois de rente, dont lesdiz religieux seront tenuz bailler la declaracion en nostre dite chambre des comptes a *Diion*, auons admorties et admortissons par la teneur de ces presentes et voulons et otloions que lesdiz religieux a tousiours les tiengnent et possident pai-siblement et sanz ce qu'ilz puissent ou temps auenir estre contrains de les mettre hors de leurs mains parmi ce que lesdites lettres obligatoires baillees par eulx comme dit est en icelle chambre demourront en leur force et vertu, c'est assauoir que perpetuellement lesdiz religieux demour-ront chargez et obligez de chanter chascun mois de l'an vne messe solennelment en leur eglise pour le remede des ames de nostre dit feu seigneur et pere de nous et

de noz hoirs et successeurs, et qu'ilz bailleront et rendront ycelles lettres qu'ilz ont de nostre dit feu seigneur et pere en nostre dite chambre pour estre chancellees et cassees, et auecques ce paieront a nostre receueur de *Dijon* la somme de quatre cens et cinquante frans pour vne foiz. Si donnons en mandement ausdictes gens de noz comptes et commis sur le fait des nouueaulx acquestz et a touz autres justiciers et officiers de nostredit duchie ou leurs lieutenants presens et auenir a chascun d'eulz pour tant que a li appartendra, que lesdiz religieux a tousiours mais facent et seuffrent joir et vser de nostre presente grace et octroy, sanz leur donner ne souffrir estre fait ou donne ou temps auenir aucun empeschement au contraire. Et que ce soit ferme chose et estable perpetuellement, nous auons fait mettre nostre seel a ces presentes lettres, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donne a *Paris* l'an de grace mil trois cens quatre vins et dix huit ou moys d'aoust.

Par monseigneur le duc a vostre relacion. — Visa : *Courlon*.

Orig., G. 180, scellé en cire verte en las de soie rouge et vert. — Copie : Reg. G. 133, f^o 421.

N^o 39.

5 septembre 1398.

Vente par Philibert Gueniot de Janley, en son nom et en celui de sa femme Marguerite, à l'abbé du monastère de Saint-Etienne de Dijon, « frere Hugues de Lonceval chanone et procureur d'icelli present et stipulant », de vingt solz tournois — le franc d'or compté pour douze gros viez tournois d'argent — de rente ou cense annuelle et perpetuelle portant « loux, vente et remuaige », payables par moitié aux fêtes de saint Remi et de la Résurrection

de Notre Seigneur, assignés sur un mex avec ses maison-
nements, le curtil et les appartenances, situé à *Janley*
près le mex que tient *Nicolas Riguey* d'une part et un mex
où demeure *Oudot le Lombart* d'autre part, — moyen-
nant le prix de dix-huit livres tournois payé au vendeur.
Fait en la présence de *Guiot Bartinet d'Orchamp* clerc
coadiuteur du tabellion de *Dijon*. Présents : *Henri de*
Morey fils de *Huguenin de Morey* demeurant à *Dijon*,
Perrenot le Mouhet de Janley, et *Estienne Rouhyer*,
demeurant à *Dijon*, et plusieurs autres.

Orig., G. 357, scellé en cire verte à double queue de parchemin.
— Copie : Reg. G. 133, f° 387.

N° 40.

23 octobre 1398.

Acte par lequel Jehan le Norgeolet promet de faire accomplir les
réparations nécessaires à une maison qu'il tient à cens.

En nom de nostre Seigneur amen. L'an de l'incarna-
tion d'icellui courent mil trois cens quatre vins et dix
huit le vint et troizieme jour du mois d'octobre, nous
Jehan le Norgeolet de Mecigney et *Gauthier* son frere,
sauoir faisons a tous presens et aduenir que, nous et
chascun de nous pour le tout, promectons mettre ou
faire mectre en reparation vne maison, appartenant a
reuerend pere en Dieu monseigneur l'abbe de Saint
Estienne de *Diion*, assisse dehors les murs de *Diion*
en la rue *es Quartaulx*, de coste *Perrin de Blaigney* d'une
part, la quelle nous tenons dudit monseigneur l'abbe
pour vng franc d'or de cense, et ceste reparation nous
serons tenuz et promettons faire devans la feste de la
natiuite saint Jehan Baptiste prochen venant; et icelle
maison mise en bonne et soffisant reparation, la main-
tenir en bon estat au proffit dudit cense. Et promectons

nous les dis freres chascun de nous pour le tout, par nos seremens, pour ce donnez corporelement aux sains euuangellez de Dieu et soubz l'obligation de tous nos biens quelxconques meubles et heritaiges presens et aduenir, toutes les choses dessus dites faire enteriner et adcomplir tout par la forme et maniere que dit est, et rendre et restituer audit monseigneur l'abbe tous coux, dommaiges, missions, interestz et despens, lesquels il se dira sur ce auoir euz mis, au deffault des choses dessus dictes non adcompliez comme dit est dessus. En Renuncent quant a ce, nous les dis freres par nos dis seremens et soubz l'obligation que dessus a toutes exceptions de deception quelconques, a toutes autres choses tant de droit comme de fait et de coustumes a ce contraires, au benefice de diuision, au droit reprouant general renunciation. Et a l'obseruance des choses dessus dictes nous les dis freres chascun pour le tout voulons estre contrains et executez ainsin comme de chose adiugie par la court monseigneur le duc de *Bourgogne*, a la juridiction et contraincte de la quelle court quant a ce nous submec-tions chascun pour le tout nous nos hoirs et tous nos biens. En tesmoin de ce nous auons requis et obtenu le seel de la dicte court estre mis a ces presentes lettres, faites et passees en la presence de *Jehan le Bon* de *Diion* clerc coadiuteur du notaire du dit lieu pour mon dit seigneur. Presents : *Estienne Rouhier* et messire *Eude Bertrant* prestre, tesmoins a ce appelez et requis, l'an et le jour dessus dis. — *Jo. le Bon.*

Orig., G. 286, scellé à double queue de parchemin.

N° 41.

25 novembre 1398.

Bail à cens à Bertelley de Beaulmont, vigneron à *Dijon* et *Estiennote* sa femme, autorisée de son mari, pour leur vie, celle de leur fils *Jehan*, et celle du survivant des trois; d'une maison, sise à *Dijon*, rue *es Ribotes*, tenant à celle de *Hanri de Vergey* d'une part, de l'autre à celle de *Perrenete la Bouillarde*; moyennant la cense annuelle de 40 sous tornois, le franc d'or valant 20 solz tornois, le gros tornois 20 deniers tornois; payable moitié à la fête de Noël, moitié à celle de la nativité de saint Jean Baptiste. Fait par-devant *Aubertin de Sauxinet*, coadjuteur du tabellion de *Dijon*. Témoins: *Estienne Rouhen*, *Jehan Boulletot* de *Dijon*, vigneron.

Orig., G. 271, scellé à double queue de parchemin.

N° 42.

7 janvier 1399.

Cession d'une pièce de terre, faite à l'abbaye de Saint-Etienne,
par Philibert Girart.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix neuf, le septieme jour du mois de januiier, je frere *Jehan Potier* chanonne du monastiere Saint Estienne de *Diion* et procureur de messires abbe et conuent d'icellui monastiere d'une part, et je *Philibert Girart de Janley* d'autre part, nous les dites parties de nos bon grez et certaines sciences, sauoir faisons a touz que, comme debas et questions fuissent mehues ou apparissent admouoir, en la court monsieur le bailli au siege de *Diion*, entre lesdits messires abbe et conuent d'une part et je le dit *Philibert* d'autre part, de et sur ce que lesdits

religieux demendoient a moy le dit *Philibert*, trois solz de rente ou cense que ilz disoient et maintenoient par moy a eulx estre dehuz chascun an, pour vne piece de terre que ie tien de leur pour le dit cense de trois solz tournois de fort monnoie, assise ou fenaige de *Janley*, appelee vulgaulment *le Champ Prestet*, laquelle contient cinq quartiers, je li diz *Philibert* disant au contraire et que je ne tenoie point de piece de terre qui leur fut censable ; finalement pour le bien de paix et de concorde estre entre nous dites parties moenant certaines bonnes gens, je ludit *Philibert* non vuillant yceulx religieux estre en riens perdauble, pour ce ay baillé et baille par ces presentes lettres a yceulx religieux en perpetuite pour leur et leurs successeurs abbe et couuent dudit monastiere, le dit frere *Jehan Potier* chanoine et procureur dudit monastiere present et acceptant, vne piece de terre contenant trois quartiers, assise ou fenaige dudit *Janley*, ou lieu que l'on dit *es Eschampeaulx*, de coste *Perrenot le Nouhet* dudit *Janley* d'une part, et la terre *Nebert le Tinletet* demorant a *Diion* d'autre part. Pour quoy, de la dite piece de terre cy dessus confinee, je lidis *Philibert* me deueix perpetuellement pour moy et mes hoirs, et lesdits religieux en reueix perpetuellement pour eulx et leurs successeurs abbe et couuent. Et par ainsi nous lesdites parties sumes hors desdiz debat et question et nous en departons des maintenant, et demeure chacune partie a ses despens fais en yceulx debat et question. Et auxi je li dis *Philibert* demeure quicte d'iceulx iii solz et arreraiges et amendes qui dehus leur en seront a cause que dessus, et auxi sont et demeurent descharges mes heritages se en aucune maniere pour occasion de ce estoient charges. Promettant, nous lesdites parties par nos seremens pour ce donnes corporelment aux sains euuangelilles de dieu, et soubz l'obligacion de touz mes biens tant meubles comme heritages, presens et aduenir,

quelxconques, et par especial je li dis frere *Jehan* procureur, soubz le voul de ma religion et soubz l'obligacion et ypotheque de touz les biens temporelx dudit monastiere presens et aduenir, lesquelx par vertu de ma procuration je oblige quant a ce, cest present traicte, accort et choses dessus dites auoir et tenir fermes, estables et aggregaables senz jamais venir a l'encontre, et je li dis *Philibert* la dite piece de terre condure, garantir, deffendre et faire en pais tenir aux diz religieux et a leurs successeurs abbes et connuent pour son disme paient. En renuncent quant a ce, nous lesdites partes par nos diz seremens et soubz l'obligation que dessus, a toutes autres choses tant de fait comme de droit et de coustume a ce contraires, au droit reprouant general renunciation. Et a l'obseruance des choses dessusdites, nous lesdites parties vuillons estre contraint et execute ainsi comme de chose adiugie par la court monseigneur le duc de *Bourgongne*, a la juridiction et contrainte de laquelle court quant a ce nous submectons nous nos hoirs et touz nos biens. En tesmoing de ce nous auons requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres et es semblables d'icelles doubles paroillement de mot en mot, faites et passees en la presence de *Jehan le Bon* de *Diion*, clerc coadiuteur du notaire dudit lieu pour mondit seigneur. Presens : *Jehan Conrot de Breteneres* et *Perrenot Marlot* demorant a *Janley*, tesmoins a ce appellees et requis, l'an et le jour dessus diz. — *Jo. Lebon*.

Orig., G. 356, scellé à double queue de parchemin. — Copie : Reg. G. 133, f^o 388 v^o.

N° 43.

7 janvier 1399.

Bail à cens.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix neuf, le septieme jour du mois de janvier, nous *Perrenot ly Mouhet de Janley* demorant audit lieu et *Perrenote* sa femme, c'est assavoir je la dite *Perrenote* du loux, licence auctorite dudit *Perrenot* mon mari, sauoir faisons a tous presens et aduenir que nous retenons chascun pour le tout a cense annuelle et perpetuelle pour nous et nos hoirs, de religieuses et honnestes personnes abbe et couuent du monastere Saint Estienne de *Diion* de l'ordre Saint Augustin du diocese de *Lengres*, religieuse et honneste personne frere *Jehan Potier* chanoine et procureur dudit monastiere present et acceptant, vne piece de terre contenant trois quartiers assise ou fenaige dudit *Janley* ou lieu que l'on dit es *Estampeaulx* de coste nous lesdiz maries d'une part et la terre *Nobet le Traletet* demorant a *Diion* d'autre part. Et ceste presente retenue et accensissement nous lesdits maries de l'auctorite que dessus faisons pour le pris et somme de trois solz tournois de fort monnoie de cense ou rente paient chascun an a *Janley* aux diz religieux ou a leurs certains commandement es termes qui s'ensuignent, c'est assavoir la mitief a la feste de la resurrection nostre Seigneur et l'autre mitief a la feste saint Remy, a la peine et amande de sept solz pour deffault de paie pour chascun terme passe; et commencera ly premier paiement a la dite feste de la resurrection nostre Seigneur prouchen venant et apres continuellement suinguant; la quelle piece de terre nous lesdits maries reteneurs de l'autorite que dessus ne nos hoirs ne pourrons vendre, alier, permuter, charger d'autre charge, ne mettre hors de nos

mainz senz le consentement desdits religieux et la maintenir au proffit dudit cense. Promettant nous lesdits maries reteneurs, de l'autorite que dessus chascun pour le tout, pour nous et nos hoirs lesquelx nous obligeons quant a ce, par nos seremens pour ce donne corporelment aux sains euuangelles de Dieu, et soubz l'obligacion de touz nos biens quelxconques meubles et heritaiges presens et aduenir, le dit cense rendre et paier aux diz religieux es termes que dessus. Et pour la seurte dudit cense nous lesdits maries en especial leur assignons et assietons sur vne piece de terre, contenant trois quartiers, assise oudit fenaige empres la dite piece que nous retenons d'iceulx religieux d'une part et la terre de l'eglise de Janley d'autre part, frainche pour son disme, et generalment sur nos diz autres biens pour ce qui leur seroit deheu d'icellui cense et des amendes de termes passes d'icellui et des despens fais par eulx comme du principal, et auec ce faire, enteriner et adcomplir toutes les choses dessus dites et vne chascune d'icelles. En renuncent quant a ce nous lesdits maries reteneurs, de l'autorite que dessus chascun pour le tout, par nos diz seremens et soubz l'obligacion que dessus, a toutes choses tant de fait comme de droit et de coustume a ce contraires, au droit reprouant general renunciacion. Et a l'obseruance des choses dessus dites nous lesdits maries reteneurs, de l'auctorite que dessus chascun pour le tout, vuillons estre contreins et executez ainsi comme de chose adiugie par la court monseigneur le duc de *Bourgongne*, a la jurisdiction et contrainte de la quelle court quant a ce nous lesdits maries de l'auctorite que dessus submettons nous nos hoirs et tous nos biens. En tesmoin de ce nous auons requis et obtenu le scel de la dite court estre mis a ces presentes lettres faites et passees en la presence de *Jehan le Bon de Diion* clerc coadiuteur du notaire dudit lieu pour mondit seigneur. Presens *Philibert Girart de Janley*,

Nicolas son filz et *Perrenot Maillet*, tesmoins a ce appelez et requis, l'an et le jour dessus dis. — *Jo. Lebon*.

Orig., G. 357, scellé en cire verte à double queue de parchemin.
— Copie : Reg. G. 133, f^o 387 v^o.

N^o 44.

7 janvier 1399.

Mise en possession d'une maison, à Genlis.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix neuf, le septieme jour du mois de janvier, enuiron quatre heures apres miedi dudit jour, en la ville de *Janley*, en la presence de moy *Jehan le Bon de Diion*, clerc coadiuteur du notaire dudit lieu pour monseigneur le duc de *Bourgoingne*, et des tesmoins cy apres escrips, estans personnellement *Philibert Gueniot* dudit *Janley* et *Marygerrite* sa femme lesquelx maries baillierent realment et de fait a religieuse et honneste personne frere *Jehan Potier*, present et stipulant pour et en nom de reuerend pere en Dieu frere *Robert de Baubigney*, docteur en decret, abbe du monastiere *Saint Estienne de Diion*, de l'ordre *saint Augustin*, du diocese de *Lengres*, la possession et saisine de la maison et du droit d'icelle qu'ilz ont vendue audit monsieur l'abbe, assise audit *Janley* ensamble touz les mes et appartenances d'icelle, contenuz es lettres dudit vendaige recehues par moy le dit *Jehan le Bon* le XVI^e jour de nouambre l'an que dessus, parmy lesquelles ces presentes sont imphichces, en mectant dehors leurs pos, pelles, celles et autres biens, et en baillant audit frere *Jehan* la cleif d'icelle maison. Et de ce demenda a moy le dit *Jehan le Bon* a lui estre fait, pour et en nom dudit monsieur l'abbe, publique instrument soubz le seel de la court monseigneur le duc de *Bourgoingne*, au auquel

frere *Jehan* je li dis *Jehan le Bon* lui octroya. En tesmoing de ce, j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres avec mon soing manuel, faictes et passees en ma presance. Presens *Jehan Courtot de Breteneres*, *Perrenot le Nouhet*, *Perrin Belin*, *Henriot le Lombart de Janley* et pluseurs autres, tesmoings a ce appelez et requis l'an mois jour heure et lieu dessus dis.
— *Jo. Lebon*.

Orig., G. 356, scellé en cire verte sous double queue de parchemin. — Copie : Reg. G. 433, f° 389.

N° 45.

11 janvier 1399.

Bail à cens en emphytéote à Perrenot Seville de Diion, tonnelier, et *Jehannot*, sa femme, pour leur vie, celle de *Germenot*, leur fils, et du survivant des trois ; d'une maison, sise rue du *Petit Pautet*, près de celle appartenant aux hoirs de feu *Guillemote la Puillee* et celle de la confrarie es suers de *Diion* ; moyennant trois francs d'or, le franc pour vint solz et le gros tournois d'argent pour vint deniers, payables par moitié aux fêtes de Noël et de saint Jehan Baptiste. Passé en présence de *Jehan le Bon*, clerc coadjuteur du notaire de Diion. Présents : *Vaulthier le Grain*, clerc, *Jehan la Male de Saint Legier* soubz *Brevay* et *Nicolas Otenet*, clerc.

Orig., G. 288, scellé sous double queue de parchemin.

N° 46.

24 février 1399.

Bail à cens à Perrénnot Bertheaul de Dijon, pourpoin-tier, à *Ytasse*, sa femme, et à *Jacote*, sœur de ladicte *Ytasse*, veuve de feu maistre *Poinssart le Mareschaut*,

pour leur vie et celle du survivant ; d'une maison, sise à *Dijon*, derrière l'église Saint-Michel, entre la maison que *Milot de Lery* tient des religieux de Saint Estienne et celle que tient d'eux *Perrenot de Chassigney*, chapuis, d'autre part; moyennant trois florins de cense annuelle, le florin valant seize solz huit deniers tournois, un franc d'or vingt solz tournois, payable par moitié à Noël et à la fête de saint Jehan Baptiste. La maison reviendra au monastère après leur décès. Acté devant *Guillemot Girart de Dijon*, clerc coadjuteur du tabellion du lieu. Témoins : Messire *Hugue Barain de Pombleres*, prêtre, et *Vaucher le Grain de Lux*. Signé après le décès dudit coadjuteur par *Guillaume Chenily*, tabellion.

Orig., G. 273, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 47.

28 février 1399.

Bail à cens en empithéote à Gilot Garnois de Malliens, pour lui et ses hoirs, par frère *Marceaul de Verranges*, pitancier et secretain de Saint Estienne ; d'un mes d'un journal, à *Malliens*, darriez le Moustier dudit lieu, de costé les hoirs de feu *Monnot Garnois*, d'une part, et les hoirs de feu *Jehan Jaquelin de Fauverney*, d'autre part; moyennant la cense annuelle de six gros viez tournois d'argent, le franc d'or pour vingt solz, le gros tournois d'argent pour vingt deniers, payable à la Toussaint; en outre, obligation de construire une maison audit mes et de la maintenir en bon état. A défaut de paiement, le reteneur devra pour chaque semaine de retard douze deniers. En présence de *Jehan le Bon*, clerc et coadiuteur du notaire de Dijon. Présents : *Perresson Caillaut*, clerc, et *Richart le Mailleret à Diion*.

Orig., G. 368, scellé à simple queue de parchemin.

N^o 48.

4 mars 1399.

Obligation au profit de l'abbaye de Saint-Etienne, par Philibert de Solain, de la somme de quatre francs pour les arrérages de la rente de cinq francs qu'il devait sur sa maison au château de Dijon, devant l'église de Saint-Etienne.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnacion d'icelli courant mil trois cens quatre vins et dix neuf, le mardi apres le dimanche que l'en chante en sainte eglise occuli mei, je *Philibert de Solain*, habitant de *Diion*, fais sauior a tous que je doy et en verite congnois et confesse deuoir a religieuses et honestes personnes abbe et couuent du monastere de Saint Estienne de *Diion*, religieuse et honeste personne maistre *Hugue de Boussevaulx*, chanoine dudit monastere, present stipulant et acceptant ou nom et a l'eueure d'iceulz, la somme de quatre frans de bon or et de just pois du coing du Roy nostre seigneur, pour cause de la cense de cinq frans que je doy ausdits religieux chascun an de annuel rente pour vne maison en laquelle je demeure a present, assise a *Diion ou Chastel*, deuant ladite eglise ; lesquelz quatre frans estoient demorez a paiez par moy des annees darreniere-ment passees. Promectant, je le dit *Philibert*, par mon serement pour ce donne corporelment aux sains euuangeliles de Dieu, rendre et paier lesdits quatre frans, aux diz religieux ou a leurs certains commandements, deans la feste de Penthecoste prouchainement venant, ensemble touz despens, missions et interests que lesdits religieux pourroient fere, encourir et soustenir pour occasion dudit debt non paie au terme que dit est. Et oblige quant adce tous mes biens mobles et immobles presens et aduenir quelxconques, especialement et expressement mon propre corps, a le pranre, mectre et detenir en prison ferme, jusques ace que paye et satisfacion soit par moy faite

ausdits religieux desdits quatre frans, au terme que dit est. Et lesdits quatre frans par moy ainsi paieez, lesdits religieux seront tenuz de moy rendre vng certain memorial fait par deuant le maieur de *Diion* de la somme de seze gros tournois que je leur deuoie, et aussi seray et demeurray quicte perpetuellement enuers lesdits religieux de touz arreraiges de la dite cense de termes passez jusques au jour de la date de ces presentes. Renuncens du tout en ce fait par mon dit serement a toutes graces, lettres, respis et dispensacion de serement empetrees ou a emprer sur le respit contredit ou dilacion de ce present debt paier, a toutes appellacions du roy nostreseigneur et a toutes autres appellacions quelxconques, et a toutes autres et singuleres excepcions de tout droit canon et ciuil par lesquelx l'en pourroit dire ou venir contre la teneur de ces presentes lettres, et mesmement au droit disant general renunciacion non valoir se l'especial n'est deuant mise. Et quant adce tenir et accomplir je ledit *Philibert* vuelz estre contrains ainsi come de chose adiugee par la court de monseigneur le duc de *Bourgoingne* a la juridicion et contrainte de la quelle court quant a ce je submet et oblige moy, touz mes diz biens et corps, et chascun d'iceulz seulz et pour le tout. En tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres faites et passees par deuant *Droyn Mareschal d'Ostun* clerc demorant a *Diion*, clerc jure de ladite court et coadiuteur du notaire de *Diion*. Presens maistre *Pierre de Jaleranges* saige en droit, et *Guienot de Marendeul* demorans a *Diion*, tesmoins a ce appelez et especialment requis l'an et le jour dessus diz. — *Marestalli*.

Orig., G. 264, scellé à double queue de parchemin.

N° 49.

23 mars 1399.

Bail à cens à Perrenot Morel de Dijon, clerc, et Girarde sa femme, pour leur vie, celle du premier de leurs enfants, et celle du survivant, par frère Robert de Baubigney, abbé du monastère de Saint-Etienne ; d'une maison sise à Dijon, rue du Marchié du blef, attenante à celle de feu maistre Girart Perreaul d'Auxonne, potier de cuivre, d'une part et celle que Perrenot tient des héritiers de maistre Richart Bouhot, derrière la maison de Jehan Chandelier ; cette maison aboutit par derrière sur le marchié des Soulers d'autre part ; moyennant huit gros viez tournois de cens viager, le franc valant 20 sols et le gros tournois d'argent vingt deniers, payable chaque année le jour de la fête de la nativité de saint Jehan Baptiste. En présence de Jehan le Bon clerc coadjuteur du notaire de Dijon. Témoins Perrenot le Tacheret, couturier, Bertrand de Redre Fellin à Dijon.

Orig., G. 274, scellé à double queue de parchemin.

N° 50.

6 avril 1399.

Bail à cens à Thiebaut Chopilley, vigneron à Dijon, pour sa vie, celles de Jehan et Huguenin Chopilley ses enfants, et du survivant des trois ; d'une pièce de vigne d'un demi-journal, sise au finaige de Diion au lieu dit : dessus Largillière, tenant à Guenot Ardi, bourgeois de Diion, et au desert de la confrarie es Chapuis de Dijon d'autre part ; pour le prix de huit solz, le franc d'or compté pour vingt solz et le gros tournois d'argent pour vingt deniers, payable chascun an à la feste de saint Remy. Passé en présence de Jehan le Bon, clerc coadjuteur du

notaire de *Dijon*. Présents : *Estienne Rouhier de Dijon* et *Pierre Roitot de Beaune*, chapuis.

Orig., G. 294, scellé à double queue de parchemin.

Nº 51.

8 avril 1399.

Transfert de créance par Jean Lenain, à Saint-Etienne.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courent mil trois cens quatre vins et dix neuf, le huitieme jour du mois d'auril apres Pasques, je *Jehan le Nain* clerc procureur monseigneur le duc de *Bourgoingne*, sauoir faiz à tous presens et aduenir que je transporte, baille et deliure a reuerend pere en Dieu frere *Robert de Baubigney*, docteur en decret. abbe du monastiere Saint Estienne de *Diion*, vng debt de cinq frans d'or, du coing real de bon or et de juste pois, que me doit *Philibert Griuot de Janley*, en lettres de duc pour la cause contenue en icelles, lesquelles lettres, j'ay bailliez au dit monseigneur l'abbe ; et ce je faiz, pour accort fait entre le dit monseigneur l'abbe et moy, dont je me tien pour bien content et du quel debt je li dis *Jehan* me deueix, et le dit monseigneur l'abbe en inueix, et le constitue en ce procureur pour iceulx cinq frans d'or pranre, leuer, requerir et demander au dit *Philibert* aux termes contenuz et dites lettres et les conuertir a son proffit. Et promet, je le dis *Jehan le Nain*, par mon serement pour ce donne corporellement aux sains euuangelles de Dieu et soubz l'obligacion de tous mes biens tant meubles comme heritaiges, presens et aduenir, quelxconques, ce present transport auoir et tenir ferme estable et agreable, et non jamais contre venir en aucune maniere, mais le dit transport conduire, garantir, deffendre et faire en pais tenir enuers et contre

tous au dit monseigneur l'abbé, et faire et prester tout ce que en cas d'euiction et de garantie puet et doit appartenir. En renuncent quant a ce, je li dis *Jehan*, par mon dit serement et soubz l'obligation que dessus, a toutes excepcions de decepcion quelxconques a ce contraires, a toutes lettres, graces, priuileges et dispensation de serement empetre et a impetrer, au droit reprouant general renunciation. Et a l'obseruance des choses dessus dites je li dis *Jehan* vieulx estre contraint et execute ainsi comme de chose adiugie par la court mon seigneur le duc de *Bourgoingne*, a la juridition et contraincte de laquelle court quant a ce je submet moy mes hoirs et tous mes biens. En tesmoing de ce, j'ay requis et obtenu le seel de la court de mondit seigneur le duc estre mis a ces presentes lettres faites et passees en la presence de *Jehan le Bon de Diion*, clerc coadiuteur du notaire du dit lieu pour mon dit seigneur. Presens : maistre *Jehan Juliot*, clerc licencie en lois, et maistre *Guillaume d'Argey* clerc, tesmoins a ce appelez et requis, l'an et le jour dessus dis. — *Jehan le Bon*.

Orig., G. 356, scellé à double queue de parchemin.

Nº 52.

4 mai 1399.

Bail à cens à Perrin le Mairet, fils de Odot le Mairet de Saint Saveur, demeurant à Diion, et Moingear sa femme, fille de feu Vuillemin le Roy du dit lieu, pour leur vie, celle de Jehan leur fils, la vie du survivant des trois ; d'une maison sise à Diion rue es Fevres, du long du monastère de Saint Estienne, d'une part, et de l'autre de la maison de Thiebaut Bizot; moyennant la cense annuelle de un franc d'or, le franc d'or pour vingt solz et le gros viez tournois d'argent pour vint deniers, payable moitié à

la fête de la nativité de saint Jehan Baptiste, moitié à celle de Noël. Ils s'engagent à la réparer avant deux ans. En présence de *Jehan le Bon de Diion*, clerc coadiuteur du tabellion. Présents : *Huguenin le Nicardet*, *Philippin Laurent*, *Jehan Larcheret*.

Orig., G. 284, scellé à double queue de parchemin.

N° 53.

23 mai 1399.

Mandement du bailli de Dijon, accordant à Saint-Etienne sauvegarde pour ses biens.

Jehan de Verranges, clerc licencié en lois et en decret, bailli de *Diion*, a tous les justiciers officiers et sergens de monsieur le duc de *Bourgoingne* establiz ou dit bailliage, et a chascun d'eulx par soy sur ce requis, salut. Pour certaines et justes causes, nous auons prins, mis et receu, et par ces presentes prenons mectons et receuons en et soubz la bonne tuicion, protection et especial sauuegarde de mondit seigneur et notre, les religieux, abbe, et conuent du monastere de Saint Estienne de *Diion*, ensamble leurs maignies et familiers et tous leurs biens quelconques. Si vous mandons et se mestier est commectons que la dite sauuegarde vous publiez et signifiez a tous et en tous les lieux dont vous en serez requis, en deffendant a tous de par mondit seigneur et nous, que sur toutes les painnes qu'ilz pourroient encouurre enuers mondit seigneur et nous a la personne ou aux personnes des dessus nommez, leurs maignies et familiers, ne meffacent ou actemptent ou sueffrent estre meffait ou actempte en corps ne en biens, en aucune maniere, et les dessus nommez leurs procureurs ou certain command gardez, maintenez, et deffendez, de par mondit seigneur et de par nous, enuers et contre tous, de tort, de force,

d'oppression, iniures, violences manifestes et de toutes autres nouuelletez indehues, en toutes leurs justes saisines possessions, droiz, vsaiges, frainchises, et libertez esquelles vous les trouuerez estre ou auoir este paisiblement et d'anciennete, tant par eulx comme par ceulx dont ilz ont cure; et en signe de ceste presente sauuegarde, et afin que aucuns ne la puissent ou doient ignorer mettez et tenez les panonceaulx armoiez aux armees de mondit seigneur, ou brandons acoustumez à mettre ou duchie de *Bourgoingne* sur les biens, terres, maisons, possessions et teneurs des dessus nommez et dont vous serez requis a la conseruacion de leur droit tant seulement; et en cas d'opposicion premiere, la chose contempcieuse dont debat ou opposicion sera faite entre les parties opposans a possession et saisine contraire, prinse et mise en la main de mondit seigneur comme souueranne et motre au profit de la partie qui droit y aura, adiourner les opposans ou l'opposant au contraire par deuant nous ou notre lieutenant a certain jour et lieu competent pour dire et debatre la cause de leur opposicion et pour proceder en oultre conioinctement ou diuisement selon raison. En rescouurant competence de ce que fait en aurez ces lettres baillees jusques a vn an. Donne le xxiii^e jour de may l'an mil ccc iii^{xx} et dix nuef. — *J. Thibiaud*.

Orig., G. 332, scellé à double queue de parchemin.

N^o 54.

24 mai 1399.

Exécution par Jean de la Mote, sergent, du mandement du bailli de Dijon.

A honore saige et discrete personne monseigneur le bailli de *Diion* ou votre lieutenant audit lieu, *Jehan de la Mote*, demourant a *Diion*, sergent de monseigneur le duc

de *Bourgoingne* et le votre, honneur reuerence avec toute obeissance. Chers sires, plaise vous sauoir que, par vertu de votre mandement contenant garde auquel ceste moye presente relacion est ataichie soubz mon seel, et a la requeste de religieuse personne, maistre *Jehan Potier*, chanoine et religieux du monastere de Saint Estienne de *Diion* et procureur et en nom de procureur des religieux abbe et conuent dudit monastere, je le sabmedi voille de la feste de la Trinite, l'an mil trois cens quatre vins et diz nuef, me transpourtay en vne piece de pray ainsin comme elle se comporte du long et du large, assise en la prahorie de *Cheuigny Saint Sauueur* appelle *le Pray du Viuien*, de coste *la Jonchiere* d'une part et par desoubz le prey de maistre *Pierre Morel*, clerc licencie en lois demourant a *Diion*. En laquelle piece de prey je trouuay ledit procureur en nom que dessus en saisine et possession d'icelle, le quel me requist, que par vertu de votre dit mandement je le gardasse, maintenisse et deffendisse, de par mondit seigneur et vous, de tort de force enuers et contre touz en sa dite saisine et possession, et en especial, senz ce que les habitans de la ville dudit *Cheuigny* en general ne en perticuler, ne aucum droit d'eulz y puissent mener ou faire mener leurs bestes pasturer le jour de la feste de la Trinite. Et pour ce je, par vertu de votre dit mandement, garday, maintin et deffendiz de par mondit seigneur et vous le dit procureur en nom que dit est, en sa dite possession et saisine, par la forme et maniere que dit est, et deffendiz generalment a touz, de par mondit seigneur et vous, que lesdiz religieux ne troublussent ou empeschessent en aucune maniere en leur dite saisine et possession, a peine de garde enfrainte ; et en signe de la dite garde, et afin que aucuns ne la puissent ou deussient ignorer, je mis et assis brandons de mondit seigneur acoustumez a mettre ou duchie de *Bourgoingne* en la dite piece de prey. Et ce fait, je me transpourtay en la ville

dudit *Cheuigny* et illec signiffiay et fiz sauoir mon dit exploit a *Vincent Boucevoiron*, *Juennet Gaudeaul*, messire *Henry le Langerot*, *Gurardot Martenot*, *Jehan Gaudeaul*, *Guiot le Clerc*, *Nicolas Martonot*, *Benoy le Brenier*, *Jehan le Landerot* a leurs propres personnes, *Demoingeot Cornete*, *Nicolas Bon Vallot*, *Benoy le filz au Roy*, *Perrenot Petit*, *Jaquot le Chatret*, *Jehan Pechinot*, *Jehan Barouyer* touz habitans dudit *Cheuigny*, tant à leurs personnes comme a leurs domicilles, et generalment a touz les autres habitans de icelle ville, lesquelz ne aucun d'eulz ne se opposerent en aucune maniere au contraire. Et ce, cher sires, je vous certiffie soubz mon seel par ceste moye presente relacion. Donne l'an et jour dessus diz.

Orig., G. 332.

Nº 55.

30 août 1399.

Signification par Jean Belin, aux Chartreux de Dijon, de sa volonté de rentrer par voie de retrait lignager, en possession des héritages qu'ils ont acquis à Genlis.

En nom de nostre seigneur amen. Par la teneur de cest present publique instrument, a tous apparaisse euidalment que, en l'an de l'incarnacion nostre seigneur conrrent mil troix cents quatre vins et dix neuf, le samedi peultime jour du mois d'auoust, enuiron heure de midi d'icellui jour, en l'ostel et monastere dez Chartreux prez de *Diion* ou claustre d'icellui monastere, deuent la selle autrement la Chambre de frares *Jaques de Balmes*, religieux et chartreux dudit monastere, en la presence de moy *Michiel* le cure de *Saint Seingne* clerc demorent à *Diion* coadiuteur du tabellion de *Diion* pour mondit seigneur le duc, et dez tesmeingns cy aprez escripts, furent presens en leurs propres personnes ledit religieux char-

treux lui assistent procureur dez religieux prieur et cou-
uent dudit monastere d'une part et messire *Jehan Belin*
de Janley prebstre d'autre part, lequel messire *Jehan Belin*
addressa sa parole audit lui assistent procureur en la
maniere que s'ensuit : Sire je seux venuz par deuers
vous, comme au procureur de ceans, au deffault de ce
que je ne peux trouver monsieur le prieur de ceans que il
est hors de ce pais quant ad present. Si, comme l'on m'a
dit, il est vray que *Gillote*, femme fut *Lasselin Juliot de*
Janley, vous a vendu certaing heritage, c'est assavoir deux
pieces de riuere, l'une sur l'*Oiche*, et l'autre d'ung terreaul
appelle le *Terreaul Juliot*, pour le prix et somme de huit
frans d'or, et a ce este fait peulx ung an enca, lezquielx
huit frans d'or je, comme pluix prochain de la dite *Gil-*
lote, vous a apportés et lez vous presente ycy realment et
de fait en la presence de ce notaire et de cez tesmeings cy
presens estens, en rachetent mondit heritage selonc la
costume dudit lieu auent ce que l'an et le jour soient
passez aprez la vendue dudit heritage, en protestent qui
ne me tourne a preiudice de rauoir mondit heritage ou
cas que autre chose n'y ferez auent ledit terme de droit
et de la dite costume, si comme je vous requier. Auquiel
ledit lui assistent procureur respondit en la maniere que
s'ensuit ou en paroles semblables en effait et en substance :
Sire j'ai bien entendu ce que vous m'auez dit, maiz en
verite je ne scet s'il est ainsy comme vous dites que nous
auons plusieurs autres acquests a *Janley* et autre part
dont je ne seux pas memoratis par cuer; maiz je regar-
dera et visitera es papiers de ceans se j'en trouera riens,
et se j'en troue riens, dan prieur venu, l'on vous y fera
toute raison et tant que vous vous en tenies pour bien
conttent. De et sur laquelle presentacion ainsy faite par
ledit messire *Jehan Belin*, et de la dite response ainsy faite
par ledit lui assistent procureur, et de et sur toutes lez-
quelles choses et vne chascune d'icelles, ledit messire

Jehan Belin a grant instance requit et demanda instrument a moy ledit jure a lui estre fait grosse et mis en forme deue soubz le seel de monseigneur le duc de *Bourgoingne*, lequiel de mon office ad sa pencion je lui octroya en la maniere que dit est. Presens *Nycholas Odenet de Tar le Chaistel* et *Jacob le Mairet de Villers soubz Geurey* ad ce presens estens. En tesmoing de ce, j'ay requis et obtenu le seel de la dite court monseigneur le duc estre mis ad cest present publique instrument fait et donne l'an, mois, jour, heure et lieu dessus diz, presens les dessus diz. — *M. L.*, cure.

Orig., G. 356, scellé à double queue de parchemin.

N° 56.

20 septembre 1399.

Bail à cens par *Robert de Baubigney*, abbé de Saint-Estienne, à *Symonnot Boloingne*, vigneron à *Dijon*, pour sa vie, celles de *Perrenin* et *Girart* ses enfants, celle du survivant des trois ; d'une pièce de vigne de trois quartiers, sise au finage de *Dijon*, lieu dit *en la Ribotée*, de costé la vigne de *Guienot Lavoquet* d'une part, et celle de *Nicolas Lienart* de l'autre ; pour le prix de quatre gros viez tournois d'argent de cense annuelle, le franc pour vint solz et le gros viez pour vint deniers, payable à la fête de l'Assomption ; passé en présence de *Jehan le Bon* de *Dijon*, clerc coadjuteur. Présents : *Estienne Rouhier* et *Perrenot le Carrelet*, recouvreur à *Diion*.

Orig., G. 307, scellé à double queue de parchemin.

N° 57.

6 octobre 1399.

Autorisation donnée aux chanoines de la chapelle ducale d'inhumer dans leur église Jean d'Escharnoz, écuyer valet du doyen.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix neuf, le sixiesme jour du mois d'octobre enuiron trois heures apres miedi dudit jour, en la ville de *Dijon*, deuant l'ostel et domicile de discrete personne et saige maistre *Jehan Couillers*, doien de la chapelle monseigneur le duc de *Bourgongne* a *Diion*, en la presence de moy *Jehan Lebon de Diion*, coadiuteur du notaire dudit lieu pour mondit seigneur, et des tesmoings cy apres escrips, messire *Jehan de Bournay*, prestre corial de la dite chappelle, dit a religieuse personne maistre *Jehan Laurent*, bachelier en lois, chanoine du monastiere Saint Estienne de *Diion*, vicaire en l'espiritualite de reuerend pere en Dieu frere *Robert de Baubigney* docteur en decret abbe dudit monastiere, les paroles ou samblables en effect qui s'ensuignent : Maistre *Jehan Laurent* je vous suis alez requerir que de grace il vous plaisit que noble homme *Jehan d'Escharnot*, escuier vallet de monsieur le doien de la dite chappelle, qu'il est trespasse, fut comme parrochiens de Saint Medart en l'église dudit Saint Medard representez et enterre en la chappelle de nostre seigneur le duc. Encore de present, comme chappellain de monsieur le doien et de lui a ce commis en la presence des assistants, le vous quier que de vostre grace il vous plaise que ainsi le veuillez faire. Liqueux maistre *Jehan* lui dit : Pour quoy pour grace vous le me requerez, je le vous octroye. Et, a l'affin que messieurs de la Chappelle ou vous pour ce n'y vulleissent acquerir aucun droit de possession, je en demande à *Jehan Lebon* cy present a moy estre

fait publique instrument soubz le seel de la cour de mondit seigneur le duc. Auquel je octroia. En tesmoing de ce j'ay requis et obtenu le seel de la dite court estre mis a ces presentes lettres faites et passees en ma presence comme dit est. Presens messire *Pierre Fremiot* prestre, *Bertrant d'Auteuille* escuier, *Perrin de Terre Monde* clerc et plusieurs autres tesmoins a ce appelez et requis l'an et jour dessus diz. — *Jo. Lebon*.

Orig., G. 221, scellé à double queue de parchemin. — Copie : Reg. G. 133, f^o 238 v^o.

N^o 58.

22 octobre 1399.

Bail à cens à Nicolas Chaudiron vigneron à Dijon, et *Marguerite* sa femme pour leur vie et celle d'*Huguenin* leur fils, celle du survivant des trois ; d'une maison sise à *Dijon* devant Saint-Michel près la *Pourtelle*, entre celle qu'*Odot de la Pourtelle* tient à cens desdits religieux, et la maison que *Gaultier de Lengres* tient également à cens des religieux ; moyennant la cense annuelle de quatre francs d'or, le franc compté pour vingt solz, et le gros viez pour vingt deniers, payable moitié à la Toussaint, moitié à la Résurrection. Passé en la présence de *Jehan le Bon* clerc coadjuteur du tabellion de *Dijon*. Présents : *Estienne Devenet* et *Perresson Caillaut* clercs à Dijon.

Orig., G. 275, scellé à double queue de parchemin.

N^o 59.

2 novembre 1399.

Bail à cens par frère *Robert de Baubigney*, abbé du monastère de Saint Estienne, à *Estienne Moingeot de la*

Duis de Sarrigney pour sa vie, celles de ses enfants *Jehan* et *Moingeot*, et du survivant des trois, d'« ung mes bint cloux de perre », d'environ une ouvrée, sis à *Sarrigney* en la rue *du Curé*, « de costé » le chemin commun d'une part, et le mes *Perreaul du Bois* d'autre part; moyennant le prix annuel d'un gros viez tournois d'argent, le franc d'or pour vingt solz et le gros tournois pour vingt deniers, payable à la fête de l'Annonciation. — A défaut d'exécution les reteneurs perdront ledit mes et seront amandables audit seigneur abbé. Passé en présence de *Jehan le Bon* clerc coadjuteur. Présents : *Jehan du Germiney* et *Jehannin Grebille*.

Orig., G. 394, scellé à double queue de parchemin.

N° 60.

16 novembre 1399.

Acquêt par l'abbaye de Saint-Etienne, sur Philibert Gueniot, de Genlis, d'un meix et maison à Genlis.

En nom de nostre seigneur amen. L'an de l'incarnation d'icellui courant mil trois cens quatre vins et dix neuf, le sezieme jour du mois de nouambre, nous *Philibert Gueniot de Janley* demorant audit lieu et *Marguerite* sa femme, c'est assavoir je la dite *Marguerite* du loux, licence et auctorite dudit *Philibert* mon mari, sauoir faisons a touz presens et aduenir que comme nous auons vendu perpetuellement, pour nous et nos hoirs, a frere *Robert de Baubigney*, docteur en decret, humble abbe du monastiere Saint Estienne de *Diion*, de l'ordre Saint Augustin, du diocese de *Lengres*, vng mes ensamble le maisonnement estant en ycellui, tant en maison, grange comme autres ediffices estans en ycellui, assis audit *Janley*, de coste le mes que tient a present *Nicolas Riguey* du seigneur de Janley d'une part et *Odot*

le Lombart d'autre part, lequel mes contient enuiron vng journaul et est vng chastel debout le chemin commun, ou quel mes et es appartenances d'icellui, en fassent le dit vendaige, nous lesdiz maries reservismes a nous nostre demeurence et aissance frainchement a la vie de nous et de nos hoirs tant seulement. Ainsin est que pour nostre proffit evident, tout le droit de demeurement et aissance et autrement ainsi par nous reservez et autres drois quelxconques se nulz en y auons par quelconque maniere que ce soit, nous de nos bons gres et certaines science senz fraude, barat ou decepcion aucune, vendons, cedons, quictons, renuncons, transpourtons et deliurons perpetuellement, pour nous et nos hoirs, par pur et leal vendaige irreuocable, audit monsieur l'abbe present, stipulant et achetant pour et au proffit de lui et de ses successeurs abbes dudit monastiere. Et ce present vendaige nous lesdiz maries, de l'autorite que dessus, faisons pour le pris et somme de quinze frans d'or du coing real de bon or et de just pois, a nous pour ce paieiz, baille et deliure, dont nous nous tenons pour bien contens. Pour quoy dudit cense cy dessus nommez nous lesdits maries, de l'autorite que dessus, nous en deuestons perpetuellement pour nous et nos hoirs et le dit monsieur l'abbe en reuestons perpetuellement pour lui et ses diz successeurs abbes ; promectant nous lesdits maries vendeurs, de l'autorite que dessus, pour nous et nos hoirs lesquelx nous obligons quant a ce, par nos serements pour ce donnez corporelment aux sains euuangelles de Dieu, et soubz l'obligation de tous nos biens quelxconques meubles et heritages, presens et aduenir, ce present vandaige auoir et tenir perpetuellement ferme, estauble et aggregable senz jamais contre venir, faire, dire ou consentir venir par nous ou par autres en aucune maniere, taisiblement ou en appert, mais conduire garantir deffendre et faire en pais tenir, enuers et contre

touz, icellui droit perpetuellement audit monsieur l'abbe et a ses dis successeurs abbes enuers touz, et faire et prester audit monsieur l'abbe et a ses dis successeurs abbes tout ce que l'on doit faire et prester en cas d'euiction et de garantie; en renuncent quant a ce nous lesdits maries vendeurs de l'autorite que dessus et par nos dis seremens, et soubz l'obligation que dessus a toutes exceptions, deceptions d'erreur, d'ignorance, malice, deciuance de lesion et de circonuencion, a toutes autres choses tant de fait comme de droit et de coutume a ce contraires, au droit reprouant general renunciation non valoir se l'especial ne precede. Et a l'obseruance des choses dessus dites nous lesdiz maries vendeurs, de l'autorite que dessus, vuillons estre contrains et execute ainsi comme de chose adiugie par la court monsieur le duc de *Bourgogne* a la juridicion et contrainte de la quelle court quant a ce nous lesdits maries vendeurs, de l'autorite que dessus, submectons nous nos hoirs et tous nos biens. En tesmoing de ce nous auons requis et obtenu le seel de la dite court estre mis en ces presentes lettres faites et passees en la presence de *Jehan le Bon de Diion* clerc coadiuteur du tabellion dudit lieu pour mondit seigneur. Presens : *Perrenot le Nouhet*, *Girart file Abras* et *Perrin Belin de Janley*, tesmoins a ce appelez et requis, l'an et le jour dessusdis. — *Jo. Lebon*.

Orig., G. 356, scellé à simple queue de parchemin. — Copie : Reg. G. 133, f^o 389 v^o.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Les chiffres renvoient aux numéros des chartes.

A

Abbé, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 16,
19, 27, 30, 33, 34, 36, 39, 40, 42, 44,
48, 49, 51, 53, 54, 56, 57, 59, 60.
Accensissement, 43. (Voir bail à cens
et cens.)
Accord, 5, 13, 42, 51.
Adeline Chevrot, 24.
Agnès, femme Jacobus du Vault, 28.
Administrator, 30 ; — perpetus, 32.
Ahuy, 16, 25,
Aiserey, 7.
Alermus de Clenleyaco, 2, 6, 10.
Alexander, 5.
Alietus le Coinginet, 7.
Amelius de Brolio, 4.
Amende, 34, 42, 43, 59.
Amortissement, 9, 38.
Andrea de Aisereyo, 7.
Andrea Monardi, 3.
Andrie de Faanay, 14, 15, 17, 18,
21, 23, 27, 31.
Andry Pasteys, 8.
Angiers, 34.
Anniversaire, 22, 24, 25, 30.
Antilly, 6.
Appellatio, 1, 4.
Appointement, 30, 38.
Aqueti, 32.
Arambour, femme li Courruet, 31.
Arc, 6, 7, 11, 14, 17.
Arcey, 6.

Archidiacre, 5, 30, 34.
Arrêt du parlement de Paris, 34.
Argey, 7, 25, 51.
Arnhem, 30.
Artois, 11, 29, 38.
Arviset, 34.
Asenois, 34.
Asnières, 19.
Assignacio, 24.
Aubertin de Sauxinet, 16, 19, 22, 33,
41.
Auditor, 1, 4, 6, 30.
Aumosne, 34.
Aussonville, 27.
Autorisation du mari, 41, 43, 60.
— du père, 31.
Autun, 21, 48.
Auxonne, 27, 49.
Avignon, 13.
Aymo de Thoreyo, 7.

B

Bachelor en lois, 57.
Bail à cens, 10, 15, 16, 17, 18, 21, 23,
26, 31, 33, 36, 41, 43, 45, 46, 47, 49,
50, 52, 56, 58, 59.
Bailli, bailliage, 8, 9, 11, 18, 29, 38,
53, 54.
Balmes, 55.
Bar, 32.
Barbier, 28, 31.
Bartholometus Regnaldet, 23.

Bartholomun le Billotet, 16.
 Baubigney, 2, 3, 6, 10, 16, 19, 33, 36,
 44, 49, 51, 56, 57, 59, 60.
 Beaulmont, 41.
 Beaune, 34, 38, 50.
 Beauté-sur-Marne, 29.
 Belote, femme Le Mercerot, 10.
 Bénéfice de division, 40.
 Benoit XIII, 1, 4, 5, 6, 7, 30.
 Benoy le Brenier, 54.
 Benoy le Filz au Roy, 54.
 Berry, 34.
 Bertelley de Beaulmont, 41.
 Bertrand d'Auteville, 57.
 Bertrand de Redre Fellin, 49.
 Bertrandus Balioti, 30.
 Bertrandus de Rivo, 1, 4.
 Besua, 23.
 Besuentis, 13.
 Bichet, 13. (Voir mesures.)
 Blaigney, 40.
 Blaisy, 6.
 Bois, 59.
 Boucher, 37.
 Bouhans, 13.
 Boulanger, 17.
 Bourbonne, 8, 11.
 Bourgeois de Dijon, 12, 25, 30, 50.
 Bourgogne, 1, 7, 8, 11, 14, 27, 29, 34,
 36, 37, 38, 42, 43, 44, 48.
 Bournay, 7, 57.
 Boussevaux, 48.
 Brazey, 6, 7, 20, 24, 36.
 Bretenières, 42, 44.
 Brolio, 4.
 Bulle, 4, 5, 6.

C

Candont, 1.
 Cardinal, 1, 4, 5, 6, 32.
 Cautio, 6, 7.
 Cens, 9, 12, 14, 24, 39, 40, 42, 43, 45,
 48, 60. (Voir bail à cens.)
 Censive, 34.
 Censuarius, 5.

Chambre des comptes, 38.
 Champiaux, 22.
 Chancelier, 35.
 Chanoine, 1, 5, 6, 7, 14, 17, 27, 30,
 36, 39, 42, 44, 47, 48, 54, 57.
 Chantre, 5, 17, 30.
 Chapelain, 4, 6, 7, 30, 34, 57.
 Chapelles : de Pichanges, 27 ; — du
 duc, 1, 4, 5, 6, 7, 36, 57.
 Chapitre, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 19, 23, 34,
 57.
 Charles VI, 34.
 Charmeris, 13.
 Charpentier, 23, 46, 50.
 Chartreux, 55.
 Chassigney, 46.
 Châtillon-sur-Seine, 6.
 Chevigny-Saint-Sauveur, 54 ; *lieux*
dits : le Pray du Vivien, 54 ; la
 Jonchière, 54.
 Choilley, 31.
 Choisy, 2.
 Cisterciens, 4.
 Clément VII, 1, 4.
 Clenley, 2, 6, 10.
 Clerc, 6, 7, 8, 12, 14, 15, 16, 17, 18,
 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30,
 31, 36, 37, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46,
 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56,
 57, 58, 59, 60.
 Clerembault Dygonot, 22.
 Colin Clamin, 20.
 Commandement, 27.
 Commissaire du duc, 11.
 Commissarius, 1, 5, 6, 8, 9.
 Commissio, 1, 30.
 Condamnation, 5.
 Confirmation de statuts, 32.
 Confrères de la Confrairie aux
 sueurs, 14, 15.
 Confrérie de Saint-Paul, 31.
 Conseiller du duc, 8.
 Conte, 38.
 Contumace, 1, 4.
 Cordonnier, 22, 24, 36.

Couchey, 18, 26; *lieux dits* : en
Charrière, 18; en Blungeo, 26.
Courchamp, 6, 22.
Coulon, 11, 38.
Coutume, 55, 60.
Couturier, 17, 18, 49.
Couvreur, 20, 31, 56.
Curator, 4.
Curé, 5, 27, 30, 32, 34, 55.
Cusey, 21.
Custos, 20.
Cutigny, 3, 33, 36.

D

Damel, 8, 35.
Danion, 34.
Darrars, 35.
Decanus, 1, 4, 5, 6, 7, 30, 57.
Demoingeot Cornete, 54.
Dépens, 1, 4, 5, 6, 7, 14, 19, 34, 37,
40, 42, 43, 48.
Dénonciation de sentence, 11.
Devest, 14, 20, 51, 42, 60.

Dijon :

Rues : au Chastel, 48. — Chaude,
28, 31. — au Conte, 12. — es
Fevres, 52. Le Four Poilley
(place), 33. — du marché des Sou-
lers, 49. — du marché du blef,
49. — du Petit Pautez, 14, 15, 45.
— es Quartaulx, 16, 40. — es
Quoquins, 23. — es Ribotes, 22,
41. Saint-Nicolas (faubourg), 23,
52. Saint-Nicolas (grand bourg),
25. Saint-Nicolas (grande rue), 25.
Saint-Pierre (paroisse), 21. —
Saint-Pierre, 33.

Portes : au Conte, 17. — du For-
merot, 17. — la Pourtelle, 58.

Finages : lieux dits, en Charme, 10.
Dessus Largillière, 50. En la
Monoie, 21. Le Petit Champ Re-
gnault, 10. En la Ribotée, 20, 56.
Viez Terreaux, 16.

Dîme, 34, 43.
Docteur en décrets, 2, 3, 6, 10, 19,
29, 44, 51, 57.
Dole, 25.
Domicile, 54.
Dominicus de Ancilleyo, 6.
Dommage, 19, 27, 40.
Dommages intérêts, 1, 14, 34.
Donation entre vifs, 2, 25; accepta-
tion de donation, 3; ratification
de donation, 22.
Droit introduit en faveur des
femmes, 2, 25.
Droyn Mareschal, 48.
Duc, 6, 7, 8, 11, 19, 24, 27, 34, 36,
37, 38, 42, 43, 44, 48, 51, 53, 54, 55,
57, 60.
Duis de Serrigny (la), 59.

E

Echevannes, 6.
Echevin, 34.
Ecuyer, 57.

Eglises :

De la Bienheureuse Marie, de Châ-
tillon, 6. — de la Bienheureuse
Marie, de Dijon, 4, 5, 6, 7, 32. —
de Janley, 43. — Notre-Dame de
Beaune, 34. — Notre-Dame de Ge-
meaux, 27. — Saint-Bénigne, 5. —
Saint-Etienne, 36, 38, 48. — Saint-
Michel, 6, 46. — Saint-Nicolas de
Dijon, 30.

Emphytéote, 45, 47.
Emolumenta, 30.
Enfermier, 14, 17.
Epicier, 22.
Escharnot, 57.
Esgallo, 1, 4.
Estienne de Cepoy, 24.
Estienne Devenet, 58.
Estienne Moingeot de la Duis de
Sarrigney, 59.

Estienne Perrot, 19.
Estienne Rouhen, 41.
Estienne Rouhey, 16.
Estienne Rouhier, 14, 15, 18, 40, 50, 56.
Estienne Rouhyer, 39.
Estiennote, femme de Beaulmont, 41.
Eude Bertrand, 40.
Eustache le Bongre, 7.
Evêque, 1, 4, 5.
Eviction, 14, 51.
Exaction, 34.
Exceptions, 1, 2, 4, 6, 7, 14, 19, 24, 25, 27, 37, 40, 48, 51, 60.
Excommunication, 2, 5, 25, 30.

F

Faanay, 14, 15, 17, 18, 21, 23, 27, 31.
Fauverney, 47.
Firmarior, 6.
Firmarius, 5, 6.
Flandres, 11.
Florence, 12, 28.
Florin (Voir monnaies.)
Foissey, 18.
Fontaine, 6, 19.
Fontenetum, 7.
Fortmariage, 34.
Fournierius, 33.
Frainchises, 53.
Franc d'or. (Voir monnaies.)
France, 8, 11, 29, 34, 38.
Fraude, 14.

G

G. de Pavellione, 4.
Galhardus de Nova Ecclesia, 1, 4, 6.
Garantie, 6, 14, 51.
Garde, 54.
Gauthier de Lengres, 58.
Gaultherin Poisseniez, 21.
Gauthier le Norgeolet, 40.

Gelietus de Blaseyo, 6.
Gelion d'Ys, 16.
Gemeaux, 27.
Germenot Sebille, 45.
Germigney, 2, 15, 59.
Gevrey, 20.
Gillote, femme Lasselin Juliot, 55.
Gillote Symonne, 21.
Gilot Garinois de Malliens, 47.
Girarde, femme Morel, 49.
Girardin de Bourbonne, 8, 11.
Girardus Berberii, 7.
Girardus Bertot, 7.
Girardus Cladelli, 13.
Girardus de Rovra, 10.
Girardus de Sepeto, 6.
Girart Abras, 60.
Girart Boloingne, 56.
Girart le Lorant, 21.
Girart Perreaul d'Auxonne, 49.
Girart Poteaul d'Asnières, 19.
Graney, 6.
Gray, 14, 15.
Gros. (Voir monnaies.)
Gruot le Tauron, 18.
Guido (évêque de Penestre), 1, 4, 5, 6.
Guido de Braseyo, 6, 7, 36.
Guido de Fonteneto, 7.
Guido Custet, 6.
Guidon du Vault, 28.
Guidonus le Tauron, 26.
Guido Sarrote, 6.
Guienot Ardi, 12, 50.
Guienot de Marendeul, 6, 48.
Guienot Lavoquet, 56.
Guienot li Cournuet, 31.
Guillaume Chenily, 26, 46.
Guillaume d'Argey, 51.
Guillaume de Brasey, 20, 24.
Guillaume le Lacier, 12.
Guillaume Perreaul, 17.
Guillelmus, 7.
Guillelmus (cardinalis Sancti Angeli), 1, 4.

Guillelmus Brunelli, 5, 6.
 Guillelmus Brunelli de Argeyo, 7, 25.
 Guillelmus de Fontanis, 6.
 Guillelmus de Longo Vico, 7.
 Guillelmus de Sancto Valerio, 7.
 Guillelmus de Valle, 6.
 Guillelmus Godardi, 7.
 Guillelmus Gondart, 1.
 Guillelmus Laugardet, 26.
 Guillelmus Laurencii, 1.
 Guillelmus le Peullet, 7.
 Guillelmus Tiece, 7.
 Guillelmus Vergerii, 30.
 Guillemete Bonost, 36.
 Guillemete, femme Labbe, 33.
 Guillemine de Vis, 18.
 Guillemote la Puillée, 14, 15, 45.
 Guillemot Girart, 14, 15, 16, 17, 18, 27, 46.
 Guillemot Le Barget, 12.
 Guiot Bartinet d'Orchamp, 21, 23, 31, 39.
 Guiot le Clerc, 54.
 Guiot le Tauron, 18.
 Guiot Melenote, 16.
 Gurardot Martenot, 54.
 Guy d'Arc, 6, 7, 11.
 Guy de Sencey, 6, 14, 15.

H

Hauteville, 57.
 Helya Lamauhama, 1.
 Helyas de Esgallo, 1, 4.
 Hanri de Vergey, 41.
 Henricus de Villabarni, 6, 7.
 Henri de Morey, 39.
 Henriot le Lombart de Janley, 44.
 Henry le Langerot, 54.
 Hôpital, 6.
 Hugo Cervele, 7.
 Hugo de Trecis, 7.
 Hugo dit Lebaul de Choix, 2.
 Hugot Persot de Tart, 19.

Hugue Barain de Pomblères, 46.
 Hugue Baroing de Plombières, 19.
 Hugue de Boussevalx, 48.
 Hugue de Lonceval, 39.
 Huguenin Chaudiron.
 Huguenin Chopilley, 50.
 Huguenin de la Marche, 18.
 Huguenin le Barbet, 12.
 Huguenin le Nicardet, 52.
 Huguenot Mainchot, 17.
 Huguenot Odeaul de Dijon, 16.
 Hugues, 17.
 Humbert de Minot, 23.
 Huot le Lacier, 12.
 Hypothèque, 2, 6, 7, 14, 25, 42.

I

Insinuatio, 6.
 Intérêts, 19, 27, 40, 48.
 Intimatio, 6.
 Indivision, 24.
 Infirmary, 6, 7.

J

J. Thibaud, 53.
 J. Villequin, 34.
 Jacob le Mairet de Villers soubz Gevrey, 55.
 Jacobus Guiber, 7.
 Jacobus du Vault, 28.
 Jacot de Mambrey, 27.
 Jacote, femme Poinssart le Mareschaut, 46.
 Jacot le Billotet, 16.
 Jacot le Courruet, 31.
 Jalleranges, 48.
 Janley, 37, 39, 42, 43, 44, 51, 55, 60 ;
lieux dits : le Champ Prestet, 42 ;
 es Eschampeaulx, 42, 43 ; le Terreaul Juliot, 55.
 Jaques de Balmes, 55.
 Jaquins le Tiller de Longo Campo, 3.

- Jaquinus Surret, 5.
Jaquot le Chatret, 54.
Jargey, 2, 44, 60.
Jehan (roi), 8, 9, 38.
Jehan Barouyer, 54.
Jehan Belin de Janley, 37, 55.
Jehan Boisot, 17.
Jehan Botenier de Choilley, 31.
Jehan Boulletot, 41.
Jehan Chandelier, 49.
Jehan Chevrot dit le Moussey, 24.
Jehan Chopilley, 50.
Jehan Couillers, 57.
Jehan Courrot de Bretenières, 42.
Jehan Courtot de Bretenères, 44.
Jehan de Beaulmont, 41.
Jehan de Bournay, 57.
Jehan de Foissey, 18.
Jehan de Germigney, 15.
Jehan de Germincy, 59.
Jehan de Prenomchères, 14.
Jehan de la Mote, 54.
Jehan d'Escharnot, 57.
Jehan de Verranges, 8, 7, 53.
Jehan Gaudeaul, 54.
Jehan Gueniot, 39.
Jehan Gurge, 37.
Jehan Huguon de Vonges, 27.
Jehan Jaquelin de Fauverney, 47.
Jehan Juliot, 27, 51.
Jehan la Male de Saint Leger sous Brevay, 45.
Jehan Larcheret, 52.
Jehan Laurent, 57.
Jehan le Bon, 12, 26, 28, 36, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 47, 49, 50, 51, 52, 56, 57, 58, 59, 60.
Jehan le Landerot, 54.
Jehan le Nain, 37, 51.
Jehan le Norgeolet, 16, 40.
Jehan le Poiseret, 31.
Jehan le Topinet, 19.
Jehan le Tresoret, 20.
Jehan Moingeot de la Duis de Sar-rigney, 59.
Jehannin Grebille, 59.
Jehan Norgeot, 12.
Jehannot Clamin, 20.
Jehannot de Cusey, 21.
Jehannot, femme le Moussey, 24.
Jehannot, femme Sebille, 45.
Jehannot le Teraillon, 37.
Jehan Péchinot, 54.
Jehan Petit, 17.
Jehan Poteaul d'Asnières, 19.
Jehan Potier, 42, 44.
Jehan Poutier, 22.
Jehan Quelon, 22.
Jehan Roleport, 22.
Jehan Taleneaul, 17.
Jehan Tiercelin, 24.
Jhean Varney, 17.
Johanninus Gurbille, 36.
Johannes Arnoleti, 7.
Johannes Beroso, 6.
Johannes Bertrandi de Tilicastro, 7.
Johannes Bonost de Villa Nova, 36, 39.
Johannes Bonost (fils du précédent), 36, 39.
Johannes Couillerii, 6, 7.
Johannes de Arceyo, 6.
Johannes de Bornayo, 7.
Johannes de Germigneyo, 2.
Johannes de Massingeyo, 6.
Johannes Deniseti de Palaisot, 5, 7.
Johannes de Sancto Theobaldo, 7.
Johannes de Tardo, 28, 31.
Johannes de Vendenissa, 7.
Johannes Fayditi, 1, 4, 6, 30.
Johannes Fisicos, 6.
Johannes Grebille de Custigneyo, 33.
Johannes Grenetier ou le Clerc, 28.
Johannes Jaquini, 25.
Johannes le Mercerot, 10.
Johannes le Poisseret, 28.
Johannes Mugnerii de Eschevan-niis, 6.
Johannes Nandoille, 6.

Johannes Nonot, 7.
 Johannes Peguti, 7.
 Johannes Quarrey, 7.
 Johannes Tesamain, 28.
 Johannes Vaucherii ou le Gaudolat,
 30.
 Johaneta, femme Regnauldus de
 Jargeyo, 2.
 Johanneta, femme Jehan Chevrot,
 25.
 Johanneta du Vault, 28.
 Juennot Gaudeaul, 54.
 Juhan (fils de Jehan Poteaul), 19.

L

Laiz, 35, 38.
 La Jonchière, 54.
 La Marche, 18.
 La Montaigne, 18.
 Lamberte le Paysandet, 17.
 Lambert Flurot, 20.
 Lambertus Bartholomei, 6.
 Lambertus Groiselier, 6, 7.
 La Montagne, 18.
 La Mote, 54.
 Langres, 6, 19, 27, 31, 32, 44, 58, 60.
 La Pourtelle, 58.
 Larencium de Metis, 7.
 Lasselin Juliot, 55.
 Lathomis, 10.
 Launier, 33.
 Laurent le Grain, 7, 8, 9, 11, 35.
 Layum, 7.
 Le Loup de Vantoulx, 33.
 Lery, 46.
 Lésion, 14.
 Lettres controverses, 2.
 Licencié en lois et en décrets, 1, 8,
 11, 27, 51, 53, 54.
 Lacey ou Lixey, 6, 14, 17, 19, 23, 25.
 Loncaval, 39.
 Longchamp, 3.
 Longvic, 7.
 Loux, 39.

Lucaul le chevalier de Fontennes,
 19.
 Luciot, femme Poteaul, 19.
 Ludovicus (cardinalis de Barro), 32.
 Lutum, 6.

M

Mainlevée, 8, 9, 29, 35.
 Mairie, maire, 34, 48.
 Maître des comptes, 8.
 Maître d'hôpital, 6.
 Malines, 8, 11, 29, 38.
 Malliens, 47.
 Mambrey, 27.
 Mandatum, 1, 2, 5, 7, 30.
 Mandement du duc, 11, 29, 35, 38.
 Mandement du bailli de Dijon, 53,
 54.
 Marceaul de Verranges, 27, 47.
 Marcellus, 26.
 Marcennay, 26.
 Marcennay en Montagne, 26.
 Marendeul, 6, 48.
 Marestalli, 8, 35, 48.
 Margareta (duchesse de Bourgogne),
 1.
 Marguerite, femme Chaudiron, 58.
 Marguerite, femme Culeteaul, 22.
 Marguerite, femme Gueniot, 39, 44,
 60.
 Marguerite, femme le Billotet, 16.
 Mariage, 34.
 Marie de Cusey, 21.
 Massingey, 6.
 Meline le Cournuet, 31.
 Messigny, 16, 40.

Mesures :

Surfaces : journal, 10, 20, 47, 60 ;
 demi-journal, 20, 50 ; ouvrée, 18,
 59. — *Volumes* : bichet, 13, demi-
 muid, 18.
 Metis, 7.
 Michiel, curé de Saint Seingne, 55.

Michiel Culeteaul, 22.
Michiel le Lorrain, 27.
Milot de Léry, 46.
Minot, 23.
Mise en possession d'une maison, 44.
Missions, 14, 19, 27, 37, 40, 48.
Moingeart le Roy, 52.
Moingeot de la Duis de Sarrigney, 59.
Moingeot (fils du précédent), 59.
Monastères : Cisterciens, 4 ; Saint-Bénigne, 4, 5 ; Saint-Etienne, 1 à 60 ; Saint-Pierre de Besançon, 13.
(Voir églises, chapelles.)
Monetus, dit le Messaigier de Ongrie, 36.

Monnaies :

Ecu d'or, 14, 26. Franc d'or (= 20 solz tournois = 1 livre tournois = 12 gros viez tournois d'argent), 6, 7, 10, 14, 15, 16, 17, 20, 24, 25, 27, 34, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 58, 59, 60. Livre tournois, 27, 34, 35, 36, 38, 39. Livre à l'assiette ancienne de Bourgogne, 8. Gros viez tournois d'argent (= 20 deniers), 16, 21, 22, 31, 39, 47, 49, 52, 56, 58, 59. Gros tournois d'argent, 23, 25, 45, 47, 49, 50. Gros, 4, 5, 14, 17, 24, 36. Florin de Florence (= 16 sols = 8 deniers), 4, 28, 46. Florin d'or, 14, 25, 33. Florin, 5, 19. Blan, 14. Sol digenois, 20. Sol tournois, 14, 17, 24, 25, 27, 39, 41, 42, 45, 46, 49, 50, 52, 56, 58, 59. Sol tournois de fort monnoie, 42, 43. Deniers tournois, 14, 17, 23, 24, 31, 34, 36, 45, 46, 47, 50, 52.
Monnot Garnoïs, 47.
Morey, 39.

N

Nebert le Tinletet, 42.
Nebert le Traletet, 43.

Negociorum gestor, 6, 7.
Nicolas Bon Vallot, 54.
Nicolas Chaudiron, 58.
Nicolas Girart, 43.
Nicolas Lienart, 56.
Nicolas Otenet, 45.
Nicolas Martonot, 54.
Nicolas Riguey, 39, 60.
Nicolaus de Massingeyo, 6.
Nicolaus Leonardi, 25.
Nicolaus Pignouse, 7.
Nicolius Perroti, 26.

Notaire, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 57, 58.

Notification, 5, 6.
Nova Ecclesia, 1, 4, 6.
Nullité, 1.
Nuviacum, 4.
Nycolas Odenet, 55.

O

Oblatio, 1, 4, 5, 6, 7.
Obligation, 37, 48.
Obligation de tous biens, 14, 19, 24, 25, 27, 37, 40, 42, 43, 48, 51.
Obventio, 4, 5, 6, 7, 27, 30.
Odetus le Fourneret, 26.
Odo Douceti, 6.
Odo Maillot, 7.
Odor de la Pourtelle, 58.
Odor le Mairet, 52.
Official, 4, 27.
Oiche, 55.
Ongrie, 36.
Opposition, 53.
Orchamp, 21, 23, 31, 39.
Ordonnance, 29.
Oudot Chevrot, 24.
Oudot Franquelin, 21.
Oudot le Lombart, 39, 60.

P

- Palaisot, 5, 7.
Palatin, 8, 11, 29, 38.
Pape, 1, 4, 5, 6, 7, 30.
Paris, 8, 11, 34, 35, 38.
P. Chaudiron, 24.
Parisetus de Ysoma, 6.
Parisius de Luto, 6.
Parisot le Gantier de Dijon, 23.
Partage, 24.
Paveillio, 4.
Peine, 43, 53.
Peintre, 7.
Penestre, 1, 4, 5, 6.
Perche, 14.
Parlement de Paris, 34.
Perreaul du Bois, 59.
Perreneta, femme le Tiller, 3.
Perrenete, femme Colin Guillemote, 33.
Perrenete la Bouillarde, 41.
Perrenetus Bonart, clerc, 25.
Perrenetus, fils Girard de Rouvre, 10.
Perrenin Boloingne, 56.
Perreninus, 3.
Perreninus, fils le Mercerot de Dijon, 10.
Perrenot Bardot de Dijon, 17.
Perrenot Bertheaul de Dijon, 46.
Perrenote, femme Humbertus de Mineto, 23.
Perrenote, femme ly Mouhet de Janley, 43.
Perrenot de Chassigney, 46.
Perrenot le Carrelet, 56.
Perrenot le Mouhet de Janley, 39, 42, 43, 44, 60.
Perrenot le Tacheret, 49.
Perrenot Maillet, 43.
Perrenot Marlot, 42.
Perrenot Morel de Dijon, 49.
Perrenot Petit, 54.
Perrenot Rouhier de Gray, 14, 15.
Perrenot Sebille, 45.
Perresson Caillaut, 47, 58.
Perret l'avocat, 20.
Perrin Belin, 44.
Perrin Belin de Janley, 60.
Perrin de Blaigney, 40.
Perrin de Terremonde, 57.
Perrin le Mairet, 52.
Perrin Morisot, 12, 52.
Perrinus Linin de Terre Monde, 36.
Petrus de Candont, 1.
Petrus de Layo, 7.
Petrus de Lixeyo ou Liceyo, 6, 14, 17, 19, 23, 25.
Petrus de Taigneria, 30.
Petrus Goetghenoech, 1, 4.
Petrus Odenet de Tard le Chatel, 7.
Petrus Tronardi, 30.
Philibert de Solain, 48.
Philibert Girart, 42, 43.
Philibert Grivot, 51.
Philibert Gueniot, 37, 39, 44, 60.
Philibertus de Villa subtus Gevreyum, 6.
Philippe (II, duc de Bourgogne), 8, 9, 11, 29, 35, 38.
Philippin Laurent, 52.
Philippus Arnaudi, 25.
Philippus de Launier, 33.
Philippus de Graneyo, 6.
Pichanges, 27.
Pierre de Aussonville, 27.
Pierre de Jalleranges, 48.
Pierre Fremiot, 57.
Pierre Morel, 27, 54.
Pierre Roitot, 50.
Pierre Rooland, 23.
Pitancier, 26, 27, 47.
Plombières, 19.
Poinsotte, femme Huguenin de la Marche, 18.
Poinssart le Mareschaut, 46.
Pomblères, 46.
Possession, 4, 5, 6, 14, 44, 53, 54, 57.
Potier de cuivre, 49.
Pourpointier, 46.

Prébende, 2, 3.
 Prenomchères, 14.
 Prêtre, 5, 6, 7, 14, 15, 19, 23, 24, 27,
 30, 36, 37, 40, 46, 55, 57.
 Preuve, 6, 7.
 Prévôt, 5, 7, 8, 11, 30.
 Prieur, 1, 6, 7, 8, 9, 11, 14, 17, 19,
 23, 25, 29, 30, 35, 55.
 Procuration (procureur), 1, 4, 5, 6,
 7, 11, 13, 27, 30, 34, 39, 42, 53, 54, 55.
 Promesse de faire réparations, 40.
 Publicatio, 6.

R

Radulphus Chappellet, 36.
 Radulphus le Pullet, 7.
 Ratification de donation, 22.
 Reconnaissance de redevance, 27.
 Recouvreur, 20, 31, 56.
 Rector, 5, 6, 27.
 Reddituarius, 5.
 Reginaldus Ayme, 7.
 Reginaldus de Nuviaco, 4.
 Regnaudot, 16.
 Regnauldus de Jargeyo, 2.
 Regnauldus Richerius, 10.
 Regnault Chevillart, 22.
 Regnault le Regnart, 20.
 Redre-Fellin, 49.
 Remède de l'âme, 2, 8, 25, 38.
 Remise par les tenanciers d'une
 maison moyennant décharge du
 cens, 28.
 Remuaige, 39.
 Rente, 8, 9, 14, 25, 27, 30, 34, 35, 38,
 39, 42, 43, 48.
 Requête, 11.
 Restitutio in integrum, 6, 7.
 Restitution (acte de), 7.
 Rethel, 8, 11, 29, 38.
 Retrait lignager, 55.
 Reynerus de Arnhem, 30.
 Richard Rotharii, 7.
 Richart Bouhot, 49.
 Richart le Mailleret, 47.

Rivus, 1, 4.
 Robert de Baubigny, 2, 3, 6, 10, 16,
 19, 33, 36, 44, 49, 51, 56, 57, 59, 60.
 Robert Marchandise, 7.
 Robertus, 6.
 Robert Vion, 19.
 Roi, 3, 7, 8, 9, 11, 14, 29, 34, 35, 38, 48.
 Rouvre, 10, 37.
 Rutgherus Mathei de Wonsel, 1.

S

Sage en droit, 48.
 Saint-Bénigne. (Voir monastères,
 églises.)
 Saint Legier soubz Brevay, 45.
 Saint Saveur, 52.
 Saint Seine in Auxeto, 5.
 Saint Seingne, 55.
 Saint Soigne, 23.
 Saisine, 14, 27, 44, 53, 54.
 Salins, 8, 11, 29, 38.
 Sanctus Angelus, 1.
 Sanctus Theobaldus, 7.
 Sanctus Valerius, 7.
 Satenayum, 7.
 Satisfatio, 7.
 Sauvegarde, 53.
 Sauxinet, 16, 19, 22, 33, 41.
 Seignorie, 11.
 Semur, 21.
 Sencey, 6, 14, 15.
 Sentence, 1, 4, 5, 6, 7, 10, 25, 30, 34,
 53 ; confirmation de sentence, 4.
 Sepetum, 6.
 Sépulture, 34, 57.
 Sergenteria, sergent, 3, 11, 54.
 Serrigny, 59 ; rue du curé, 59.
 Serment, 1, 2, 3, 6, 14, 19, 24, 25,
 27, 37, 40, 42, 43, 48, 51, 60.
 Servitude, 14.
 Signification, 54, 55.
 Simonie, 34.
 Simonot le Paysandet, 17.
 Sindicus, 6.
 Solain, 48.

Spoy, 24.
Stephanus de Sepeto, 6.
Stephanus Laboria, 1.
Stephanus Labbé, 33.
Stephanus Ougnot de Dijon, 7.
Stephanus Pergamenarii, 6.
Stephanus Rotarii, 6, 33.
Stutifera, 36.
Succession, 24.
Suppositio, 1, 30.
Symon Garneret de Marcennayo in Monte, 26.
Symonis Beaupetit, 6.
Symon le Brun de Semur, 21.
Symon le Germet, 12.
Symonnot Boloingne, 56.

T

Tabellion. (Voir notaire.)
Taigneria, 30.
Tar le Châtel, 7, 55.
Tart, 19, 28, 31.
Taxatio, 4.
Terre Monde, 36, 57.
Thesaurarius, 30.
Thevenin de Champiaux, 22.
Thiebault le Ragotet, 22.
Thiebaut Bizot, 52.
Thiebaut Chopilley, 50.
Thiericus de Charmeris, 13.
Thomas le Pelier, 6.
Thorey, 7.
Til-Châtel, 7.
Tixière, 21.
Tonnelier, 45.
Tradition, 2, 14, 44.
Transport de créance, 51.
Trecis, 7.
Trotenot d'Ahuil, 16.

V

Valle, 6.
Vantoux, 33.
Vaul, 28.
Vaultier le Grain, 31, 45, 46.
Vendenissa, 7.
Vente, 14, 19, 20, 44, 55, 60; — de cens, 12, 39.
Ventes, 39.
Vergey, 41.
Verranges, 8, 11, 17, 27, 53, 47.
Vest, 14, 42, 51, 60.
Vicaire, 5, 6, 30.
Vigner, 16, 20, 41, 50, 56, 58.
Villabarni, 6, 7.
Villa Nova, dicta aux Riches Hommes, 36.
Villemus Girard, 7.
Villemote, femme Thevenin de Champiaux, 22.
Ville-sous-Gevrey, 2, 6.
Villers-sous-Gevrey, 55.
Vincent Boucevoiron, 54.
Vincent Grisart, 18.
Vis, 18.
Visitatio, 34.
Vonges, 27.
Vuillemin le Roy, 52.
Vyot le Frainchet, 20.

W

Wonsel, 1.

Y

Yconomus, 6.
Ys, 16.
Ysoma, 6.
Ytasse, femme Bertheaul, 46.
Ytherius Arnoletti, 6.

